



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2008

Volume III

Informations
et analyses
supplémentaires

Canada⁺

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2008

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : No de catalogue P51-1/2008-1F

ISBN 978-0-660-97297-8

Copie PDF : No de catalogue P51-1/2008-1F-PDF

ISBN 978-0-662-08613-0

VOLUME III

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2007-2008

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. États financiers des fonds renouvelables
- 2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 3. Services professionnels et spéciaux
- 4. Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
- 5. Acquisition de matériel et d'outillage
- 6. Paiements de transfert
- 7. Frais de la dette publique
- 8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
- 9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
- 10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
- 11. Autres informations diverses
- 12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

États financiers des fonds renouvelables

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel	1.2
Aliénation des biens immobiliers	1.8
Bureau de la traduction	1.12
Commission canadienne des grains	1.18
Conseils et Vérification Canada	1.27
CORCAN	1.33
Géomatique Canada	1.41
Office de la propriété intellectuelle du Canada	1.47
Office national du film	1.54
Passeport Canada	1.63
Production de défense	1.69
Services communs de télécommunications et d'informatique	1.70
Services immobiliers	1.75
Services optionnels	1.80

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugement de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur exécutif,
Agence canadienne du pari mutuel
CHANTALE COURCY

Agent financier supérieur à temps plein
ROBERT DUFRESNE

Agent financier supérieur
PIERRE CORRIVEAU

le 28 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		820	(708)	(290)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	150	82	50	860
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	150	902	(658)	570
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	150	45	50	31
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		(30)		(219)
Autorisation fournie (employée).....		887	(708)	758

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(2 815)	(1 748)
Plus : imputation des CAFÉ sur le crédit après le 31 mars.....	1 291	1 117
Moins : Montants affectés au crédit après le 31 mars.....	54	60
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	(1 578)	(691)
Limite de l'autorisation.....	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	3 578	2 691

1.2 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUEVABLES

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT, GESTION INTÉGRÉE, AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (« l'Agence ») au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qu'ils n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction de l'Agence et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

le 9 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	54	59	Gouvernement du Canada	101	147
Tiers	471	525	Tiers		
Avance à justifier consentie aux employés	2	2	Créditeurs	1 191	970
	<u>527</u>	<u>586</u>	Indemnités de vacances	282	265
À long terme			Tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	83	91
Immobilisations (note 3)				<u>1 657</u>	<u>1 473</u>
Au coût	2 360	2 315	À long terme		
Moins : amortissement cumulé	<u>1 507</u>	<u>1 350</u>	Passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	853	961
	853	965	ACTIF NET (note 5)	<u>(1 130)</u>	<u>(883)</u>
	<u>1 380</u>	<u>1 551</u>	Engagements contractuels (note 6)		
				<u>1 380</u>	<u>1 551</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de l'Agence canadienne
du pari mutuel—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	13 816	13 734
Autres	39	19
	<u>13 855</u>	<u>13 753</u>
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	4 665	4 877
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 4)	(75)	705
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	2 666	2 715
Contrôle des courses	2 157	2 241
Services photographique d'arrivée	572	594
Recherche sur les stupéfiants	200	216
Autres services professionnels et spéciaux	1 159	971
Transport et télécommunications	779	763
Locations	536	547
Services publics, matériaux et fournitures	201	207
Amortissement des immobilisations	157	155
Divers	18	52
	<u>13 035</u>	<u>14 043</u>
Résultats nets	820	(290)
Actif net, au début de l'exercice	(883)	(80)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 067)	(513)
Actif net, à la fin de l'exercice (note 5)	<u>(1 130)</u>	<u>(883)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation :		
Résultats nets	820	(290)
Plus :		
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	(75)	705
Amortissement des immobilisations	157	155
	<u>902</u>	<u>570</u>
Variation des actifs et de passifs à court terme (note 7)	251	38
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi (note 4)	(41)	(64)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	1 112	544
Activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	(45)	(31)
Ressources financières nettes fournies et variation nettes de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .	1 067	513
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1 748	1 235
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	<u>2 815</u>	<u>1 748</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) a été établi en vertu de la *Loi n°1 de 1970*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n°1 de 1970*, a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de réglementer et de superviser le pari mutuel aux hippodromes de l'ensemble du Canada, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, et aux instructions de fin d'exercice émises par le bureau du Receveur général.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont générés par un prélèvement de 0.8 pourcent sur chaque dollar misé aux hippodromes canadiens. Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

b) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont passés en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

c) Immobilisations

Les améliorations locatives sont capitalisées et amorties selon la méthode linéaire sur la durée du bail correspondant ou la durée de vie utile estimative des améliorations locatives, selon la plus courte des deux.

Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, depuis leur exercice d'acquisition, sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans

d) Régime de retraite

Les employés de l'ACPM participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans la charge des avantages sociaux. Les prestations sont versées des comptes de pension de la fonction publique et de prestation de retraite supplémentaires. En vertu des dispositions législatives en vigueur, l'ACPM n'est pas tenu, de verser des contributions au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux bénéfices. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour les indemnités de cessation d'emploi, les charges à payer et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Ameublement et équipement	866	32		898
Équipement de traitement électronique de données	185			185
Véhicules motorisés	59			59
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	532	13		545
Terrains	98			98
	<u>2 315</u>	<u>45</u>		<u>2 360</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Ameublement et équipement	374	86		460
Équipement de traitement électronique de données	170	11		181
Véhicules motorisés	29	5		34
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	202	55		257
	<u>1 350</u>	<u>157</u>		<u>1 507</u>

4. Passif pour les indemnités de cessation d'emploi

	2008	2007
(en milliers de dollars)		
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, au début de l'exercice	1 052	411
Indemnités de cessation d'emploi payées durant l'exercice	(41)	(64)
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	(75)	705
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, fin d'exercice	936	1 052
Moins : tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	(83)	(91)
Tranche à long terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	853	961

5. Actif net

	2008	2007
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 815)	(1 748)
Surplus accumulé	1 685	865
	<u>(1 130)</u>	<u>(883)</u>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé :

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

6. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à terme en 2013. Les paiements de location futurs annuels sont comme suit :

	(en milliers de dollars)
2009	528
2010	533
2011	476
2012	418
exercices ultérieurs	364
	<u>2 319</u>

L'ACPM a signé des contrats pour fournir des services reliés à son mandat, lesquels venant à terme en juin 2009. Les paiements futurs annuels sont comme suit :

	(en milliers de dollars)
2009	6 186
2010	2 497
	<u>8 683</u>

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

7. Variation des actifs et des passifs à court terme

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	5	(23)
Tierces parties — Débiteurs	54	216
Frais payés d'avance		13
Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	(46)	(410)
Tierces parties — Créditeurs	221	201
Tierces parties — Indemnités de vacances	17	41
	251	38

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et

comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 30 mai 2008

*Sous-ministre adjoint,
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

le 26 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	8 000	8 796	8 000	6 741
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds ..		85		636
Autorisation fournie	8 000	8 711	8 000	6 105

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 912)	(1 594)
Plus : dépôts sur aliénations	603	203
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars		3
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(1 309)	(1 394)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	6 309	6 394

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (le « Fonds ») au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle

comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET ACTIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....		3	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	1	
Tiers	4		Dépôts sur aliénations	606	203
Travaux en cours	3 691	3 606		607	203
			ACTIF NET (note 3)	3 088	3 406
	3 695	3 609		3 695	3 609

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus	11 163	8 861
Frais d'exploitation		
Honoraires payés	1 454	915
Déboursés	913	1 205
	2 367	2 120
Résultats nets	8 796	6 741
Actif net, au début de l'exercice	3 406	2 561
Transfert en partie du surplus accumulé au Trésor (note 1)	(8 796)	(6 741)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(318)	845
Actif net, à la fin de l'exercice	3 088	3 406

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultats nets	8 796	6 741
Variation du fonds de roulement (note 4)	318	(845)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	9 114	5 896
Activité de financement		
Transfert en partie du surplus accumulé au Trésor (note 1)	(8 796)	(6 741)
Ressources financières nettes employées par l'activité de financement	(8 796)	(6 741)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	318	(845)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1 594	2 439
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 3)	1 912	1 594

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe du recouvrement des coûts, l'aliénation des biens immobiliers excédentaires, afin de générer des recettes pour l'État.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, le montant total ne devant excéder 5 000 000 \$ en aucun temps.

Tous les produits de la vente, moins les coûts et les dépenses liés à l'aliénation, sont déposés au Trésor. Conformément aux modalités approuvées par le Conseil du Trésor, tout surplus accumulé à la fin de l'année dans le Fonds, en sus de 5 000 000 \$, est déposé au Trésor. Le montant transféré au Trésor en 2007-2008 totalise 8 796 426 \$ (2006-2007 : 6 741 867 \$).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice financier au cours duquel le titre est transféré à l'acheteur et le paiement complet est reçu par le Fonds.

c) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de la main-d'oeuvre et les déboursés encourus pour les services rendus ou les biens livrés pour les aliénations ou transferts non finalisés à la fin de l'exercice financier.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

d) Dépôts sur aliénations

Les dépôts sur les aliénations des biens immobiliers constituent des recettes sur des aliénations futures qui ne sont pas finalisées à la fin de l'exercice financier.

3. Actif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	5 000	5 000
Résultats nets	8 796	6 741
Transfert en partie du surplus accumulé au Trésor (note 1)	(8 796)	(6 741)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	5 000	5 000
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . .	(1 912)	(1 594)
	<u>3 088</u>	<u>3 406</u>

4. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	3 695	3 609	(86)
Passif à court terme	607	203	404
			<u>318</u>

5. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La Direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte

des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation employée et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 8 mai 2008

*Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction*
FRANCINE KENNEDY

le 26 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	(1 654)	(8 819)	(3 718)	(7 325)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	2 654	6 938	5 156	5 118
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	1 000	(1 881)	1 438	(2 207)
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	1 000	1 397	1 000	2 439
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		4	438	(30)
Autorisation fournie (employée) (note 1).....		(3 282)		(4 616)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(7 859)	(14 915)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	10 535	15 371
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	22 093	20 044
Allocation du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualités du gouvernement).....		3 111
Allocation du crédit 23 du Conseil du Trésor (Besoins en matière de la rémunération) ...	1 319	
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(20 736)	(22 699)
Limite de l'autorisation (note 1).....	10 000	10 000
Autorisation non employée reportée.....	30 736	32 699

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») au 31 mars 2008 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	114	120	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada.....	1 383	5 939
Gouvernement du Canada.....	21 623	19 615	Tiers.....	12 101	12 424
Tiers.....	432	214	Autres passifs.....	8 309	4 779
Autres actifs (note 3).....	353	302		21 793	23 142
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—Portion à court terme.....	1 319	3 111	Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	29 929	30 132
	23 841	23 362		51 722	53 274
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi.....	7 270	8 589	PASSIF NET (note 5).....	(13 684)	(11 921)
Immobilisations (note 4).....	6 927	9 402		38 038	41 353
	38 038	41 353			

Obligations contractuelles (note 6).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus (note 7)	215 553	203 891
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	139 049	131 558
Indemnités de cessation d'emploi	2 225	3 149
Services professionnels et spéciaux	53 472	47 087
Services ministériels et administratifs	9 509	9 927
Coûts d'occupation	8 389	8 618
Transports et télécommunications	4 012	4 183
Amortissement	2 555	3 359
Achat de services de réparation et d'entretien	1 814	1 200
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 720	1 875
Radiation d'immobilisation	1 317	
Location	163	171
Information	77	73
Autres dépenses	70	16
	224 372	211 216
Résultats nets	(8 819)	(7 325)
Passif net, au début de l'exercice	(11 921)	(3 029)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	7 056	9 433
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(11 000)
Passif net, à la fin de l'exercice	(13 684)	(11 921)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(8 819)	(7 325)
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	2 555	3 359
Radiation d'immobilisations	1 317	
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2 225	3 149
	(2 722)	(817)
Variation du fonds de roulement (note 8)	(3 620)	8 064
Encaissement des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	3 111	
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 428)	(2 632)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(5 659)	4 615
Activité d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions	(1 397)	(3 048)
Ressources financières nettes employées par l'activité d'investissement	(1 397)	(3 048)
Activité de financement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(11 000)
Ressources financières nettes employées par l'activité de financement		(11 000)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(7 056)	(9 433)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	14 915	24 348
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	7 859	14 915

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 10 000 000 \$ en aucun temps.

Le 19 avril 2007, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 14 200 000 \$ pour allouer les fonds nécessaires à son programme d'investissement (6 000 000 \$ en 2006-2007; 6 200 000 \$ en 2007-2008; 2 000 000 \$ en 2008-2009). Le montant utilisé par le Fonds en 2007-2008 est de 3 281 823 \$ (2006-2007 en 4 616 021 \$).

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de contribuer 11 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi sont basés sur une estimation provenant de la direction pour cet actif plutôt que sur des évaluations actuarielles; et,
- le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants

d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés du crédit parlementaire à l'intention de la magistrature aux titres des services de traduction et les revenus générés des services d'interprétation sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation de la vie utile de l'amélioration

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de services au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Une provision est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi se rapportant aux services antérieurs au 1^{er} avril 1995. Le compte "Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi" est utilisé pour comptabiliser les indemnités réalisées avant le 1^{er} avril 1995. Le compte est réduit à mesure que les avantages sociaux sont payés aux employés affectés et deviennent recouvrables du Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor continuera de rembourser les indemnités de cessation d'emploi payées par le Fonds, pour les services antérieurs au 1^{er} avril 1995, jusqu'au 31 mars 2010. Après le 31 mars 2010, le Conseil du Trésor n'a plus l'obligation de rembourser pour les services payés.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	328	286
Autres avances	25	16
	<u>353</u>	<u>302</u>

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Transferts	Acquisitions	Radiation	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Matériel et outillage...	114				114
Matériel informatique	1 796		110	(98)	1 808
Logiciels informatiques	12 344	1 475	318		14 137
Actifs en construction	2 792	(1 475)	851	(1 317)	851
Améliorations locatives	3 513		118		3 631
	<u>20 559</u>		<u>1 397</u>	<u>(1 415)</u>	<u>20 541</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Transferts	Amortissement de l'exercice courant	Radiation	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Matériel et outillage...	62		9		71
Matériel informatique	1 526		184	(98)	1 612
Logiciels informatiques	7 461		1 718		9 179
Améliorations locatives	2 108		644		2 752
	<u>11 157</u>		<u>2 555</u>	<u>(98)</u>	<u>13 614</u>
Net	<u>9 402</u>				<u>6 927</u>

5. Passif net

Le surplus (déficit) accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	2 994	21 319
Résultats nets	(8 819)	(7 325)
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(11 000)
Surplus (déficit) accumulé, à la fin de l'exercice ..	(5 825)	2 994
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice ...	(7 859)	(14 915)
	<u>(13 684)</u>	<u>(11 921)</u>

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des détails précis de l'occupation individuelle et des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les versements futurs prévus en vertu des accords d'occupation existants se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2009.....	6 547
2010.....	3 072
2011.....	2 051
2012.....	468
2013.....	234
	12 372

7. Revenus

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Services de traduction	210 595	199 331
Services d'interprétation	3 208	3 034
Ventes de Termium.....	1 643	1 402
Autres	107	124
	215 553	203 891

8. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme.....	23 841	23 362	(479)
Moins: frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi— Portion à court terme	(1 319)	(3 111)	(1 792)
	22 522	20 251	(2 271)
Passif à court terme.....	21 793	23 142	(1 349)
			(3 620)

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La division financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées

selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité maximales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes. Les vérificateurs doivent exprimer une opinion indépendante qui révèlent si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, et les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers. La Commission, à titre de comité de vérification du Fonds, a approuvé l'émission des états financiers.

Approuvé par :

Chef de l'exploitation
(Agent financier supérieur)
GORDON MILES

Chef de la direction financière
(Agent financier supérieur à temps plein)
SHARON McSHANE

le 30 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	653	9 599	943	11 222
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	1 701	5 111	1 411	3 057
Fonds provenant de l'exploitation	2 354	14 710	2 354	14 279
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 227	3 454	2 227	1 610
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		250		855
Autorisation fournie	127	11 006	127	11 814

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(34 035)	(19 705)
Plus : imputation des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	(582)	(3 906)
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	127	127
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(34 744)	(23 738)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	36 744	25 738

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSAIRES
DU FONDS RENOUVELABLE DE LA COMMISSION
CANADIENNE DES GRAINS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2008 et les états des résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent des actifs financiers sur le passif, de l'excédent accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 2008 ainsi que de ses résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent de ses actifs financiers sur son passif et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 26 mai 2008

BILAN
31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007
ACTIF		
Actifs financiers		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds (note 8)	34 035	19 705
Comptes débiteurs (note 3)	4 949	4 897
	<u>38 984</u>	<u>24 602</u>
PASSIF		
Comptes créditeurs et charges à payer	2 760	528
Salaires	2 259	1 136
Congés annuels et heures supplémentaires	2 614	2 432
Revenus reportés (note 5)	178	132
Indemnités de cessation d'emploi (note 6)	9 149	6 257
	<u>16 960</u>	<u>10 485</u>
Excédent des actifs financiers sur le passif	22 024	14 117
Actifs non financiers (note 2)		
Autres actifs	278	158
Immobilisations corporelles (note 4)	6 520	4 948
	<u>6 798</u>	<u>5 106</u>
	<u>28 822</u>	<u>19 223</u>
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	4 941	4 941
Excédent accumulé	23 881	14 282
	<u>28 822</u>	<u>19 223</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par:

Administrateur général
ELWIN HERMANSON

Fonctionnaire des finances principal
GORDON MILES

**Fonds renouvelable de la Commission
canadienne des grains—Suite**

ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008									2007	
	Inspection prévue au budget	Inspection réelle	Pondération prévue au budget	Pondé- ration réelle	Recherche prévue au budget	Recherche réelle	Protection des producteurs prévue au budget	Protec- tion des producteurs réelle	Total prévu au budget	Total réel	Total réel
	(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		
Revenus											
Honoraires de services	24 304	28 153	10 101	11 966					34 405	40 119	40 940
Crédits spéciaux (note 7)	23 374	23 610	3 805	4 711	6 736	6 094	3 385	2 910	37 300	37 325	30 508
Crédits parlementaires (note 7)					3 862	4 417	1 026	590	4 888	5 007	5 202
Revenus de contrats	872	1 246						2	872	1 248	1 273
Droits exigés pour des licences							459	438	459	438	503
Revenus, montant total	48 550	53 009	13 906	16 677	10 598	10 511	4 870	3 940	77 924	84 137	78 426
Charges											
Salaires et charges sociales	35 974	37 478	10 939	11 610	7 430	7 427	3 555	3 070	57 898	59 585	53 832
Loyers	2 345	2 219	552	509	952	922	179	156	4 028	3 806	3 738
Déplacements	2 238	2 131	565	549	448	365	492	173	3 743	3 218	2 804
Réparations et fournitures	1 549	1 778	390	454	736	872	120	105	2 795	3 209	2 748
Amortissement	1 330	1 130	297	284	576	425	71	66	2 274	1 905	1 974
Services professionnels et spéciaux	774	677	196	163	350	315	258	311	1 578	1 466	1 258
Communications	574	493	179	156	147	129	106	46	1 006	824	833
Autres charges	603	351	262	105	(41)	56	89	13	913	525	17
Charges, montant total	45 387	46 257	13 380	13 830	10 598	10 511	4 870	3 940	74 235	74 538	67 204
Gain net	3 163	6 752	526	2 847					3 689	9 599	11 222

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Excédent accumulé au début de l'exercice	14 282	3 060
Gain net de l'exercice	9 599	11 222
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	23 881	14 282

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT DES ACTIFS FINANCIERS SUR LE PASSIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008 Montant prévu au budget	2008 Montant réel	2007 Montant réel
	(non vérifié)		
Gain net de l'exercice	3 689	9 599	11 222
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 398)	(3 477)	(1 621)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 274	1 905	1 974
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		(23)	(13)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		2	13
Achat avec reprise d'immobilisations hors caisse		21	8
	(1 124)	(1 572)	361
Acquisition d'autres actifs		(278)	(158)
Utilisation d'autres actifs		158	123
		(120)	(35)
Augmentation de l'excédent des actifs financiers sur le passif	2 565	7 907	11 548
Excédent des actifs financiers sur le passif au début de l'exercice	950	14 117	2 569
Excédent des actifs financiers sur le passif à la fin de l'exercice	3 515	22 024	14 117

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Ressources financières liées aux activités de fonctionnement		
Gain net de l'exercice	9 599	11 222
Éléments hors trésorerie inclus dans le surplus (déficit) de l'exercice		
Amortissement (note 4)	1 905	1 974
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 6)	3 229	1 086
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(23)	(13)
	14 710	14 269
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	(52)	111
Autres actifs	(120)	(35)
Passifs	3 246	(1 336)
Ressources financières nettes liées aux activités de fonctionnement	17 784	13 009
Opérations sur les capitaux propres		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 4)	(3 477)	(1 621)
Achat avec reprise d'immobilisations hors caisse	21	8
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	2	13
Ressources financières nettes liées aux opérations sur les capitaux propres	(3 454)	(1 600)
Ressources financières nettes affectées et variation de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	14 330	11 409
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	19 705	8 296
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	34 035	19 705

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains (CCG) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la Loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs, et d'assurer l'approvisionnement du marché intérieur et des marchés étrangers en une denrée fiable.

Le projet de loi C-39 : Loi modifiant la *Loi sur les grains du Canada* a été déposé au Parlement. Il comprend des réformes fondées sur les recommandations découlant des rapports soumis en 2006 par COMPAS Inc. et le Comité permanent de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Ces recommandations illustrent l'engagement du gouvernement à assouplir la réglementation et à réduire les frais obligatoires imposés au secteur céréalier, y compris les producteurs. Le projet de loi en est actuellement à la deuxième lecture. Par conséquent, aucun changement n'a été apporté aux états financiers à la suite de ce projet de loi.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, lesquelles sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation de ces états financiers sont les suivantes :

Constatations des revenus et des charges

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la fourniture de biens ou la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une créance. Les revenus qui ont été reçus mais qui ne sont pas encore gagnés sont présentés à titre de revenus reportés. La majorité des honoraires de services, tel que les activités de pesée et d'inspection, dépend du volume de céréales traité. Les revenus reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont octroyées pour une période de 12 mois.

Sauf indication contraire, les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires continus reçus pour les dépenses liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil et les charges du Laboratoire de recherches sur les grains ont été inscrits comme revenus

du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le « Fonds renouvelable »).

Les crédits parlementaires se rapportant aux indemnités de cessation d'emploi accumulés avant le 1^{er} avril 1995 et versés par la CCG ont été inscrits dans les comptes débiteurs liés au Conseil du Trésor.

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente du Fonds qui a été utilisé depuis sa création.

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds correspond au montant de l'autorisation permanente du Fonds renouvelable qui a été utilisé depuis son établissement.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants censés être finalement réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont le paiement d'intérêts ou de capital est en souffrance depuis 180 jours.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers et les immobilisations corporelles sont comptabilisés par la CCG à titre d'actifs parce qu'ils peuvent être utilisés pour la prestation de services dans les exercices à venir. Ces actifs ne fournissent habituellement pas de ressources pour régler les passifs de la CCG, à moins qu'ils ne soient vendus.

Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et comptabilisées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été inscrites au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue, à compter du mois suivant l'acquisition, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	5-10 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

Congés annuels

Les congés annuels et les congés compensateurs sont passés en charges au fur et à mesure que les employés cumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives et ces congés sont constatés dans les comptes du Fonds renouvelable à la fin de l'exercice, d'après les dossiers des employés.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés cumulent des indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, tel qu'il est stipulé dans leurs conventions de travail. La CCG comptabilise les indemnités de cessation d'emploi que les employés ont accumulées après le 31 mars 1995. Ces états financiers ne contiennent aucune provision à l'égard des indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés jusqu'au 31 mars 1995. Ces indemnités représentent une obligation de la CCG qui sera financée par le Conseil du Trésor jusqu'au 31 mars 2010. Après cette date, la CCG sera responsable du versement intégral des indemnités de cessation d'emploi.

Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre de charges sociales. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser de cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

Intérêts sur prélèvements

Des intérêts sont imputés au Fonds renouvelable à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les intérêts débiteurs sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas d'intérêts lorsque survient un excédent qui élimine la nécessité d'un prélèvement sur l'autorisation.

Incertitude relative à la mesure

Pour établir ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et établir des hypothèses qui touchent les montants présentés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants présentés des revenus et des charges durant les exercices visés. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'obligation à l'égard des indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

3. Comptes débiteurs

	2008	2007
Comptes débiteurs liés à des apparentés	73	715
Tiers	4 891	4 197
	4 964	4 912
Moins: la provision pour créances douteuses	(15)	(15)
	4 949	4 897

4. Immobilisations corporelles

	Coût			Solde de clôture	Amortissement cumulé			Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions		Solde d'ouverture	Amortissement	Diminution	Solde de clôture	2008	2007
Matériel scientifique	9 489	2 688	110	12 067	6 562	990	110	7 442	4 625	2 927
Matériel et mobilier de bureau	900		6	894	894	2	6	890	4	6
Matériel opérationnel	704	80	4	780	526	54	4	576	204	178
Matériel informatique et logiciels	7 468	629	1 532	6 565	6 311	602	1 532	5 381	1 184	1 157
Améliorations locatives	4 811	80		4 891	4 131	257		4 388	503	680
	23 372	3 477	1 652	25 197	18 424	1 905	1 652	18 677	6 520	4 948

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

5. Revenus reportés

	2008	2007
Revenus reportés provenant de licences	178	130
Autres revenus reportés		2
	178	132

6. Indemnités de cessation d'emploi

La CCG offre à ses employés des indemnités de cessation d'emploi selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont capitalisées au moyen d'une charge à payer mensuelle sur les salaires. La CCG calcule l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi selon un taux estimatif de 2,75 pour cent. Les indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés avant le 1^{er} avril 1995 sont financées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Au cours de l'exercice, la CCG a révisé ses hypothèses relatives à la durée prévue de la carrière active des employés ainsi que la situation du Fonds renouvelable, ce qui a donné lieu à un ajustement augmentant de 2 049 000 \$ l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi. Ce montant a été inscrit comme une charge de l'exercice.

	2008	2007
Indemnités de cessation d'emploi au début de l'exercice	6 257	5 610
Charge de l'exercice	3 229	1 086
Indemnités versées au cours de l'exercice	(337)	(439)
Indemnités de cessation d'emploi à la fin de l'exercice	9 149	6 257

7. Crédits parlementaires

La CCG est financée au moyen de crédits continus, de crédits spéciaux, d'une autorisation à dépenser les droits recouverts et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$. La marge de crédit du Fonds renouvelable fait présentement l'objet d'un gel depuis l'exercice 2003-2004. Pour répondre aux besoins en constante évolution de l'industrie céréalière tout en maintenant sa stabilité financière, la CCG a mis au point et retenu certaines solutions viables à long terme.

Pour l'exercice 2008-2009, le gouvernement a approuvé des crédits de 40 700 000 \$ qui se composent du surplus de la CCG de 14 200 000 \$ et de crédits spéciaux de 26 500 000 \$.

Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement et le bilan d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, les résultats de fonctionnement nets de la CCG pour l'exercice calculés selon le financement public diffèrent des résultats de fonctionnement nets calculés selon la comptabilité d'exercice. Un rapprochement de ces écarts est présenté dans les tableaux qui suivent.

Le coût de fonctionnement net correspond au montant total des revenus, moins les crédits spéciaux et les crédits parlementaires minorés du montant total des charges, plus le gain net. Il n'y a pas d'élément de rapprochement entre le coût de fonctionnement net et les crédits reçus et utilisés.

	2008	2007
Total des crédits disponibles	42 971	36 443
Crédit inutilisé - vérification interne (périmé) ..	(154)	
Remboursement d'indemnités de cessation d'emploi	(485)	(733)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice écoulé	42 332	35 710

Le total des crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice se compose des éléments suivants :

	2008	2007
Crédits spéciaux	37 325	30 508
Crédits parlementaires	5 007	5 202
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice écoulé	42 332	35 710

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

Nominations

Les charges liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil sont payées à même les crédits parlementaires. Ces montants figurent dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2008	2007
Salaires et charges sociales	470	642
Déplacements et déménagements	36	55
Loyers	16	37
Réparations, fournitures et charges diverses	4	6
Services professionnels et spéciaux	19	3
Communications	10	16
Indemnités de cessation d'emploi	33	13
Affranchissement et fret	2	1
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	590	773

Laboratoire de recherches sur les grains

Les crédits parlementaires servent à payer une partie des charges engagées par le Fonds renouvelable pour le Laboratoire de recherches sur les grains. Ces sommes sont incluses dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2008	2007
Salaires et charges sociales	2 833	2 932
Déplacements et déménagements	105	113
Loyers	729	781
Réparations, fournitures et charges diverses	455	457
Services professionnels et spéciaux	76	32
Communications	2	4
Indemnités de cessation d'emploi	191	73
Affranchissement et fret	26	37
Revenus provenant de crédits parlementaires pour le Laboratoire de recherches sur les grains	4 417	4 429
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	590	773
Total des revenus provenant de crédits parlementaires	5 007	5 202

8. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable se compose des montants qui suivent :

	2008	2007
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	9 149	6 257
Variations du fonds de roulement	2 696	(794)
Ressources liées aux activités de fonctionnement	22 190	14 242
Total de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	34 035	19 705

9. Engagements en vertu de contrats de location

Des contrats de location-exploitation pour des bureaux ont été conclus principalement avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Au cours des cinq prochains exercices, les versements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats sont les suivants :

2009	3 649
2010	3 196
2011	3 041
2012	3 016
2013 et par la suite	220
	13 122

10. Passifs éventuels

Des réclamations ont été présentées à la CCG dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées. L'issue de ces actions en justice ne peut être déterminée à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à l'égard de ces réclamations.

Les employés ont le droit de cumuler des jours de congés de maladie. Toutefois, ces congés ne sont pas acquis et ne sont accordés qu'en cas de maladie. Il est donc impossible d'établir de manière raisonnable le nombre de jours de congés de maladie qui devront être accordés dans les exercices futurs. En conséquence, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à cet égard. Les paiements de congés de maladie sont comptabilisés dans les activités de fonctionnement à mesure qu'ils sont versés.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Fin

11. Opérations entre apparentés

La CCG est apparentée en termes de propriété commune à tous les ministères, les organismes et les sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions normales de concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités. De plus, la CCG reçoit des services d'autres ministères.

Services offerts par des ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé un loyer et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance-maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement de la CCG, comme suit :

	2008	2007
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux.....	11 050	10 289
Loyers.....	3 668	3 605
Services professionnels et spéciaux		
Services de vérification et de comptabilité.....	275	274
Services-conseils.....	221	106
Services juridiques.....	194	157
Services de traduction.....	155	155
Autres.....	321	217
	15 884	14 803

À la fin de l'exercice, les montants suivants liés à des apparentés étaient inclus dans les comptes créditeurs et les comptes débiteurs :

	2008	2007
Comptes débiteurs.....	73	715
Comptes créditeurs.....	1 141	283

12. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable consistent en comptes débiteurs et en comptes créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. La CCG fournit des services à diverses entités. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, les cinq plus grandes entités intégrées représentaient 75 pour cent des soldes débiteurs de la CCG.

13. Assurance

Conformément à la politique du gouvernement sur l'autoassurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance.

14. Impôt sur le revenu

La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour refléter la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (non vérifié) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	(646)	(7 940)	(53)	(3 004)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	646	1 374	834	(1 867)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....		(6 566)	781	(4 871)
Plus : recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....		6 406		5 351
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....			300	
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		(180)		19
Autorisation fournie.....		20	481	461

conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Chef des finances
Direction générale des finances
MIKE HAWKES

le 30 mai 2008

Sous-ministre adjointe
Direction générale des conseils,
de l'information et des services partagés
JANE MEYBOOM-HARDY

le 26 mai 2008

Président-directeur général
Services de vérification Canada
ANDRÉ AUGER

le 26 mai 2008

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(1 825)	(4 389)
Plus : imputation des CAFE sur le compte de crédit après le 31 mars.....	2 080	8 395
Moins : montants crédités au compte de crédit après le 31 mars.....	4 881	8 023
Allocation du crédit 5 du Conseil du Trésor— Éventualités du gouvernement.....		590
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(4 626)	(4 607)
Limite de l'autorisation (note 1).....	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	24 626	24 607

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX
PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2008 et 2007 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mars 2008 et 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Tel que décrit dans la note 3, les états financiers du Fonds au 31 mars 2007 et pour l'exercice terminé à cette date ont été redressés. Notre rapport des vérificateurs précédent du 1 juin 2007 sur ces états financiers a été retiré.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit		185	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	85	940
Gouvernement du Canada	4 850	8 166	Tiers	1 497	7 095
Tiers	125	1 655	Autres passifs	2 053	1 643
Autres actifs (note 4)	43	272		3 635	9 678
	5 018	10 278	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	5 172	5 501
Immobilisations (note 5)	7	89		8 807	15 179
			PASSIF NET (note 6)	(3 782)	(4 812)
	5 025	10 367		5 025	10 367

Obligations contractuelles (note 8).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
	(redressé)	
Revenus (note 7)	34 088	72 811
Coûts directs	3 474	38 793
Bénéfice brut	30 614	34 018
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	29 195	27 620
Indemnités de cessation d'emploi	418	(275)
Coûts d'occupation	2 772	2 020
Services ministériels et administratifs	2 720	3 208
Services professionnels et spéciaux	1 212	2 440
Transports et télécommunications	1 077	1 197
Services publics, fournitures et approvisionnements	500	435
Intérêts sur les prélèvements du Fonds	138	19
Location	131	123
Amortissement	82	183
Autres dépenses	309	52
	38 554	37 022
Résultats nets	(7 940)	(3 004)
Passif net, au début de l'exercice tel qu'inscrit précédemment	(3 085)	(3 571)
Modification de convention comptable (note 3)	(1 727)	(1 987)
Passif net, au début de l'exercice après redressement	(4 812)	(5 558)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	6 406	5 351
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 564	4 399
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(6 000)
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 782)	(4 812)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
	(redressé)	
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(7 940)	(3 004)
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	82	183
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	418	(275)
	(7 440)	(3 096)
Variation du fonds de roulement (note 9)	(783)	(385)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(747)	(269)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(8 970)	(3 750)
Activités de financement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(6 000)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	6 406	5 351
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de financement	6 406	(649)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 564)	(4 399)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	4 389	8 788
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 6)	1 825	4 389

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit, de façon optionnelle et contre rémunération, des services de conseils et de vérification aux ministères et aux organismes fédéraux. Ces services sont aussi fournis sur demande aux gouvernements provinciaux, aux gouvernements territoriaux, aux administrations municipales et aux gouvernements autochtones au Canada, ainsi qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds reçoit des fonds d'un crédit distinct pour couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2007-2008 totalise 6 406 228 \$ (2006-2007 : 5 350 967 \$).

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de contribuer 6 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de conseils et de vérification sont constatés principalement au fur et à mesure qu'ils sont rendus sur la base d'un tarif journalier.

Pour les projets à prix fixe, les revenus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les projets à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont identifiées.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur les pensions de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le débit imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

f) Intérêts sur les prélèvements du Fonds

Des intérêts sont portés contre le Fonds à un taux établi par le ministère des Finances et sont calculés mensuellement sur le solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

3. Modification de convention comptable

En 2007-2008, le Fonds a modifié sa convention comptable et a comptabilisé une provision pour constater les indemnités de cessation d'emploi au service antérieur au 1^{er} avril 1992 avec le gouvernement du Canada, date à laquelle le Fonds a été créé.

Le Conseil du Trésor a financé le paiement de ces indemnités de cessation d'emploi pour une période de 15 ans à compter de la date de création du Fonds et a pris fin le 31 mars 2007. À compter du 1^{er} avril 2007, le financement du Conseil du Trésor a cessé puisque la période de 15 ans s'est terminée. Dorénavant, le Fonds enregistrera une provision pour l'ensemble de ces indemnités de cessation d'emploi.

Par conséquent, le Fonds a redressé sa situation financière au 31 mars 2007 ainsi que ses résultats et ses flux de trésorerie pour cet exercice clos à cette date afin de refléter cette nouvelle obligation. En raison de cette modification de convention comptable, les frais d'exploitation de 2006-2007 ont été réduits de 259 989 \$, le passif net au début de l'exercice 2006-2007 a augmenté de 1 987 094 \$ et la provision pour indemnités de cessation d'emploi a augmenté de 1 727 105 \$ au 31 mars 2007.

4. Autres actifs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services.....	30	260
Autres avances.....	13	12
	<u>43</u>	<u>272</u>

5. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel informatique.....	413		413
Logiciels informatiques.....	288		288
Améliorations locatives.....	683		683
	<u>1 384</u>		<u>1 384</u>

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel informatique.....	412	1	413
Logiciels informatiques.....	288		288
Améliorations locatives.....	595	81	676
	<u>1 295</u>	<u>82</u>	<u>1 377</u>
Net.....	<u>89</u>		<u>7</u>

6. Passif net

Le surplus (déficit) accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice tel qu'inscrit précédemment....	1 304	5 217
Modification de convention comptable (note 3)...	(1 727)	(1 987)
Surplus (déficit) accumulé, au début de l'exercice après redressement.....	(423)	3 230
Résultats nets.....	(7 940)	(3 004)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....	6 406	5 351
Mesure de compression des dépenses (note 1)....		(6 000)
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice.....	(1 957)	(423)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice... ..	(1 825)	(4 389)
	<u>(3 782)</u>	<u>(4 812)</u>

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

7. Revenus

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Services de conseils	17 702	55 559
Services de vérification	16 386	17 252
	34 088	72 811

8. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des détails précis de l'occupation individuelle et des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les versements futurs prévus en vertu des accords d'occupation existants se chiffrent à :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2009.....	2 287
2010.....	1 868
2011.....	1 747
2012.....	1 750
2013.....	1 705
	9 357

9. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	5 018	10 278	5 260
Passif à court terme	3 635	9 678	(6 043)
			(783)

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

11. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable CORCAN

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conforme à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds

maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe ERSNT & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Contrôleur
JEFF STAPLEDON

Directeur exécutif
JOHN SARGENT

le 3 juin 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	(non vérifié)		(non vérifié)	
Résultats nets		3 296		2 107
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	2 374	2 494	1 800	2 219
Fonds provenant de l'exploitation	2 374	5 790	1 800	4 326
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	3 000	3 325	2 400	3 415
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(1 255)	(2 079)	600	(1 931)
Autorisation fournie (employée)	629	4 544	(1 200)	2 842

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
	(non vérifié)	
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(18 925)	(14 380)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	7 668	7 668
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1 920	1 182
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(13 177)	(7 894)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	18 177	12 894

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSAIRE DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2008, ainsi que les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de CORCAN. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2008, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable de CORCAN. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ainsi que pour aucune autre fin que celle établie.

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 23 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
	(redressés note 3)			(redressés note 3)	
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs (note 5)	4 727	5 225	Créditeurs (note 8)	10 778	8 476
Stocks (note 6)	9 670	9 215	Revenu reporté	334	727
Autres	5	181	Salaires et vacances à payer	2 978	2 447
	14 402	14 621		14 090	11 650
Immobilisations corporelles (note 7)	11 978	10 467	À long terme		
			Indemnités de cessation d'emploi (note 9)	5 246	5 145
			Engagements et éventualités (notes 10 et 14)		
			ACTIFS NETS (note 11)	7 044	8 293
	26 380	25 088		26 380	25 088

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007
		(redressés note 3)
Revenus (note 12)	70 588	60 307
Coût des marchandises vendues (note 12)	75 587	66 253
	(4 999)	(5 946)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 4) . . .	23 308	22 262
Divers	459	332
	23 767	22 594
Dépenses		
Administrations centrale/régionale (note 13)	9 218	8 746
Programme d'emploi et d'employabilité (note 13) . . .	3 561	3 331
Vente et commercialisation (note 13)	2 693	2 172
	15 472	14 249
Résultats nets	3 296	2 399
Actifs nets au début de l'exercice, tels qu'inscrits précédemment	8 622	9 188
Redressement aux chiffres comparatifs (note 3)	(329)	(621)
Actifs nets au début de l'exercice après redressement . .	8 293	8 567
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(4 545)	(2 673)
Actifs nets à la fin de l'exercice (note 11)	7 044	8 293

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007
		(redressés note 3)
Activités d'exploitation		
Résultats nets	3 296	2 399
Éléments hors caisse :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	681	409
Amortissement des immobilisations corporelles . .	1 669	1 516
Perte sur cession d'immobilisations	145	3
Autres	183	
	5 974	4 327
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Débiteurs	498	242
Stocks	(455)	646
Autres	176	50
Indemnités de cessation d'emploi	(580)	(201)
Créditeurs	2 302	440
Revenu reporté	(393)	443
Salaires et vacances à payer	531	141
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	8 053	6 088
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(3 557)	(3 419)
Produits de cession d'immobilisations	49	4
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(3 508)	(3 415)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4 545	2 673
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	14 380	11 707
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	18 925	14 380

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

CORCAN est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou « le Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor. Le but du Fonds renouvelable de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'autorité de ce Fonds et représente les actifs cédés au Fonds au début de l'exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du Conseil du Trésor et ce, tel que prescrit par le receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus en ce qui attrait :

Méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du Conseil du Trésor et ce, tel que prescrit par le Receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus en ce qui attrait :

le passif de vacances des employés est fondé sur une estimation faite par la gestion. Le passif d'indemnités de cessation d'emploi a été établi en utilisant l'évaluation fournie par le Conseil du Trésor;

le financement des immobilisations corporelles reçu lors de l'établissement du fonds par le Conseil du Trésor, est présenté comme capital d'apport et non en réduction des coûts des immobilisations corporelles.

Constation des revenus et dépenses

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve

convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu ou que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus mais non réalisés sont inscrits comme un revenu reporté.

La méthode du pourcentage des travaux réalisés est utilisée pour les contrats de construction. La détermination du degré d'achèvement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues.

Les dépenses sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles ont été engagées. Les indemnités de vacances et congé compensatoire sont passés en charges au fur et à mesure que les bénéfices sont courus pour les employés selon leur condition d'emploi respective.

Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor et tous les décaissements effectués par CORCAN sont payés par le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre ministères du gouvernement fédéral.

Débiteurs

Les débiteurs et les prêts sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est créée pour les créances dont le recouvrement semble incertain.

Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds établit des provisions pour stocks en surplus et/ou périmés pour chacun des sites.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant le mois de leur mise en service pour la durée de leur vie utile estimative selon les taux suivants:

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—

Suite

Équipement	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Amélioration locative	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Avantages sociaux futurs des employés

Régime de retraite

Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN sont couverts par la *Loi sur la pension de la fonction publique* et par la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La portion du coût des pensions du gouvernement du Canada est comprise dans les avantages sociaux établis en fonction du Fonds. Le paiement des pensions en tant que tel est effectué à partir du compte de pension de retraite de la fonction publique et du compte de prestations de retraite supplémentaires. La charge de retraite est constatée lorsqu'elle est payée. Les cotisations au régime sont imputées aux dépenses dans l'année où elles sont engagées et représentent l'obligation totale de CORCAN dans le cadre du régime. Les dispositions législatives courantes n'obligent pas CORCAN à verser des contributions pour les déficits actuariels du régime.

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du ministère au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. En vertu des dispositions législatives en vigueur, le ministère n'est pas tenu de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités futures des employés sont constatées lorsqu'elles sont acquises. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats actuariels déterminés des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor du Canada, qui sont conformes aux principes comptables

généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de départ, la provision des garanties et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils surviennent.

Congé de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers.

Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires et vacances à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, la monnaie ou le crédit.

3. Redressement aux chiffres comparatifs

Modification de convention comptable

En 2007-2008, le Fonds a changé sa politique comptable et a inscrit une provision pour constater les indemnités de cessation d'emploi au service antérieur au 1 avril 1992 avec le gouvernement du Canada, date à laquelle le Fonds a été créé. Le Conseil du Trésor a financé le paiement de ces indemnités de cessation d'emploi pour une période de 15 ans à compter de la date de création du Fonds et a pris fin le 31 mars 2007. À compter du 1 avril 2007, le financement du Conseil du Trésor a cessé puisque la période de 15 ans s'est terminée.

Par conséquent, le Fonds a redressé sa situation financière au 31 mars 2007 ainsi que ses résultats et ses flux de trésorerie pour cet exercice clos à cette date afin de refléter

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Suite

cette nouvelle obligation. En raison de ce changement de politique comptable, les frais d'exploitation de 2006-2007 ont été réduits de 80 000 \$, l'actif net au début de l'exercice 2006-2007 a diminué de 1 335 000 \$ et la provision pour indemnités de cessation d'emploi a augmenté de 1 255 000 \$ au 31 mars 2007.

Recouvrement d'indemnités de cessation d'emploi

En 2007-2008, le Fonds a reçu 926 000 \$ du Conseil du Trésor concernant des indemnités de cessation d'emploi gagnées pour des services rendus avec 1992 et qui ont été payées par le Fonds. Au moment du paiement, le Fonds n'était pas légalement responsable pour ces indemnités de cessation d'emploi et par conséquent a comptabilisé une dépense plus élevée que son obligation légale. Conséquemment, le Fonds a redressé sa situation financière au 31 mars 2007 ainsi que ses résultats et ses flux de trésorerie pour cet exercice clos à cette date. En raison de ce changement le solde des actifs nets a augmenté de 714 000 \$, les frais d'exploitation ont été réduits de 212 000 \$ et les comptes recevables (Gouvernement du Canada) ont augmentés de 926 000 \$ au 31 mars 2007. Le solde à recevoir de 926 000 \$ a été entièrement reçu au cours de l'année fiscale 2008-2009.

4. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Durant l'année, le Service correctionnel du Canada, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre au Fonds renouvelable de CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles, les ateliers et les fermes, et d'assurer l'entretien de ces dites installations ainsi que les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas inclus dans l'état des résultats et de l'actif net.

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de sorte qu'un seul ministère mène sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada ne sont pas inclus à titre de dépenses dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Le Fonds renouvelable de CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le Service correctionnel du Canada [« SCC »] et tous les autres ministères fédéraux.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	26 523	14 524
Formation, services correctionnels et autres frais	23 308	22 262
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	34 134	34 964
	<u>83 965</u>	<u>71 750</u>

5. Débiteurs

	2008	2007
	(redressé (note 3) (en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	2 381	2 108
Tiers	2 687	3 315
	<u>5 068</u>	<u>5 423</u>
Provision pour créances douteuses	(341)	(198)
	<u>4 727</u>	<u>5 225</u>

6. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants:

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	4 857	3 963
Travaux en cours	435	439
Produits finis	4 040	3 869
Stocks d'agroentreprise	995	1 222
	<u>10 327</u>	<u>9 493</u>
Provision pour stocks périmés	(657)	(278)
	<u>9 670</u>	<u>9 215</u>

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Suite

7. Immobilisations corporelles et amortissement cumulé

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

	Coût			
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Équipement	27 511	2 589	1 867	28 233
Amélioration locative	1 300	112		1 412
Parc de véhicules	1 395	852	174	2 073
Autres	323	4	288	39
	<u>30 529</u>	<u>3 557</u>	<u>2 329</u>	<u>31 757</u>
	Amortissement cumulé			
	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Équipement	18 936	1 303	1 632	18 607
Amélioration locative	77	123		200
Parc de véhicules	883	230	165	948
Autres	166	13	155	24
	<u>20 062</u>	<u>1 669</u>	<u>1 952</u>	<u>19 779</u>
			2008	2007
			Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
			(en milliers de dollars)	
Équipement			9 626	8 575
Amélioration locative			1 212	1 223
Parc de véhicules			1 125	512
Autres			15	157
			<u>11 978</u>	<u>10 467</u>

La dépense d'amortissement pour l'année était de 1 669 000 \$ (2007—1 516 000 \$).

8. Crédoiteurs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	902	1 628
Tiers	9 876	6 848
	<u>10 778</u>	<u>8 476</u>

9. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pourcent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2007-2008, les charges s'élèvent à 3 619 000 \$ (3 364 000 \$ en 2006-2007), soit environ 2,6 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada.

Voici quelles étaient les indemnités de départ au 31 mars :

	2008	2007
	(en milliers de dollars) (redressé note 3)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	5 145	4 937
Charge pour l'exercice	681	409
Indemnités versées pendant l'exercice	(580)	(201)
	<u>5 246</u>	<u>5 145</u>

10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de CORCAN peuvent donner lieu à des contrats et des obligations couvrant plusieurs années en vertu desquels CORCAN sera tenu d'effectuer des paiements futurs pour l'acquisition de biens ou services. Le Fonds renouvelable de CORCAN s'est engagé en vertu des modalités de divers contrats de location, y compris à l'égard d'un montant de 8 796 000 \$ relatif à l'entrepôt de Kingston. Le contrat de location a été conclu en septembre 2006 et expire en août 2016.

Fonds renouvelable CORCAN—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Fin

Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2009	1 137
2010	1 245
2011	1 235
2012	1 224
2013 et par la suite	4 877
	9 718

11. Actifs nets

Les actifs nets comprennent les éléments suivants :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
	(redressé note 3)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(18 925)	(14 380)
Déficit accumulé	(4 573)	(7 869)
Actifs nets à la fin de l'exercice	7 044	8 293

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente utilisée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

12. Revenus et coûts des marchandises vendues

Exercice terminé le 31 mars 2008	Coût des marchandises vendues		Marge bénéficiaire brute
	Revenus		
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	7 534	11 647	(4 113)
Services	5 312	5 524	(212)
Textile	7 203	6 939	264
Fabrication	37 524	38 275	(751)
Construction	13 015	13 202	(187)
	70 588	75 587	(4 999)

Exercice terminé le 31 mars 2007	Coût des marchandises vendues		Marge bénéficiaire brute
	Revenus		
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	7 896	10 919	(3 023)
Services	5 022	5 586	(564)
Textile	3 935	4 977	(1 042)
Fabrication	32 392	34 048	(1 656)
Construction	11 062	10 723	339
	60 307	66 253	(5 946)

13. Dépenses

Le tableau suivant donne le détail des dépenses par catégorie :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux	9 268	8 360
Services professionnels et spéciaux	3 653	3 335
Locations	877	1 049
Transports et télécommunications	886	943
Services publics, fournitures et approvisionnement	347	276
Achat de services de réparation et d'entretien	63	71
Information	104	65
Autres dépenses	274	150
	15 472	14 249

14. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le Fonds renouvelable de CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existe aucune réclamation au 31 mars 2008.

15. Chiffres comparatifs

Les montants correspondants de la période précédente ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation utilisée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Ces états financiers ont été dressés selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont

enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur général, Finances
(Agent financier principal à plein temps)
THÉRÈSE ROY, CA

Sous-ministre adjoint,
Secteur de la gestion et des services intégrés
(Agent financier principal)
DR. RICHARD TOBIN

le 2 juin 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (non vérifié) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultat (perte) net(te)	300	(2 943)	800	19
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations		121	300	127
Créances irrécouvrables				(1)
Fonds provenant de l'exploitation	300	(2 822)	1 100	145
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations		56	200	2
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	300	85	900	(386)
Autorisation fournie		(2 963)		529

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 294)	(7 577)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1 056	1 385
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	406	415
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	(3 644)	(6 607)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée ⁽¹⁾	8 644	11 607

⁽¹⁾À l'autorisation fournie de 5 000 \$ s'ajoute un surplus de caisse de 3 644 \$. Conséquemment, le montant disponible pour emploi dans les exercices ultérieurs est de 8 644 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de Géomatique
Canada—Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL,
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
RESSOURCES NATURELLES CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2008 et les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2008 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	383	256	Gouvernement du Canada	1 276	2 616
Tiers (note 4)	662	1 437	Tiers		
Stocks (note 5)	454	409	Créditeurs	434	88
Charges payées d'avance	29	22	Indemnités de congé	50	84
	1 528	2 124	Revenu différé	63	
Immobilisations (note 6)				1 823	2 788
Au coût	3 243	3 333	À long terme		
Moins : amortissement cumulé	3 076	3 101	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	90	126
	167	232	PASSIF NET (Note 9)	(218)	(558)
	1 695	2 356	Éventualités (Note 11)		
				1 695	2 356

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. 42 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus		
Produits	1 121	2 427
Services	1 635	1 977
Consultation	7	535
	2 763	4 939
Coût des produits vendus		
Produits	460	328
Revenus avant coûts directs et indirects	2 303	4 611
Coûts directs		
Traitements	1 057	996
Avantages sociaux	265	265
Services professionnels et spéciaux	1 616	1 577
Transport et communications	234	287
Services publics, fournitures et approvisionnements	119	47
Information		3
Location	76	86
Services de réparation et d'entretien	25	143
Autres dépenses	2	4
	3 394	3 408
Coûts indirects		
Services du ministère et du secteur	404	348
Frais d'occupation	265	282
Amortissement des immobilisations (Note 6)	53	59
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	11	5
Ajustements des stocks pour désuétude	(382)	
	351	694
Coûts totaux	3 745	4 102
Résultat (perte) net(te) des activités courantes	(1 442)	509
Résultat (perte) net(te) des activités abandonnées (Note 7)	(1 501)	(490)
Résultat (perte) net(te)	(2 943)	19
Passif net, au début de l'exercice	(558)	(700)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	3 283	123
Passif net, à la fin de l'exercice	(218)	(558)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde, au début de l'exercice	3 981	3 962
Résultat (perte) net(te) de l'exercice	(2 943)	19
Renversement de la réserve pour le remplacement des presses d'imprimerie (Note 9)	1 600	
Solde, à la fin de l'exercice	2 638	3 981

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultat (perte) net(te) des activités courantes	(1 442)	509
Résultat (perte) net(te) des activités abandonnées (Note 7)	(1 501)	(490)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations	121	127
Créances irrécouvrables		(1)
	(2 822)	145
Variations d'éléments du fonds de roulement (Note 3)	(369)	(257)
Variation dans la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(36)	(9)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(3 227)	(121)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (Note 6)	(56)	(2)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(3 283)	(123)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	7 577	7 700
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (Note 9)	4 294	7 577

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, il portait le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le «Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection» était renommé «Fonds renouvelable de Géomatique Canada». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 \$.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que : les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés, à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Pour les contrats de consultation et de services s'échelonnant sur plusieurs exercices, les revenus sont reconnus selon la méthode linéaire en fonction de la durée du contrat.

d) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen d'impression de chaque titre.

Les stocks de cartes en main comprennent uniquement celles imprimées mais non vendues depuis la création du Fonds. Le Fonds détient également en consignation les cartes qui ont été imprimées avant la création du fonds. Elles ne font pas partie de l'inventaire mais elles sont considérées dans le coût des marchandises vendues lorsqu'elles sont vendues.

e) Immobilisations

Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le 1^{er} avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

f) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

**Fonds renouvelable de Géomatique
Canada—Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités de cessation d'emploi gagnées avant le 1^{er} avril 1994 sont la responsabilité du Conseil du Trésor et, par conséquent, ne sont pas enregistrées dans les comptes. Le coût des indemnités gagnées depuis le 1^{er} avril 1994 est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

h) Frais généraux ministériels et sectoriels

Les frais généraux ministériels et sectoriels comprennent le coût des services administratifs, de gestion et les autres coûts encourus lors de la livraison de services directs au Fonds. L'allocation est fondée sur des taux préétablis en fonction du nombre d'employés (salaire) ou du nombre d'unités d'affaires (composantes sectorielles ou ministérielles).

3. Information incluse dans l'état des flux de trésorerie

	2008	2007
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	(127)	709
Tiers	775	596
Stocks	(45)	198
Charges payées d'avance	(7)	4
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(1 340)	(782)
Tiers	312	(982)
Revenu différé	63	
Total	(369)	(257)

4. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2008	2007
Débiteurs	777	1 628
Provision pour créances douteuses	(115)	(191)
Total	662	1 437

5. Stocks

	2008	2007
Cartes		
Cartes topographiques	443	288
Cartes géographiques	11	16
	454	304
Matériel		
Papier		76
Plaques		7
Encre		22
		105
Total	454	409

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 614	55	(145)	1 524
Ameublement	35		(1)	34
Équipement mécanique	407			407
Matériel de bureau	8	1		9
Équipement d'impression	988			988
Équipement scientifique	281			281
Total	3 333	56	(146)	3 243

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement ⁽¹⁾	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 610	51	(145)	1 516
Ameublement	32	1	(1)	32
Équipement mécanique	209	42		251
Matériel de bureau	8			8
Équipement d'impression	989			989
Équipement scientifique	253	27		280
Total	3 101	121	(146)	3 076

⁽¹⁾Inclus dans l'amortissement de 121 \$ le montant de 68 \$ en amortissement provenant des immobilisations relatives aux activités abandonnées des divisions aéronautique et publication.

7. Activités abandonnées

Au cours de l'exercice, le Fonds a adopté un plan visant à fermer les activités commerciales de ses divisions de l'aéronautique et de la publication. Par conséquent, les résultats d'exploitation de ces divisions ont été classés

**Fonds renouvelable de Géomatique
Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Fin

dans les activités abandonnées et les chiffres correspondants ont été retraités. Les immobilisations se rapportant à ces divisions ont été entièrement amorties.

8. Renseignements par secteur d'activité

	2008			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	209	240		449
Tiers	912	1 395	7	2 314
Revenus totaux	1 121	1 635	7	2 763
Coût des produits vendus	460			460
Résultats avant coûts directs et indirects	661	1 635	7	2 303
Coûts directs	1 171	2 214	9	3 394
Coûts indirects	16	333	2	351
Coûts totaux	1 187	2 547	11	3 745
Résultat (perte) net(te) des activités courantes	(526)	(912)	(4)	(1 442)
Éléments d'actif				
Actifs financiers	639	883	6	1 528
Immobilisations (nettes)	10	157		167
Dépenses en capital	1	55		56
Amortissement des immobilisations	34	18	1	53
	2007			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	1 497	392	535	2 424
Tiers	930	1 585		2 515
Revenus totaux	2 427	1 977	535	4 939
Coût des produits vendus	328			328
Résultats avant coûts directs et indirects	2 099	1 977	535	4 611
Coûts directs	1 655	1 229	524	3 408
Coûts indirects	468	191	35	694
Coûts totaux	2 123	1 420	559	4 102
Résultat (perte) net(te) des activités courantes	(24)	557	(24)	509
Éléments d'actif				
Actifs financiers	1 142	958	24	2 124
Immobilisations (nettes)	78	153	1	232
Dépenses en capital		1	1	2
Amortissement des immobilisations	20	38	1	59

9. Passif net

	2008	2007
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 294)	(7 577)
Réserve pour le remplacement des presses d'imprimerie*		1 600
Surplus cumulé	2 638	3 981
Passif net	(218)	(558)

* La réserve pour le remplacement des presses a été transférée au surplus cumulé puisqu'elle ne sera plus nécessaire due à l'abandon des activités aéronautique et publication.

10. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'état. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

11. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

12. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour en permettre le rapprochement avec ceux de l'exercice à l'étude.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

*Commissaire aux brevets, registraire
des marques de commerce et présidente*
MARY CARMAN

Directeur, Direction des finances
ANDRÉ ROUSSEAU, CGA

le 30 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice net.	600	14 632	110	14 986
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.	7 245	4 532	8 719	5 517
Fonds provenant des opérations.	7 845	19 164	8 829	20 503
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.	8 000	2 916	6 000	4 515
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.	894	(5 022)	(4 890)	(12 494)
Autorisation fournie (employée).	(1 049)	21 270	7 719	28 482

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉ (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.	(139 353)	(110 844)
Virement du Conseil du Trésor pour prestations de cessation d'emploi.	(736)	(264)
Budgets supplémentaires des dépenses.		(390)
	(140 089)	(111 498)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.	12 812	3 889
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.	2 547	1 565
Autres éléments.	4 376	3 020
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.	(134 200)	(112 194)
Limite de l'autorisation.	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.	139 200	117 194

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2008 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Petite caisse	2	2	Comptes de dépôts	2 339	1 884
Débiteurs			Créditeurs		
Gouvernement du Canada	880	861	Gouvernement du Canada	7 579	1 841
Tiers	2 403	1 565	Tiers	9 510	6 997
Revenus non facturés	7 390	7 259	Revenus reportés	39 623	37 160
Charges payées d'avance	171	234		59 051	47 882
	10 846	9 921	Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	9 487	8 464
Immobilisations (note 3)	13 933	17 461	Revenus reportés	48 317	46 891
Revenus non facturés	1 747	998		57 804	55 355
			Assistance d'immobilisation reportée (note 4)		1 595
			Obligations contractuelles (note 6)		
			Éventualités (note 10)		
			PASSIF NET (note 5)	(90 329)	(76 452)
	26 526	28 380		26 526	28 380

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2008	2007
Revenus	144 552	138 258
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	88 070	81 486
Services professionnels	23 100	20 751
Amortissement des immobilisations	6 445	13 369
Logement	7 792	7 625
Matériels et fournitures	2 105	1 921
Entretien et réparation	1 051	1 140
Information	211	308
Communications	745	879
Voyages	664	657
Fret et courrier	455	383
Formation	697	910
Location	181	175
Perte sur disposition d'éléments d'actifs.		53
	131 516	129 657
Bénéfice net avant l'amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	13 036	8 601
Amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	1 596	6 385
Bénéfice net	14 632	14 986
Passif net, au début de l'exercice	(76 452)	(62 289)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	(28 509)	20 851
Virement d'une partie du surplus accumulé de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)		(50 000)
Passif net, à la fin de l'exercice	(90 329)	(76 452)

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	14 632	14 986
Plus : amortissement des immobilisations.	6 445	13 369
Plus : perte sur disposition des actifs		53
Moins : amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	1 596	6 385
	19 481	22 023
Variation du fonds de roulement (note 7)	10 244	6 517
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés	(749)	1 174
Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	1 023	1 429
Revenus reportés	1 426	2 521
	1 700	5 124
Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation	31 425	33 664
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2 916)	(4 515)
Activités de financement		
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)		(50 000)
Ressources financières nettes provenant des activités d'investissement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	28 509	(20 851)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	110 844	131 695
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	139 353	110 844

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. But et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Conformément à la décision du Conseil du Trésor #833200 (Compression des dépenses du budget de 2006), datée du 30 novembre 2006 et prenant effet en 2006-2007, le Fonds a transféré 50 000 000 \$ de son surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »).

2. Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que: les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les revenus sont calculés en utilisant la méthode de pourcentage d'achèvement, au fur et à mesure que les demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont traitées. Les frais reçus avant que

le travail soit complété sont présentés comme revenus reportés. Lorsque le travail est complété avant que les frais soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. En 2007-2008, la méthode par laquelle le fonds estime le niveau de l'effort exigé dans chacune des différentes phases du processus pour les applications de marque de commerce a été mise à jour, ayant pour résultat une diminution de 1 500 000 \$ sur les revenus gagnés en 2008 comparés à la méthode précédente. Les frais de maintien et les autres revenus sont reconnus lors de la réception des sommes. Les droits sont prescrits par divers décrets en conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Équipement	10 ans
Ameublement	10 ans
Systèmes	durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel

Assistance d'immobilisation reportée

Le Fonds a reçu 63 848 000 \$ de l'État pour le développement du projet d'automatisation TechSource qui a été mis en place en 1997-1998. L'assistance d'immobilisation reportée a été amortie en utilisant la méthode linéaire pour la durée de vie du système TechSource et était complètement dépréciée à la fin de la présente année financière.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédent son embauche au sein du Fonds représentent une obligation du Conseil du Trésor et, donc, ne sont pas inscrites aux comptes. Au 31 mars 2008, le passif du Conseil du Trésor pour les employés du Fonds est de 4 300 000 \$ (2007 : 4 800 000 \$). L'obligation des prestations gagnées après l'embauche des employés à l'OPIC est inscrite aux comptes comme indemnité à payer aux employés.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Le Conseil du Trésor finance le paiement de ces prestations pour une période d'au plus quinze ans à compter de la date de création du fonds renouvelable. En 2009-2010, le compte de passif à long terme au titre des prestations de cessation d'emploi sera redressé en conséquence par l'application d'une déduction du compte d'excédent accumulé du fonds renouvelable.

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige la gestion à établir des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les immobilisations, les revenus et les obligations salariales. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

	Coût au 31 mars 2007	Aquisitions	Dispositions	Coût au 31 mars 2008	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette
(en milliers de dollars)						
Améliorations locatives	22 181	40		22 221	18 601	3 620
Logiciels	9 537	963		10 500	8 665	1 835
Matériel informatique	2 692	24		2 716	2 554	162
Équipement		30		30		30
Ameublement		44		44	2	42
Systèmes						
Intrepid	3 984			3 984	3 855	129
TechSource	88 240			88 240	86 076	2 164
Autres	11 164			11 164	10 282	882
Systèmes en développement	3 254	1 815		5 069		5 069
Total	141 052	2 916		143 968	130 035	13 933

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

4. Assistance d'immobilisation reportée

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Contribution d'assistance d'immobilisation reportée	63 848	63 848
Moins : amortissement accumulé	63 848	62 253
Valeur comptable nette		1 595

5. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	34 392	69 406
Résultats nets	14 632	14 986
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'INASAF (note 1)		(50 000)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	49 024	34 392
INASAF, à la fin de l'exercice	(139 353)	(110 844)
Passif net	(90 329)	(76 452)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour :

Services de technologies de l'information avec Travaux Publics et Services Gouvernementaux du Canada :

	(en milliers de dollars)	
2009	6 564	
2010	6 776	
	13 340	

Location de ses locaux :

	(en milliers de dollars)	
2009	6 493	
2010	1 711	
2011	1 646	
	9 850	

Développement et support à l'entretien d'applications dans le cadre du programme d'amélioration constante des systèmes :

	(en milliers de dollars)	
2009	2 713	
	2 713	

Services de recherche et accès à des bases de données en ligne :

	(en milliers de dollars)	
2009	3 249	
2010	1 070	
2011	126	
	4 445	

7. Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs	(857)	711
Revenus non facturés (court terme)	(131)	(1 188)
Charges payées d'avance	63	(12)
Comptes de dépôts	455	(5)
Comptes créditeurs	8 251	(651)
Revenus reportés (court terme)	2 463	7 662
	10 244	6 517

8. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, à la traduction, au contentieux, aux rémunérations et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

**Fonds renouvelable de l'Office de la
propriété intellectuelle du Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

9. Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

10. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

11. Impôts

Le Fonds n'a pas à payer l'impôt sur le revenu.

Fonds renouvelable de l'Office national du film

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice clos le 31 mars 2008 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction de l'Office national du film (Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du ministère. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Office national du film concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout l'Office.

Les états financiers de l'Office ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada.

Chef, Opérations financières
(*Agente financière supérieure à plein temps*)
LUCIE PAINCHAUD, CMA

Directrice, Administration
(*Agente financière supérieure*)
LUISA FRATE, CA

le 26 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(71 965)	(70 122)	(71 221)	(67 773)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		2 759		2 482
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(71 965)	(67 363)	(71 221)	(65 291)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations		3 804		3 145
Autorisation fournie (employée)	(71 965)	(71 167)	(71 221)	(68 436)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3 456	2 822
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	5 567	6 201
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	9 023	9 023
Limite de l'autorisation	15 000	15 000
Autorisation non employée reportée	5 977	5 977

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN, DE LA CONDITION FÉMININE, DES LANGUES OFFICIELLES ET MINISTRE DE LA FRANCOPHONIE

J'ai vérifié l'état de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2008 et les états des résultats, de l'équité du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une

appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la *Loi sur le cinéma* et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour la vérificatrice générale du Canada
Sylvain Ricard, CA
vérificateur général adjoint

Montréal, Canada
le 26 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**

	2008	2007		2008	2007
	\$	\$		\$	\$
ACTIFS			PASSIFS		
Actifs financiers			Créditeurs		
Encaisse	254 425	230 285	Gouvernement du Canada	809 703	1 116 546
Montant à recevoir du Trésor	3 184 492	2 632 108	Tiers	6 374 353	6 334 659
Débiteurs			Salaires à payer	1 625 994	1 082 146
Gouvernement du Canada	106 541	462 163	Indemnités de vacances et congés compensatoires	248 334	175 868
Tiers	3 885 439	3 226 585	Revenus reportés	114 400	88 783
Stocks	422 540	498 134	Avantages sociaux futurs (note 5)	6 543 984	6 474 553
Dépôts	234 307	571 544	Obligation découlant de contrats de location - acquisition (note 7)	752 555	798 064
	8 087 744	7 620 819		16 469 323	16 070 619
Actifs non financiers			Équité du Canada	(151 925)	(1 196 774)
Charges payées d'avance	488 091	652 700	Obligations contractuelles et éventualités (notes 9 et 10)		
Immobilisations (note 4)	7 741 563	6 600 326			
	8 229 654	7 253 026			
	16 317 398	14 873 845		16 317 398	14 873 845

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par la direction :

Directrice, Administration
LUISA FRATE

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
TOM PERLMUTTER

Approuvé par le conseil d'administration :

Membre
MARC ROUSSEAU

Membre
YVES DESJARDINS-SICILIANO

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
	\$	\$
Charges (note 6a)		
Programmation anglaise		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	23 750 450	23 590 870
Production commanditée et prévente	416 271	338 951
	<u>24 166 721</u>	<u>23 929 821</u>
Programmation française		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	16 088 962	14 602 044
Production commanditée et prévente	730 838	473 134
	<u>16 819 800</u>	<u>15 075 178</u>
Distribution	8 037 149	7 719 671
Marketing, développement des réseaux et communications	14 283 637	13 841 235
Développement et applications numériques	3 746 197	3 451 147
Direction et services administratifs	9 932 920	10 367 202
	<u>35 999 903</u>	<u>35 379 255</u>
Coût des opérations	<u>76 986 424</u>	<u>74 384 254</u>
Revenus (note 6b)		
Institutionnel et éducatif	2 324 371	2 405 130
Télévision	1 251 915	1 315 280
Production commanditée et prévente	1 147 109	821 836
Consommateur	1 117 655	1 040 531
Plans d'archives	490 808	515 605
Divers	403 095	451 354
Salles	128 989	61 796
	<u>6 863 942</u>	<u>6 611 532</u>
Coût net des opérations	<u>70 122 482</u>	<u>67 772 722</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Coût net des opérations	(70 122 482)	(67 772 722)
Éléments n'affectant pas les sorties (entrées) de fonds:		
Amortissement des immobilisations	2 615 881	2 729 031
Perte sur l'aliénation des immobilisations	1 266	2 244
Variation de l'obligation pour indemnités de vacances et compensatoires	72 466	(65 894)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	69 431	(183 385)
Autres variations dans l'actif et le passif	552 384	1 153 469
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	<u>(66 811 054)</u>	<u>(64 137 257)</u>
Activités de financement		
Paiements d'obligation découlant de contrats de location-acquisition	<u>(654 844)</u>	<u>(1 141 881)</u>
Encaisse utilisée pour les activités de financement	<u>(654 844)</u>	<u>(1 141 881)</u>
Activités d'investissement		
Acquisition des immobilisations	<u>(3 189 049)</u>	<u>(2 022 023)</u>
Produits de l'aliénation des immobilisations	<u>40 000</u>	<u>18 797</u>
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	<u>(3 149 049)</u>	<u>(2 003 226)</u>
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	<u>(70 614 947)</u>	<u>(67 282 364)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉQUITÉ DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
	\$	\$
Équité du Canada, début de l'exercice	(1 196 774)	(1 859 885)
Coût net des opérations	(70 122 482)	(67 772 722)
Liquidités nettes fournies par le gouvernement	70 614 947	67 282 364
Variation du montant à recevoir du Trésor	552 384	1 153 469
Équité du Canada, fin de l'exercice	<u>(151 925)</u>	<u>(1 196 774)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, des Langues officielles et ministre de la Francophonie, l'Office national du film (Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe 1.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le Commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, dans les activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

Crédits parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et de crédits parlementaires votés annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des coûts d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces crédits sont votés annuellement pour renflouer le Fonds renouvelable des coûts d'exploitation admissibles et des acquisitions nettes des immobilisations. La base sur laquelle les crédits sont consentis à l'Office ne correspond pas aux principes comptables utilisés dans la préparation des états financiers, car ces crédits sont principalement fondés sur les besoins de trésorerie. En conséquence, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. Le rapprochement des deux méthodes de présentation est fait à la note 3.

Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada

L'Office paie ses frais d'exploitation à même le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds sont versées au Trésor et les dépenses payées à même le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada équivalent à la différence entre la totalité des entrées de fonds et la totalité des débours incluant les transactions avec les divers ministères et organismes du gouvernement fédéral.

Montant à payer (à recevoir) au Trésor

L'élément « Montant à recevoir du Trésor » représente le montant que l'Office est autorisé à prélever du Trésor, sans crédit supplémentaire, afin de s'acquitter de ses obligations et l'élément « Montant à payer au Trésor » représente le montant que l'Office doit payer au Trésor pour les montants reçus.

Constataion des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Production de films et d'autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'état des résultats comme suit :

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions et l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée et prévente

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées et la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commanditée et prévente dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Les revenus de redevances sont reconnus une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les dépenses qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Débiteurs

Les débiteurs sont consignés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs de tiers dont le recouvrement est incertain.

Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autre	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière comme immobilisation pour assurer que le lecteur soit conscient de son existence.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation des immobilisations pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour l'Office. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de l'Office sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. L'Office n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que les années de service, le statut de l'employé et les statistiques relatives aux départs pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Ces indemnités constituent pour l'Office la seule obligation de cette nature dont le règlement

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les revenus et les charges consignés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. La durée de vie des immobilisations, les provisions pour créances douteuses et l'obligation relative aux indemnités de cessation d'emploi sont les principaux éléments pour lesquels des estimations ont été utilisées. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Ces estimations sont révisées périodiquement et les ajustements, lorsque requis, sont comptabilisés dans les résultats d'exploitation nets pour l'exercice au cours duquel ils ont été identifiés.

3. Crédits parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats nets des opérations de l'Office diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants:

a) Rapprochement du coût net des opérations et des crédits parlementaires de l'exercice en cours :

	2008	2007
	\$	\$
Coût net des opérations	70 122 482	67 772 722
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût net des opérations, mais qui n'ont pas d'incidence sur les crédits:		
Ajouter (déduire)		
Perte sur aliénation des immobilisations	(1 266)	(2 244)
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et congés compensatoires . . .	(72 466)	65 894
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(69 431)	183 385
Amortissement des immobilisations	(2 615 881)	(2 729 031)
	<u>(2 759 044)</u>	<u>(2 481 996)</u>
Rajustements pour les postes sans incidence sur le coût net des opérations, mais ayant une incidence sur les crédits:		
Ajouter (déduire)		
Acquisition des immobilisations	3 189 049	2 022 023
Paiements d'obligation découlant de contrats de location-acquisition	654 844	1 141 881
Produits de l'aliénation des immobilisations	(40 000)	(18 797)
	<u>3 803 893</u>	<u>3 145 107</u>
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>71 167 331</u>	<u>68 435 833</u>

b) Rapprochement des crédits parlementaires votés et des crédits parlementaires utilisés :

	2008	2007
	\$	\$
Selon le Budget principal—Crédit 60	64 988 000	64 839 000
Budget supplémentaire des dépenses	6 976 910	6 382 292
Report de fonds autorisé	(797 579)	(2 785 459)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>71 167 331</u>	<u>68 435 833</u>

c) Rapprochement des liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2008	2007
	\$	\$
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	70 614 947	67 282 364
Changement de la situation nette du Trésor		
Variation des comptes débiteurs	(303 232)	847 297
Variation des comptes créditeurs	(267 149)	605 447
Variation des revenus reportés	25 617	(133 978)
Autres ajustements	1 097 148	(165 297)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>71 167 331</u>	<u>68 435 833</u>

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

4. Immobilisations

	Coût				Amortissement cumulé				2008	2007
	Début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Début de l'exercice	Amortissement cumulé	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Équipement technique	23 138 754	2 929 297	717 436	25 350 615	19 282 125	1 581 025	676 170	20 186 980	5 163 635	3 856 629
Logiciels et équipement informatique	13 024 299	781 524	45 239	13 760 584	10 908 354	917 902	45 239	11 781 017	1 979 567	2 115 945
Mobilier, équipement de bureau et autre	883 795	13 400		897 195	748 796	30 586		779 382	117 813	134 999
Collection	1			1					1	1
Améliorations locatives	4 132 876	74 163		4 207 039	3 640 124	86 368		3 726 492	480 547	492 752
Total	41 179 725	3 798 384	762 675	44 215 434	34 579 399	2 615 881	721 409	36 473 871	7 741 563	6 600 326

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 2 084 010 \$ (2007—2 326 286 \$) moins l'amortissement cumulé de 861 196 \$ (2007—1 273 857 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 413 585 \$ (2007—368 039 \$). Les acquisitions des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition s'élevaient à 609 335 \$ (2007—507 281 \$).

5. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

L'Office et tous les employés admissibles participent au Régime de pension de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de pension s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service validable droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées sur l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2008 les charges s'élèvent à 3 665 691 \$ (2007—3 684 589 \$), soit environ 2,4 fois (2007—2,6 fois) les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au régime de pension se limite à verser des cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

L'Office paie des indemnités de départ à ses employés fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Ce régime n'étant pas provisionné, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs. Au 31 mars 2008, les renseignements utiles à l'égard de ce régime sont les suivants :

	2008	2007
	\$	\$
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	6 474 553	6 657 938
Charge pour l'année	608 231	585 097
Indemnités versées au cours de l'exercice	(538 800)	(768 482)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	6 543 984	6 474 553

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

6. a) Charges

	2008	2007
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	40 578 519	38 434 247
Location	8 953 870	8 694 062
Services professionnels et spéciaux	8 631 385	7 575 157
Participation en espèces dans les coproductions	5 019 614	5 332 059
Transport et communication	3 736 438	3 969 449
Matériel et fournitures	2 927 529	2 692 441
Amortissement des immobilisations	2 615 881	2 729 031
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	1 227 102	1 309 692
Information	1 114 335	1 306 472
Réparations et entretien	860 298	1 030 155
Redevances	831 590	432 363
Perte sur l'aliénation des immobilisations	1 266	2 244
Divers	488 597	876 882
	<u>76 986 424</u>	<u>74 384 254</u>

b) Revenus

	2008	2007
	\$	\$
Copies de films	2 807 879	3 131 322
Redevances	2 015 051	1 691 415
Production commanditée et prévente	1 147 109	821 836
Plans d'archives	490 808	515 605
Divers	403 095	451 354
	<u>6 863 942</u>	<u>6 611 532</u>

7. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipement technique, informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites de 7 pour cent à 22 pour cent. Les obligations correspondantes sont remboursées pendant la durée des baux de 2 à 3 ans. Les paiements minimums exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 totalisent 654 844 \$ (2007—paiements de 1 141 881 \$). Des intérêts de 104 997 \$ (2007—88 326 \$) sont imputés aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend les éléments suivants :

	\$
Paiements futurs exigibles en vertu des baux:	
2009	583 796
2010	<u>234 429</u>
	818 225
Moins : intérêts théoriques	<u>65 670</u>
	<u>752 555</u>

8. Opérations entre entités apparentées

L'Office est relié en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et autres sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. L'Office effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, l'Office a loué des locaux du Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour un montant de 7 158 598 \$ (2007—7 002 116 \$).

9. Obligations contractuelles

L'Office a des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement. Le plus important de ces baux a été conclu avec TPSGC pour les locaux et est en vigueur jusqu'en 2017. Les montants futurs minimums à verser en loyers pour les cinq prochaines années et subséquentes sont les suivants :

	Locaux	Équipement	Total
	\$	\$	\$
2009	7 068 000	1 051 000	8 119 000
2010	6 237 000	460 000	6 697 000
2011	6 123 000	169 000	6 292 000
2012	5 891 000	31 000	5 922 000
2013	4 959 000	7 000	4 966 000
2014-2017	14 502 000		14 502 000
	<u>44 780 000</u>	<u>1 718 000</u>	<u>46 498 000</u>

Du montant de 44 780 000 \$ pour la location de locaux, des ententes totalisant 182 000 \$ ont été signées avec des tiers et 44 598 000 \$ avec TPSGC.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

10. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est requérante ou défenderesse ou mise en cause dans les réclamations ou poursuites en justice. La direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

11. Renseignements comparatifs

Certains renseignements comparatifs ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée en 2008.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada exigés par le Conseil du Trésor, conformément à sa politique, concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international concorde avec les états financiers ci-joints.

La Direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes au regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection minutieuse, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

La Direction a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Le directeur général
des Services généraux
DENIS FORTIER*

*Le président-directeur général
de Passeport Canada
GÉRALD COSSETTE*

le 3 juin 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	3 212	4 763		14 869
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	32 349	14 866	27 896	14 413
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	35 561	19 629	27 896	29 282
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	9 753	(28 965)	15 100	6 976
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	19 723	28 745	12 796	(7 310)
Autorisation fournie	6 085	19 409		29 616

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(71 556)	(60 754)
Plus : imputation des CAFE sur le crédit après le 31 mars	17 131	15 554
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars	15 923	5 739
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(70 348)	(50 939)
Limite de l'autorisation	4 000	4 000
Autorisation non employée reportée	74 348	54 939

**Fonds renouvelable de Passeport
Canada—Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT,
SERVICES MINISTÉRIELS, MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2008 et les états des résultats et variation de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du Receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Passeport Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada décrites à la note 2.

Les montants comparatifs au 31 mars 2007 proviennent d'états financiers qui ont été vérifiés par d'autres vérificateurs.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Conseil du Trésor afin de satisfaire la *Loi sur les Fonds renouvelables*. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Ernst & Young s.r.l
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF		
À court terme :			À court terme :		
Débiteurs :			Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	15 807	5 487	Gouvernement du Canada	4 573	3 734
Tiers	116	381	Tiers :		
Charges payées d'avance	4 124	746	Créditeurs	17 714	11 547
Stocks	7 613	4 435	Indemnités de vacances	3 926	3 324
	27 660	11 049	Retenues sur paiements aux entrepreneurs	425	306
			Revenus reportés	353	2 375
À long terme :			Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	511	666
Immobilisations (note 3) :				27 502	21 952
Au coût	146 938	117 973	À long terme :		
Moins : amortissement cumulé	97 713	85 287	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	15 677	13 690
	49 225	32 686		43 179	35 642
			ACTIF NET (note 4)	33 706	8 093
			Obligations contractuelles (note 5)		
	76 885	43 735		76 885	43 735

Les notes font partie intégrante des états financiers.

1. 64 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES

**Fonds renouvelable de Passeport
Canada—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET VARIATION DE
L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus :		
Droits gagnés	286 360	231 149
Revenus divers	3 378	375
	289 738	231 524
Coût des marchandises vendues		
Matériel de passeport	19 187	17 758
Bénéfice brut	270 551	213 766
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	163 313	121 880
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2 440	1 895
Fret, messageries et camionnage	27 815	21 255
Services professionnels et spéciaux	13 309	8 201
Amortissement	12 426	12 518
Locaux	12 266	11 126
Télécommunications	8 628	3 219
Information	6 464	1 977
Entretien et réparations	4 581	4 924
Services de passeports dans les missions à l'étranger (note 6)	4 447	4 447
Imprimerie, papeterie et fournitures	3 725	3 034
Voyages et déménagements	3 223	1 951
Services postaux et affranchissements	2 449	2 038
Location	485	371
Divers	217	61
	265 788	198 897
Résultats nets	4 763	14 869
Actif net, au début de l'exercice	8 093	19 853
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	(10 802)	(30 409)
Apport d'actif	31 652	3 780
Actif net, à la fin de l'exercice (note 4)	33 706	8 093

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSorerIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation :		
Résultats nets	4 763	14 869
Plus :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1 832	1 574
Amortissement	12 426	12 518
	19 021	28 961
Variation d'actif et passif à court terme (note 7)	(10 906)	4 644
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	8 115	33 605
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(28 965)	(6 976)
Activités de financement		
Apport d'actif (note 4)	31 652	3 780
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	10 802	30 409
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	60 754	30 345
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	71 556	60 754

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le Fonds) a été établi en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage aux citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor jusqu'à un total de 4 000 000 \$ à des fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés. Un montant de 746 000 \$, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada sur les fonds renouvelables. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus au Canada pour les raisons suivantes :

- une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances et les prestations de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle;
- les droits de demande des services de passeport sont comptabilisés comme revenus au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et,
- le financement reçu du Conseil du Trésor pour des actifs est comptabilisé comme un apport d'actif et non pas à l'encontre du coût de ces actifs.

b) Constatation des revenus

Les droits de passeport sont comptabilisés comme revenus au moment de la demande, qui se fait lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

Les revenus reportés sont comptabilisés pour les demandes pour lesquelles les droits ont été perçus et déposés, mais qui n'ont pas été vérifiées au 31 mars.

c) Stocks

Les stocks de fournitures et d'approvisionnements sont inscrits au prix coûtant selon la méthode du coût moyen.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Projets d'immobilisation	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	3-5 ans
Autres machines et équipements	5 ans

Les améliorations locatives sont incluses dans les projets d'immobilisations et sont amorties selon la méthode linéaire sur le moindre du reste de la durée du bail ou de la durée de vie utile estimative de l'amélioration.

Le Fonds capitalise les coûts imputés au projet du Plan de perfectionnement de la technologie (PPT). Les coûts du projet ont été séparés en quatre catégories et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de chacune des catégories, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Plan de perfectionnement de la technologie (PPT)	
Machines et équipements	10 ans
Système	4 ans
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	4 ans

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût des prestations gagnées est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés.

f) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au *Régime de pension de retraite de la fonction publique* administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour palier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

g) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour la provision d'indemnités de cessation d'emploi et les charges à payer courues. Les résultats réels pourraient différer des estimations comptables et le cas échéant des corrections seront apportées à l'exercice financier en cours à ce moment-là.

h) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires et vacances à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, la monnaie ou le crédit.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	33 877			33 877
Projets				
d'immobilisation	76 714	27 152	(8 157)	95 709
Ameublement	84			84
Équipement TED	6 969	1 792	6 739	15 500
Véhicules motorisés		18		18
Autres machines et équipements	329	3	1 418	1 750
	<u>117 973</u>	<u>28 965</u>		<u>146 938</u>
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice	Valeur nette aux livres
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	33 799	40	33 839	38
Projets				
d'immobilisation	45 223	10 082	55 305	40 404
Ameublement	65	9	74	10
Équipement TED	5 954	2 010	7 964	7 536
Véhicules motorisés				18
Autres machines et équipements	246	285	531	1 219
	<u>85 287</u>	<u>12 426</u>	<u>97 713</u>	<u>49 225</u>

La catégorie des projets d'immobilisation inclut les améliorations locales.

**Fonds renouvelable de Passeport
Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

4. Actif net

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(71 556)	(60 754)
Surplus accumulé	57 334	52 571
Apport d'actif	47 928	16 276
	33 706	8 093

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net de 746 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

Apport d'actif

Au cours de l'année, le Fonds a reçu un montant de 31 652 000 \$ (3 780 000 \$ en 2007) du Conseil du Trésor afin de financer principalement les projets en capital de l'initiative de sécurité nationale et répondre aux recommandations du rapport du vérificateur général.

5. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à terme en 2018. Les paiements de location futurs annuels sont approximativement comme suit :

	(en milliers de dollars)
2009	33 665
2010	7 545
2011	6 056
2012	4 308
2013	3 765
2014 et après	11 774
	67 113

6. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créé par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au service de passeport dans les missions à l'étranger, au logement et aux services légaux furent effectués entre apparentés dans le cours normal des opérations. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées au montant de la valeur d'échange laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une des fonctions du Fonds, qui est un organisme du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), est de collecter les frais consulaires pour le bénéfice de la division des affaires consulaires du MAECI. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats. Pour l'exercice 2008, le Fonds a collecté et remis au MAECI 93 760 600 \$ (2007—73 870 000 \$) en frais consulaires.

7. Variation d'actif et passif à court terme

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Actifs :		
Débiteurs — Gouvernement du Canada	(10 320)	(3 314)
Débiteurs — Tiers	265	212
Charges payées d'avance	(3 378)	568
Stocks	(3 178)	748
Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	839	1 975
Tiers — Créditeurs	6 167	1 758
Tiers — Indemnités de vacances	602	384
Tiers — Retenues sur paiement aux entrepreneurs	119	92
Revenus reportés	(2 022)	2 221
	(10 906)	4 644

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 30 mai 2008

*Sous-ministre adjointe,
Direction générale des approvisionnements*
LILIANE SAINT PIERRE

le 28 mai 2008

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (« Le Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions en aucun temps.

FONDS RENOUELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée	100 000	100 000

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable et le Compte de prêts pour la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiquée à la note 1.

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Moins : autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée		

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds et le Compte de prêts pour la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiquée à la note 1.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, comptabilité et de rapports. La direction maintient des

systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 8 mai 2008

*Président-directeur général,
Direction générale des services d'infotechnologie*
STEVEN POOLE

le 26 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		816		11 181
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	175	(80)	175	570
Fonds provenant de l'exploitation	175	736	175	11 751
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	175	62	175	4 913
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		4		3
Autorisation fournie		670		6 835

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(6 942)	(10 342)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	54 168	47 544
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	57 430	46 736
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(10 204)	(9 534)
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	30 204	29 534

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET ACTIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	2	48	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	578	70
Gouvernement du Canada	54 786	43 919	Tiers	53 634	47 499
Tiers	1 322	889	Autres passifs	917	703
Autres actifs (note 3)	2 615	2 739		55 129	48 272
	58 725	47 595	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	3 406	3 392
Immobilisations (note 4)	5 004	5 047		58 535	51 664
			ACTIF NET (note 5)	5 194	978
	63 729	52 642		63 729	52 642

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services communs
de télécommunications et d'informatique—
Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus (note 6)	197 054	167 844
Coût des ventes	152 972	123 774
Bénéfice brut	44 082	44 070
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	17 599	14 472
Indemnités de cessation d'emploi	411	336
Services professionnels et spéciaux	21 490	14 913
Services ministériels et administratifs	1 939	1 456
Coûts d'occupation	744	784
Transports et télécommunications	596	499
Achat de services de réparation et d'entretien	187	20
Services publics, fournitures et approvisionnements	150	249
Amortissement	105	128
Autres dépenses	45	32
	43 266	32 889
Résultats nets	816	11 181
Actif (passif) net, au début de l'exercice	978	(2 124)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	3 400	10 921
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(19 000)
Actif net, à la fin de l'exercice	5 194	978

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultats nets	816	11 181
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	105	128
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	411	336
	1 332	11 645
Variation du fonds de roulement (note 7)	(4 273)	1 707
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(397)	(360)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(3 338)	12 992
Activité d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions	(62)	(4 913)
Ressources financières nettes employées par l'activité d'investissement	(62)	(4 913)
Activité de financement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(19 000)
Ressources financières nettes employées par l'activité de financement		(19 000)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(3 400)	(10 921)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	10 342	21 263
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	6 942	10 342

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique (« le Fonds ») fournit des services de réseau et d'infrastructure, des services de télécommunications vocales, des services par satellite et des services gérés.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de contribuer 19 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les revenus générés aux titres des services de télécommunications et d'informatique sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds. Les revenus provenant de biens achetés auprès de fournisseurs en systèmes de télécommunications pour le compte des clients sont constatés lorsque ces biens sont livrés aux ministères et organismes fédéraux et à la clientèle externe.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces prestations sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	2 607	2 735
Charges payées d'avance	8	4
	<u>2 615</u>	<u>2 739</u>

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Matériel informatique.....	1 275		1 275
Logiciels informatiques.....	216		216
Actifs en construction.....	4 843	62	4 905
	<u>6 334</u>	<u>62</u>	<u>6 396</u>
(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Matériel informatique.....	1 142	82	1 224
Logiciels informatiques.....	145	23	168
	<u>1 287</u>	<u>105</u>	<u>1 392</u>
Net.....	<u>5 047</u>		<u>5 047</u>

5. Actif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus, net des déficits, de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
(en milliers de dollars)		
Surplus accumulé, au début de l'exercice.....	11 320	19 139
Résultats nets.....	816	11 181
Mesure de compression des dépenses (note 1).....		(19 000)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice.....	12 136	11 320
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(6 942)	(10 342)
	<u>5 194</u>	<u>978</u>

6. Revenus

	2008	2007
(en milliers de dollars)		
Services d'infrastructure des données en réseau.....	86 494	79 630
Services de communication vocale en réseau.....	45 835	41 143
Services de gestion du réseau d'entreprise du gouvernement.....	60 348	44 392
Services de défense du périmètre.....	2 432	2 289
Autres revenus.....	1 945	390
	<u>197 054</u>	<u>167 844</u>

7. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
(en milliers de dollars)			
Actif à court terme.....	58 725	47 595	(11 130)
Passif à court terme.....	55 129	48 272	6 857
			<u>(4 273)</u>

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les

opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 30 mai 2008

*Sous-ministre adjoint
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

le 26 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (non vérifié) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		7 059		(13 191)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....		(6 531)		4 292
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....		528		(8 899)
Plus: recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....				8 903
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		24		4
Autorisation fournie.....		504		

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde créditeur (débitaire) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	8 731	(18 565)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	175 010	212 696
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	184 245	194 131
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(504)	
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée.....	150 504	150 000

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services immobiliers (le « Fonds ») au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET ACTIF (PASSIF) NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	80	19	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	8 741	3 644
Gouvernement du Canada	175 843	184 743	Tiers	156 193	198 114
Tiers	10 777	8 143	Fonds de responsabilité professionnelle	2 138	2 301
Autres actifs (note 3)	7 615	9 314	Autres passifs	6 276	4 602
				173 348	208 661
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi	11 008	17 954
				184 356	226 615
			ACTIF (PASSIF) NET (note 4)	9 959	(24 396)
				194 315	202 219
	194 315	202 219			

Obligations contractuelles (note 5).

Passif éventuel (note 6).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. 76 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF)
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus bruts (note 7)	1 036 579	974 858
Débours recouvrables effectués au nom des clients	892 001	821 459
Revenus nets	144 578	153 399
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	85 314	94 686
Indemnités de cessation d'emploi	(2 477)	(997)
Frais généraux refacturés	28 841	36 378
Services ministériels et administratifs	18 427	23 241
Coûts d'occupation	5 608	7 017
Provision pour réclamations et autres dépenses	1 806	6 265
	137 519	166 590
Résultats nets	7 059	(13 191)
Passif net, au début de l'exercice	(24 396)	(37 669)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		8 903
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	27 296	17 561
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	9 959	(24 396)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultats nets	7 059	(13 191)
Élément n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 477)	(997)
	4 582	(14 188)
Variation du fonds de roulement (note 8)	(27 409)	(9 060)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(4 469)	(3 216)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(27 296)	(26 464)
Activité de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		8 903
Ressources financières nettes fournies par l'activité de financement		8 903
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(27 296)	(17 561)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	18 565	36 126
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	(8 731)	18 565

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe de la rémunération des services, des services immobiliers optionnels aux autres ministères gardiens ainsi qu'aux ministères et organismes qui demandent d'autres services, en plus de ceux qui sont prévus dans la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux. Plus particulièrement, le Fonds comprend les activités de génie et d'architecture, de gestion immobilière, de logement et de dessaisissement, et de services de soutien.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 150 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds reçoit des fonds d'un crédit distinct pour couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2007-2008 est de néant (2006-2007 : 8 903 266 \$).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques et les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe, sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds.

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice. Les frais généraux refacturés ainsi que les services ministériels et administratifs sont basés sur les dépenses budgétées du personnel telles qu'établies dans le cadre du budget 2007-2008.

c) Dépenses

Les frais généraux refacturés, les services ministériels et administratifs et les coûts d'occupation sont basés sur les dépenses budgétées du personnel telles qu'établies dans le cadre du budget 2007-2008 et de l'activité de programme Locaux et avoirs fédéraux de Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au coût et ils sont comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif.

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

f) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	7 586	9 246
Autres avances	20	7
Charges payées d'avance	9	3
Stocks		58
	7 615	9 314

4. Actif (passif) net

Le surplus (déficit) accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Déficit accumulé, au début de l'exercice	(5 831)	(1 543)
Résultats nets	7 059	(13 191)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		8 903
Surplus (déficit) accumulé, à la fin de l'exercice ..	1 228	(5 831)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	8 731	(18 565)
	9 959	(24 396)

5. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour des services immobiliers. Les versements futurs prévus en vertu des obligations existantes se chiffrent à :

(en milliers de dollars)

Exercice se terminant le 31 mars	
2009	253 042
2010	41 112
2011	20 411
2012	18 469
2013 et suivants	85 389
	418 423

6. Passif éventuel

Plusieurs réclamations ont été faites auprès du Fonds dans le cours normal des activités. Certaines de ces obligations éventuelles pourraient devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et se l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, le passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers. Une réclamation importante dont l'issue future ne peut être déterminée est décrite ci-après.

Une réclamation pour un montant de 39,7 millions de dollars a été déposée contre l'État et des tierces parties alléguant la violation présumée d'obligations contractuelles. L'État a déposé son exposé de la défense. L'État n'est pas en mesure d'évaluer la possibilité d'un règlement et du montant à risque, ni d'estimer le montant d'un règlement quelconque. Aucun passif estimatif n'a été comptabilisé pour cette réclamation dans les états financiers.

7. Revenus bruts

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Débours recouvrables effectués au nom des clients	892 001	821 459
Revenus de projets	133 217	139 308
Recouvrement de salaires	6 785	10 007
Honoraires de gestion d'actifs	2 381	3 095
Autres revenus	2 195	989
	1 036 579	974 858

8. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	194 315	202 219	7 904
Passif à court terme	173 348	208 661	(35 313)
			(27 409)

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des services optionnels tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils

sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 30 mai 2008

*Sous-ministre adjointe,
Direction générale des approvisionnements*
LILIANE SAINT PIERRE

le 28 mai 2008

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (non vérifié) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008		2007	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		3 043		2 099
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....		275		(1 204)
Fonds provenant de l'exploitation.....		3 318		895
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		(1)		2
Autorisation fournie.....		3 319		893

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(10 257)	(7 770)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	4 543	6 036
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	852	1 512
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(6 566)	(3 246)
Limite de l'autorisation (note 1).....	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée.....	41 566	38 246

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRIGEANTE PRINCIPALE DE LA VÉRIFICATION ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels (le « Fonds ») au 31 mars 2008 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2008

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2008	2007		2008	2007
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	12	242	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	147	4
Gouvernement du Canada	798	812	Tiers	3 177	4 890
Tiers	2 684	2 988	Autres passifs	177	116
Autres actifs (note 3)	41	459		3 501	5 010
	3 535	4 501	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	809	822
				4 310	5 832
	3 535	4 501	PASSIF NET (note 4)	(775)	(1 331)
				3 535	4 501

Obligation contractuelle (note 5)
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus (note 6)	104 491	96 665
Coûts des ventes	94 556	88 565
Bénéfice brut	9 935	8 100
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 865	3 451
Indemnités de cessation d'emploi	72	40
Services professionnels et spéciaux	1 776	1 513
Services ministériels et administratifs	505	278
Coûts d'occupation	462	452
Transports et télécommunications	93	106
Information	43	46
Services publics, fournitures et approvisionnements	24	26
Location	14	17
Achat de services de réparation et d'entretien	5	5
Amortissement		11
Autres dépenses	33	56
	6 892	6 001
Résultats nets	3 043	2 099
Passif net, au début de l'exercice	(1 331)	(2 338)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 487)	2 908
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(4 000)
Passif net, à la fin de l'exercice	(775)	(1 331)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Résultats nets	3 043	2 099
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	72	40
Amortissement		11
	3 115	2 150
Variation du fonds de roulement (note 7)	(543)	(1 058)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(85)	
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	2 487	1 092
Activités de financement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(4 000)
Ressources financières nettes employées par les activités de financement		(4 000)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 487	(2 908)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	7 770	10 678
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	10 257	7 770

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (« le Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères clients, comme le service d'approvisionnement en communication, la gestion du système de taxis, la gestion des voyages, les services centraux de déménagement et les services centraux de transport de matériel. De plus, le Fonds achète des vaccins et des médicaments pour le compte des provinces et des territoires.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de contribuer 4 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Constatation des revenus

Les recouvrements du programme d'inoculation sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe sur la base proportionnelle des biens livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont identifiées.

Les revenus générés par les centres de services de soutien partagés localement sont constatés lorsque les frais des fournisseurs de services sont fournis au Fonds.

Les revenus générés sur les recouvrements à titre de services de communication, d'impression et d'audio-visuel sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les recouvrements de la gestion du transport comprennent des commissions sur les voyages et des services centraux de déménagement et de transport de matériel. Les commissions sur les voyages et les recouvrements sur les services centraux de déménagement sont constatés sur une base d'utilisation tandis que les recouvrements au titre des services de transport de matériel sont constatés lorsque les frais des fournisseurs de services sont fournis au Fonds.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation. Toutes les immobilisations étaient entièrement amorties au 31 mars 2007.

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

Fonds renouvelable des services optionnels—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

3. Autres actifs

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	40	455
Autres avances	1	4
	41	459

4. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus, net des déficits, de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	6 439	8 340
Résultats nets	3 043	2 099
Mesure de compression des dépenses (note 1)		(4 000)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	9 482	6 439
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	(10 257)	(7 770)
	(775)	(1 331)

5. Obligation contractuelle

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un accord d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des détails précis de l'occupation individuelle et des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les versements futurs prévus en vertu de l'accord d'occupation existant se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars 2009	75
	75

6. Revenus

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Recouvrements du programme d'inoculation	61 073	53 998
Recouvrements de la gestion du transport	34 810	33 162
Ventes des centres de services de soutien partagés localement	5 074	6 304
Recouvrements de communication, d'impression et d'audio-visuel	3 509	3 141
Programme d'analyse comparative	25	60
	104 491	96 665

7. Variation du fonds de roulement

	2008	2007	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	3 535	4 501	966
Passif à court terme	3 501	5 010	(1 509)
			(543)

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs, et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	2.2
Créances—radiations ou renonciations	2.8
Avances à justifier.	2.13
Pertes de fonds et de biens publics.	2.16

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).

SOMMAIRE DES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

	Montant*
	\$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—	
Agence du revenu du Canada	1 112 474 259
Citoyenneté et Immigration—	
Ministère	6 389 479
Justice—	
Ministère	3 861 680
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	351 644 788
Gendarmerie royale du Canada	662 149
Transports—	
Ministère	480 500
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 115)—	
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	135 064 801
Total	1 610 577 656

* Voir le détail à l'état suivant intitulé «Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes».

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP			
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt à payer en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances de Syncrude.	(28 254 288)	CP 1992-2496, 3 décembre 1992, décret de remise visant la Corporation Cameco, accorde à la Corporation Cameco une remise de la TPS payée ou due sur les fournitures de concentrés d'uranium par cette société aux acheteurs non résidents qui ne sont pas inscrits aux termes de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , pour être utilisés ou consommés au Canada uniquement dans la production de produits devant être exportés.	917 783
CP 1985-2071, 27 juin 1985, décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, prévoit une remise des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe sur les produits et services (TPS), de la taxe de vente harmonisée (TVH), et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel affecté au Canada à titre temporaire. . . .	25 909	CP 1994-568, 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	145 707
CP 1990-2848, 21 décembre 1990, décret de remise visant les projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis, prévoit une remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada et les produits, immeubles ou services fournis au gouvernement des États-Unis ou à ses mandataires autorisés, ou à un ministère du gouvernement du Canada ou à une société d'État agissant pour le compte du gouvernement des États-Unis. . .	13 200	CP 1994-585, 14 avril 1994, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), accorde la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement dans les revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	143 129
CP 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, prévoit pour les ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou due sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes que le gouvernement conserve à la fin.	1 074 742 131	CP 1995-0197 du 7 février 1995, remise de l'impôt sur le revenu payé par les individus autochtones qui résident sur les terres du territoire du Yukon dont le Gouvernement du Canada a conçu un engagement pour les traiter comme s'ils étaient des Indiens d'une réserve pour des raisons d'impôt. . .	6 482
CP 1992-1052, 14 mai 1992, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, accorde une remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS payés ou dus par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	2 651 214	CP 1997-1529, 23 octobre 1997, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), accorde la remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS payés ou dus par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario) de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	737 104
CP 1992-2399, 19 novembre 1992, décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), accorde une remise de la TPS/TVH payée ou due sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada. . . .	9 675 832	CP 1998-396 du 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets CP 1989-1204 du 22 juin 1989 et CP 1994-567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	46 077

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 2000-1767, 13 décembre 2000, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba), prévoit la remise de la TPS payée ou due sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	54 780	CP 2007-105 du 29 janvier 2007, décret de remise n° 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre. Sur recommandation de la ministre du Revenu national et du ministre du Commerce international et en vertu du paragraphe 23(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le décret de remise n° 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre, ci-après.	3 667
CP 2003-910 du 12 juin 2003, accordait une remise de l'impôt fédéral et de la taxe sur les produits et services aux indiens et aux bandes indiennes sur le campus du collège Saskatchewan Indian Federated College.	214 355	CP 2007-208, 22 février 2007, décret de remise visant l'accord de règlement des Premières Nations de Rainy River, accorde une remise de la TPS payée ou à payer sur la fourniture de certaines terres aux Premières Nations de Rainy River, conformément aux modalités de l'accord de règlement qui est entré en vigueur le 6 mai 2005. .	104 730
CP 2003-989, 18 juin 2003, décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou à payer par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash. . . .	75 152	CP 2007-254 du 1 ^{er} mars 2007, remise de l'impôt sur le revenu de 685.95\$ et de tous les intérêts y afférents, payables par M. Chalmers pour l'année d'imposition 2004.	697
CP 2003-990, 18 juin 2003, décret de remise visant les établissements Innus du Labrador (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la TVH payés ou à payer par les Premières nations de Sheshatshiu et de Mushuau et par les membres des établissements de Sheshatshiu et de Natuashish. . .	1 245 182	CP 2007-562 du 19 avril 2007, remise de l'impôt sur le revenu de 1 233.93\$ et de tous les intérêts y afférents, payables par L. Bouchard pour l'année d'imposition 1993.	3 131
CP 2005-2230 du 28 novembre 2005, prise du décret de remise d'impôt relatif aux Terres de McIntyre, qui accorde une remise de l'impôt fédéral et les intérêts et pénalités y afférents payables par résidents admissibles des terres de Mount McIntyre, dans la ville de Whitehorse (Yukon), pour les années d'imposition 1999 à 2005.	1 769	CP 2007-563 du 19 avril 2007, remise de l'impôt sur le revenu de 17 100.57\$ et de tous les intérêts y afférents, payables par la succession de D. Calin pour l'année d'imposition 2000.	26 857
CP 2007-104 du 29 janvier 2007, décret de remise n° 1 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre. Sur recommandation de la ministre du Revenu national et du ministre du Commerce international et en vertu du paragraphe 23(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le décret de remise n° 1 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre, ci-après.	40 743 956	CP 2007-564, 19 avril 2007, décret de remise visant les Filles de la Sagesse d'Ontario, accorde une remise au titre de la TPS payée sur des services de traiteur exonérés qui ont été fournis à un établissement de santé au cours de la période commençant le 1 ^{er} octobre 1992 et se terminant le 23 novembre 1993.	3 997
		CP 2007-565, 19 avril 2007, décret de remise visant Maison Accueil-Sagesse, accorde une remise au titre de la TPS payée sur des services de traiteur exonérés qui ont été fournis à un établissement de santé au cours de la période commençant le 24 novembre 1993 et se terminant le 31 mars 1996.	6 996
		CP 2007-1020 du 22 juin 2007, remise de l'impôt sur le revenu de 3 400.28\$ et de tous les intérêts y afférents, payables par H. Schenk pour l'année d'imposition 2002.	3 682

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 2007-1634, 25 octobre 2007, décret de remise visant certaines administrations scolaires (TPS/TVH), accorde une remise de la TPS/TVH payée par les administrations scolaires, mentionnées dans l'annexe du décret, relativement à la prestation de services de transport scolaire.	8 312 777	CP 2006-0366, le 11 mai 2006 a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit le remboursement du montant de 485\$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975\$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	6 340 757
CP 2007-1635 du 25 octobre 2007, remise d'une part ou du total de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts afférents payés ou payables pour 42 anciens employés de SDL Optics Inc. pour l'acquisition d'actions en 1999 et 2000 à travers le plan de souscription d'achat d'actions pour les employés.	811 812	CP 2007-0361, le 22 mars 2007 a accordé une remise des frais liés à la citoyenneté, lequel prévoit le remboursement des droits payés ou à payer à l'égard d'une demande visant l'attribution de la citoyenneté ou la réintégration dans la citoyenneté ou à l'égard de l'octroi du droit d'être citoyen.	9 975
CP 2007-1776 du 22 novembre 2007, remise de l'impôt sur le revenu de 939.75\$, 1 233.14\$ et 634.93\$ de tous les intérêts y afférents, payables par Y. Townshend pour les années d'imposition 1996, 1997 et 1998.	3 122	Total	6 389 479
DC 2007-155, représente les intérêts et pénalités de la province de Terre-Neuve-et-Labrador	7 209	JUSTICE	
DC 2007-0409, représente les intérêts et pénalités de la province de la Saskatchewan	108	Ministère	
Total	1 112 474 259	CP 1994-269, le 16 février 1994, amendement du règlement concernant le saisie-arrêt de sommes fédérales pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires, fait pour conseil CP 1988-473 du 17 mars 1988 que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	3 861 680
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère		Agence des services frontaliers du Canada	
CP 2002-997, le 11 juin 2002 a accordé une remise de 975 \$ du prix figurant à la colonne III de l'article 19 de l'annexe du Règlement sur les prix à payer, <i>Loi sur l'immigration</i> , à la personne ayant payé le prix avant qu'elle ne devienne résidente permanente aux termes de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> et si, au moment où la demande d'établissement a été faite en vertu de l'ancien règlement:		CP 1973-2529 du 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence	53 012
a) ou bien la personne était un parent, était âgée d'au moins dix-neuf ans et, à la date de l'entrée en vigueur du présent article, est un étranger visé à l'un des alinéas 117(1)(b) et (e) du présent règlement;		CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire	94 250
b) ou bien elle était une personne à charge qui accompagne un immigrant, au sens du paragraphe 2(1) de l'ancien règlement, était âgée d'au moins dix-neuf ans, mais n'était pas le conjoint du demandeur principal. Le ministre rembourse alors le prix payé à la personne qui l'a acquitté.	38 747	CP 1974-2523 du 19 novembre 1974, remise des taxes d'accise de de la TPS sur des échantillons commerciaux importés temporairement aux fins d'exposition ou de démonstration.	5 095
		CP 1976-1314 du 1 ^{er} juin 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les pellicules canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées.	638
		CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.	251 559

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable	545 901	CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis	6 788
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale	171 268	CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada	19 229
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties	12 175	CP 1990-2854 du 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, accorde aux ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes au titre de la TPS réalisées par l'État	54 350 640
CP 1982-993 du 1 ^{er} avril 1982, remise des droits de douane et de la TPS sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18	352	CP 1992-2397 du 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers	16 985
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparées à l'étranger	72 830 913	CP 1992-2415 du 26 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS visant les approvisionnements de défense	42 057
CP 1983-1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente et taxe d'accise sur les bières et cercueils	16	CP 1994-568 du 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leurs ménages au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada	149
CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane et de la TPS sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt	222 334 470	CP 1997-2037 du 20 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas	602
CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	319 595	Total	<u>351 644 788</u>
CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données	1 075		
CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par la poste	2		
CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par des services de messageries	227 266		
CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	233 689		
CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes	62		
CP 1988-2901 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules Toyota Canada Inc. et leurs pièces	127 000		

Gendarmerie royale du Canada

CP 2006-387 du 17 mai 2006, décret de remise de droits d'applicables aux armes à feu (permis) - lequel prévoit le remboursement des droits relatifs au renouvellement de permis d'armes à feu	662 149
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

2.6 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Fin*

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
TRANSPORT			
Ministère			
CP 2008-405 du 28 février 2008, remise de dette reliée à la vente du Fisherman's Wharf de Digby à la Digby Harbour Port Association le 20 décembre 2007.....	480 500	CP 1997-2056 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de vêtements de dessus sur des vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.....	1 672 948
EN VERTU DE L'ARTICLE 115 SUR LE TARIF DES DOUANES		CP 1997-2057 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de blouses et chemisiers ou coordonnés pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.....	12 273 160
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		CP 1997-2058 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de tissus pour vêtements de dessus sur des tissus pour vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.....	148 718
Agence des services frontaliers du Canada		CP 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.....	11 057
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des chemises à col façonné importées par les fabricants de chemises admissibles entre le 1 ^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1997.....	1 939	CP 2001-2283 du 13 décembre 2001, remise des droits de douane et de la TPS pour certains couturiers canadiens qui confectionnent des vêtements pour hommes et pour femmes.....	577 302
CP 1988-1246 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus pour vêtements de dessus et les vêtements de dessus importés par des fabricants de vêtements de dessus et des fabricants de tissus admissibles, entre le 1 ^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1997.....	16 122	CP 2003-415 du 27 mars 2003, remise des droits de douane selon le tarif du Costa Rica sur les quantités globales de marchandises.....	206
CP 1995-132 du 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives.....	294 471	CP 2007-251 du 1 ^{er} mars 2007, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de la taxe sur les produits et services sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille de la Coupe du monde U-20.....	8 696
CP 1995-1202 du 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.....	59 886	CP 2007-1002 du 14 juin 2007, remise des droits de douane, à l'égard du "MV Sonia", importé au Canada afin d'effectuer des services de traversier sur les côtes de la Colombie-Britannique.....	13 148 929
CP 1997-830 du 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné importées au cours de la période du 1 ^{er} juillet 1997 au 31 décembre 2004..	8 692 964	Total.....	135 064 801
CP 1997-952 du 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.....	98 152 749		
CP 1997-2055 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de chemises à col façonné sur des tissus pour chemises à fils teints ou écrus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004..	5 654		

Créances—radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement telle que décrite à i) a), b) et c)—
 - a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
 - b) L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article sus-mentionné.
 - c) Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor—L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire—

- a) L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- b) L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constituée une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
- c) L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Code

A	Radiations
B	Renonciations
C	Remises
D	Dispenses

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Montant		Montant
							Nombre	Montant	
		\$	\$	\$	\$		\$	\$	
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES—									
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE									
Ministère	A	823	6 112 722					823	6 112 722
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	199	154 177					199	154 177
Commission canadienne des grains— Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	A	6	2 603					6	2 603
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA									
	A/D	205	18 019 350					205	18 019 350
AGENCE DU REVENU DU CANADA....									
	A	97 184	1 062 837 182					97 184	1 062 837 182
PATRIMOINE CANADIEN									
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A	1	44 158					1	44 158
Office national du film	A	37	41 465					37	41 465
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	B					101a	1 708 332	1	708 332
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION									
Ministère	A/C	64	7 602			*	13 165 6 389 479	13 229	6 397 081
Prêts consentis aux immigrants	A					2a	2 804 1 596 540	2 804	1 596 540
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	A	2	202					2	202
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC									
	A	40	2 489 207					40	2 489 207
ENVIRONNEMENT									
Ministère	A/D	744	20 534					744	20 534
Agence Parcs Canada	A	5	100 487					5	100 487
FINANCES									
Ministère	A	130	167 788					130	167 788
PÊCHES ET OCÉANS									
	A/D	251	205 886					251	205 886
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL									
Ministère	A	5	157 339					5	157 339
Fonds renouvelable de Passeport Canada	A	22	2 315					22	2 315
Agence canadienne de développement international	A	21	2 018 401					21	2 018 401
SANTÉ									
Ministère	A	46	1 121 370					46	1 121 370
Agence de la santé publique du Canada	A	1	7 264					1	7 264
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES									
Ministère	A	22 093	152 396 041					22 093	152 396 041
Programme canadien de prêts aux étudiants	A					7b	47 031 395 565	47 031	395 565
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	A	5	2 651					5	2 651
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN									
Ministère— Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	A	1	16 300					1	16 300

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—Suite

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
INDUSTRIE										
Ministère	A/D	112	4 311 627						112	4 311 627
Office de la propriété intellectuelle du Canada	A	2	33						2	33
Conseil national de recherches du Canada	A	48	6 372 868						48	6 372 868
JUSTICE										
Ministère	A/C	1	7 274			*	52 487	3 861 680	52 488	3 868 954
Cour suprême du Canada	A	10	304						10	304
DÉFENSE NATIONALE										
Ministère	A	187	28 160 226						187	28 160 226
RESSOURCES NATURELLES										
Ministère	A/D	434	156 119						434	156 119
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	A/D	17	76 359						17	76 359
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE										
Agence des services frontaliers du Canada Service canadien du renseignement de sécurité	A/D	341	51 669 799						341	51 669 799
Service correctionnel	D	19	28						19	28
Fonds renouvelable CORCAN	A	221	43 614						221	43 614
Prêts aux libérés conditionnels ⁽²⁾	A	6	2 916						6	2 916
Gendarmerie royale du Canada	B	15	500						15	500
	C					*	10 809	662 149	10 809	662 149
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX										
Ministère	A	102	491 818						102	491 818
Fonds renouvelable des services immobiliers	A	13	169 682						13	169 682
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	A	1	3 655						1	3 655
Pension de retraite	A	20	69 330						20	69 330
TRANSPORTS										
Ministère	A/C	508	1 590 822			*	1	480 500	509	2 071 322
Office des transports du Canada	A	1	3 608						1	3 608
ANCIENS COMBATTANTS										
	A	385	291 877						385	291 877
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUËST CANADIEN										
	A	64	7 956 290						64	7 956 290
		124 392	1 347 303 793				126 298	14 094 245	250 690	1 361 398 038
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ—										
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA										
	A	5	279 388						5	279 388
AGENCE DU REVENU DU CANADA										
	A	55 070	453 469 795						55 070	453 469 795
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC										
	A	71	58 155 654						71	58 155 654
TRANSPORTS										
Ministère	A	34	5 128 178						34	5 128 178
		55 180	517 033 015						55 180	517 033 015

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Suite*

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
LOI SUR LE FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU CANADA—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	1 711	80 620 526						1 711	80 620 526
LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	B	1 068	94 055 051						1 068	94 055 051
LOI FÉDÉRALE SUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	B	872	66 786						872	66 786
LOI SUR LES MESURES DE RÉINSERTION ET D'INDEMNISATION DES MILITAIRES ET VÉTÉRANS DES FORCES CANADIENNES—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	31	34 213						31	34 213
LOI SUR LE MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	2	4 283						2	4 283
LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	A/B	131 164	58 773 005						131 164	58 773 005
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ ..	B	3 544	34 943 461						3 544	34 943 461
LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—										
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministère—										
Expansion du commerce d'exportation ..	B	1	89 335 097						1	89 335 097
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ ..	B/D	337 887	582 827 356						337 887	582 827 356
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	A/B	2 898	4 055 562						2 898	4 055 562

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—Fin

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
LOI SUR LES PENSIONS—										
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION										
CIVILE										
Gendarmerie royale du Canada	B	14	248 628					14	248 628	
ANCIENS COMBATTANTS	B	78	356 949					78	356 949	
LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	128	2 588 849					128	2 588 849	
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	82	30 102					82	30 102	
		659 052	2 812 276 676			126 298	14 094 245	785 350	2 826 370 921	
SOMMAIRE—										
Radiations	A	309 504	1 970 760 948			49 835	1 992 105	359 339	1 972 753 053	
Renoncations	B	35 328	485 267 186			1	708 332	35 329	485 975 518	
Remises	C					76 462	11 393 808	76 462	11 393 808	
Dispenses	D	314 220	356 248 542					314 220	356 248 542	
		659 052	2 812 276 676			126 298	14 094 245	785 350	2 826 370 921	

* Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.

(1) Voir l'introduction ci-dessus.

(2) Le crédit L103b de la Loi des subsides n° 1 de 1969 autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour les aider à se réhabiliter.

(3) Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

AVANCES À JUSTIFIER

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2008		Avances réglées en avril 2008		Avances en circulation au 30 avril 2008	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	122	128 666	117	118 554	5	10 112
Commission canadienne du lait	1	400			1	400
Agence canadienne d'inspection des aliments	352	122 463	258	107 752	94	14 711
Commission canadienne des grains	25	5 625			25	5 625
	<i>500</i>	<i>257 154</i>	<i>375</i>	<i>226 306</i>	<i>125</i>	<i>30 848</i>
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
	<i>1</i>	<i>800</i>	<i>1</i>	<i>800</i>		
AGENCE DU REVENU DU CANADA	<i>2 495</i>	<i>2 190 089</i>	<i>956</i>	<i>1 026 109</i>	<i>1 539</i>	<i>1 163 980</i>
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	75	44 937	27	23 402	48	21 535
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ..	7	5 659	7	5 659		
Bibliothèque et Archives du Canada	39	11 811			39	11 811
Office national du film	81	34 452	14	7 202	67	27 250
Commission de la fonction publique	12	7 779	11	7 619	1	160
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2	1 000			2	1 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1	500			1	500
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	18	14 661			18	14 661
	<i>235</i>	<i>120 799</i>	<i>59</i>	<i>43 882</i>	<i>176</i>	<i>76 917</i>
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	133	196 450	133	196 450		
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	23	23 562	13	11 022	10	12 540
	<i>156</i>	<i>220 012</i>	<i>146</i>	<i>207 472</i>	<i>10</i>	<i>12 540</i>
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	<i>25</i>	<i>8 450</i>			<i>25</i>	<i>8 450</i>
ENVIRONNEMENT						
Ministère	214	181 778	12	9 024	202	172 754
Agence canadienne d'évaluation environnementale	5	1 800			5	1 800
Agence Parcs Canada	266	194 535	4	2 389	262	192 146
	<i>485</i>	<i>378 113</i>	<i>16</i>	<i>11 413</i>	<i>469</i>	<i>366 700</i>
FINANCES						
Ministère	19	12 646	7	8 900	12	3 746
Vérificateur général	11	9 650	11	9 650		
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	500	1	500		
Agence de la consommation en matière financière du Canada	1	200			1	200
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	5	5 250			5	5 250
Bureau du surintendant des institutions financières	15	8 728			15	8 728
	<i>52</i>	<i>36 974</i>	<i>19</i>	<i>19 050</i>	<i>33</i>	<i>17 924</i>
PÊCHES ET OCÉANS	<i>375</i>	<i>257 073</i>	<i>373</i>	<i>246 555</i>	<i>2</i>	<i>10 518</i>
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère	787	1 868 643	487	1 203 454	300	665 189
Agence canadienne de développement international	328	872 415	292	771 819	36	100 596
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1	400			1	400
	<i>1 116</i>	<i>2 741 458</i>	<i>779</i>	<i>1 975 273</i>	<i>337</i>	<i>766 185</i>

AVANCES À JUSTIFIER—Suite

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2008		Avances réglées en avril 2008		Avances en circulation au 30 avril 2008	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	5	10 000			5	10 000
SANTÉ						
Ministère	244	111 563	13	4 062	231	107 501
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	2	400			2	400
Instituts de recherche en santé du Canada	43	196 702			43	196 702
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1	200			1	200
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	1	500			1	500
Agence de la santé publique du Canada	59	21 482	2	413	57	21 069
	350	330 847	15	4 475	335	326 372
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère	771	361 672	732	349 542	39	12 130
Conseil canadien des relations industrielles	13	4 400			13	4 400
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1	800			1	800
	785	366 872	732	349 542	53	17 330
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	45	32 748	45	32 748		
Commission des revendications particulières des Indiens.....	1	1 000	1	1 000		
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	24	6 830			24	6 830
	70	40 578	46	33 748	24	6 830
INDUSTRIE						
Ministère	196	114 522	190	106 595	6	7 927
Agence spatiale canadienne	18	20 941	12	14 062	6	6 879
Tribunal de la concurrence	1	500			1	500
Conseil national de recherches du Canada	47	50 640	1	625	46	50 015
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	5	2 350			5	2 350
Conseil de recherches en sciences humaines	2	700			2	700
Statistique Canada	110	146 616			110	146 616
	379	336 269	203	121 282	176	214 987
JUSTICE						
Ministère	82	6 037 165	11	12 890	71	6 024 275
Commission canadienne des droits de la personne	5	2 450	5	2 450		
Tribunal canadien des droits de la personne	1	500	1	500		
Commissaire à la magistrature fédérale	40	928 255	4	43 837	36	884 418
Service administratif des tribunaux judiciaires	51	8 495	49	7 745	2	750
Bureau du directeur des poursuites pénales	17	13 931	6	10 636	11	3 295
Cour suprême du Canada.....	4	2 400			4	2 400
	200	6 993 196	76	78 058	124	6 915 138
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	15 911	30 349 876	7 327	11 305 777	8 584	19 044 099
Comité des griefs des Forces canadiennes	1	500			1	500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1	500			1	500
	15 913	30 350 876	7 327	11 305 777	8 586	19 045 099
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	1 249	341 917	1 230	326 031	19	15 886
Commission canadienne de sûreté nucléaire	7	3 180	7	3 180		
Administration du pipe-line du Nord	1	400	1	400		
	1 257	345 497	1 238	329 611	19	15 886

2.14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR
LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

AVANCES À JUSTIFIER—Fin

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2008		Avances réglées en avril 2008		Avances en circulation au 30 avril 2008	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
PARLEMENT						
Sénat	17	10 850	17	10 850		
Chambre des communes	39	9 393	39	9 393		
Bibliothèque du Parlement	11	5 831	4	3 781	7	2 050
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	1	500			1	500
Conseiller sénatorial en éthique	1	250	1	250		
	<i>69</i>	<i>26 824</i>	<i>61</i>	<i>24 274</i>	<i>8</i>	<i>2 550</i>
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	93	62 315	38	38 098	55	24 217
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14	8 500			14	8 500
Directeur général des élections	6	1 600			6	1 600
Commissariat aux langues officielles	13	3 900			13	3 900
	<i>126</i>	<i>76 315</i>	<i>38</i>	<i>38 098</i>	<i>88</i>	<i>38 217</i>
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	39	12 538			39	12 538
Agence des services frontaliers du Canada	965	1 363 597	141	257 020	824	1 106 577
Service canadien du renseignement de sécurité	1	5 000 000	1	5 000 000		
Service correctionnel	401	376 084	141	123 075	260	253 009
Commission nationale des libérations conditionnelles	9	4 675			9	4 675
Gendarmerie royale du Canada	2 073	10 568 496	1 041	8 062 202	1 032	2 506 294
	<i>3 488</i>	<i>17 325 390</i>	<i>1 324</i>	<i>13 442 297</i>	<i>2 164</i>	<i>3 883 093</i>
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	<i>301</i>	<i>611 214</i>	<i>300</i>	<i>608 197</i>	<i>1</i>	<i>3 017</i>
TRANSPORTS						
Ministère	197	152 816	192	145 916	5	6 900
Office des transports du Canada	12	12 850	12	12 850		
Bureau de l'infrastructure du Canada	4	1 200			4	1 200
Tribunal d'appel des transports du Canada	3	3 700			3	3 700
	<i>216</i>	<i>170 566</i>	<i>204</i>	<i>158 766</i>	<i>12</i>	<i>11 800</i>
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	31	20 274	4	5 233	27	15 041
École de la fonction publique du Canada	21	14 125	14	6 800	7	7 325
Commissariat à l'intégrité du secteur public	1	400	1	400		
Bureau du directeur des lobbyistes	1	200			1	200
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	22	12 812	15	10 122	7	2 690
	<i>76</i>	<i>47 811</i>	<i>34</i>	<i>22 555</i>	<i>42</i>	<i>25 256</i>
ANCIENS COMBATTANTS	<i>118</i>	<i>57 592</i>	<i>118</i>	<i>57 592</i>		
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .	<i>9</i>	<i>7 953</i>	<i>8</i>	<i>7 230</i>	<i>1</i>	<i>723</i>
Total	28 802	63 308 722	14 448	30 338 362	14 354	32 970 360

Pertes de fonds et de biens publics

Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de la politique du Conseil du Trésor sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne.

PERTES DE REVENUS SUITE À UNE FRAUDE OU À UNE FAUSSE DÉCLARATION INTENTIONNELLE — DÉCOUVERTES OU DÉTECTÉES EN 2007-2008

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)					
Impôt sur le revenu	1 497	13 004 212	2 411 847	4 826 420	5 765 945
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	143	17 198 434	1 860 585	586 096	14 751 753
Autres pertes administrées	11	1 400 993	21 050	150 946	1 228 997
	<i>1 651</i>	<i>31 603 639</i>	<i>4 293 482</i>	<i>5 563 462</i>	<i>21 746 695</i>
Causes devant les tribunaux (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux estimé par l'ARC)					
Impôt sur le revenu	494	106 466 163		(1)	(1)
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	337	77 036 921		(1)	(1)
Autres pertes administrées	19	4 605 582		(1)	(1)
	<i>850</i>	<i>188 108 666</i>			
	<i>2 501</i>	<i>219 712 305</i>	<i>4 293 482</i>	<i>5 563 462</i>	<i>21 746 695</i>
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes—					
Non déclaration/Contrebande.....	128	122 261			122 261
Fausse déclaration—Valeur	46	20 083			20 083
Autres infractions.....	16	21 637			21 637
	<i>190</i>	<i>163 981</i>			<i>163 981</i>
	<i>2 691</i>	<i>219 876 286</i>	<i>4 293 482</i>	<i>5 563 462</i>	<i>21 910 676</i>

⁽¹⁾Ces montants peuvent seulement être estimés suite à une sentence légale.

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2007-2008	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère					
Utilisation frauduleuse de carte de crédit du gouvernement (1 cas)	1	3 944	3 944		
Utilisation non autorisée de carte de crédit du gouvernement (1 cas)	1	2 758			2 758
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol d'une avance de voyage permanente à Dartmouth	30	50		50	
Emploi non autorisé de la carte AMEX	30	7 848	7 848		
Emploi non autorisé de la carte MasterCard	30	3 431	1 817		1 614
Commission canadienne des grains					
Utilisation frauduleuse de la carte MasterCard par une personne autre que le titulaire de la carte (1 cas)		2 506	2 506		
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Vol de coupons de taxi	1	263		263	
Réclamations frauduleuses pour des indemnités de repas et kilométrage et utilisation non autorisé du téléphone	1	1 731		1 731	
Réclamations frauduleuses de congés annuels		8 626			8 626
Achats personnels par un employé avec une carte d'achat de l'ARC		4 064			4 064
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère					
Abus de coupons de taxi	1	1 664		1 664	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère					
Déficits de caisse (4 cas)	1	716		716	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC					
Demandes de subventions et de contributions faussées ou falsifiées (5 cas)	5	1 119 096			1 119 096
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Vols de petite caisse (4 cas)	1	433		263	170
Avance de salaire non remboursée (1 cas)	1	1 869	1 220	649	
Agence Parcs Canada					
Déficits nets de caisse (4 cas)		4 418		4 418	
Vol de petite caisse (3 cas)		554		554	
FINANCES					
Vérificateur général					
Réclamations de déplacement frauduleuses	15	16 740			16 740
Bureau du surintendant des institutions financières					
Réclamations de déplacement frauduleuses		20 228	20 228		

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2007-2008	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
PÊCHES ET OCÉANS					
Déficits nets de la caisse (déficits bruts 3,015 \$; surplus bruts 2,745 \$) (2 cas).....	1	270		270	
Perte de petite caisse (2 cas).....	1	204		204	
Vol de petite caisse.....	1	240		240	
Usage frauduleux de réclamation de voyage.....		32 348	32 348		
Usage frauduleux d'une carte de crédit (3 cas).....		33 497	19 104		14 393
Fausse réclamation de remboursement pour fins de contribution.....		252 000		252 000	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère					
Erreur causé par une banque.....	1	136		136	
Déficits de caisse (3 cas).....	1	72		72	
Faux billets.....	1	21		21	
Fausse réclamation d'heures supplémentaires.....	1	112			112
Réclamation pour fausses factures d'hôtel.....	1	1 135			1 135
Chèques frauduleux.....	1	9 400	9 400		
Réclamation frauduleuse d'un paiement à titre gracieux.....	1	13 131		13 131	
Perte de recettes (2 cas).....	1	1 872		1 872	
Vol de petit caisse.....	1	400		400	
Vol à un consulat.....	1	383		383	
Vol d'un dépôt en argent (2 cas).....	1	900			900
Achat pour usage personnel.....	1	1 778			1 778
Pot-de-vin pour contrat.....	1	7 500		7 500	
Agence canadienne de développement international					
Vol d'avance de voyage lors d'un voyage officiel.....	20	1 737		1 737	
Usage frauduleux de BlackBerry.....	20	6 543		6 543	
Usage frauduleux de coupons de taxi volés.....	20	500		500	
SANTÉ					
Ministère					
Vol de coupons de taxi (1 cas).....	1	1 265		1 265	
Vol et usage frauduleux de cartes de crédits (1 cas).....	1	712		712	
Demandes de prestations frauduleuses (2 cas).....	1	149 674		54 674	95 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère					
Réclamations frauduleuses pour :					
Prestations d'assurance-emploi.....	(S)	146 870 081	33 634 039	58 924	113 177 118
Régime de pensions du Canada.....	(S)	852 364	267 604	32 094	552 666
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas).....	(S)	14 526		14 526	
Perte de fonds publics :					
Détournement de fonds du gouvernement (1 cas).....	1	30 000	22 293		7 707
Usage personnel de coupons de taxi (1 cas).....	1	22 000			22 000
Déficits de caisse (11 cas).....	1	645		645	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère					
Perte nette concernant des versements d'indemnisation prévue dans un traité.....	1	173		173	
Utilisation non autorisée de carte de crédit.....	1	342			342

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — *Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2007-2008	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
INDUSTRIE					
Ministère					
Utilisation frauduleuse de carte de crédit		9 855			9 855
JUSTICE					
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Vol de petite caisse du bureau régional de Montréal	1	5		5	
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Déficits/excédents de caisses (11 cas)	1	734	700	34	
Chèque de remplacement et chèque original ont été encaissés à BFC Esquimalt	1	136		136	
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avance permanente (6 cas)	1	903	788	115	
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avance permanente à BFC Petawawa (2 cas)		783			783
Écart dans les fonds détenus par le souscaissier à BFC Halifax		40			40
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avance permanente à BFC Halifax		21			21
Paiements frauduleux déposés dans un compte bancaire personnel à Ottawa		33 948	1 000		32 948
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère					
Encaissement frauduleux des chèques de voyage	1	500			500
Encaissement frauduleux des chèques de voyage		12 395			12 395
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de chèque(s) (1 cas)	10	32 040		32 040	
Perte d'un dépôt bancaire (1 cas)	10	4 500		4 500	
Perte de petite caisse (4 cas)	10	323		323	
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit (3 cas)	10	2 854			2 854
Service canadien du renseignement de sécurité					
Vol de petite caisse	20	1 200		1 200	
Service correctionnel					
Utilisation à des fins personnelles de coupon de taxi et de la carte d'acquisition gouvernementale	2	2 452	976	1 476	
Vol des recettes	1	500		500	
Perte de pièce de petite caisse	1	40	40		
Gendarmerie royale du Canada					
Emploi non-autorisé de cartes de crédits		4 394	1 400		2 994
Perte d'argent		350		350	
Demandes de paiement falsifiées par un fournisseur		30 910		30 910	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Malfaisance par un employé		2 775 542		2 023 350	752 192
Vol de petite caisse (3 cas)		838	383	226	229
Utilisation non autorisée de carte de crédit		3 044	697		2 347
Perte d'une avance salariale		800		800	
Perte d'argent—Dépôts non-réconciliés		100		100	
Utilisation personnelle de coupons de taxi		473			473

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — *Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2007-2008	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
Encaissement frauduleux d'instruments de paiement.....		9 600			9 600
Trop-payés—Caisse de retraite de la fonction publique		2 088 274	1 274 938		813 336
Programme des commandites		2 568 561	1 246 081		1 322 480
Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada—					
Endossements faux (5287 cas)		3 672 431	3 642 268	30 163	
Endossements irréguliers (262 cas)		727 031	726 415	616	
Non endossés (1385 cas)		1 466 904	1 408 540	58 364	
Paievements électroniques mal dirigés		2 315 717	1 850 984	464 733	
Autres (583 cas)		4 412 834	3 579 110	833 724	
Comptes de banques des ministères—					
Non endossé (1 cas)		138	138		
Autre (1 cas)		202	202		
TRANSPORTS					
Ministère					
Vol de petite caisse	1	324		324	
Déficit de caisse	1	20		20	
Emploi non autorisé d'un téléphone cellulaire par une employée	1	6 339	1 116		5 223
Perte de dépôt bancaire	1	105		105	
ANCIENS COMBATTANTS					
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas)	10	51 893	14 325		37 568
		169 746 953	47 772 452	3 942 444	118 032 057

(S) Autorisation législative.

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Perte/vol de téléphone cellulaire (1 cas).....	540		540	
Perte/vol d'un appareil photo numérique (1 cas).....	250		250	
Vol d'un appareil photo (5 cas).....	2 757		2 757	
Vol d'un projecteur (2 cas).....	2 400		2 400	
Vol d'une unité GPS (1 cas).....	600		600	
Vol d'un ordinateur de poche (14 cas).....	4 380		4 380	
Vol d'un ordinateur (7 cas).....	12 400		12 400	
Vol d'un ordinateur portable (7 cas).....	9 600		9 600	
Vol d'un moniteur d'ordinateur (1 cas).....	700		700	
Vol de chaise de bureau (2 cas).....	2 060		2 060	
Vol d'équipement (1 cas).....	1 500		1 500	
Vol d'un panneau solaire (1 cas).....	820		820	
Vol d'un câble de cuivre (1 cas).....	30 000		30 000	
Dompage d'une clôture suite à l'entrée d'une voiture par effraction (1 cas).....	2 128		2 128	
Dompage des propriétés de l'État (2 cas).....	4 300		4 300	
Dompage d'un véhicule de l'État suite à du vandalisme (2 cas).....	5 385		5 385	
Vandalismes des édifices de l'État (2 cas).....	1 246		1 246	
Commission canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme aux véhicules de l'État (59 cas).....	17 936		17 936	
Vol d'ordinateurs portatifs (4 cas).....	6 750		6 750	
Vol de projecteur d'ordinateur (1 cas).....	1 899		1 899	
Commission canadienne des grains				
Vol d'un ordinateur portable.....	2 561		2 561	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Perte/vol d'un BlackBerry (7 cas).....	2 695		2 695	
Perte/vol d'un téléphone cellulaire (22 cas).....	3 726	379	3 347	
Perte/vol d'ordinateur de bureau (2 cas).....	1 700		1 700	
Perte/vol d'un ordinateur portable (18 cas).....	33 583	1 000	32 583	
Perte/vol d'une clé USB (10 cas).....	205	55	150	
Perte/vol d'une carte sans fil (2 cas).....	154	75	79	
Perte/vol d'un casque téléphonique (1 cas).....	20		20	
Perte/vol de livres et vidéo (1 cas).....	415		415	
Perte/vol de CD-ROM (1 cas).....	100		100	
Perte/vol d'un ordinateur portable, étui et imprimante (2 cas).....	3 300	3 300		
Perte/vol d'un ordinateur portable et imprimante (1 cas).....	2 000		2 000	
Perte/vol d'un lecteur de disque (1 cas).....	75		75	
Perte/vol d'un prix pour les années de service (2 cas).....	361		361	
Perte/vol d'un moniteur (1 cas).....	600		600	
Perte/vol d'un téléavertisseur (1 cas).....	100		100	
Perte/vol d'une imprimante (1 cas).....	349		349	
Perte/vol d'une carte sans fil Telus (1 cas).....	600		600	
Vol de chargeur de cellulaire (1 cas).....	50		50	
Vol d'ordinateur de bureau et moniteur (1 cas).....	1 550		1 550	
Vol d'ordinateur de bureau et écran (2 cas).....	1 000	855	145	
Vol d'un appareil photo numérique (1 cas).....	400		400	
Vol des rabais de tarif (1 cas).....	150		150	
Vol d'équipement TI (1 cas).....	130 000		130 000	
Vol d'une MEV (2 cas).....	68		68	
Vol d'un routeur (1 cas).....	40		40	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un récepteur téléphonique (2 cas)	25	25		
Vol d'un concentrateur USB (1 cas)	40		40	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Dommage à l'horloge compte à rebours 2010	850			850
Vol d'ordinateurs portatifs (1 cas)	17 233			17 233
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Vol d'ordinateur portatif	1 500		1 500	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Vol d'ordinateur portatif	3 039		3 039	
Office national du film				
Vol d'ordinateur (2 cas)	2 900		2 900	
Vol d'un récepteur multi-média	1 300		1 300	
Commission de la fonction publique				
Vol d'un écran d'ordinateur	800		800	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
Perte de BlackBerry (2 cas)	1 000		1 000	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif	3 000		3 000	
Vol d'un téléphone cellulaire	100		100	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	4 500		4 500	
Perte de vieux ordinateurs portatifs (20 cas)	6 575		6 575	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Vol de BlackBerry (4 cas)	400		400	
Vol de Palm Pilot (1 cas)	500		500	
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	158		158	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Vols d'ordinateurs portatifs (13 cas)	31 609		31 609	
Vols de micro-ordinateurs (28 cas)	36 773		4 398	32 375
Vol de moniteur d'ordinateur (1 cas)	354		354	
Vol de disque dur (1 cas)	414		414	
Vol de BlackBerry (1 cas)	350		350	
Vols de caméras (2 cas)	1 579		1 579	
Vol d'équipement électronique (1 cas)	6 790		6 790	
Vol de radio/receveur (1 cas)	265		265	
Vol d'émetteur satellite/ordinateur portatif combiné (1 cas)	10 000		10 000	
Vol de lunettes d'approche (1 cas)	200		200	
Vol d'unité de GPS (1 cas)	250		250	
Vols d'équipements audio / visuel (9 cas)	3 217		3 217	
Vols d'embarcations (8 cas)	48 194		48 194	
Vol de panneau solaire (1 cas)	500		500	
Vol d'une sonde pour niveau d'eau (1 cas)	1 000		1 000	
Vol d'enregistreur chronologique Sutron (1 cas)	2 800		2 800	
Vol d'une génératrice (1 cas)	500		500	
Vol d'arme à feu (1 cas)	1 869	1 869		
Vol de fil de cuivre (1 cas)	4 800		4 800	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vols d'outils et d'équipements (2 cas)	7 250		7 250	
Vol d'un capôt de caisse de camion (1 cas)	1 418		1 418	
Vandalisme d'un receveur (1 cas)	1 000			1 000
Vandalisme aux édifices (1 cas)	100		100	
Vandalisme d'un véhicule du gouvernement (2 cas)	2 800		2 800	
Dommages à des édifices lors d'entrée par effraction (3 cas)	1 447		1 447	
Dommages à des véhicules lors d'entrée par effraction (3 cas)	1 091		1 091	
Agence Parcs Canada				
Tentative de vol de véhicules	2 112		812	1 300
Dommage à des armoires lors d'entrée par effraction	800		800	
Incendie—Mobilier urbain	1 000		1 000	
Vol de 20 plaques commémoratives	40 000		40 000	
Vol d'équipement de caméra (2 cas)	1 138		1 138	
Vol d'ordinateur	1 075		1 075	
Vol d'un appareil photo numérique (2 cas)	3 000		3 000	
Vol d'équipements électroniques	499		499	
Vol d'équipement	1 200		1 200	
Vol d'ordinateur portable (5 cas)	9 852		9 852	
Vol d'ordinateur portable lors d'entrée par effraction	800		800	
Vol de plaques d'immatriculation	39		39	
Vol de bouées de sauvetage	1 000		1 000	
Vol d'un radio portable	365		365	
Vol de radio-téléphone	200		200	
Vol de sac roulant pour ordinateur portable	130		130	
Vol de panneau de signalisation	100		100	
Vol de panneaux et de poteaux	600		600	
Vol de motoneige (3 cas)	16 600		16 600	
Vol de coffret de sûreté	600		600	
Vol de Vectron ECR et dommages à l'édifice lors d'entrée par effraction	4 100		4 100	
Vol d'un radio VHF	850		850	
Vandalisme—Bris de vitre	300		300	
Vandalisme—Bris sur mobilier urbain	350		350	
Vandalisme —Siège brûlé	1 699		1 699	
Vandalisme—Graffitis sur propriété (2 cas)	175		175	
Vandalisme à un exposition de bison	198		198	
Vandalisme à des édifices (36 cas)	15 723	300	15 423	
Vandalisme à des bâtiments et vol d'équipements (3 cas)	1 345		1 345	
Vandalisme au terrain de camping, des édifices et une plage (14 cas)	6 240		6 240	
Vandalisme au pont couvert	1 000		1 000	
Vandalisme aux portes (3 cas)	700		700	
Vandalisme d'équipement	100		100	
Vandalisme à une clôture	3 500		3 500	
Vandalisme aux poteaux porte-drapeau	5 720		5 720	
Vandalisme aux aménagements paysagers (2 cas)	600		600	
Vandalisme à une table de pique-nique (4 cas)	4 050	300	3 750	
Vandalisme aux enseignes (2 cas)	400		400	
Vandalisme au centre d'accueil lors d'entrée par effraction (2 cas)	10 603		10 603	
Vandalisme à des fenêtres (2 cas)	150			150
Vandalisme à une salle de toilette	234		234	
FINANCES				
Ministère				
Vol d'un ordinateur personnel avec écran (1 cas)	1 371		1 371	
Vol d'une montre, un prix de long service (1 cas)	100		100	
Vol de BlackBerry (5 cas)	2 000		2 000	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Vol d'équipement	297		297	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
PÊCHES ET OCÉANS				
Dommage à un véhicule de l'État en raison d'une tentative de vol.	1 000		1 000	
Vol d'articles de récompense aux employés (2 cas)	150		150	
Vol d'équipement de bateau sur la Base de Charlottetown	3 455		3 455	
Vol de matériel informatique (16 cas)	33 675		33 675	
Vol de fil de cuivre et câble (2 cas)	2 400		2 400	
Vol d'un appareil photo numérique (3 cas)	1 985		1 985	
Vol d'équipement de terrain (4 cas)	2 300		2 300	
Vol de véhicule de l'État	27 369		27 369	
Vol d'un bateau gonflable (2 cas)	11 873		11 873	
Vol d'un nettoyeur à haute pression	1 646		1 646	
Vol de fournitures de bureau	100		100	
Vol d'un moteur hors-bord	2 930		2 930	
Vol d'un manteau d'hiver de l'équipage	312		312	
Vol d'une motoneige	6 000		6 000	
Vol de cruchons à eau (18 litres) vides	180		180	
Vandalisme à des édifices (7 cas)	6 300		6 300	
Vandalisme à des fanaux de bouée (2 cas)	1 000		1 000	
Vandalisme à une barrière coupée au Mt. Ozzard	200		200	
Vandalisme à des véhicules d'État (7 cas)	15 005		15 005	
Vandalisme au câblage téléphonique (2 cas)	1 500		1 500	
Vandalisme à un pare-brise d'un bateau	500		500	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Vol de produits de nettoyage	250		250	
Vols d'ordinateurs portatifs (2 cas)	2 878		2 878	
Vol de carburant diesel	8 900		8 900	
Vol d'un appareil photo numérique (1 cas)	440		440	
Agence canadienne de développement international				
Vol d'ordinateur portatif	1 950		1 950	
Perte de matériel de transmission (6 cas)	2 073		2 073	
Perte d'équipement électronique (56 cas)	1 970		1 970	
Perte d'équipement de bureau (2 cas)	200		200	
SANTÉ				
Ministère				
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (10 cas)	18 515		18 515	
Vol de dispositifs électroniques et d'appareils de télécommunications (8 cas)	2 830		2 830	
Vol d'équipements et de fournitures (2 cas)	2 200		2 200	
Instituts de recherche en santé du Canada				
Perte de 2 BlackBerry, 1 téléphone cellulaire et d'un chargeur BlackBerry	350		350	
Agence de la santé publique du Canada				
Vol d'ordinateurs portatifs (5 cas)	12 100			12 100
Vol de citerne compressible à propane (1 cas)	490			490
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Vandalisme à un bâtiment de l'État (1 cas)	7 900		7 900	
Vandalisme à un véhicule de l'État (7 cas)	3 887		3 887	
Vol d'un ordinateur portatif (18 cas)	35 913		35 913	
Vol d'un moniteur (9 cas)	6 927		6 927	

2.24 **INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un ordinateur (7 cas)	6 906		6 906	
Vol d'un projecteur (2 cas)	5 200		5 200	
Vol d'une imprimante (1 cas)	4 500		4 500	
Vol d'équipement (20 cas)	3 380		3 380	
Vol d'équipement informatique (24 cas)	1 189		1 189	
Vol d'un téléphone (5 cas)	900		900	
Vol d'une caméra (1 cas)	600		600	
Vol d'essence sur un véhicule de l'État (1 cas)	220		220	
Conseil canadien des relations industrielles				
Perte de BlackBerry	200		200	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Vol de GPS au bureau de district	2 948		2 948	
Vol d'un appareil photo numérique au bureau de district	1 119		1 119	
Vol de deux ordinateurs portatifs	3 000		3 000	
Vol de téléphone cellulaire	238		238	
Vol ou perte de projecteur	1 445		1 445	
Vol d'ordinateur portable du siège arrière d'une voiture inoccupées	1 500		1 500	
INDUSTRIE				
Ministère				
Vol d'ordinateur portable (5 cas)	13 357		13 357	
Vol de souris d'ordinateur	63		63	
Vol de BlackBerry (3 cas)	1 343		1 343	
Vol d'ordinateur (2 cas)	2 502		2 502	
Vol de projecteur (3 cas)	12 004		12 004	
Vol d'un appareil photo numérique (2 cas)	1 130		1 130	
Perte de téléphone cellulaire (7 cas)	998		998	
Perte de BlackBerry (7 cas)	1 895		1 895	
Perte de moniteur (2 cas)	1 422		1 422	
Perte d'ordinateur portable	5 981		5 981	
Perte d'ordinateur	3 000		3 000	
Agence spatiale canadienne				
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	5 669		5 669	
Vol d'appareils photo numérique (3 cas)	2 120		2 120	
Vol d'écrans d'ordinateur (2 cas)	800		800	
Vol d'un microphone portable (1 cas)	400		400	
Conseil national de recherches du Canada				
Vol de micro-ordinateurs (8 cas)	25 889			25 889
Vol de projecteur (1 cas)	2 000			2 000
Vol d'un système numériseur digital (1 cas)	18 000			18 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Cadeaux manquants pour reconnaissance des années de service des employés (5 items)	500		500	
Statistique Canada				
Vol de matériel informatique	26 623		26 623	
JUSTICE				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	3 500		3 500	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Vol de micro ordinateur	1 500		1 500	
Vol d'équipement technique	45		45	
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Vol de pneus d'hiver (1 cas)	1 000		1 000	
Cour suprême du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État et vol du système LPS	1 131		1 131	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Vol d'effets militaires (3236 articles)	187 223	5 986	181 237	
Vol d'équipement de transport (2 articles)	700		700	
Vol de machinerie (4 articles)	11 950		11 950	
Vol d'équipement de télécommunication (20 articles)	18 117		18 117	
Vol d'équipement électronique (1 article)	949		949	
Vol d'équipement technique (7 articles)	11 690		11 690	
Vol d'outils (9 articles)	4 294	2 356	1 938	
Vol d'armes et accessoires (21 articles)	2 769	182	2 587	
Vol d'équipement spécifique aux militaires (10 articles)	9 188		9 188	
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (24 articles)	8 740		8 740	
Vol d'ordinateurs (16 articles)	22 513		22 513	
Vol d'ordinateurs portatifs (13 articles)	39 539	1 365	38 174	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (4 cas)	10 605		10 605	
Vol d'un ordinateur de poche	500		500	
Vol de tuyaux en cuivre	800		800	
Vol d'un trépied	383		383	
Vol de 487kg d'aluminium	1 875		1 875	
Vol de 300kg de cuivre	2 238		2 238	
Vol du mémoire d'un ordinateur	200		200	
Vol d'un générateur	1 500		1 500	
Vandalisme à un véhicule	504		504	
CONSEIL PRIVÉ				
Directeur général des élections				
Perte de téléphones cellulaires (3 cas)	472		472	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs	37 500		37 500	
Vol de téléviseurs	1 800		1 800	
Vol d'enregistreurs DVD	2 000		2 000	
Vol de moniteurs	800		800	
Vol de BlackBerry	100		100	
Agence des services frontaliers du Canada				
Dommages à la propriété (5 cas)	7 240		7 240	
Vol d'équipement informatique (4 cas)	12 753		12 753	
Vol d'uniformes (3 cas)	710		710	
Vol d'un BlackBerry/cellulaire (1 cas)	318		318	
Vol d'équipement (2 cas)	215		215	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Service correctionnel				
Dommage suite à un incendie (22 cas)	2 855		2 855	
Dommage suite à une manifestation des détenus (128 cas)	424 866	1 698	422 423	745
Perte d'actifs en inventaires (29 cas)	46 590	7 006	39 584	
Vol d'ordinateur (6 cas)	14 015		14 015	
Vol de fournitures (21 cas)	12 457	6 258	6 199	
Vandalisme de propriété et d'équipements (184 cas)	78 690	221	77 626	843
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (28 cas)	47 577	2 424	45 153	
Dommage à des propriétés d'État (5 cas)	9 874		9 874	
Perte d'un radio portatif (5 cas)	29 095		29 095	
Vol d'équipement informatique (8 cas)	26 525		26 525	
Vol de fils de cuivre (5 cas)	7 021		7 021	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Vol d'équipement informatique (34 cas)	22 587		21 141	1 446
Vol d'un véhicule d'État	2 000		2 000	
Vol de chaise (4 cas)	1 000		1 000	
Vol de récompenses de service (2 cas)	2 284		2 284	
Vandalisme (20 cas)	27 208		27 208	
TRANSPORTS				
Ministère				
Perte d'un cellulaire (4 cas)	500	100	400	
Perte de BlackBerry (2 cas)	200		200	
Perte d'un gilet de sauvetage	200		200	
Perte d'un appareil photo numérique	1 000		1 000	
Vol de cellulaires (2 cas)	200		200	
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	3 385		3 385	
Vol d'une caméra avec accessoires	472		472	
Vol d'équipement pour bateaux	5 000		5 000	
Vol d'une plaque d'immatriculation	30		30	
Vol d'un téléphone satellite d'un véhicule	2 100		2 100	
Vol d'une unité électrique TREO 700WX avec étui	800		800	
Vol d'un rétroprojecteur multi-média avec étui	1 210		1 210	
Dommages à un véhicule et vol de pièces	9 590		9 590	
Office des transports du Canada				
Perte d'une chaise	1 002		1 002	
Perte d'un écran d'ordinateur	950		950	
Perte d'une imprimante pour ordinateur portatif	445		445	
Perte d'un ordinateur portatif	3 300		3 300	
Perte d'un ordinateur	2 468		2 468	
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Vol de BlackBerry	150		150	
Perte de BlackBerry (2 cas)	198		198	
Perte d'un appareil photo numérique	680		680	
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Vol de carte SIM pour BlackBerry (1 cas)	50		50	
Vol d'un lecteur flash USB (1 cas)	50		50	
Vol d'un ordinateur portatif (1 cas)	1 800		1 800	
Vol d'un téléphone cellulaire (1 cas)	150		150	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
École de la fonction publique du Canada				
Vol de BlackBerry.....	500		500	
Vol d'un clavier et souris sans fil.....	100		100	
Vol d'une montre 30 ^{ième} anniversaire.....	150		150	
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
Perte d'un porte-documents en cuir (1 cas).....	117		117	
Perte d'un téléphone (1 cas).....	84		84	
Perte des haut-parleurs pour l'ordinateur (1 cas).....	25		25	
ANCIENS COMBATTANTS				
Vol de BlackBerry.....	499		499	
Vol d'ordinateur portatif.....	1 685		1 685	
Vol de palan électrique à chaîne.....	2 225		2 225	
Vol d'appareil-photo.....	110		110	
Perte d'ordinateur portatif.....	2 280		2 280	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Vol de 2 ordinateurs portatifs.....	8 300		8 300	
	2 249 562	35 754	2 099 387	114 421

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (10 cas)	33 563		33 563	
Dommages à un véhicule de l'État (25 cas)	10 506		10 506	
Dommages à une propriété de l'État lors d'un accident (5 cas)	15 806		15 806	
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (125 cas)	334 442	37 123	291 277	6 042
Commission canadienne des grains				
Perte d'un téléphone cellulaire	60		60	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Dommages aux véhicules de l'État (10 cas)	8 399	2 319	6 080	
Perte de 14 ordinateurs et 1 rétroprojecteur attribuable à une inondation (1 cas)	17 650		17 650	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Dommages à des meubles et de l'équipement suite à un dégât d'eau	14 334		14 334	
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (2 cas)	748		748	
Dommages irréparables à un cellulaire (coût de remplacement)	157		157	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Vandalisme à des véhicules de l'État (2 cas)	334		334	
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (2 cas)	2 640		2 640	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommages à la propriété (3 cas)	52 466		52 466	
Dommages à des véhicules du gouvernement dus à des accidents (15 cas)	58 734		58 734	
Ordinateur portatif endommagé (7 cas)	22 038		22 038	
Ordinateurs endommagés (20 cas)	42 763		42 763	
Moniteurs endommagés (11 cas)	10 696		10 696	
Boîtiers - tours d'ordinateur endommagés (2 cas)	6 067		6 067	
Imprimantes endommagées (3 cas)	1 438		1 438	
Machine à écrire endommagée (1 cas)	1 045		1 045	
Téléviseurs endommagés (2 cas)	1 299		1 299	
Projecteurs endommagés (4 cas)	11 226		11 226	
Téléphone satellite endommagé (1 cas)	995		995	
Téléphones cellulaires endommagés (6 cas)	710		710	
Téléphone conférence endommagé (1 cas)	3 989		3 989	
Appareils photos et lentilles endommagés (10 cas)	10 729		10 729	
Photocopieur endommagé (1 cas)	495		495	
Émetteurs-récepteurs de radio endommagés (5 cas)	3 932		3 932	
Récepteurs de signaux de satellite endommagés (4 cas)	18 400		18 400	
Systèmes de positionnement global endommagés (8 cas)	23 047		23 047	
Lunettes d'approche endommagées (4 cas)	791		791	
Télécopieurs endommagés (5 cas)	2 130		2 130	
Systèmes d'enregistrement nucléaire endommagés (7 cas)	43 870		43 870	
Bateaux endommagés (6 cas)	13 770		13 770	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Systèmes de détection de chaleur endommagés (1 cas)	2 000		2 000	
Réfrigérateur endommagé (1 cas)	1 200		1 200	
Souffleuse à neige endommagée (1 cas)	799		799	
Machine à eau distillée endommagée (1 cas)	3 300		3 300	
Pyranomètre endommagé (1 cas)	6 500		6 500	
Spectrophotomètre, compteur de filtration et enregistreur endommagés (4 cas)	12 311		12 311	
Remorque pour motoneiges endommagée (1 cas)	1 200		1 200	
Balance endommagée (1 cas)	1 202		1 202	
Sonde endommagée (1 cas)	5 900		5 900	
Sonde de profondeur endommagée (1 cas)	338		338	
Magnétoscope endommagé (1 cas)	899		899	
Microscope endommagé (1 cas)	457		457	
Niveau endommagé (1 cas)	400		400	
Domages à de l'équipement technique (1 cas)	7 841	7 841		
Équipement de laboratoire perdu (13 cas)	36 198		36 198	
Organisateur électronique perdu (1 cas)	167		167	
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Perte d'un ordinateur portable suite à des dégâts d'eau	1 500		1 500	
Agence Parcs Canada				
Perte d'un radio portable	700		700	
Perte du distributeur d'eau à l'abri de fartage	189		189	
Perte d'un radio-téléphone	200		200	
Perte de biens causé par un incendie dans une plinthe électrique	500		500	
Perte de répéteur radioélectrique en raison de la foudre	30 000		30 000	
Perte de BlackBerry	350			350
Perte de clés	90		90	
Perte d'un ordinateur portable, valise et chargeur de cellulaire	1 525			1 525
Explosion d'un ponton dans le canal Chambly	16 067			16 067
Domage au monument Fox Farming lors d'un accident de voiture	8 680			8 680
Domage à une clôture	2 637			2 637
Domage à un véhicule gouvernemental	2 547		2 547	
Domage à un véhicule gouvernemental lors d'un accident (9 cas)	11 503		11 503	
Domage aux glissières de sécurité lors d'un accident de voiture	6 730		6 730	
Domages aux raccords hydrauliques pour mécanisme de poubelles	2 000		2 000	
Domage au tunnel Lens lors d'un incendie causé par un accident de voiture	400 000	370 000	30 000	
Domage aux bateaux lors d'un orage	1 140		1 140	
FINANCES				
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Perte d'une clé USB	40		40	
Perte de BlackBerry	700		700	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Domage à l'édifice lors d'un accident	3 203		3 203	
PÊCHES ET OCÉANS				
Perte accidentelle de déclencheurs acoustiques (2 cas)	22 400		22 400	
Perte accidentelle d'un caméscope	1 090		1 090	
Perte accidentelle de Thermosalinographes (2 cas)	13 264		13 264	
Perte accidentelle de sondes (2 cas)	17 820		17 820	
Destruction accidentelle d'un compteur pour la mesure de turbidité	4 971		4 971	
Domage à un bateau	4 995		4 995	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Dommmage à un véhicule de l'État (36 cas)	68 439	8 079	58 109	2 251
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (34 cas)	104 420		98 420	6 000
Dommmage à un SPG	1 300		1 090	210
Dommmage à des jumelles de vision nocturne	2 495		2 495	
Dommmage à un vérin	500			500
Perte d'une sonde de profondeur	8 162		8 162	
Perte d'un appareil photo numérique (3 cas)	2 824		2 824	
Perte d'un émetteur de sonar	12 500		12 500	
Perte d'équipement de terrain (2 cas)	180		180	
Perte d'une sonde MTR [Mini Transpondeur] (2 cas)	2 550		2 550	
Perte d'une radio portative	6 484		6 484	
Perte d'un projecteur	1 100		1 100	
Perte d'équipement de télécommunication (2 cas)	1 308	68	1 240	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Perte d'un disque réinscriptible	126		126	
Perte d'un convertisseur pour imprimante	5 996		5 996	
Perte d'ordinateurs (23 cas)	27 762		14 762	13 000
Perte de moniteurs (18 cas)	23 111		17 111	6 000
Perte de cartes mémoires (2 cas)	57		57	
Perte d'une imprimante	1 860		860	1 000
Perte d'un émetteur-récepteur	35		35	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Dommmage à un véhicule de l'État (44 cas)	64 530	1 584	46 912	16 034
Dommmage à un ordinateur (5 cas)	6 566		6 566	
Dommmage à une imprimante (2 cas)	7 980		7 980	
Dommmage à un moniteur (6 cas)	2 310		2 310	
Perte des fournitures de bureau suite à une inondation (1 cas)	16 860		16 860	
Perte de carte d'identité et d'accès (91 cas)	1 365		1 365	
Perte de BlackBerry (3 cas)	915		915	
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	100		100	
Perte d'une caméra (2 cas)	744		744	
Perte de matériel informatique (3 cas)	470		470	
Perte d'équipement (1 cas)	150		150	
Perte d'un téléavertisseur (2 cas)	175		175	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Perte de téléphone cellulaire	250		250	
Perte de PalmPilot	300		300	
Deux accidents de véhicules de flotte	1 929		1 929	
Vandalisme à une flotte de véhicule	805		805	
INDUSTRIE				
Ministère				
Perte d'un appareil photo numérique	415		415	
Dommmage à un véhicule de l'État (4 cas)	6 693		6 693	
Agence spatiale canadienne				
Perte de BlackBerry (2 cas)	800		800	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Conseil national de recherches du Canada				
Compresseur détruit par le feu (1 cas)	36 700			36 700
Statistique Canada				
Dompage au matériel informatique suite à une inondation	5 453		5 453	
JUSTICE				
Porte vitrée endommagée	3 000		3 000	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Perte ou dommage d'effets militaires (14 760 articles)	1 055 742	35 378	1 020 364	
Perte ou dommage d'équipement de transport (72 articles)	135 330		135 330	
Perte ou dommage d'équipement d'ingénierie de construction (15 articles)	16 351		16 351	
Perte ou dommage de machinerie (31 articles)	56 311		56 311	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (373 articles)	232 902	902	232 000	
Perte ou dommage d'équipement électronique (88 articles)	104 882	87	104 795	
Perte ou dommage d'équipement technique (111 articles)	185 056		185 056	
Perte ou dommage d'outils (169 articles)	149 813	174	149 639	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (496 articles)	119 849	2 160	117 689	
Perte ou dommage d'équipement spécifique aux militaires (391 articles)	5 300 734	1 236	5 299 498	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (739 articles)	255 407	456	254 951	
Perte ou dommage d'ordinateurs (174 articles)	219 351		219 351	
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (22 articles)	62 771		62 771	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident	7 620		7 620	
Domage à un enregistreur de données	4 000		4 000	
Perte d'un BlackBerry	200		200	
Perte/dommage à un conditionneur	4 500		4 500	
PARLEMENT				
Bibliothèque du Parlement				
Domage à des fournitures de bureau suite à une inondation	1 627		1 627	
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Perte de BlackBerry (4 cas)	396		396	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Perte de BlackBerry (9 cas)	1 250		1 250	
Perte de téléphones cellulaires (4 cas)	400		400	
Agence des services frontaliers du Canada				
Véhicules endommagés (4 cas)	15 698		15 698	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Dommages à la propriété (4 cas)	9 802		9 802	
Perte d'uniformes (38 cas)	8 922		8 922	
Perte d'équipement (67 cas)	7 601		7 601	
Perte d'équipement informatique (6 cas)	6 050		6 050	
Perte de téléphones cellulaires et de BlackBerry (22 cas)	4 235		4 235	
Perte d'articles d'uniforme (59 cas)	1 526		1 526	
Perte de marchandises saisies (1 cas)	380		380	
Uniformes endommagés (1cas)	250		250	
Perte d'une clef (3 cas)	10		10	
Service correctionnel				
Dommage causé par un bris de tuyauterie (9 cas)	205 618		205 618	
Dommage causé par un évènement naturel (2 cas)	8 011		8 011	
Dommage suite à un accident de véhicule automobile (52 cas)	230 929	4 673	197 376	28 880
Dommage suite à un incendie (3 cas)	17 575		17 575	
Dommage de propriété et d'équipement (20 cas)	44 424		44 424	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (2 cas)	1 973		1 973	
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (364 cas)	942 960	112 472	796 301	34 187
Dommage à une propriété de l'État (2 cas)	45 116		45 116	
Dommage à de l'équipement (2 cas)	8 161		8 161	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Dommage à un édifice (29 cas)	211 672		60 872	150 800
Perte d'équipement informatique (10 cas)	11 903		8 348	3 555
TRANSPORTS				
Ministère				
Perte d'un appareil photo numérique pendant des services d'inspection	300		300	
Perte d'un disque dur	1 250		1 250	
Perte d'un BlackBerry (2 cas)	899		899	
Perte d'un téléphone cellulaire	305		305	
Perte d'une clé USB	100		100	
Perte d'un chargeur de batterie	75		75	
Dommage à une caméra	250		250	
Dommage à des véhicules (57 cas)	80 707		80 707	
Dommage à un téléphone cellulaire (2 cas)	200		200	
Dommage à des wagons-trémies lors des accidents (268 cas)	11 690 290		11 690 290	
Pénurie d'inventaire d'imprimantes (42 cas)	163 018		163 018	
Pénurie d'inventaire d'ordinateurs portatifs (34 cas)	175 467		175 467	
Pénurie d'inventaire d'ordinateurs et périphériques LAN (100 cas)	531 209		531 209	
Pénurie d'inventaire de serveurs (3 cas)	6 072		6 072	
Pénurie d'inventaire de grappe à neige	10 940		10 940	
Pénurie d'inventaire d'équipement pour bateaux (66 cas)	254 329		254 329	
Pénurie d'inventaire de matériel de bureau (4 cas)	44 980		44 980	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2007-2008 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Pénurie d'inventaire de rayonnage mobile	6 000		6 000	
Pénurie d'inventaire d'oeuvre d'art	8 500		8 500	
Pénurie d'inventaire d'équipement d'inventaire	56 995		56 995	
Vol d'ordinateurs (2 cas)	3 200		3 200	
Vol de carte Bell Express Vu	100		100	
Vol d'ordinateurs (14 cas)	21 036		21 036	
ANCIENS COMBATTANTS				
Destruction accidentelle d'ordinateur	2 500		2 500	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Réparation d'un coffre-fort	337		337	
	24 590 908	584 552	23 671 938	334 418

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour des avances de voyage	2002-2003	7 500	500		6 300 ⁽¹⁾	700 ⁽¹⁾
Utilisation frauduleuse de carte de crédit	2004-2005	8 467	2 120		5 712 ⁽¹⁾	635 ⁽¹⁾
Utilisation frauduleuse de feuille de temps	2004-2005	56 915 ⁽¹⁾		15 582	26 915 ⁽¹⁾	14 418 ⁽¹⁾
Dommage à une clôture causé par accident (1 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	2 892 ⁽¹⁾		1 902	990	
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas) .	2004-2005	377 975	61 394		302 581	14 000
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (91 cas) . .	2006-2007	232 189	33 809	10 254	188 126 ⁽¹⁾	
Commission canadienne des grains						
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (1 cas) . . .	2006-2007	938			938 ⁽¹⁾	
AGENCE DU REVENU DU CANADA						
Réclamations frauduleuses d'heures supplémentaires (2 cas) . .	1997-98	133 792	84 314		45 000	4 478
Réclamations frauduleuses pour paiement (factures)	2004-2005	2 385	2 385 ⁽¹⁾			
Réclamations frauduleuses pour paiement (remboursement de TPS)	2004-2005	40 000				40 000
Transactions financières frauduleuses ayant pour résultat des paiements et remboursements à un employé	2006-2007	16 539	5 993	10 546		
Utilisation personnelle d'avances de voyage	2006-2007	3 960	2 962			998
Demandes de remboursement de dépenses d'employé frauduleuses (3 cas)	2006-2007	6 385	300		4 940	1 145
Fausse représentation de la part d'un employé pour l'achat de matériel informatique	2000-2001	23 738	17 669		6 069 ⁽¹⁾	
Usage personnel de coupons de taxi	2004-2005	1 198			1 198 ⁽¹⁾	
Utilisation non autorisée du téléphone	2004-2005	58				58
Vol de petite caisse (2 cas)	2003-2004	1 160			1 160 ⁽¹⁾	
Vol de petite caisse	2006-2007	545		450		95
Vol d'argent d'un dépôt bancaire	2005-2006	1 000	1 000 ⁽¹⁾			
Vol de remboursements d'impôt de particuliers	2005-2006	119 399	27 322		91 916 ⁽¹⁾	161 ⁽¹⁾
Vol d'un versement d'un contribuable	2005-2006	184			184 ⁽¹⁾	
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de crédit de l'ARC et réclamations frauduleuses de paiement	2005-2006	7 752				7 752
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)						
Impôt sur le revenu	2001-2002	11 371 419	5 340 683 ⁽¹⁾	6 641	5 919 663 ⁽¹⁾	104 432 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2002-2003	8 768 905	4 540 741 ⁽¹⁾	68 333	3 547 307 ⁽¹⁾	612 524 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2003-2004	12 026 416	8 475 432 ⁽¹⁾	51 853	3 009 569 ⁽¹⁾	489 562 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2004-2005	7 922 895	5 057 177 ⁽¹⁾	230 704	2 060 237 ⁽¹⁾	574 777 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2005-2006	9 648 565	5 733 218 ⁽¹⁾	67 228	2 167 652 ⁽¹⁾	1 680 467 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2006-2007	5 865 180	1 935 150 ⁽¹⁾	303 854	1 540 730 ⁽¹⁾	2 085 446 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2001-2002	9 442 892	1 767 070 ⁽¹⁾		7 655 195 ⁽¹⁾	20 627 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2002-2003	13 042 536	1 037 998 ⁽¹⁾	23 272	11 572 782 ⁽¹⁾	408 484 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2003-2004	6 800 491	2 658 675 ⁽¹⁾	22 394	3 579 719 ⁽¹⁾	539 703 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2004-2005	4 581 548	1 204 093 ⁽¹⁾	21 794	2 705 022 ⁽¹⁾	650 639 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2005-2006	5 924 283	1 388 473 ⁽¹⁾	49 957	2 966 718 ⁽¹⁾	1 519 135 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2006-2007	8 692 483	2 621 493 ⁽¹⁾	71 665	2 854 430 ⁽¹⁾	3 144 895 ⁽¹⁾
Autres pertes administrées	2003-2004	11 131			1 462	9 669
Autres pertes administrées	2006-2007	72 003	33 992 ⁽¹⁾	1 182	508	36 321 ⁽¹⁾
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère						
Abus de coupons de taxi	2006-2007	684 ⁽¹⁾		684		

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Commission de la fonction publique						
Usage personnel de coupons de taxi	2006-2007	2 905		840		2 065
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère						
Détournement de fonds	2002-2003	267 578 ⁽¹⁾	15 178			252 400 ⁽¹⁾
Perte de meubles et d'équipements due à une inondation	2006-2007	5 950			5 950 ⁽¹⁾	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada						
Dompage au mobilier de bureau suite à une inondation	2005-2006	25 877			25 877 ⁽¹⁾	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
Demandes de subventions et contributions faussées ou falsifiées ⁽¹⁾	2000-2001	2 422 077	1 545 326	9 600	863 151	4 000
ENVIRONNEMENT						
Ministère						
Mauvais usage de carte de crédit de l'État et usage non autorisé de la carte	1997-98	7 400				7 400
Mauvais usage d'une carte d'achat de l'État	2002-2003	124				124
Mauvais usage d'une carte d'achat de l'État (2 cas)	2006-2007	3 696	513			3 183
Dompages à des véhicules de l'État à la suite d'accidents (17 cas)	2001-2002	54 216			52 422	1 794
Vol de véhicules et de remorques (5 cas)	2000-2001	30 147			20 147	10 000
Vol de véhicules et de remorques (3 cas)	2002-2003	45 567	44 944		200	423
Vol d'ordinateurs portatifs (16 cas)	2001-2002	63 390	2 286		58 390	2 714
Vol d'ordinateurs portatifs (13 cas)	2003-2004	47 840	2 200		30 926	14 714
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	2004-2005	41 058	1 800		25 524	13 734
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (17 cas)	2002-2003	32 490	1 048		27 490	3 952
Vol d'équipement de bureau (8 cas)	2001-2002	2 008			960	1 048
Vol d'équipements optiques (7 cas)	2001-2002	15 485	637		8 485	6 363
Vol d'outils (6 cas)	2002-2003	18 979			18 129	850
Vol d'équipements techniques (9 cas)	2002-2003	6 692			6 172	520
Vol de matériel audio-vidéo (4 cas)	2003-2004	14 998			2 498	12 500
Vol d'armes à feu (6 cas)	2002-2003	4 200			1 850	2 350
Vol de vêtements et d'uniformes (3 cas)	2002-2003	1 850			1 050	800
Vol d'enveloppe contenant de l'argent	2004-2005	8				8
Vol d'équipement audio-visuel	2006-2007	1 205			1 205 ⁽¹⁾	
Vandalisme aux véhicules appartenant à l'État (7 cas)	2004-2005	19 189			8 549	10 640
Vandalisme aux installations appartenant à l'État (2 cas)	2004-2005	4 082			1 183	2 899
Perte de véhicule et d'équipement suite à l'engloutissement d'un traversier	2005-2006	45 000				45 000
Agence Parcs Canada						
Dompage à un véhicule de l'État lors d'un accident (29 cas) ..	2006-2007	57 240	276		54 548	2 416
Dompage à des tables pique-nique (2 cas)	2006-2007	3 463		1 876	1 587 ⁽¹⁾	
Usage personnel de carte de crédit	2006-2007	1 054				1 054
Perte de BlackBerry (2 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	1 299 ⁽¹⁾		799	500	
Déficit net de la caisse (5 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	829 ⁽¹⁾	103		726	
Vol de carabines et munition ⁽¹⁾	2006-2007	13 772 ⁽¹⁾		1 775	11 997	
PÊCHES ET OCÉANS						
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2000-2001	21 899	21 057	842		
Utilisation frauduleuse de demande de remboursement de frais de voyage	2004-2005	6 790	6 316	474		

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
		\$	\$	\$	\$	\$
Utilisation frauduleuse d'une carte de voyage (3 cas)	2005-2006	7 151	2 340		4 811 ⁽¹⁾	
Vandalisme—Destruction de 3 navires de pêche achetés sous le programme Marshall	2003-2004	1 875 000				1 875 000
Vol de petite caisse au licence	2006-2007	253			253 ⁽¹⁾	
Vol d'installation de plomberie et d'équipements sanitaires	2006-2007	5 490				5 490
Dommage à un garage suite à un incendie	2006-2007	100 000				100 000
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère						
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-95	176 857				176 857
Vol de fonds d'immigration	1999-2000	300			300 ⁽¹⁾	
Vol de fonds de mission	1999-2000	258 780			258 780 ⁽¹⁾	
Vol de fonds de mission (3 cas)	2000-2001	935 794				935 794 ⁽¹⁾
Vol de fonds de mission (2 cas)	2004-2005	1 480	80		1 400 ⁽¹⁾	
Vol d'un conteneur maritime dans le port maritime d'Espagne	2004-2005	52 510			52 510 ⁽¹⁾	
Perte de fonds relatifs aux revenus consulaires (3 cas)	2004-2005	408	100		308 ⁽¹⁾	
Réclamation frauduleuse de paiement par un employé	1999-2000	104 264	48 970	24 000	31 294 ⁽¹⁾	
Demandes de paiement frauduleuses à par des fournisseurs et des entrepreneurs (3 cas)	2003-2004	163 568	146 568		17 000 ⁽¹⁾	
Demandes de subventions et de contributions frauduleuses (1 cas)	2004-2005	109 767			109 767 ⁽¹⁾	
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas)	2003-2004	42 149			1 149	41 000
Fraude concernant les revenus d'immigration	2003-2004	2 200 000	450 000 ⁽¹⁾			1 750 000
Agence canadienne de développement international						
Demandes de subventions et de contributions fausses ou frauduleuses	2004-2005	398 634	8 099		374 338	16 197
Détournement de fonds gérés outre-mer destinés à des programmes	2006-2007	408 800			233 800	175 000
SANTÉ						
Ministère						
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (20 cas)	2006-2007	21 923			21 923	
Vol de dispositifs électroniques et d'appareils de télécommunications (11 cas)	2006-2007	16 412			16 412	
Vol d'équipements et de fournitures (2 cas)	2006-2007	941			941	
Vol de clés et cartes d'accès (1 cas)	2006-2007	25			25	
Perte d'ordinateurs et d'équipements périphériques (1 cas)	2006-2007	1 723			1 723	
Perte de dispositifs électroniques et d'appareils de télécommunications (4 cas)	2006-2007	8 397			8 397	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Prestations d'assurance-emploi	Avant 1999	232 680 820	133 091 640	469 732	99 119 448 ⁽¹⁾	
Prestations d'assurance-emploi	1999-2000	120 404 240 ⁽¹⁾	94 614 254	366 276	25 423 710 ⁽¹⁾	
Prestations d'assurance-emploi	2000-2001	120 790 146	89 116 896 ⁽¹⁾	699 898	28 969 421 ⁽¹⁾	2 003 931 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2001-2002	105 709 129	67 139 507 ⁽¹⁾	2 162 836	14 778 392 ⁽¹⁾	21 628 394 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2002-2003	133 462 360	65 230 021 ⁽¹⁾	4 581 799	2 052 636 ⁽¹⁾	61 597 904 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2003-2004	106 399 911	61 292 916 ⁽¹⁾	5 702 617	1 810 615 ⁽¹⁾	37 593 763 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2004-2005	68 476 029	44 524 405 ⁽¹⁾	6 354 537	744 972 ⁽¹⁾	16 852 115 ⁽¹⁾

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Prestations d'assurance-emploi	2005-2006	127 650 924	46 606 005 ⁽¹⁾	12 814 729	378 429	67 851 761 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2006-2007	152 555 845	30 073 148 ⁽¹⁾	28 907 117	160 315 ⁽¹⁾	93 415 265 ⁽¹⁾
Allocations familiales	1988-89	123 093	60 664		61 849	580
Allocations familiales	1989-90	95 663	49 060		36 688	9 915
Allocations familiales	1991-92	73 703	25 689		42 967	5 047
Allocations familiales	1992-93	47 251	21 733	431	25 087	
Allocations familiales	1993-94	156 746	40 185	540	111 252	4 769 ⁽¹⁾
Allocations familiales	2001-2002	26 887	2 700 ⁽¹⁾	150	16 294	7 743 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1985-86	599 607 ⁽¹⁾	155 263 ⁽¹⁾	4 160	184 955 ⁽¹⁾	255 229
Sécurité de la vieillesse	1986-87	242 336 ⁽¹⁾	84 528 ⁽¹⁾	1 564	143 876 ⁽¹⁾	12 368
Sécurité de la vieillesse	1987-88	244 652 ⁽¹⁾	120 742 ⁽¹⁾	6 527	82 923 ⁽¹⁾	34 460 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1988-89	670 848 ⁽¹⁾	222 683 ⁽¹⁾	2 470	260 248 ⁽¹⁾	185 447 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1989-90	761 740 ⁽¹⁾	115 303 ⁽¹⁾	3 651	216 743 ⁽¹⁾	426 043 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1990-91	490 092 ⁽¹⁾	110 992 ⁽¹⁾	2 835	192 431 ⁽¹⁾	183 834 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1991-92	722 383 ⁽¹⁾	132 249 ⁽¹⁾	3 186	461 358 ⁽¹⁾	125 590 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1992-93	1 068 813 ⁽¹⁾	132 111 ⁽¹⁾	14 377	817 659 ⁽¹⁾	104 666 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1993-94	375 163 ⁽¹⁾	69 315 ⁽¹⁾	2 318	171 205 ⁽¹⁾	132 325 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1994-95	1 210 804 ⁽¹⁾	156 849 ⁽¹⁾	7 947	763 468 ⁽¹⁾	282 540 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1995-96	1 004 423 ⁽¹⁾	365 288 ⁽¹⁾	15 628	443 435 ⁽¹⁾	180 072 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1996-97	557 758 ⁽¹⁾	40 708 ⁽¹⁾	2 910	232 430 ⁽¹⁾	281 710 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1997-98	1 210 496 ⁽¹⁾	127 538 ⁽¹⁾	28 723	649 131 ⁽¹⁾	405 104 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1998-99	1 157 711 ⁽¹⁾	175 791 ⁽¹⁾	20 339	321 067 ⁽¹⁾	640 514 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	596 614 ⁽¹⁾	149 354 ⁽¹⁾	14 789	105 433	327 038 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	789 188 ⁽¹⁾	82 031 ⁽¹⁾	93 908	45 512 ⁽¹⁾	567 737 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	580 239 ⁽¹⁾	64 966 ⁽¹⁾	6 201	69 331 ⁽¹⁾	439 741 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	611 687 ⁽¹⁾	78 371 ⁽¹⁾	9 334	173 845	350 137 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	1 482 458 ⁽¹⁾	44 608 ⁽¹⁾	13 778	89 517	1 334 555 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	300 008 ⁽¹⁾	22 470 ⁽¹⁾	14 670		262 868 ⁽¹⁾
Sécurité de la vieillesse	2005-2006	466 594 ⁽¹⁾	1 961 ⁽¹⁾	27 846	7 770	429 017 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1979-80	249 ⁽¹⁾				249 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1984-85	5 226 ⁽¹⁾	309 ⁽¹⁾	2 314	2 603 ⁽¹⁾	
Régime de pensions du Canada	1985-86	7 109 ⁽¹⁾	7 109 ⁽¹⁾			
Régime de pensions du Canada	1986-87	14 478 ⁽¹⁾	3 218 ⁽¹⁾			11 260 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1987-88	12 197 ⁽¹⁾	10 964 ⁽¹⁾			1 233 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1988-89	11 953 ⁽¹⁾	11 516 ⁽¹⁾	215	222	
Régime de pensions du Canada	1989-90	60 704 ⁽¹⁾	27 679 ⁽¹⁾	1 236	1 092 ⁽¹⁾	30 697 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1990-91	72 594 ⁽¹⁾	31 055 ⁽¹⁾	2 451	13 113 ⁽¹⁾	25 975 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1991-92	164 870 ⁽¹⁾	50 069 ⁽¹⁾	2 397	3 180 ⁽¹⁾	109 224 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1992-93	252 989 ⁽¹⁾	104 724 ⁽¹⁾	10 417	1 495 ⁽¹⁾	136 353 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1993-94	148 776 ⁽¹⁾	88 514 ⁽¹⁾	4 596	1 317 ⁽¹⁾	54 349 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1994-95	222 933 ⁽¹⁾	74 168 ⁽¹⁾	4 007	1 348 ⁽¹⁾	143 410 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1995-96	659 351 ⁽¹⁾	130 148 ⁽¹⁾	20 002		509 201 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1996-97	386 600 ⁽¹⁾	153 116 ⁽¹⁾	20 824		212 660 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1997-98	519 267 ⁽¹⁾	159 902 ⁽¹⁾	9 279	34 427 ⁽¹⁾	315 659 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1998-99	995 537 ⁽¹⁾	169 740 ⁽¹⁾	15 763	68 191 ⁽¹⁾	741 843 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	1999-2000	991 799 ⁽¹⁾	188 672 ⁽¹⁾	19 404	28 382 ⁽¹⁾	755 341 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2000-2001	646 207 ⁽¹⁾	75 151 ⁽¹⁾	69 979		501 077 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2001-2002	769 130 ⁽¹⁾	183 974 ⁽¹⁾	36 609	39 515 ⁽¹⁾	509 032 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2002-2003	718 753 ⁽¹⁾	113 836 ⁽¹⁾	21 538		583 379 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2003-2004	594 226 ⁽¹⁾	92 814 ⁽¹⁾	27 784	6 ⁽¹⁾	473 622 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2004-2005	781 401 ⁽¹⁾	44 137 ⁽¹⁾	41 563	1 383 ⁽¹⁾	694 318 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2005-2006	736 460 ⁽¹⁾	90 620 ⁽¹⁾	25 027	16 ⁽¹⁾	620 797 ⁽¹⁾
Régime de pensions du Canada	2006-2007	772 034 ⁽¹⁾	108 981 ⁽¹⁾	31 546	10 908 ⁽¹⁾	620 599 ⁽¹⁾
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (1 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	68 010			61 938 ⁽¹⁾	6 072 ⁽¹⁾

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (3 cas)	2005-2006	37 397			21 294 ⁽¹⁾	16 103 ⁽¹⁾
Domage à des meubles en transit (2 cas)	2005-2006	15 270	5 400		9 870 ⁽¹⁾	
Domage à des véhicules de l'État (13 cas)	2006-2007	13 783	410		13 373 ⁽¹⁾	
Émission frauduleuse de chèques par un employé, région de l'administration centrale	1997-98	186 158	105 820	18 088		62 250 ⁽¹⁾
Perte de deniers publics :						
Dépôt direct frauduleux	2004-2005	44 293	3 295	10 034		30 964 ⁽¹⁾
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas)	2006-2007	5 195			5 045 ⁽¹⁾	150 ⁽¹⁾
Demande de prestations frauduleuses complétée par un employé (Sécurité de la vieillesse)	2006-2007	3 567 ⁽¹⁾				3 567 ⁽¹⁾
Emploi frauduleux d'une carte de crédit du gouvernement	2006-2007	7 554	1 150	6 404		
Émission frauduleuse de paiements pour des prestations par une employée (Régime de pension du Canada)	2006-2007	8 168		250		7 918 ⁽¹⁾
Perte de recettes (1 cas)	2006-2007	1 405 ⁽¹⁾				1 405 ⁽¹⁾
Abus de congés aux employés	2006-2007	6 112 ⁽¹⁾	320 ⁽¹⁾	4 268		1 524
Domage à des véhicules de l'État (2 cas)	2005-2006	7 555			7 555 ⁽¹⁾	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1987-88	20 784	18 824			1 960
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1988-89	5 170	1 000		1 170	3 000
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1992-93	19 196	6 400		2 581	10 215
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (6 cas)	1993-94	27 752	4 291		4 134	19 327
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1994-95	8 495	1 352		888	6 255
Réclamations frauduleuses	2005-2006	60 000			9 000 ⁽¹⁾	51 000
Fraude dans les fonds prévus pour l'éducation, Saskatchewan	1999-2000	2 710	100			2 610
INDUSTRIE						
Ministère						
Mauvais usage de carte d'achats (1 cas) ⁽¹⁾	2003-2004	185 604	68 289		67 815	49 500
Vol d'écran d'ordinateur (5 cas)	2005-2006	3 513	120		3 393 ⁽¹⁾	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie						
Ordinateur portable manquant	2006-2007	1 680			1 680 ⁽¹⁾	
JUSTICE						
Service administratif des tribunaux judiciaires						
Vol d'un téléphone cellulaire	2006-2007	132			132 ⁽¹⁾	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada						
Perte de la petite caisse	2005-2006	150			150 ⁽¹⁾	
Cour suprême du Canada						
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas)	2006-2007	4 467			4 467 ⁽¹⁾	
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère						
Détournement de fonds d'une avance permanente, BFC USS Edmonton	2002-2003	29 711	21 726	2 400		5 585

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Détournement de fonds concernant un détenteur d'une avance permanente à BFC Esquimalt	2006-2007	6 300		6 300		
Vol de fonds d'une avance permanente NCSM Iroquois	2003-2004	13 195	8 514	4 681		
Vol d'argent d'un détenteur d'avances permanentes USFC (Ottawa)	2005-2006	786			(1) 786	
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçu de paye, USFC, Ottawa	1999-2000	91 352	12 900	3 300		75 152
Réclamations frauduleuses pour frais de scolarité USFC Bruxelles	2002-2003	92 000	14 200	2 400		75 400
Utilisation frauduleuse de carte d'achat du ministère 17 ^e Escadre Winnipeg	2003-2004	43 742	30 386			13 356
Écart dans une avance permanente BFC USS Edmonton	2002-2003	3 000		3 000		
Écart dans une avance permanente BFC Halifax	2002-2003	3 000	1 571			1 429
Écart de fonds concernant un détenteur d'une avance permanente à BFC Cold Lake	2006-2007	1 000			1 000 ⁽¹⁾	
Écart dans les fonds détenus par le caissier à NCSM Montréal .	2006-2007	2 043				2 043
Écart de fonds détenus par un détenteur d'une avance permanente à BFC Edmonton	2006-2007	34		34		
Perte d'argent provenant de vente de billets de repas BFC Halifax (2 cas)	2005-2006	585			203	382
Perte de revenu de la vente de billets de repas à BFC Esquimalt	2006-2007	736				736
Perte d'argent provenant de vente de logement BFC Halifax	2005-2006	1 192	530			662
Perte d'argent et pièce justificative 12 ^e Escadre Shearwater ...	2005-2006	199				199
Perte d'argent et de documents à Op Archer (3 cas)	2006-2007	7 268				7 268
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (13 articles)	2005-2006	58 142	1 422		56 720 ⁽¹⁾	
Perte due à une possibilité de fraude par un ex-militaire à HMCS Montréal	2006-2007	200				200
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Agence des services frontaliers du Canada						
Taxes et droits de douane à l'importation	2002-2003	653 570	421 246		103 159	129 165
Taxes et droits de douane à l'importation	2003-2004	9 461 548	60 699	1 822	2 726 097	6 672 930
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2006-2007	265 000		3 281		261 719
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i> —						
Non déclaration/Contrebande	2006-2007	3 488 297		27 524		3 460 773
Fausse déclaration—Valeur	2006-2007	508 778		73 190	1 108	434 480
Fausse déclaration—Origine	2006-2007	5 279 463		3 000	117 794	5 158 669
Fausse déclaration—Autre	2006-2007	148 649		9 051		139 598
Fausse désignation—Marchandise	2006-2007	13 219				13 219
Autres infractions	2006-2007	3 990				3 990
Service correctionnel						
Détournement de fonds (1 cas)	2002-2003	19 266	13 525	123	5 618	
Perte de la petite caisse (1 cas)	2002-2003	200				200
Perte d'inventaires des biens (1 cas)	2003-2004	28 627	26 336	174	2 117	
Perte d'inventaires des biens (12 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	17 968 ⁽¹⁾		4 246	13 722	
Vandalisme de biens et de matériel (10 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	2 377 ⁽¹⁾	1 371	25	981 ⁽¹⁾	
Vandalisme de biens et de matériel (7 cas) ⁽¹⁾	2005-2006	1 126 ⁽¹⁾	91 ⁽¹⁾		1 035 ⁽¹⁾	
Vandalisme de biens et de matériel (59 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	15 603 ⁽¹⁾	1 077 ⁽¹⁾	270	14 256 ⁽¹⁾	
Vol d'ordinateurs (1 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	1 245 ⁽¹⁾		949	296 ⁽¹⁾	
Vol de fournitures (3 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	11 330 ⁽¹⁾	3 936 ⁽¹⁾	4 354	3 040 ⁽¹⁾	
Dommage suite à une manifestation des détenus (1 cas) ⁽¹⁾	2006-2007	54			54	
Gendarmerie royale du Canada						
Avaries faites avec intention à des véhicules policiers	2001-2002	48 221	14 947	100 ⁽¹⁾	32 408 ⁽¹⁾	766 ⁽¹⁾

2. 40 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR
LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
		\$	\$	\$	\$	\$
Dommmage aux véhicules de l'État	2003-2004	236 176	70 369		141 097	24 710
Dommmage aux véhicules de l'État	2003-2004	1 767 217	349 023		1 314 497	103 697
Dommmage aux véhicules de l'État	2004-2005	68 176	42 264		24 546	1 366
Dommmage aux véhicules de l'État	2004-2005	1 043 979	118 798	11 416	912 905	860 ⁽¹⁾
Dommmage aux véhicules d'État (427 cas)	2005-2006	1 080 980	111 429	6 666	954 329	8 556 ⁽¹⁾
Dommmage aux véhicules d'État (32 cas)	2006-2007	100 940	10 622	15 463 ⁽¹⁾	57 134 ⁽¹⁾	17 721 ⁽¹⁾
Dommmage aux véhicules d'État (629 cas)	2006-2007	1 453 806	81 702	66 996 ⁽¹⁾	1 279 618 ⁽¹⁾	25 490 ⁽¹⁾
Dommmage aux biens de l'État (11 cas)	2005-2006	53 700	3 311	3 024 ⁽¹⁾	1 463 ⁽¹⁾	45 902 ⁽¹⁾
Dommmage aux biens de l'État (5 cas)	2005-2006	21 371			16 826	4 545
Dommmage à une motoneige	2002-2003	6 660				6 660
Dommmage à des véhicules policiers (15 cas)	2002-2003	111 540	57 301		51 262	2 977
Dommmages à un véhicule de transport policier	2000-2001	71 593	17 444		22 696	31 453
Dommmages/perte de matériel	2001-2002	84 553	1 919		58 430	24 204
Dommmages/perte de matériel	2002-2003	59 703			55 203	4 500
Dommmages/perte de matériel	2002-2003	164 971			160 260	4 711
Dommmage au matériel	2003-2004	50 000				50 000
Dommmage au matériel (2 cas)	2005-2006	6 386			1 386	5 000
Dommmages à des véhicules de la GRC (accidents)	2000-2001	1 348 510	344 675		948 444	55 391
Dommmages à des véhicules de la GRC (accidents)	2001-2002	1 296 339	415 925		643 545	236 869
Dommmages à des véhicules de la GRC (accidents)	2002-2003	668 300	231 510	17 049 ⁽¹⁾	419 741 ⁽¹⁾	
Dommmages aux biens/matériel	2000-2001	63 150			58 150	5 000
Dommmages aux biens/matériel	2001-2002	389 980	169 000		181 000	39 980
Vandalisme à l'édifice (1 cas)	2006-2007	14 906 ⁽¹⁾				14 906 ⁽¹⁾
Vandalisme à des véhicules de l'État	2001-2002	312 937	158 151		18 084	136 702
Vandalisme à des véhicules policiers (9 cas)	2002-2003	4 172	35		3 533	604
Vol de biens de l'État	2000-2001	54 331			39 183	15 148
Détachement de Sooke, petite caisse	2002-2003	100				100
Déficit du compte pour éventualités (2 cas)	2005-2006	572			373	199
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES						
GOVERNEMENTAUX						
Vol de la petite caisse (2 cas)	2005-2006	1 061			1 061 ⁽¹⁾	
Vol de la petite caisse (6 cas)	2006-2007	10 615	627		9 988 ⁽¹⁾	
Vol de téléphones cellulaires (3 cas)	2006-2007	899			849	50
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	3 452 066	19 518	329 148		3 103 400 ⁽¹⁾
Perte d'un moteur d'ascenseur brûlé (2 cas)	2006-2007	5 900			5 900 ⁽¹⁾	
Perte d'équipement (17 cas)	2006-2007	18 506			18 506 ⁽¹⁾	
Dommmage à un édifice (6 cas)	2006-2007	47 863	1 800 ⁽¹⁾		46 063	
Contrats portant sur les commandites	2005-2006	1 200 000		990 167	209 833 ⁽¹⁾	
Contrats portant sur les commandites	2006-2007	987 995	959 327	28 668		
Fausse réclamation de frais de taxi (3 cas)	2006-2007	25 318		1 300	21 300	2 718
Usage personnel de temps d'antenne	2006-2007	1 372				1 372
Fraude—Employé de la paye	2006-2007	250 000	2 490 ⁽¹⁾	6 832		240 678
Fraude—Fonds de pension de la fonction publique	2006-2007	1 223 698 ⁽¹⁾	829 554	394 144		
TRANSPORTS						
Ministère						
Détournement de fonds publics causé par la modification d'un bordereau de dépôt	1962-63	42 806	24 623 ⁽¹⁾	400	17 783 ⁽¹⁾	
Vol des recettes (2 cas)	2006-2007	2 367		1 185	1 182 ⁽¹⁾	
Bureau de l'infrastructure du Canada						
Paiement à American Express par le ministère pour compte en souffrance	2006-2007	3 401				3 401

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Fin*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2007-2008	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
ANCIENS COMBATTANTS						
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1991-1992	18 420	17 500	820		100
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1992-1993	97 218	19 742	1 409		76 067
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1994-1995	23 022	18 650	1 870		2 502
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1995-1996	61 330	920			60 410
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1998-1999	64 174				64 174
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1999-2000	107 828	13 414	220		94 194
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1995-1996	52 440	19 289			33 151
Encaissement frauduleux de chèques de pension encaissés suite au décès du bénéficiaire	2006-2007	2 328				2 328
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1996-1997	2 659	200			2 459
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1997-1998	18 952	14 550	1 500		2 902
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1999-2000	66 920				66 920
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2003-2004	27 888				27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	2004-2005	30 108	131		18 908 ⁽¹⁾	11 069
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants, et des prestations selon la <i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i>	2004-2005	10 618				10 618
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants	2005-2006	9 221	1 200			8 021
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2005-2006	9 846	2 610			7 236
Détournement d'un compte de fiducie géré par un employé....	1999-2000	22 013	19 468			2 545
Usage personnel de carte de crédit de l'État par un employé	2003-2004	13 704	1 014			12 690
		1 348 253 329	685 595 517	65 790 820	243 009 237	353 857 755

⁽¹⁾ Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux	3.2

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses

découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère.	14 167 923	4 354 382	53 627	35 368 706	1 853 174	5 000 313
Commission canadienne du lait	206 552			89 958	108 694	43 039
Agence canadienne d'inspection des aliments	12 388 736	497 705	3 032 249	985 908	4 309 733	4 817 689
Commission canadienne des grains	514 669					193 535
	27 277 880	4 852 087	3 085 876	36 444 572	6 271 601	10 054 576
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère.	1 086 272			491 130	758 995	1 315 566
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	164 651 902	357 461	1 915 900	72 803 830	5 553 679	39 371 476
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère.	3 741 858	442 993		5 403 130	3 480 609	1 768 552
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	106 825			925 964	1 117 906	1 728 230
Bibliothèque et Archives du Canada	998 933	104 268	7 062	6 035 918	505 633	35 267
Commission des champs de bataille nationaux	160 149				26 718	79 136
Office national du film	2 147	6 432 277		227 604		33 436
Commission de la fonction publique	333 805		4 843	1 047 183	1 032 339	1 047 232
Commission des relations de travail dans la fonction publique	28 942	12 242	3 587	787 715	323 192	8 450
Tribunal de la dotation de la fonction publique			802	113 519	111 247	20
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles.					19 377	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	10 133			53 666	194 639	84 717
	5 382 792	6 991 780	16 294	14 594 699	6 811 660	4 785 040

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services; et,

- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé.

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
13 222 166	2 466 318	10 450 245	2 051 089	5 980 403	6 331 185	30 400 513	131 700 044
			83 753	125 806	49 784	260 952	968 538
975 248	969 742	10 350 438	1 952 219	4 415 923	3 198 801	30 592 926	78 487 317
326 637	44 736	54 426	197 799	28 348	357 956	197 566	1 915 672
14 524 051	3 480 796	20 855 109	4 284 860	10 550 480	9 937 726	61 451 957	213 071 571
			574 259	452 497	1 566 092	5 000 373	13 343 764
4 740 814	9 111 668	2 764 377	7 601 680	2 137 620	22 018 415	7 386 729	340 415 551
2 444 817	459 128	1 226 340	1 328 395	4 946 288	2 976 121	8 936 579	37 154 810
1 048 690	144 191	78 242	456 877	86 778	656 955	192 511	6 543 169
1 992 719	1 469 822		543 302	2 408 635	1 033 587	2 170 653	17 305 799
	270 307		18 276		5 719	606 271	1 166 576
163 292	176 930	5 150	317 033		379 225	7 538 597	15 275 691
4 190 288	451 400	29 614	219 078	956 810	1 688 805	2 813 633	13 815 030
257 860	55 033		90 856	223 276	115 394	332 864	2 239 411
5 110	5 068		40 768	48 677	33 799	79 036	438 046
1 300	123		4 931	2 561	2 059	255 280	285 631
6 300		33 130	62 719	230 095	58 124	196 075	929 598
10 110 376	3 032 002	1 372 476	3 082 235	8 903 120	6 949 788	23 121 499	95 153 761

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère.....	4 715 326		51 677 553	26 033 108	3 389 313	1 044 791
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	388 427			3 777 432	6 704 793	188 170
	5 103 753		51 677 553	29 810 540	10 094 106	1 232 961
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....						
	476 890	107 326		668 878	327 701	38 703
ENVIRONNEMENT						
Ministère.....	12 280 475	13 213 070	360 889	1 563 569	7 275 407	7 561 733
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	32 663	16 531	11 183	496 353	515 402	1 080 829
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	24 997			12 250	61 257	11 522
Agence Parcs Canada.....	5 036 767	28 830 810	323 091	2 711 054	4 820 299	2 179 622
	17 374 902	42 060 411	695 163	4 783 226	12 672 365	10 833 706
FINANCES						
Ministère.....	270 479			1 301 430	838 134	2 121 153
Vérificateur général.....	2 848 950			1 335 536	901 262	23 145
Tribunal canadien du commerce extérieur... Agence de la consommation en matière financière du Canada.....			3 501	93 886	120 110	87
				111 675	130 095	9 261
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	222 941	146 145		959 192	232 381	639 000
Bureau du surintendant des institutions financières.....	305			2 637 924	385 513	677 649
	3 342 675	146 145	3 501	6 439 643	2 607 495	3 470 295
PÊCHES ET OCÉANS						
Ministère.....	78 768 386	33 091 769	565 654	15 475 104	5 614 881	10 416 390
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère.....	49 061 186	15 794 252	150 793	20 710 946	8 245 478	10 728 359
Agence canadienne de développement international.....	9 327 273	63 191	67 815	3 392 797	2 387 636	761 393
Commission mixte internationale.....	75 279			157 270	75 096	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	43 609			82 547	47 594	104 056
	58 507 347	15 857 443	218 608	24 343 560	10 755 804	11 593 808

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 915 286	7 088 411	1 744 824	1 311 149	3 684 103	4 456 998	877 875	109 938 737
483 532	598 379	222	261 257	458 787	658 306	1 182 341	14 701 646
4 398 818	7 686 790	1 745 046	1 572 406	4 142 890	5 115 304	2 060 216	124 640 383
66 390	194 870		244 037	105 274	518 634	2 772 577	5 521 280
20 741 149	2 161 192	22 024 723	1 326 982	15 718 912	6 558 699	9 282 344	120 069 144
2 298 391	755	18 125	177 797	749 451	198 755	279 653	5 875 888
1 014 817	116	3 920	59 991	95 570	42 585	68 172	1 395 197
1 302 155	2 184 892	6 126 692	1 946 395	1 993 648	3 285 618	48 176 192	108 917 235
25 356 512	4 346 955	28 173 460	3 511 165	18 557 581	10 085 657	57 806 361	236 257 464
672 240	1 075 078	112 627	1 040 222	1 960 165	1 175 711	1 311 858	11 879 097
418 892	91 098		1 189 652	305 340	842 693	74 494	8 031 062
57 469	6 170		63 929	156 226	153 737	263 696	918 811
			22 825	187 231	51 416	1 593 540	2 106 043
196 820	52 944		337 165	195 757	402 513	293 328	3 678 186
			719 693	429 683	753 756	3 165 084	8 769 607
1 345 421	1 225 290	112 627	3 373 486	3 234 402	3 379 826	6 702 000	35 382 806
14 950 592	6 234 694	27 469 527	2 156 167	8 654 804	9 673 186	10 151 468	223 222 622
13 503 076	34 579 333		14 007 503	18 483 438	11 204 342	43 049 648	239 518 354
4 018 950	687 602		947 134	3 364 283	3 724 267	11 126 404	39 868 745
	18 269	116 730	65 319	99 513	42 646	865 382	1 515 504
6 000			5 426	119 396	17 277	100 750	526 655
17 528 026	35 285 204	116 730	15 025 382	22 066 630	14 988 532	55 142 184	281 429 258

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....	226 649			52 672	369 778	
SANTÉ						
Ministère.....	4 771 121	1 126 836	284 511 871	15 564 122	8 774 409	18 346 150
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.....	34 451			70 343	58 737	79 202
Instituts de recherche en santé du Canada...	231 738		11 539	75 129	404 760	103 993
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	8 544	127 923		17 280	25 067	14 212
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	1 975	17 777	700	134 755	83 258	600 593
Agence de la santé publique du Canada....	1 695 788	908 959	1 557 798	3 077 248	3 785 059	2 425 336
	6 743 617	2 181 495	286 081 908	18 938 877	13 131 290	21 569 486
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère.....	273 209 401	55 978	7 079 652	17 794 101	19 945 534	8 993 869
Conseil canadien des relations industrielles.....	41 922		4 097	24 635	193 479	7 166
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs....					26 710	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	255 093				157 013	
	273 506 416	55 978	7 083 749	17 818 736	20 322 736	9 001 035
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère.....	9 542 910	23 055 989	103 461	16 990 807	4 252 205	46 658 157
Commission canadienne des affaires polaires.....	29 270			52 813	14 079	
Commission des revendications particulières des Indiens.....	118 351		240	3 000	246 941	81 521
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones...	1 107 796	124 976	2 937	1 094 398	495 821	110 491 520
	10 798 327	23 180 965	106 638	18 141 018	5 009 046	157 231 198

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 506			39 007	407 520	60 578	355 488	1 515 198
27 461 201	1 989 993	14 755 917	4 111 725	36 751 312	15 209 458	7 710 009	441 084 124
815 535			32 613	720 960	6 776	29 640	1 848 257
196 981	70 695	58 577	485 994	342 403	715 244	2 408 175	5 105 228
56 912			13 387	115 640	29 309	92 040	500 314
89 631		213 561	55 045	232 916	29 541	24 942	1 484 694
16 175 841	516 283	42 674 248	1 909 795	14 922 926	3 220 537	9 619 893	102 489 711
44 796 101	2 576 971	57 702 303	6 608 559	53 086 157	19 210 865	19 884 699	552 512 328
101 951 822	3 643 460	4 326 045	2 687 067	14 220 898	14 079 455	17 367 408	485 354 690
17 530	33 111		34 092	62 653	107 082	119 339	645 106
500	5 614		36 788	38 290	3 731	136 332	247 965
	4 065		101 646		21 362	269 288	808 467
101 969 852	3 686 250	4 326 045	2 859 593	14 321 841	14 211 630	17 892 367	487 056 228
28 787 330	13 476	23 422 767	1 986 733	3 594 137	5 104 761	61 184 507	224 697 240
6 000		4 000	38 547	40 000			184 709
40 923	935	33 949	32 710	81 923	92 588	99 244	832 325
356 779	203 053	15 564 631	270 517	5 146 159	263 291	11 458 991	146 580 869
29 191 032	217 464	39 025 347	2 328 507	8 862 219	5 460 640	72 742 742	372 295 143

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
INDUSTRIE						
Ministère.	7 963 506	572 657	192 432	30 563 475	6 807 924	9 113 585
Agence spatiale canadienne	4 222 090	41 378 354	154 466	2 135 666	581 661	341 066
Tribunal de la concurrence	24 050			11 013	46 181	
Commission du droit d'auteur	112 782		168	83 662	32 243	10 200
Conseil national de recherches du Canada	3 857 704	10 933 555	231 383	2 869 173	1 121 854	5 752 288
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	851 336	6 014		1 654 004	215 525	69 946
Conseil de recherches en sciences humaines	190 551	3 686		991 892	102 139	15 277
Statistique Canada	4 828 108		87 401	2 016 807	2 653 639	40 381
	22 050 127	52 894 266	665 850	40 325 692	11 561 166	15 342 743
JUSTICE						
Ministère.	3 456 543		167 051	6 605 470	3 637 534	4 543 220
Commission canadienne des droits de la personne	62 555		7 313	144 762	497 568	243 944
Tribunal canadien des droits de la personne	126 329			34 870	188 885	61 320
Commissaire à la magistrature fédérale	518 644			52 988	145 416	741 022
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 039 321	300 142		491 171	3 624 096	41 880
Bureau du directeur des poursuites pénales	707 168		6 113	606 025	545 403	24 777 786
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	217 241	25 704		133 817	459 610	378 462
Cour suprême du Canada	290 069	24 293		432 149	439 182	5 264
	7 417 870	350 139	180 477	8 501 252	9 537 694	30 792 898
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère.	242 702 099	991 274 249	140 891 410	75 095 976	17 784 418	7 173 789
Comité des griefs des Forces canadiennes . .	89 823			339 873	91 718	66 798
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	154 765		1 048	97 542	107 735	80 656
	242 946 687	991 274 249	140 892 458	75 533 391	17 983 871	7 321 243
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère.	33 256 507	103 938 327	33 436	6 929 726	3 464 703	2 233 171
Commission canadienne de sûreté nucléaire	398 295	318 364	40 265	3 565 054	810 156	732 184
Office national de l'énergie	538 230			735 673	368 766	7 146
Administration du pipe-line du Nord	76 575					
	34 269 607	104 256 691	73 701	11 230 453	4 643 625	2 972 501

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
15 275 301	2 365 076	1 426 962	2 641 710	8 521 546	7 126 066	4 174 004	96 744 244
2 241 320	906 311	46 106 474	366 154	1 637 704	1 017 141	1 126 570	102 214 977
156 184			12 115	2 257	27 158	121 488	400 446
43 262		10 750	33 902	81 098	4 126	14 725	426 918
5 592 430	3 498 421	10 324 569	3 446 834	2 263 472	3 544 926	192 920	53 629 529
315 751	13 853	503 754	299 483	646 915	342 536	2 015 157	6 934 274
961 697	8 229		190 707	453 000	216 963	995 915	4 130 056
204 125	1 439 422	940 237	900 191	59 258	5 046 993	4 880 492	23 097 054
24 790 070	8 231 312	59 312 746	7 891 096	13 665 250	17 325 909	13 521 271	287 577 498
1 196 556	1 292 335	54 314	4 788 956	2 169 250	2 972 887	6 591 733	37 475 849
239 720	58 148	132 780	87 423	582 497	276 222	601 775	2 934 707
16 700	17 032		20 415	17 478	20 445	387 459	890 933
532 998	25 546		48 810	319 657	915 329	322 649	3 623 059
151 170	1 532 532		149 959	265 641	314 566	1 019 356	9 929 834
	219 051		917 912	154 661	217 288	212 889	28 364 296
805 685	35 400	135 298	157 005	1 273 770	206 156	822 526	4 650 674
104 822	4 794		305 252	166 287	192 878	517 036	2 482 026
3 047 651	3 184 838	322 392	6 475 732	4 949 241	5 115 771	10 475 423	90 351 378
36 183 248	59 465 510	19 911 417	8 830 019	37 708 494	113 322 129	379 053 365	2 129 396 123
101 752	3 975		35 921	170 953	57 481		958 294
33 280	593		15 128	32 325	9 737	593 628	1 126 437
36 318 280	59 470 078	19 911 417	8 881 068	37 911 772	113 389 347	379 646 993	2 131 480 854
10 679 560	2 747 787	22 950 525	2 288 605	10 938 785	6 333 131	20 649 552	226 443 815
1 055 554	176 377	2 378 118	235 589	3 381 962	1 392 050	2 558 889	17 042 857
141 767		198	166 016	44 335	692 665	2 213 404	4 908 200
						10 000	86 575
11 876 881	2 924 164	25 328 841	2 690 210	14 365 082	8 417 846	25 431 845	248 481 447

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PARLEMENT						
Sénat	254 816		44 421	884 782	146 492	244 166
Chambre des communes	899 460		405 879	6 937 004	224 460	470 197
Bibliothèque du Parlement	102 548			664 725	4 503	29 651
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 873			473 579	279	11 875
Conseiller sénatorial en éthique	13 000			1 000		
	1 275 697		450 300	8 961 090	375 734	755 889
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	1 445 254			4 242 310	2 274 892	8 394 130
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	59 683			3 000	588 015	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	596 635	1 350	13 744	601 323	282 881	227 025
Directeur général des élections	2 623 647		34 320	13 003 672	650 255	705 585
Commissariat aux langues officielles	46 247			192 713	461 396	82 979
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					1 863	
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	26 018			59 864	54 209	40 838
	4 797 484	1 350	48 064	18 102 882	4 313 511	9 450 557
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	4 484 348			1 241 985	2 231 499	1 449 407
Agence des services frontaliers du Canada	22 437 009	727 514	28 517 213	160 073 157	5 392 780	8 790 725
Service correctionnel	8 135 754	1 366 786	103 911 322	12 159 776	5 087 860	4 005 357
Commission nationale des libérations conditionnelles	225 754		72 544	277 265	449 564	377 941
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 139			26 536	39 714	9 328
Gendarmerie royale du Canada	114 419 743	5 516 050	58 786 308	38 280 395		10 038 735
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	19 495			36 950	48 689	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	42 201			237 262	160 530	14 755
	149 768 443	7 610 350	191 287 387	212 333 326	13 410 636	24 686 248
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
	131 591 305	143 739 929	43 281	318 959 720	59 352 503	13 207 100

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
185 981		2 373 386	661 664	4 060	437 203	326 724	5 563 695
2 029 785	93 048	4 208 783	3 024 752	161 380	1 604 174	229 370	20 288 292
126 593			210 473	177 409	175 834	642 637	2 134 373
47 535	45 292		21 871	45 047	43 198	270 348	964 897
3 750		1 400	5 297			651	25 098
2 393 644	138 340	6 583 569	3 924 057	387 896	2 260 409	1 469 730	28 976 355
1 614 069	1 381 251	277 763	447 109	1 403 896	934 585	754 341	23 169 600
	34 170		1 718	2 297	5 220	7 779	701 882
466 558	49 588	8 294	85 071	237 776	355 969	35 886	2 962 100
4 358 450	325 601	69 018	233 378	2 133 557	336 364	3 228 438	27 702 285
1 167 664	3 820	409 503	123 824	1 090 440	155 790	254 058	3 988 434
				19 050			20 913
47 432	80		14 359		8 131	73 500	324 431
7 654 173	1 794 510	764 578	905 459	4 887 016	1 796 059	4 354 002	58 869 645
4 175 693	16 634 857	4 966 376	719 062	3 730 480	1 570 478	6 740 361	47 944 546
3 463 220	8 963 070	258 156	1 102 295	3 880 308	7 725 599	12 619 542	263 950 588
613 735	8 298 729	27 983	2 463 984	2 772 695	44 180 310	60 307 119	253 331 410
203 543	308 723		94 356	324 880	206 787	73 121	2 614 478
71 199	5 496	378	11 747	78 326	18 660		265 523
3 487 865	63 288 724	2 932 803	5 405 387	9 945 141	17 541 648	4 766 559	334 409 358
			36 554	22 541	11 010	77 977	253 216
61 200	52 959	18 778	27 908	152 705	41 243	540 161	1 349 702
12 076 455	97 552 558	8 204 474	9 861 293	20 907 076	71 295 735	85 124 840	904 118 821
149 021 633	25 539 929	2 525 782	1 919 611	23 226 788	20 897 010	168 631 912	1 058 656 503

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Fin

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TRANSPORTS						
Ministère.	13 523 286	25 615 961	818 513	22 871 296	6 230 138	9 701 014
Office des transports du Canada.	364 729		22 690	524 455	226 930	
Bureau de l'infrastructure du Canada	558 129	11 560	16 251	4 038 948	632 088	197 721
Tribunal d'appel des transports du Canada.				66 097	69 152	91 064
	14 446 144	25 627 521	857 454	27 500 796	7 158 308	9 989 799
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat.	1 108 093			1 770 602	3 973 152	3 311 133
École de la fonction publique du Canada . . .	60 745		53 265	3 760 845	1 175 232	
Commissariat à l'intégrité du secteur public.	739			157 404	26 369	8 948
Bureau du directeur des lobbyistes				2 439	62 253	87 867
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.	60 679			2 514 649	1 701 875	888 436
	1 230 256		53 265	8 205 939	6 938 881	4 296 384
ANCIENS COMBATTANTS	8 106 370	57 567	288 481 118	4 604 209	2 119 669	503 555
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	978 720			644 589	236 094	139 524
Total.	1 272 126 518	1 454 694 922	974 484 199	995 709 824	237 932 829	400 372 681

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
33 248 498	3 860 957	15 557 206	2 193 058	14 058 524	8 872 704	16 695 047	173 246 202
20 046		24 527	86 152	215 434	353 834	178 748	2 017 545
1 284 834	132 350	355 542	259 216	1 363 007	335 776		9 185 422
			13 046	35 077	11 310	197 829	483 575
34 553 378	3 993 307	15 937 275	2 551 472	15 672 042	9 573 624	17 071 624	184 932 744
12 558 367	64 158	42 950	1 404 715	6 333 380	4 288 845	14 824 854	49 680 249
323 888	284 220	231 618	1 862 400	6 585 173	5 888 154	18 237 887	38 463 427
103 936	12 108		23 521	21 603	21 384	737 560	1 113 572
			6 320	13 319	45 314	340 106	557 618
3 086 470	15 541	17 600	637 904	5 503 053	1 925 680	7 190 625	23 542 512
16 072 661	376 027	292 168	3 934 860	18 456 528	12 169 377	41 331 032	113 357 378
587 014	2 182 702		931 528	772 112	2 416 494	8 394 302	319 156 640
1 849 381	55 846		252 115	220 549	578 508	2 468 676	7 424 002
571 321 292	282 522 565	322 846 289	103 479 844	310 904 387	388 412 962	1 100 392 310	8 415 200 622

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages.....	4.2

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un

format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours; et
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour.

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	200 000	2 452 120	11 461 078	250 325	14 363 523
Agence canadienne d'inspection des aliments		1 334	102 410		103 744
	200 000	2 453 454	11 563 488	250 325	14 467 267
PATRIMOINE CANADIEN					
Commission des champs de bataille nationaux		2 594 639	534 333		3 128 972
ENVIRONNEMENT					
Ministère		4 654 350	3 081 287	2 088	7 737 725
Agence Parcs Canada	1 508 709	4 841 578	1 386 091		7 736 378
	1 508 709	9 495 928	4 467 378	2 088	15 474 103
FINANCES					
Agence de la consommation en matière financière du Canada			83 744		83 744
Bureau du surintendant des institutions financières			50 510		50 510
			134 254		134 254
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère	639 634	17 610 022	1 294 161	81	19 543 898

4.2 ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—*Suite*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	3 571 436	144 778	15 006 340	26 587 111	45 309 665
SANTÉ					
Ministère		241 572	2 085 894	43 921	2 371 387
Agence de la santé publique du Canada		375	3 241 323		3 241 698
		241 947	5 327 217	43 921	5 613 085
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	727 028	105 787	129 732		962 547
INDUSTRIE					
Ministère		44 736	884 281		929 017
Agence spatiale canadienne			56 630		56 630
Conseil national de recherches du Canada			14 407 130		14 407 130
		44 736	15 348 041		15 392 777
JUSTICE					
Commission canadienne des droits de la personne			35 682		35 682
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	4 044 092	88 886 130	137 362 468	16 288 149	246 580 839
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	9 700	249 212	2 133 207		2 392 119
Commission canadienne de sûreté nucléaire			23 805		23 805
	9 700	249 212	2 157 012		2 415 924
CONSEIL PRIVÉ					
Directeur général des élections			547 278		547 278

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—Fin

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère			1 008 314		1 008 314
Agence des services frontaliers du Canada	(34 315)		29 662 105		29 627 790
Service canadien du renseignement de sécurité			113 082		113 082
Service correctionnel		1 752 989	82 532 978		84 285 967
Gendarmerie royale du Canada	313 376	9 110 114	41 986 433	9 399 682	60 809 605
	279 061	10 863 103	155 302 912	9 399 682	175 844 758
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....					
	1 683 967	41 635 340	105 078 875	1 643 602	150 041 784
TRANSPORTS					
Ministère		1 055 396	546 885		1 602 281
ANCIENS COMBATTANTS					
	3 552	315 573	30 138 241		30 457 366
Total	12 667 179	175 696 045	484 974 297	54 214 959	727 552 480

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Acquisition de matériel et d'outillage

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de matériel et d'outillage	5.2

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses

découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	1 818 567		823 332
Commission canadienne du lait			
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 683 068		457 497
Commission canadienne des grains	36 245		89 879
	3 537 880		1 370 708
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	86 709		109 253
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
	50 265		4 232 686
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	308 244		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	32 874		111 220
Bibliothèque et Archives Canada	65 212		741 194
Commission des champs de bataille nationaux	108 103		
Office national du film			
Commission de la fonction publique			178 396
Commission des relations de travail dans la fonction publique			9 698
Tribunal de la dotation de la fonction publique			
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles			
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			18 096
	514 433		1 058 604

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6 998 616	13 427 826	1 415 554	34 583	5 362	4 969 161	29 493 001
73 965		7 990			5 803	87 758
6 464 867	11 840 314	1 991 014	12 978	159 500	1 462 698	24 071 936
1 561 279	3 178 313	221 998		44 714	84 036	5 216 464
15 098 727	28 446 453	3 636 556	47 561	209 576	6 521 698	58 869 159
1 087 283		287 534		31 087		1 601 866
87 867 895	65 451	13 017 520		605 103	1 881 470	107 720 390
5 574 237	350 479	1 411 426		187 604	279 840	8 111 830
2 605 342		347 398		55 742		3 152 576
4 343 783	81 009	444 648		86 293	410 101	6 172 240
45 862			48 258		76 925	279 148
1 853 321		13 400			2 651 542	4 518 263
2 254 374	303 511	1 211 311		33 310	22 818	4 003 720
515 922		87 750		12 950	1 190	627 510
57 918		43 605		10 888	180	112 591
91 524		109 312		43 219		244 055
366 279		152 308		4 712		541 395
17 708 562	734 999	3 821 158	48 258	434 718	3 442 596	27 763 328

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	94 873		837 911
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			113 907
	94 873		951 818
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	208 370		138 048
ENVIRONNEMENT			
Ministère	4 236 617	31 142	2 012 333
Agence canadienne d'évaluation environnementale			200 178
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			2 655
Agence Parcs Canada	7 036 524		202 225
	11 273 141	31 142	2 417 391
FINANCES			
Ministère			93 165
Vérificateur général			14 946
Tribunal canadien du commerce extérieur			7 478
Agence de la consommation en matière financière du Canada			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			7 667
Bureau du surintendant des institutions financières			
			123 256
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	33 261 443	193 760	2 716 434
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	94 320 201		1 983 940
Agence canadienne de développement international	46 841		158 067
Commission mixte internationale			6 250
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
	94 367 042		2 148 257

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6 356 993	246 126	1 670 906		2 254 593	97 817	11 559 219
1 764 693		249 388		7 299		2 135 287
8 121 686	246 126	1 920 294		2 261 892	97 817	13 694 506
998 183		1 025 728		17 258	29 936	2 417 523
16 986 802	21 102 693	2 616 605		582 033	4 033 819	51 602 044
168 262		144 907		2 448	3 831	519 626
87 769		4 081		5 407		99 912
6 253 763	1 844 939	1 249 386	225 946	203 216	4 733 161	21 749 160
23 496 596	22 947 632	4 014 979	225 946	793 104	8 770 811	73 970 742
1 289 249		424 085		358 165	46 806	2 211 470
458 396		247 218		2 701		723 261
385 235		105 589		6 812		505 114
146 950		64 880				211 830
5 274 624		693 671		30 820		6 006 782
3 350 236		220 486			34 953	3 605 675
10 904 690		1 755 929		398 498	81 759	13 264 132
19 171 947	13 290 992	2 822 797	826 339	736 524	14 756 674	87 776 910
38 108 908	4 987 609	20 627 802		1 144 362	8 685 380	169 858 202
3 237 290		1 940 691			13 812	5 396 701
397 643		1 508	41 584	1 510		448 495
93 458		23 935				117 393
41 837 299	4 987 609	22 593 936	41 584	1 145 872	8 699 192	175 820 791

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
GOVERNEUR GÉNÉRAL	786		4 751
SANTÉ			
Ministère	3 094 469		2 604 249
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			35 300
Instituts de recherche en santé du Canada			14 034
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			2 964
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			337
Agence de la santé publique du Canada	107 018		667 639
	3 201 487		3 324 523
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	282 387		1 830 287
Conseil canadien des relations industrielles			10 699
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			1 081
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
	282 387		1 842 067
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	1 029 791		304 286
Commission canadienne des affaires polaires			4 311
Commission des revendications particulières des Indiens			87 306
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			
	1 029 791		395 903
INDUSTRIE			
Ministère	1 402 893		887 701
Agence spatiale canadienne	53 588		678 859
Tribunal de la concurrence			
Commission du droit d'auteur			
Conseil national de recherches du Canada	1 452 961		1 996
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			1 255
Conseil de recherches en sciences humaines	1 039		
Statistique Canada			
	2 910 481		1 569 811

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
232 021		65 179		1 474	5 935	310 146
25 871 609	40 084 500	4 036 709	648 296	599 358	1 114 566	78 053 756
99 535		140 817		8 517		284 169
1 340 436		361 984		16 309		1 732 763
63 057		87 923				153 944
210 659		26 986		321	120	238 423
10 948 868	6 591 659	843 038	213 037	168 824	1 583 840	21 123 923
38 534 164	46 676 159	5 497 457	861 333	793 329	2 698 526	101 586 978
65 861 061	463 206	5 985 476		546 599	636 880	75 605 896
145 832		115 856		1 646	1 198	275 231
32						1 113
164 406		23 523		21 248		209 177
66 171 331	463 206	6 124 855		569 493	638 078	76 091 417
11 939 378	311 479	4 120 609		234 804	828 951	18 769 298
9 629				2 043	278	11 950
9 284		2 595				16 190
2 404 456		2 842 505		11 665	(8 621)	5 337 311
14 362 747	311 479	6 965 709		248 512	820 608	24 134 749
8 870 626	3 674 471	2 102 846	87 152	95 075	1 771 290	18 892 054
4 761 632	49 699 752	274 603	509 654	14 766	467 509	56 460 363
40 040				1 723		41 763
12 843		3 300		1 147	54	17 344
16 746 122	32 128 876	1 558 234	20 530 504	509 024	7 814 483	80 740 204
778 881		858 289		133	8 421	1 647 720
445 199		345 757		82	2 701	796 033
12 569 100	88 494	1 706 762		465 059	269 980	15 099 395
44 224 443	85 591 593	6 849 791	21 127 310	1 087 009	10 334 438	173 694 876

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
JUSTICE			
Ministère	1 950		1 308 889
Commission canadienne des droits de la personne			11 209
Tribunal canadien des droits de la personne			89 607
Commissaire à la magistrature fédérale			220
Service administratif des tribunaux judiciaires	25 242		53 595
Bureau du directeur des poursuites pénales			31 354
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			19 194
Cour suprême du Canada	26 454		49 001
	53 646		1 563 069
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	1 904 524 569	595 565 359	144 592 653
Comité des griefs des Forces canadiennes			577
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			14 018
	1 904 524 569	595 565 359	144 607 248
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	1 580 991		990 138
Commission canadienne de sûreté nucléaire	34 043	183 325	142 202
Office national de l'énergie	26 307		124 290
	1 641 341	183 325	1 256 630
PARLEMENT			
Sénat	26 855		52 385
Chambre des communes	31 501	10 878	1 241 048
Bibliothèque du Parlement			14 898
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique			3 491
Conseiller sénatorial en éthique			
	58 356	10 878	1 311 822

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6 588 208	18 790	2 037 230		192 466	170 692	10 318 225
690 667		93 079		7 256		802 211
52 674		10 737				153 018
193 536		16 034		3 242	2 564	215 596
588 995	8 716	208 771		6 428	25 837	917 584
839 440	21 536	389 623		28 744	45 888	1 356 585
653 294		485 287		6 945	991	1 165 711
999 124	32 243	538 204		997	969 293	2 615 316
10 605 938	81 285	3 778 965		246 078	1 215 265	17 544 246
347 617 259	122 209 990	34 342 870	6 403 015	6 162 353	154 758 458	3 316 176 526
51 377		3 328		550		55 832
72 094		16 866				102 978
347 740 730	122 209 990	34 363 064	6 403 015	6 162 903	154 758 458	3 316 335 336
13 821 657	9 716 250	2 508 680	315 752	80 327	3 726 346	32 740 141
2 334 611	97 788	565 034			50 772	3 407 775
2 155 983		59 655			34 206	2 400 441
18 312 251	9 814 038	3 133 369	315 752	80 327	3 811 324	38 548 357
1 086 091	11 802	204 129		304 355	63 635	1 749 252
6 499 680		994 687		372 234	1 259 908	10 409 936
409 245	202	122 559		23 770	759	571 433
36 676		26 969		3 985	230	71 351
2 650		1 500		500		4 650
8 034 342	12 004	1 349 844		704 844	1 324 532	12 806 622

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	181 122		1 276 025
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			2 344
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	116 475		70 896
Directeur général des élections	39 535		31 185
Commissaire aux langues officielles	290		3 889
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			300
	337 422		1 384 639
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	31 140		84 155
Agence des services frontaliers du Canada	3 386 815	1 687 227	3 743 795
Service correctionnel	8 794 913	624 504	1 038 914
Commission nationale des libérations conditionnelles	228 319		28 878
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
Gendarmerie royale du Canada	96 602 024	5 440 003	33 066 709
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			37 871
	109 043 211	7 751 734	38 000 322
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
	1 042 710		2 177 220
TRANSPORTS			
Ministère	28 853 975	12 080	539 921
Office des transports du Canada	31 929		10 332
Bureau de l'infrastructure du Canada			1 686
Tribunal d'appel des transports du Canada			
	28 885 904	12 080	551 939

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 936 625	142 732	776 551		102 852	80 484	7 496 391
36 340		4 975		23 876		67 535
472 022	15 819	161 393		44 467	186 588	1 067 660
1 951 383		579 760		78 801	120 977	2 801 641
400 667		50 855		1 114		456 815
23 018		24 253		5 054		52 625
7 820 055	158 551	1 597 787		256 164	388 049	11 942 667
4 983 552		403 457		307 153		5 809 457
5 298 225	2 224 307	6 105 574		332 135	2 963 163	25 741 241
21 345 746	7 023 613	10 693 839	181 811	965 594	19 756 946	70 425 880
133 244		260 651		42 520	4 156	697 768
17 522		524		9 767		27 813
66 304 815	13 958 296	12 297 657	441 532	3 199 204	14 404 398	245 714 638
21 656		8 618		1 576		31 850
79 251		158 930		33 997		310 049
98 184 011	23 206 216	29 929 250	623 343	4 891 946	37 128 663	348 758 696
58 842 969	1 311 200	47 060 982	6 832 599	1 114 823	8 252 226	126 634 729
15 137 064	919 031	3 915 508	171 490	50 225	3 886 429	53 485 723
276 807		73 059		2 620	1 680	396 427
5 326 047	54	448 591		1 234	253	5 777 865
768				313		1 081
20 740 686	919 085	4 437 158	171 490	54 392	3 888 362	59 661 096

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Fin

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	38 884		1 150
École de la fonction publique du Canada			274 707
Commissariat à l'intégrité du secteur public			2 937
Bureau du directeur des lobbyistes			
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	23 880		119 087
	62 764		397 881
ANCIENS COMBATTANTS	173 247		674 285
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	19 203		92 854
Total	2 196 661 461	603 748 278	214 421 419

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 188 635		179 286		341 493	12 018	3 761 466
1 495 794		968 420		513 422	124 134	3 376 477
65 534		157 696		17 469		243 636
1 106 364		53 687			5 860	1 165 911
855 273		236 214		227 758	18 147	1 480 359
6 711 600		1 595 303		1 100 142	160 159	10 027 849
5 333 658	12 800	2 351 992		872 526	1 479 921	10 898 429
1 240 473		168 508		45 561		1 566 599
973 384 287	361 486 868	210 165 644	37 524 530	24 863 155	271 186 497	4 893 442 139

⁽¹⁾ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 1 576 060 629 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 189 170 449 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 411 126 766 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 20 303 616 \$.

⁽²⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

⁽³⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 6

**COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008**

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de transfert.....	6.2

PAIEMENTS DE TRANSFERT

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses

découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	130 427 439	1 653 905 009	595 847 835
Agence canadienne d'inspection des aliments	13 304 803		7 816
	143 732 242	1 653 905 009	595 855 651
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	68 178	114 703 657	10 070 673
AGENCE DU REVENU DU CANADA	209 155 784		603 601 579
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	27 085 663	101 513 055	301 976 177
Bibliothèque et Archives du Canada			
Office national du film			
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
	27 085 663	101 513 055	301 976 177
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	40 210 240		295 775 990
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
	355 631	87 292 074	249 078
ENVIRONNEMENT			
Ministère	29 000	72 580	3 783 115
Agence canadienne d'évaluation environnementale		50 000	195 500
Agence Parcs Canada			5 715 332
	29 000	122 580	9 693 947

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours;

- le montant total versé à un bénéficiaire ou à une catégorie de bénéficiaires; et
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire se chiffrant à 100 000 \$ ou plus. Le détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
25 216 667	230 469 175	9 146 142		2 645 012 267 13 312 619
25 216 667	230 469 175	9 146 142		2 658 324 886
	143 564 433	10 734 059		279 141 000
	929 335			813 686 698
7 513 296	672 548 618 2 943 117 201 363 15 217 326	7 305 277		1 117 942 086 2 943 117 201 363 15 217 326
7 513 296	690 910 424	7 305 277		1 136 303 892
1 430 166	288 579 827			625 996 223
	144 338 742	53 548 107		285 783 632
13 118 420 10 269	158 187 770 938 703 6 873 164	3 518 443		178 709 328 1 194 472 12 588 496
13 128 689	165 999 637	3 518 443		192 492 296

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
FINANCES			
Ministère			47 547 455 518
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
			47 547 455 518
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	57 806 887	25 000	900 000
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	10 053 231		
Agence canadienne de développement international			
	10 053 231		
GOVERNEUR GÉNÉRAL	429 346		
SANTÉ			
Ministère	283 738		44 113 042
Instituts de recherche en santé du Canada	906 441 182		
Agence de la santé publique du Canada			837 259
	906 724 920		44 950 301
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	35 248 234 083	34 994 702	433 529 761
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	24 808 890	1 438 421 227	652 603 391
Commission canadienne des affaires polaires			
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			
	24 808 890	1 438 421 227	652 603 391
INDUSTRIE			
Ministère		620 369 365	35 172 623
Agence spatiale canadienne	278 020	8 697 703	
Conseil national de recherches du Canada	333 125	74 125 738	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	969 578 204		
Conseil de recherches en sciences humaines	657 316 572		
Statistique Canada			
	1 627 505 921	703 192 806	35 172 623

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
411 637 310	9 832			47 959 102 660
	1 300 000			1 300 000
411 637 310	1 309 832			47 960 402 660
295 000	14 340 690			73 367 577
343 746 813	383 555 042	11 278 698	10 000 000	758 633 784
2 885 873 285				2 885 873 285
3 229 620 098	383 555 042	11 278 698	10 000 000	3 644 507 069
				429 346
1 744 106	1 279 981 043	555 274		1 326 677 203
	20 275 229			926 716 411
1 107 805	186 699 480			188 644 544
2 851 911	1 486 955 752	555 274		2 442 038 158
2 461 412	689 202 129	49 807 968		36 458 230 055
	4 366 752 237	4 723 422		6 487 309 167
	10 000			10 000
	130 997 368			130 997 368
	4 497 759 605	4 723 422		6 618 316 535
5 928 955	245 543 655			907 014 598
35 259 753	2 478 994			46 714 470
10 201 879	63 460 831			148 121 573
				969 578 204
				657 316 572
	560 800			560 800
51 390 587	312 044 280			2 729 306 217

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
JUSTICE			
Ministère	7 603 635		328 334 436
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
	7 603 635		328 334 436
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	7 494 956		3 738 701
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	16 479 201	89 372 497	2 419 251 402
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
	16 479 201	89 372 497	2 419 251 402
PARLEMENT			
Sénat	72 533		
Chambre des communes			
	72 533		
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	1 393 515		
Directeur général des élections			
	1 393 515		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère			86 927 101
Service correctionnel	115 559		
Gendarmerie royale du Canada	84 014 104		12 469 770
	84 129 663		99 396 871
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
TRANSPORTS			
Ministère	67 946 974	124 075 363	119 228 519
Bureau de l'infrastructure du Canada		12 133 571	1 076 565 772
	67 946 974	136 208 934	1 195 794 291

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
463 828	25 851 897			362 253 796
	474 458			474 458
463 828	26 326 355			362 728 254
154 857 207	10 180 157			176 271 021
1 063 322	75 027 007			2 601 193 429
380 422	614 098			994 520
1 443 744	75 641 105			2 602 187 949
387 295				459 828
924 729				924 729
1 312 024				1 384 557
				1 393 515
	29 033 791			29 033 791
	29 033 791			30 427 306
25 200	89 234 445	1 146 688		177 333 434
75 000	1 148 391			1 338 950
1 900	597 432			97 083 206
102 100	90 980 268	1 146 688		275 755 590
		459 675 852	(458 060 165)	1 615 687
182 220	28 815 928	33 477 151		373 726 155
165 000	346 648 536	481 496 369		1 917 009 248
347 220	375 464 464	514 973 520		2 290 735 403

PAIEMENTS DE TRANSFERT—Fin

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	\$	\$	\$
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	361 810		
École de la fonction publique du Canada		375 000	
	361 810	375 000	
ANCIENS COMBATTANTS	2 229 672 316		
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		31 785 670	48 771 658
Total	40 711 354 619	4 391 912 211	54 627 122 048

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
200 000	121 500			683 310
				375 000
200 000	121 500			1 058 310
9 189 811	11 492 983			2 250 355 110
	116 205 183	357 947		197 120 458
3 913 461 070	9 785 404 709	1 126 771 397	(448 060 165)	114 107 965 889

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Frais de la dette publique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

Les frais de la dette publique comprennent:

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.
- l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue; et,
- L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
DETTE NON ÉCHUE—			
Intérêt sur les obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
H36—1984-2007	13		27 217 064
H41—1984-2008	12,75		67 513 559
H52—1985-2008	11,75	395 547 000	46 604 106
H58—1985-2009	11,50	139 655 000	16 060 325
H63—1985-2009	4,25	222 259 000	24 638 203
H68—1985-2009	11,00	637 846 000	70 355 287
H74—1985-2008	10	2 971 489 000	302 196 102
H79—1986-2010	9,75	83 434 000	8 134 815
H81—1986-2010	9,50	2 224 605 000	211 916 483
H85—1986-2010	8,75	115 578 000	10 358 154
H87—1986-2011	9	482 930 000	50 294 130
H98—1987-2011	8,50	606 151 000	51 824 213
A23—1989-2014	10,25	733 898 000	78 374 946
A34—1990-2015	11,25	481 505 000	54 415 504
A39—1990-2021	10,50	718 361 000	75 765 451
L25—1991-2021	4,25	6 964 592 767	297 470 053
A43—1991-2021	9,75	428 808 000	42 599 505
A49—1991-2022	9,25	435 448 000	43 192 170
A55—1992-2023	8	5 468 975 000	484 635 837
A76—1994-2025	9	5 000 000 000	488 751 274
VS05—1995-2026	4,25	6 683 508 308	285 586 091
Nouveau—2007-2041	2	2 261 894 695	21 133 411
VW17—1996/97-2027	8	7 562 835 000	620 200 269
WB60—1996-2007	7,25		76 656 655
WH31—1997-2008	6	4 473 583 000	288 977 908
WL43—1998-2029	5,75	13 132 155 000	766 471 690
WR13—1998-2009	5,50	6 175 192 000	340 566 068
WV25—1999-2031	4	7 096 298 317	285 388 386
WX80—1999-2010	5,50	5 127 128 000	285 457 888
XB51—2000-2011	6	10 094 046 000	619 927 931
XG49—2001-2033	5,75	13 410 295 000	773 204 543
XH22—2001-2012	5,25	10 356 853 000	545 224 467
XJ87—2001-2007	4,50		150 680 112
XM17—2002-2013	5,25	8 996 594 000	475 925 575
XN99—2002-2008	4,25	8 504 820 000	415 127 279
XQ21—2003-2036	3	6 350 690 081	191 892 553
XS86—2003-2014	5	9 778 802 000	490 460 484
XT69—2003-2009	4,25	8 710 202 000	382 328 138
XW98—2004/05/06/07-2037	5	13 249 089 000	575 118 709
XX71—2004-2015	4,50	10 240 000 000	464 503 562
XY54—2004-2010	4	7 627 884 000	345 847 050
XZ20—2004-2007	3		9 813 047
YA69—2005-2007	2,75		121 540 678
YB43—2005/06-2016	4	10 300 000 000	413 128 767
YC26—2005/06-2011	3,75	9 327 862 000	349 794 825
YD09—2005-2008	3,75	706 013 000	73 968 924
YE81—2006-2008	4,25	6 271 818 000	301 273 582
YF56—2006/07-2017	4	10 342 526 000	369 432 048
YG30—2006/07-2012	3,75	6 824 165 000	214 918 255
YH13—2006/07-2009	3,75	3 500 000 000	130 993 151
YJ78—2007-2009	4,25	7 500 000 000	215 626 370
YL25—2007/08-2018	4	5 322 764 000	60 438 417

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
YM08—2007/08-2010	3,75	3 700 000 000	45 030 822
YN80—2007/08-2013	3,50	2 063 624 000	7 038 330
		253 801 723 168	13 165 993 166
Moins : titres détenus par le gouvernement		251 878 000	
		253 549 845 168	13 165 993 166
À payer en devises—			
1997-2007	flottant		8 419 510
1998-2008	4,88	3 314 193 974	149 094 738
1998-2008	5,25	2 566 250 000	119 607 434
2001-2003/19	divers	216 303 053	2 579 487
		6 096 747 027	279 701 169
Moins : titres détenus par le gouvernement		218 080 889	2 485 928
		5 878 666 138	277 215 241
		259 428 511 306	13 443 208 407
Titres au détail—			
Obligations d'épargne du Canada—			
S46—1991-2003/2013	3,00-3,25	227 331 600	10 163 455
S47—1992-2004/2014	3,00-3,25	370 092 982	15 900 521
S48—1993-2005/2015	3,00-3,25	300 391 577	12 853 456
S49—1994-2006/2016	3,00-3,25	447 137 458	20 072 345
S50—1995-2007/2007	3,00-3,25	379 622 156	20 553 791
S51—1996-2008	3,00-3,25	1 108 670 579	55 641 210
S52—1997-2009/2017	3,00-3,25	700 878 024	37 678 590
S53—1997-2009	3,00-3,25		130 778
S54—1998-2008	3,00-3,25	390 182 970	14 625 148
S55—1998-2008	3,00-3,25	31 738 907	1 180 515
S56—1999-2009	2,90-3,10	5 891 729	210 977
S57—1999-2009	2,80-2,85	3 454 765	116 440
S58—1999-2009	2,50-3,10	7 039 815	265 932
S59—1999-2009	3,10	4 730 472	178 611
S60—1999-2009	3,00-3,25	189 048 702	7 041 793
S61—1999-2009	3,00-3,25	21 266 905	777 206
S62—2000-2010	2,90-3,10	6 894 582	244 866
S63—2000-2010	2,80-2,85	4 460 469	149 817
S64—2000-2010	2,50-3,10	7 782 543	284 673
S65—2000-2010	3,10	9 935 733	370 042
S66—2000-2010	3,00-3,25	181 033 043	6 573 953
S67—2000-2010	3,00-3,25	15 111 548	535 977
S68—2001-2011	2,90-3,10	7 051 884	242 800
S69—2001-2011	2,80-2,85	5 197 146	173 805
S70—2001-2011	2,50-3,10	5 461 101	203 410
S71—2001-2011	3,10	3 694 899	135 002
S72—2001-2011	3,00-3,25	249 139 156	8 726 220
S73—2001-2011	3,00-3,25	15 752 661	542 977
S74—2002-2012	2,90-3,10	3 674 206	123 835
S75—2002-2012	2,80-2,85	2 954 822	93 782
S76—2002-2012	2,50-3,10	8 995 066	323 311
S77—2002-2012	3,10	7 704 221	270 882
S78—2002-2012	3,00-3,25	291 534 574	10 204 316
S79—2002-2012	3,00-3,25	21 657 354	736 950
S80—2003-2013	2,90-3,10	5 958 557	203 142
S81—2003-2013	2,80-2,85	4 028 387	132 103
S82—2003-2013	2,50-3,10	9 131 840	314 134
S83—2003-2013	3,10	9 989 257	344 464
S84—2003-2013	3,00-3,25	230 809 078	8 270 480
S85—2003-2013	3,00-3,25	11 530 400	392 677
S86—2004-2014	2,90-3,10	2 903 869	95 699
S87—2004-2014	2,80-2,85	2 126 490	67 055
S88—2004-2014	2,50-3,10	5 197 322	180 863
S89—2004-2014	3,10	2 815 364	100 728

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
S90—2004-2014.....	3,00-3,25	278 414 487	10 248 772
S91—2004-2014.....	3,00-3,25	13 380 761	453 322
S92—2005-2015.....	2,90-3,10	4 890 916	161 786
S93—2005-2015.....	2,80-2,85	2 685 004	80 096
S94—2005-2015.....	2,50-3,10	7 030 542	248 249
S95—2005-2015.....	3,10	3 618 884	121 681
S96—2005-2015.....	3,00-3,25	392 443 977	15 380 069
S97—2005-2015.....	3,00-3,25	14 897 752	494 889
S98—2006-2016.....	2,90-3,10	3 767 300	117 008
S99—2006-2016.....	2,80-2,85	3 069 194	94 208
S100—2006-2016.....	2,50-3,10	8 756 391	345 889
S101—2006-2016.....	3,10	4 949 232	168 365
S102—2006-2016.....	3,00-3,25	667 182 205	25 584 615
S103—2006-2016.....	3,00-3,25	20 019 147	664 080
S104—2007-2017.....	2,90-3,10	5 007 674	166 514
S105—2007-2017.....	2,80-2,85	3 540 606	112 720
S106—2007-2017.....	2,50-3,10	17 006 004	447 860
S107—2007-2017.....	3,10	6 942 184	247 835
S108—2007-2017.....	3,25	600 453 368	6 384 422
S109—2007-2017.....	3,25	33 875 865	436 369
S110—2008-2018.....	3,10	10 199 604	79 483
S111—2008-2018.....	2,85	11 552 813	82 313
S112—2008-2018.....	2,50	8 311 083	15 489
		7 441 999 206	299 564 765
Obligations à prime du Canada—			
P2—1998-2008.....	3,50	5 127 545	542 589
P3—1998-2008.....	3,30-3,40	694 724 738	30 097 009
P4—1998-2008.....	3,30-3,40	74 264 021	3 194 190
P5—1999-2009.....	3,15-3,20	14 712 943	615 098
P6—1999-2009.....	2,60-2,95	11 509 794	402 564
P7—1999-2009.....	3,15-3,25	48 749 633	2 141 724
P8—1999-2009.....	3,15	40 475 797	1 661 784
P9—1999-2009.....	3,30-6,00	274 636 038	19 971 654
P10—1999-2009.....	3,30-6,00	82 900 596	5 962 843
P11—2000-2010.....	3,15-6,00	27 138 611	2 002 639
P12—2000-2010.....	2,95-6,00	21 741 741	1 746 306
P13—2000-2010.....	2,85-5,00	49 065 000	3 329 100
P14—2000-2010.....	5,00	71 811 920	4 480 634
P15—2000-2010.....	3,50-5,00	410 557 638	19 813 712
P16—2000-2010.....	4,00-5,50	83 120 967	4 637 065
P17—2001-2011.....	4,00-5,50	93 932 260	5 081 726
P18—2001-2011.....	3,50-5,00	180 249 297	8 148 580
P19—2001-2011.....	3,50-4,00	21 620 984	964 265
P20—2001-2011.....	3,25	23 119 884	884 592
P21—2001-2011.....	3,30-3,40	381 936 479	15 113 654
P22—2001-2011.....	3,30-3,40	52 429 879	2 098 035
P23—2002-2012.....	3,15-3,20	14 135 592	527 507
P24—2002-2012.....	2,60-2,95	12 010 897	388 333
P25—2002-2012.....	3,15-3,25	65 668 484	2 708 337
P26—2002-2012.....	3,15	34 467 353	1 250 980
P27—2002-2012.....	3,30-6,00	773 338 310	53 102 265
P28—2002-2012.....	3,30-6,00	155 310 079	10 840 935
P29—2003-2013.....	3,15-6,00	58 622 173	4 520 568
P30—2003-2013.....	2,95-6,00	9 534 207	819 885
P31—2003-2013.....	2,85-5,00	47 591 209	2 944 965
P32—2003-2013.....	5,00	46 633 143	2 560 611
P33—2003-2013.....	2,95-5,00	21 674 820	1 433 135
P34—2003-2013.....	3,50-5,00	672 882 557	29 439 392
P35—2003-2013.....	4,00-5,50	144 514 681	7 229 493
P36—2004-2014.....	4,00-5,50	48 965 864	2 354 317
P37—2004-2014.....	3,50-5,50	33 919 344	1 375 517
P38—2004-2014.....	3,50-4,00	45 344 051	1 792 566
P39—2004-2014.....	3,25	25 424 068	866 964
P40—2004-2014.....	3,30-3,40	164 670 742	6 098 062

7.4 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
P41—2004-2014.....	3,30-3,40	39 729 898	1 499 416
P42—2005-2015.....	3,15-3,20	13 688 966	490 427
P43—2005-2015.....	2,60-2,95	6 802 558	202 007
P44—2005-2015.....	2,60-2,85	8 780 606	255 822
P45—2005-2015.....	2,60	7 845 299	211 462
P46—2005-2015.....	2,50-2,75	94 405 527	2 689 023
P47—2005-2015.....	3,00-3,55	40 722 303	1 409 385
P48—2006-2016.....	3,25-4,00	12 782 792	469 202
P49—2006-2016.....	3,25-4,00	13 119 300	464 593
P50—2006-2016.....	3,25-4,00	12 911 510	463 858
P51—2006-2016.....	3,25	16 219 632	537 933
P52—2006-2016.....	3,15-3,25	93 363 506	3 250 316
P53—2006-2016.....	3,15-3,25	23 173 497	779 345
P54—2007-2017.....	3,05-3,15	6 633 619	213 228
P55—2007-2017.....	2,95-3,00	5 279 622	168 636
P56—2007-2017.....	3,15-3,25	34 447 254	1 181 427
P57—2007-2017.....	3,15	28 795 041	923 106
P58—2007-2017.....	3,30	83 691 433	917 842
P59—2007-2017.....	3,00	21 312 644	234 369
P60—2008-2018.....	3,15	5 395 046	43 014
P61—2008-2018.....	2,95	5 816 093	42 866
P62—2008-2018.....	2,85	12 759 286	30 336
		5 626 208 771	279 621 208
		13 068 207 977	579 185 973
Obligations pour le Régime de pensions du Canada.....	divers	1 042 363 000 ⁽¹⁾	129 685 119
Intérêt sur les billets du Canada.....	divers	515 000 000	8 864 852
Intérêt sur les eurobillets à moyen terme.....	divers	1 620 500 000	69 580 648
Total des intérêts sur la dette non échue.....		275 674 582 283	14 230 524 999
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2006-2007.....			3 321 858 110
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2007-2008.....		116 936 124 000	1 289 549 459
		116 936 124 000	4 611 407 569
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables ...			1 105 416 388
Ajustement à l'indice des prix à la consommation			
des obligations à rendement réel.....			562 909 142
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2006-2007.....			75 331 567
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2007-2008.....		1 483 502 933	7 672 432
		1 483 502 933	83 003 999
Amortissement de commissions et rémunérations à l'émission d'obligations			
d'épargne du Canada.....			18 880 287
Total de l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue.....		118 419 626 933	6 381 617 385
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....			52 589 316
Compte de réévaluation des accords d'échange de devises.....		(1 419 851 481)	(228 831 326)
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....		(6 213 268 002)	
Obligation relative à des contrats de location-acquisition.....	divers	4 235 696 874	204 150 371
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....		390 696 786 607	20 640 050 745
RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES COMPTES (INTÉRÊT)—			
Régimes de retraite du secteur public—			
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	91 278 938 950	6 376 281 714

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique	divers	133 384 975	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	44 152 653 600	3 087 517 087
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes	divers	71 693 331	
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve	divers	9 219 140	
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	11 989 179 669	833 400 029
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	11 186 955	
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	523 098 300	50 003 648
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	165 999 787	16 501 512
Compte de convention de retraite—			
CCR n° 1—Fonction publique	divers	643 763 221	45 147 438
CCR n° 1—Forces canadiennes	divers	183 020 932	12 035 761
CCR n° 1—Gendarmerie royale du Canada	divers	23 716 847	1 656 181
CCR n° 2—Fonction publique	divers	818 932 811	57 902 763
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	139 583 572	5 413 014
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	492 126	18 858
		<i>150 144 864 216</i>	<i>10 485 878 005</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite	divers	(12 774 000 000)	(890 000 000)
		<i>137 370 864 216</i>	<i>9 595 878 005</i>
Prestations futures des Anciens Combattants et autres employés	4,4	47 901 000 000	2 740 000 000
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	106 391 779	7 627 736
Compte des rentes sur l'État	divers	292 818 705	20 669 002
Comptes de dépôt—			
Dépôt de garantie générale	divers	5 064 597	156 849
Code canadien du travail—Appels sur recouvrement de salaire	divers	387 399	19 878
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	10 520 181	396 534
Comptes ne portant pas intérêt		369 610 490	
		385 582 667	573 261
Comptes en fiducie—			
Paiements d'expérience commune	divers	637 650 468	20 770 575
Fonds des bandes indiennes	divers	981 562 474	41 132 930
Comptes de succession des Indiens	divers	13 204 751	442 170
Comptes d'épargne des Indiens	divers	38 786 567	1 617 716
Service canadien du renseignement de sécurité—			
Bourses scolaires	divers	28 169	1 006
Gendarmerie royale du Canada—Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 401 352	82 129
Fonds de fiducie des détenus	divers	14 305 529	8 587
Comptes gérés	divers	1 660 314	188 714
Fonds de successions	divers	4 056 629	139 114
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens Combattants	divers	925 580	30 150
Comptes ne portant pas intérêt		374 251	
		1 694 956 084	64 413 091
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Liquidation de compagnie d'assurance	divers		686
Compte de prestations de décès des Forces régulières	divers	196 711 996	13 908 051
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	2 570 039 743	176 473 318
Comptes ne portant pas intérêt		11 716 756	
		2 778 468 495	190 382 055
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	588	60
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	28 537 258	2 063 038
		28 537 846	2 063 098
Autres comptes à fins déterminées—			
Programme Agri-investissement	divers	69 496 274	444 147

7.6 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Fin

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2007-2008
	%	\$	\$
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	divers	246 915 625	14 600 105
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec.....	5	2 677 771	133 889 ⁽²⁾
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens.....	divers	34 239 118	1 312 495
Compte spécial de la Cour fédérale.....	divers	4 667 035	268 205
Comptes ne portant pas intérêt.....		250 780 957	
		608 776 780	16 758 841
Revenus reportés—Comptes à fins déterminées.....	divers		⁽³⁾ 353 641
Allocations de droits de tirage spéciaux.....	divers		⁽⁴⁾ 46 471 733
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres comptes.....		191 167 396 572	12 685 190 463
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS (INTÉRÊT)—			
Compte d'assurance-emploi (net).....	divers	56 953 250 765	1 926 314 686
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie.....	divers	684 804	22 193
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires.....	divers	376 431 268	14 454 922
Compte de fiducie de Mackenzie King.....	divers	225 000	9 180
Dons pour la recherche sur la santé.....	divers	140 267	467 334
Conseil de recherches en sciences humaines— Fonds pour les boursiers de la Reine.....	divers	250 000	12 456
Comptes ne portant pas intérêt.....		47 149 636	
		57 378 131 740	1 941 280 771
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement).....		(57 378 131 740)	(1 941 280 771)
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés.....			
TOTAL DES FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE.....		581 864 183 179	33 325 241 208
Composé de:			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation.....			33 212 371 608
Total de la provision des frais de la dette publique.....			2 054 150 371
Redressements de consolidation.....			(1 941 280 771)
Total des frais de la dette publique.....			33 325 241 208

⁽¹⁾ La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

⁽²⁾ La répartition de l'intérêt aux provinces de l'Ontario et du Québec est faite sur la base de la population.

⁽³⁾ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.

⁽⁴⁾ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de change à la section 8 du volume I.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2007-2008

Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.....	8.2
Paiements à titre gracieux.....	8.16
Montants adjugés par une cour.....	8.28

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 \$ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations.

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		Règlement suite à la destruction de viande	
Ministère		wapiti infectée—	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Corbett Smith LLP en fiducie pour	
Manitoba Hydro	4 066	Alberta Wapiti Products Cooperative Ltd.	12 966
Société d'assurance publique du Manitoba pour		Seeley L E	7 000
Crompton M	4 111	Règlement suite à la destruction de mollusques	
Indemnité pour dommage à un véhicule personnel—		et des boîtes—	
Lachance M	2 500	Cooke B	3 735
Woodhill K	3 235	Règlement pour services de déplacement d'arbre—	
Indemnité suite à des dommages aux propriétés—		Asplundh Canada Inc	222 600
Sovdi L	1 093	Règlement suite aux pertes économiques de la	
Muhr Farms Ltd	4 621	vente de pommes de terre—	
Règlement d'une plainte sous l'article 7 de la <i>Loi</i>		Butlin Oke Roberts Nobles Braun en fiducie pour	
<i>canadienne sur les droits de la personne—</i>		IC Farms & Bassano	25 000
Tremblay A	21 266	Règlements de frais légaux—	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (7)	3 542	Linley Duignan en fiducie pour	
	44 434	la succession de Estensen R.	6 880
		Miller Thomson Pouliot en fiducie pour	
		Fédération des producteurs acéricoles du Québec	7 103
		Règlement pour exportation d'animal—	
		Thibodeau P.	2 133
		Règlement suite à la destruction de poules	
		et oeufs infectés—	
		Cuddy Farms Ltd.	275 000
		River Valley Poultry Farms Ltd.	25 000
		Règlement suite à un délai à la frontière—	
		Strochinski W and S	2 476
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (14)	
			7 026
			<u>1 181 538</u>
			<u>1 225 972</u>
		AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU	
		CANADA ATLANTIQUE	
		Ministère	
		Indemnisation pour dommages et réclamations	
		contre un employé de l'APECA impliqué dans un	
		accident d'automobile—	
		Stack & Associates en fiducie pour	
		Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
		AGENCE DU REVENU DU CANADA	
		Règlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les</i>	
		<i>droits de la personne—</i>	
		2 noms retenus ⁽¹⁾	18 700
		Règlements par médiation protégés par une	
		clause de confidentialité—	
		2 noms retenus ⁽¹⁾	2 305
		Règlement d'une demande d'indemnité pour	
		prestation supplémentaire de décès—	
		Nom retenu ⁽¹⁾	76 000

8.2 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Indemnisation de coûts encourus pour des primes d'assurances protégée par une clause de confidentialité—		Réclamation pour dommages sur embarcation—	
Nom retenu ⁽¹⁾	1 000	Foster J.....	2 451
Règlement d'un procès au sujet des mesures—		Réclamation pour blessures personnelles—	
2 noms retenus ⁽¹⁾	1 415 486	Hoffman M.....	28 000
Accord de règlement avec le Syndicat des employé(e)s de l'impôt—		Pearson H.....	6 667
Nom retenu ⁽¹⁾	1 335	Réclamation pour dommages à une remorque—	
	<u>1 514 826</u>	Baldwinder R.....	1 135
		Réclamation pour dommages à un véhicule—	
		Castillo M.....	2 219
		Taylor R.....	1 303
		Réclamation pour dommages à un véhicule et blessures corporelles—	
PATRIMOINE CANADIEN		Anderson D.....	8 023
Ministère		Paiement d'assurance pour un accident de véhicule motorisé—	
Règlement d'un enjeu relié aux relations de travail—		S and Y Insurance Company.....	7 275
Vincent L A.....	194 126	Coûts d'entretien d'un pont—	
		Nom retenu ⁽¹⁾	267 881
		Réclamation pour blessures personnelles—	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		Nom retenu ⁽¹⁾	9 833
Ministère		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (17).....	6 234
Règlement à l'amiable pour abandonner la poursuite judiciaire—			<u>345 381</u>
3 noms retenus ⁽¹⁾	87 500		<u>522 912</u>
		FINANCES	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		Ministère	
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1).....	373	Cotisations syndicales—Alliance de la Fonction publique du Canada.....	2 586
	<u>87 873</u>	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1).....	54
			<u>2 640</u>
ENVIRONNEMENT		PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère		Ministère	
Règlement hors cour suite à une action en dommages et intérêts—		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Robitaille C.....	25 000	Breen's Deli.....	3 718
Indemnité suite à une réclamation—		CAA Insurance Company pour	
Turpin J.....	60 000	Patterson K.....	3 896
Indemnité pour dommages causés à un véhicule—		Canadian Northern Shield Insurance Company pour	
Saint John Harbour Bridge Authority.....	51 116	Glover S.....	3 211
Règlement hors cour suite à un grief—		Considine & Compagnie en fiducie pour	
Filahi S.....	6 500	Mallory B.....	6 571
Indemnité pour dommages causés à un véhicule—		Deis J.....	1 306
Boucher P.....	1 500	East Coast Marine and Industrial.....	1 775
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Fairley & Stevens pour	
Co-opérateur General Insurance Company.....	5 608	Sabadash K.....	2 269
Saskatchewan Government Insurance.....	2 378	Insurance Corporation of British Columbia pour	
Indemnité pour perte d'une motoneige louée—		Bhardwaj M.....	4 582
Young Motors (1971) Limited.....	5 150	Fairbairn E.....	1 201
Règlement hors cour pour une entente de subvention et contribution—		Smith R.....	2 414
Le Society Humanitarian de Bill Mackenzie.....	17 300	Parsons and MacKenzie en fiducie pour	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (6).....	2 979	Green M B.....	4 000
	<u>177 531</u>	Portage Mutual Insurance Company pour	
		Grapel A.....	6 910
Agence Parcs Canada		Rogers Bussey en fiducie pour	
Réclamation pour un accident de véhicule motorisé—		Murphy T.....	55 000
Brewster Charter Services.....	2 439	Royal & Sun Alliance pour	
Traveland RV Rentals.....	1 921	Connolly C.....	4 830

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
The Insurance Company of PEI pour Gallant M.	1 867	Tornivaara K. Nom retenu ⁽¹⁾	153 890 53 170
Webb E.	1 902	Remboursement des frais de déplacement encourus— Chaput A.	2 465
Accident impliquant un vaisseau de l'État— Sampson B.	10 000	Règlement d'un grief pour les coûts résultant d'un rapatriement— Modjesky C.	2 000
O'Dea Earle en fiducie pour Walsh R.	100 000	Accident impliquant un véhicule de l'État/Indemnité pour dommages occasionnés au véhicule— Zimmat Lion Insurance Company Limited	10 994
Indemnisation pour perte de revenus de la pêche— Sampson B.	2 300	Règlement d'une entente résultant d'un désaccord sur la location de résidence d'un employé de l'État— Nom retenu ⁽¹⁾	33 508
Règlement de réclamation pour dommages à un emplacement de pêche— Peter Grant & Associates en fiducie pour Hagwilget Indian Band.	1 500	Règlement d'une réclamation pour un salaire non payé— Nom retenu ⁽¹⁾	12 233
Indemnisation pour dommage à la propriété— Mallory B.	3 400	Règlement d'une réclamation pour dommages des biens personnels— Nom retenu ⁽¹⁾	10 500
Dompage à un véhicule automobile— Maclean L.	1 419	Règlement d'un grief pour une cessation d'emploi— 2 noms retenus ⁽¹⁾	7 650
Dompage à un système de sonar— Environmental Services Inc.	85 893	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1)	748
Règlement hors cour suite à des lésions physiques— Lamontagne R.	35 000		336 926
Réclamation pour remboursement de taxes municipales cotisées et payées par une tierce partie pour une propriété de l'État à Arnes Harbour— Benson B.	2 102	SANTÉ	
Règlement d'un grief en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	15 000	Ministère	
Règlement d'un grief avec le syndicat des employés— Nom retenu ⁽¹⁾	2 000	Règlement d'un litige— Taylor McCaffrey LLP en fiducie pour Nom retenu ⁽¹⁾	15 000
Règlement pour perte de propriété— Murphy Watton & Burrage en fiducie pour Young T.	9 000	Accident impliquant un véhicule de l'État— Indemnisation pour dommages occasionnés au véhicule— Daykin R. \$ 1 500 Daykin N. 7 288	8 788
Règlement d'une plainte liée à l'emploi— Nom retenu ⁽¹⁾	23 000	Règlement hors cour— McKellar Structured Settlements Inc en fiducie pour 2 noms retenus ⁽¹⁾	850 000
Règlement d'une plainte en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	12 000	Comptable de la Cour supérieure de justice de l'Ontario 5 noms retenus ⁽¹⁾	25 000
Règlement pour dommages à un navire saisi— Gary Richard en fiducie pour Shubenacadie Indian Band.	32 500	Sommers & Roth Professional Corporation en fiducie pour 2 noms retenus ⁽¹⁾	1 125 000
Règlement lié à la pêche du thon rouge en 1988— Godin Lizotte Robichaud Guignard en fiducie pour Gallant E Jenkins R Jennings R Johnston D MacDonald S MacPhee B and MacPhee S.	375 000	Indemnisation pour dommages occasionnés au véhicule— Canadian Direct Insurance Tabrizi A.	10 943
Décision du tribunal de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> pour réclamations de dépenses d'éducation— Nom retenu ⁽¹⁾	5 414	Règlement hors cour— Goodmans en fiducie pour Apodex Inc.	60 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (20)	10 727		2 094 731
	831 707		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère			
Règlement d'une réclamation reliée à la cessation d'emploi— Bond K.	16 589		
Peet J.	33 179		

8. 4 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS
À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Agence de la santé publique du Canada		Violation d'une obligation fiduciaire—	
Règlement d'un litige pour harcèlement—		Pape Salter Teillet en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	20 000	Charlie P M	50 000
	<u>2 114 731</u>	Dommages-intérêts résultant d'une violation	
		de l'article 15 (1) de la Charte canadienne des droits—	
		Chamberlain Hutchison Barrister & Solicitors	
		en fiducie pour	
		Monica L administratrice pour la succession de M	
		Prince F	
			15 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES		Dommages-intérêts résultant de la	
COMPÉTENCES		construction non autorisée d'une route sur une	
Ministère		réserve des Premières nations—	
Règlement d'une réclamation suite à un accident		William P Glabb Barrister & Solicitor en fiducie pour	
impliquant un véhicule de l'État—		Chef Don Testawich et al.	
AXA General Insurance	11 892		120 000
Règlement d'une réclamation suite à un grief—		Dédution illégale des crédits budgétaires—	
Riendeau F	1 643	La bande des Abénakis de Wôlinak	
Saumure F	5 103		200 000
Seguin J	5 821	Dommages-intérêts pour licenciement abusif d'un	
2 noms retenus ⁽¹⁾	14 777	employé du gouvernement—	
Règlement d'une réclamation en vertu de la		Nom retenu ⁽¹⁾	
<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État—</i>			
Burns Vasan Argiropoulos LLP en fiducie pour		Exclusion des dommages-intérêts dans	
Nom retenu ⁽¹⁾	77 500	des processus de réglementation dans	
Règlement suite à une plainte relative aux droits de la		le projet gazier Mackenzie—	
personne—		Cidel Company Limited en fiducie pour	
4 noms retenus ⁽¹⁾	33 678	la Première nation Dene Tha'	
Règlement d'une réclamation à la suite d'une erreur de la			1 500 000
Commission de l'assurance-emploi—		Dommages-intérêts découlant d'une mauvaise	
Nom retenu ⁽¹⁾	3 500	administration d'une entente de crédit-bail—	
Règlement d'une réclamation pour dommages et		McMicken & Bennet en fiducie pour	
intérêts—		Large E A	
2 noms retenus ⁽¹⁾	215 000	Phil Ransome en fiducie pour	
Règlement d'une réclamation pour coûts et		Aguilar P V F et Joseph W S	
déboursés—		Jawl & Bundon en fiducie pour	
Zoriak Law Offices en fiducie pour		Joseph S A	
Nom retenu ⁽¹⁾	20 000		291 514
Règlement d'une réclamation pour dommages		Obligation fiduciaire envers le ministère pour la mauvaise	
généraux—		administration d'un crédit-bail—	
D'Arcy & Deacon LLP en fiducie pour		Morahan & Company en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	12 000	Georges E N, Georges E J, Barrows T	
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour			
Nom retenu ⁽¹⁾	100 000	Dommages-intérêts résultant d'un bâtiment du	
3 noms retenus ⁽¹⁾	12 235	gouvernement construit sur une réserve	
Règlement pour violation des droits d'auteur—		dans laquelle un intérêt non terminé est existant—	
Nom retenu ⁽¹⁾	13 973	Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Règlement d'une réclamation pour		Chef Andrew Thomas (Nation Esquimalt) et	
dommages généraux—		Chef Barry Albany (Nation Songhees)	
Bakerlaw en fiducie pour			
Nom retenu ⁽¹⁾	68 000	James Bay Settlement en fiducie pour	
4 noms retenus ⁽¹⁾	88 500	Chef Andrew Thomas (Nation Esquimalt) et	
Remboursement des frais de représentations—		Chef Barry Albany (Nation Songhees)	
Nom retenu ⁽¹⁾	1 640		
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	955	BMO Company en fiducie pour	
	<u>686 217</u>	Chef Andrew Thomas (Nation Esquimalt) et	
		Chef Barry Albany (Nation Songhees)	
		Action en matière de bois ressources transférées au	
		ministère d'Affaires indiennes et du Nord canadien au	
		profit des bandes indiennes locales par	
		O C 1961-807—	
		2 noms retenus ⁽¹⁾	
		Intérêts courus d'un paiement manquant depuis 1978-1979	
		calculé à la valeur actualisée—	
		Nation Tsuu T'ina	
			1 429 544
		Collision de voiture où le conducteur d'Affaires indiennes	
		et du Nord canadien est fautif—	
		Nom retenu ⁽¹⁾	
		Accord mutuel avec Kahkewistahaw	
		Première nation—	
			1 930
		Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	
			1 789
			<u>33 326 809</u>
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère			
Pertes de revenus résultant d'une entente			
de crédit-bail—			
Woodward Company en fiducie pour Chef			
Richard Harvey, chef de la tribu de Cowichan et al	135 000		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paiements effectués par l'entremise d'avocats pour des règlements hors cour de réclamation d'abus—		Indemnisation pour dommages impliquant une plainte en vertu des droits de la personne—	
829 noms retenus ⁽¹⁾	140 586 223	Nom retenu ⁽¹⁾	4 500
	173 913 032	Bureau du directeur des poursuites pénales	
INDUSTRIE		Réclamation des coûts contre l'État—	
Ministère		Diep N.....	10 700
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Cour suprême du Canada	
Ches Crosbie Barristers.....	90 000	Règlement d'un enjeu relié aux relations de travail—	
Aviva Canada / Cabot Insurance.....	3 996	Nom retenu ⁽¹⁾	45 972
	93 996		1 022 857
Agence spatiale canadienne		DÉFENSE NATIONALE	
Règlement hors cour—		Ministère	
Hennan Blaikie en fiducie pour		Règlement de réclamation à la suite	
Lapierre J.....	125 650	d'un accident impliquant un véhicule ministériel—	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (12).....	1 448	Alan R Collins en fiducie pour	
	127 098	O'Brien L.....	60 000
Conseil national de recherches du Canada		Athey, Gregory & Dickson en fiducie pour	
Règlement à l'amiable avant procédures devant		Ross SE.....	68 415
la Cour—		Axa Insurance (Canada) pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	24 000	Zinck L.....	1 780
Statistique Canada		Bartlett C.....	5 745
Règlements protégés par une		Bima Nurnberg—Srb.....	7 592
clause de confidentialité—		Boyd A.....	1 000
3 noms retenus ⁽¹⁾	48 400	Brady P.....	1 065
Règlement relié à une cessation d'emploi—		Canadian Northern Shield pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	70 000	Dominy B.....	2 600
Règlement de conflit relié à l'emploi—		Carroll Heyd Chown en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	7 000	Poulin R.....	625 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2).....	234	Carvery Mandel T.....	8 002
	125 634	Cox & Palmer en fiducie pour	
	370 728	Ruta S.....	95 276
JUSTICE		Cummings, Andrews, Mackay en fiducie pour	
Ministère		Loo J et al.....	692 319
Règlement compensatoire impliquant des		Dansereau G.....	8 956
employés de Justice—		Dansereau K.....	3 500
3 noms retenus ⁽¹⁾	616 000	Dunham C.....	1 018
Nixon M A.....	114 603	Economical Mutual Insurance Co pour	
Petri D.....	34 563	Banfield J.....	2 056
Sylvester P J.....	1 269	Edmonton Regional Airports.....	1 892
Règlement pour dommages causés—		Enterprise Rent—A—Car.....	10 173
Lorne Walderman en fiducie pour		Gajic M&R.....	45 000
Ndhokubwayo V.....	45 000	George A Mcallister, Pc en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	150 000	Brophy B.....	190 000
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	250	Grey & Munday LLP en fiducie pour	
	961 685	Cummins L.....	24 069
		Hydro One.....	2 993
		Insurance Corporation of British Columbia pour	
		Kaputal Y.....	1 431
		Leclair M.....	2 487
		Norman E.....	3 691
		Wilby D.....	1 693
		ING Insurance Company of Canada pour	
		Marsh J & C.....	2 531

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Jones, Horwitz, Bowles, Burvet Associates Barristers & Solicitors pour		Discount Car And Truck Rentals.....	91 492
Kuang N.....	1 500	Dollar Thrifty Automotive Group.....	5 361
Lalonde R.....	8 750	Enterprise Rent—A—Car.....	60 757
Lambert N.....	3 262	Green Tech AG & Turf Inc.....	5 553
Mah J.....	2 192	Hyatt Sales and Rentals.....	9 976
Manitoba Public Insurance Corporation pour		JD'S Pro—Renovations.....	77 660
Holden L.....	3 090	Korpan Tractor & Parts.....	2 476
Maslovsky M.....	5 537	Loc De Camions Ryder Du Canada Ltee.....	1 346
Vila R.....	10 168	Location D'Autos Bc Inc.....	3 848
Wacsko K.....	1 694	National / Murdoch Group Inc.....	22 342
Marceau E.....	1 515	National Car & Truck Rental.....	2 355
Meloche Monnex Insurance Co pour		National Car Rental (J Clark & Son Ltd).....	1 121
Munn L.....	2 378	New Concept Automotive Inc.....	4 231
Meloche Monnex Security National pour		Penske Truck Leasing.....	3 329
Kabat M.....	2 678	Pete's Sales & Service Ltd.....	1 858
Shah R.....	6 721	Pollock Nationalease.....	1 198
Murphy J.....	3 132	Rent World.....	9 858
Olsen Law Office en fiducie pour		Ryder Truck Rental Canda Ltd.....	9 979
Raine A.....	1 465	Sauvageau Location Inc.....	1 205
Ministère des Transports de l'Ontario.....	1 065	Shaw GMC Pontiac Buick Hummer.....	1 150
Payne Transportation Ltd.....	1 833	SM Sport.....	1 562
Pembridge Insurance pour		Surgenor National Leasing, Hertz.....	2 489
Turner C.....	8 067	Sutherland Excavating Ltd.....	2 666
Physiolink Porter's Lake.....	1 184	Thermo Trans Refrigeration Inc.....	2 188
Reid R.....	2 404	Thrifty Location D'Autos.....	11 572
Roebothan Mckay Marshall Barristers & Solicitors en fiducie pour		Trius Leasing Ltd.....	86 874
Scott G.....	60 000	United Rentals.....	2 915
Tiller J.....	5 000	Williams A.....	1 799
Royal & Sun Alliance Ins Company pour		Williams N.....	1 451
Asbreuk H & R.....	1 907	Willy's Collision.....	1 460
Saskatchewan Government Insurance pour		Règlement de réclamations pour perte et/ou dommages aux effets personnels—	
Nestmann D&H.....	2 617	Baker D.....	2 645
Maclachlan R.....	1 654	Barnard A.....	10 000
Sauter D.....	1 860	Belanger N.....	1 270
Savard B.....	2 232	Darren S.....	3 000
The Cooperators pour		Dominion of Canada General Ins pour	
Mackay J.....	1 650	Brooke J.....	3 461
The Personal Insurance Company pour		Drake T.....	2 900
Dixon A.....	10 324	Ellis W.....	1 047
Samms K.....	1 340	France A.....	7 612
The Valley Handyman.....	13 662	Gage K.....	1 748
Trafalgar Insurance Company a/s ING Insurance\ Company of Canada pour		Gallant C.....	1 012
Medve J.....	11 779	Gilbert S.....	19 949
Unifund Assurance Company pour		Insurance Company of British Columbia pour	
Carr J.....	1 713	Stewart K.....	8 672
Wawanesa Mutual Insurance pour		Kelford C.....	3 386
Prowal D.....	4 828	Lalonde R.....	4 550
Weir Bowen en fiducie pour		Levy B.....	1 661
Backus D.....	197 000	Mccallum B.....	1 019
Selmer N&D.....	185 000	McNulty J.....	3 500
Yachetti Lanza & Restivo en fiducie pour		Merling K.....	4 775
Munro B.....	100 000	Miedema R.....	1 914
Règlement de réclamation pour dommages de location—		Murphy Battista Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Ace Auto Leasing Ltd.....	1 034	McMillan B.....	36 000
Brien's Auto Repair.....	9 469	Ricard J.....	3 309
Budget Rent—A—Car.....	116 254	Rice P.....	1 440
Cmp—Classic Automotive Ltd.....	4 127	Rimell S.....	1 043
Dion Moto St—Raymond.....	6 533	Robert J.....	2 373
		Schnare S.....	2 760

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
The Dominion of Canada General Insurance Company pour		Lamontagne C	1 600
Heustis A	2 922	Larocque J	18 237
The Personal Insurance Company pour		Leblanc J	3 895
Combdon D	1 500	Lust H	24 000
Doucette K	12 152	Mac's Convenience Stores Inc.	1 990
The Valley Handyman	20 350	Michel Drapeau Law Office en fiducie pour	
Tri—West Fence & Gate	1 209	Coates R	111 264
Valarto S	2 077	Michel Drapeau Law Office en fiducie pour	
White D	1 150	La succession de Coates W	162 764
Williams D	1 095	Ministère des Ressources naturelles de Terre-Neuve	53 825
Débours divers—		Oitzl C	24 000
Advance Collision	1 666	Perley—Robertson, Hill, Mcdougall en fiducie pour	
Aikins, Macauley & Thorvaldson LLP en fiducie pour		Petawawa Fish & Game	112 000
Logan Iron Works	185 000	Pilot Insurance Company pour	
Anderson R	1 264	Fisher S	1 610
Bartlett C	1 922	Rapp G	59 986
Beauce Promotuel	1 625	Sampson Mcdougall en fiducie pour	
Bodyworks Ltd	2 691	New Dawn Enterprises	235 648
Bolduc C	24 000	Sharp C	24 000
Agence du revenu du Canada pour		Smith D	19 100
Coates R	74 329	Supple P	1 014
Rapp G	44 374	Temple J	4 320
La succession de Coates W	122 387	The Peake of Catering Ltd	2 934
Canadian Northern Shield pour		The Twin Rivers Golf Club	1 898
Isacson G	2 610	The Verse Caymont Holdings Ltd	1 511
CIBC pour		Tierney Stauffer en fiducie pour	
Rapp G	12 539	Cansports Production	232 000
Combdon Dion	5 101	Willoughby Macleod Warkentin LLP en fiducie pour	
Cugliette F	1 823	Paquet R	65 000
Dave'S Collision Works Ltd	1 817	Woodhouse R	1 855
Despaties E	63 773	Règlement hors cour—	
Edward C Conway en fiducie pour		Barrick Domey Tannis LLP en fiducie pour	
Boulet M	8 000	Schweyer J	25 000
Emond Harnden LLP en fiducie pour		Bell Canada	6 986
SoftLogic Inc	802 915	Bendor—Samuel R	7 783
Family Insurance Solutions Inc pour		Daybreak Point Bible Camp	3 915
Berkes C	1 724	Excavation Paul Gilbert & Fils Inc	1 665
Agence fédérale exécutive pour		Gilbert S	4 132
assurance contre les accidents et organisme de		Grand River Farm	18 000
direction pour couverture d'assurance contre les		Huppé N	2 380
accidents de la Région du ministère fédéral de		Izard L	1 376
transport, construction et logement (Allemagne)	136 038	Lalonde M	1 065
Gagne Letarte En Fideicomis pour		McInnes Cooper en fiducie pour	
Gagnon C	20 000	Halifax/Darlington Bridge Commission	115 000
Gerrand Rath Johnson en fiducie pour		Steeves R	15 296
Neumiller L	15 000	36 paiements à des bénéficiaires en Afghanistan	
Halifax Regional Municipality	2 701	@ 1 092 \$ à 55 117 \$ ⁽³⁾	217 462
Hartl G	8 367	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (361)	145 366
Herve N	1 726		6 717 616
Hilton M	3 571		
Huckabone, Shaw, O'Brien, Instance, Bradley & Lyle		RESSOURCES NATURELLES	
pour Reansbury M	104 250	Ministère	
Hydro One Networks Inc	20 511	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Insurance Company of British Columbia—		Insurance Corporation of British Columbia	1 400
Irvine S	1 040	Landry, McGillivray en fiducie pour	
Fawcett J	3 200	Negus M	35 000
Schaefer D	1 239	Domages causés à des biens personnels - véhicule—	
Stewart K	2 062	Ostrowski M	1 625
Jennan W	24 000		

8.8 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlements de réclamations - violation du droit d'auteur—		Hanjin Shipping Company	2 658
Masterfile Corporation	9 600	Herd L	3 000
Règlement d'un grief—		JC Bright Merchants Ltd	1 069
Nom retenu ⁽¹⁾	3 215	Michaud C	1 386
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3)	567	O'Quinn S	3 000
	51 407	Professional Freight Management Int.	2 498
		Ti H et Chow M.	1 362
Commission canadienne de sûreté nucléaire		Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Règlement hors cour—		Cerescorp Company	1 463
Nom retenu ⁽¹⁾	3 774	Clark R.	1 112
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	484	Gouin C	1 235
	4 258	Insurance Corporation of British Columbia	1 194
	55 665	Kovach D R P	1 528
		Pleta J.	2 371
		Williams D.	1 013
PARLEMENT		Indemnisation pour dommages causés à	
Chambre des Communes		un moteur d'avion—	
Règlement pour infraction de droit d'auteur d'une		Sunlite Electric Ltd.	3 000
photographie—		Remboursement pour dommages causés à de	
Pushor Mitchell LLP en fiducie pour		l'équipement informatique—	
Wise D.	1 000	EQO Communications	1 160
		Remboursement des coûts de voyage—	
		Kurniawan B	1 045
		Remboursement du remorquage et	
		d'entreposage—	
		Lawson J	1 028
		Paiements inférieurs à 1 000 \$ (104).	24 966
			294 535
CONSEIL PRIVÉ		Service correctionnel	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport		Règlements de la Commission canadienne des droits	
et de la sécurité des transports		de la personne—	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		2 noms retenus ⁽¹⁾	45 000
Manitoba Public Insurance en fiducie pour		Indemnisation pour des coûts de litige—	
Munsamy K.	1 215	Nom retenu ⁽¹⁾	8 947
		Indemnisation pour erreurs et/ou omissions	
Directeur général des élections		du Service correctionnel du Canada—	
Compensation pour les dommages causés à un		19 noms retenus ⁽¹⁾	468 694
plancher de bois franc et à une table en marbre—		2 noms de détenus retenus ⁽¹⁾	8 000
Maple Leaf Quay Project Ltd Partnership	13 801	Barer Engineering	3 500
	15 016	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	4 429
		Indemnisation pour perte et/ou dommages aux	
		biens personnels—	
		4 noms de détenus retenus ⁽¹⁾	6 986
		Indemnisation pour des cas reliés au travail—	
		5 noms retenus ⁽¹⁾	23 552
		Règlements d'accidents de véhicules motorisés—	
		2 noms retenus ⁽¹⁾	5 524
		Little M	1 143
		Knapp K.	1 077
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (643)	89 611
			666 463
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		Gendarmerie royale du Canada	
Ministère		Règlements négociés MARC - non-imposable—	
Règlement hors cour d'une réclamation reliée à		21 noms retenus ⁽¹⁾	1 882 239
l'emploi—		Règlements négociés MARC imposable—	
Nom retenu ⁽¹⁾	6 500	11 noms retenus ⁽¹⁾	335 815
Agence des services frontaliers du Canada			
Remboursement des frais de cour et dommages			
généraux—			
Chandrakumar P	10 213		
Kaylor M	2 193		
Matte P.	3 800		
Ndiokubwayo V	166 000		
Règlement de réclamation relié en matière			
d'emploi—			
2 noms retenus ⁽¹⁾	49 741		
Règlement pour dommages causés à la propriété et aux			
biens personnels—			
G Central market Inc	5 000		
Hall L J.	1 500		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlements négociés MARC imposable (transfert à un RÉER)—		Fountain Tire Sherwood Park pour	
2 noms retenus ⁽¹⁾	17 500	Naslund R	1 316
Règlements pour dommages provenant d'une tierce personne pour véhicules accidentés—		Gibby's Auto Body Ltd pour	
1264527 Alberta Ltd s/n Tigerjack Industries	3 500	Penner J	1 020
Alberta Motor Association Insurance Co pour		Gosselin G	2 894
Wagner F	1 000	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	2 135
Aliant	1 055	Greater Vancouver Transport Authority	3 164
Allstate Insurance pour		Grizzly Trail Motors pour	
Daigle N.	1 399	Redington G	7 929
Kendal M & K.	14 385	Hubert's Collision Centre pour	
American Commerce Insurance for		Nickerson J	5 902
Davidson L	4 109	Hugh Auto Body Ltd pour	
Baja Autobody Ltd pour		Chang H.	1 780
Serraville E	1 142	ING Insurance Company of Canada pour	
BC Hydro	6 669	Stcherba E	9 362
Belliveau Motors Ltd pour		Insurance Corporation of British Columbia pour	
Titus D	2 273	Adderly S.	1 985
Bergen J	2 621	Aldridge K.	1 904
Brian MacLane's Backhoe & Trucking	1 553	Andrade J	8 811
Bullock's Auto Body Ltd pour		Archibald J E.	7 233
McKay N	1 452	Baker G L	3 299
Burke's Auto Body pour		Bare F.	7 488
Watts J	1 682	Bassi S S	1 296
CAA Insurance Co pour		Basura S	1 538
Eastman C	1 368	Baxter J	1 029
Cabot Lincoln Mercury Sales pour		Bhangu K et Rutherford G	3 963
Ravinuthala M.	1 039	Burke M.	14 847
Canadian Direct Insurance Inc pour		Chacon D J	1 614
Karlstorm A	2 479	Chacon J	1 599
Canadian Northern Shield Insurance Co pour		Chan-Chen R	6 949
Champagne S	6 234	Concrete D	1 734
Ferrier D	3 978	Cooper G	1 657
Lushaw A	1 245	Creighton R	10 665
Nash J A	8 791	Daemore S	13 892
Whieldon A	1 734	Davis E	22 099
Cole D P	1 103	Ellis M	4 870
Collision Pro Auto Body Ltd pour		Esmail R	3 873
Burry W	1 473	Evan K L	4 303
Co-operators General Insurance pour		Follis C	1 128
Lowe A et Doucette M	1 420	Friesen M	6 386
Noel J R	5 683	Gene's Electrical Services Limited	4 299
Corey Ford Ltd	4 014	Gidloe E	14 847
D Alex MacDonald Ltd	1 094	Gill P S	1 063
Dalby R A	1 000	Goddyn V B	4 056
Dominion of Canada General Insurance pour		Gruenwald E	14 920
Martin S	8 934	Hanson G	2 181
Duno Nobel Transportation Inc pour		Hari T	4 095
Carrier M D	2 125	Hewitt R	1 072
Dupuis D	1 424	Hodgson J L	1 354
Fairview Classic Collision pour		Jung Y	5 582
Peace Cabs	5 695	Kaberry R	3 913
Family Insurance Solutions Inc pour		Kapoor R	1 815
Chambers C	1 135	Kiff V A	1 797
Lim H et King L C	3 563	Knutson F	11 359
Morris I	1 676	Lake Logging Inc	5 619
Turbitt C	2 732	Laviolette S	1 840
Williams D	7 707	Lee S S	5 293
Federated Cooperatives Limited	4 730	MacInnes S	1 182
Federation Insurance Co pour		Meszaros Z	2 270
Matheson J	2 395	Meyerhoff D	11 867
		MG Land Trucking Inc	7 470
		Mohammad A	1 167

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Nasir S	5 677	Hislop A	1 504
Pecora O	2 864	Makowsky B	1 839
Pena D	1 748	Nimalovitch C	1 508
Porter C	7 341	Parada A	1 808
Preston C	4 328	Tetlock V	4 637
Sahota R	5 261	Security National Insurance Company for	
Schultz K	1 578	McDonald G	1 583
Shupe C	1 111	Ploof J	5 856
Singh A	2 107	State Farm Insurance pour	
Skelton P	1 082	Budget Rent-a-Car	1 844
Soriano J	2 739	McGowan H	2 081
St Denis A	1 539	Swifsure Taxi Co.	1 045
Thompson A	4 443	Taxi Taxi	2 555
Thorpe K	1 928	The Co-operators pour	
Topnik K	1 471	Clusiau K	5 195
Tops Lighting	3 093	Ministre des Finances pour	
Van Sukhit Badhan N	1 959	la province de l'Alberta	1 240
Van't Hulenaar K	2 314	Tirecraft Stony Plain pour	
Watson T	5 094	K Largo Trucking	2 313
Wong C	3 192	The Economical Insurance Group pour	
York R	2 010	Levy K	1 465
Ireland B	2 197	Lynch J	1 154
Jasper Place Autobody Shop of BC pour		Ministre des Finances de l'Alberta	1 800
Ricketts T S	1 430	Ville de Pilot Butte	4 466
K Miller Enterprises Ltd	28 469	Unifund Assurance pour	
Kennedy C	4 902	Adams A	7 838
Kingland Ford Yellowknife pour		Unifund Claims Inc pour	
Budget Rent-A-Car	6 515	Parsons J	5 903
Lea A	8 000	United Auto Body & Painting Services pour	
LRG Catering	2 084	Mak B	4 180
Manitoba Public Insurance Corporation pour		Vision Ford Inc	19 644
Bjarnson J	1 580	Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Brown K	1 532	Marralex Ventures Inc	2 260
Dubois D	5 605	Shreenan H & J	9 339
Fiddler R	1 442	Strickland R	3 281
Hollender R	3 541	Volek N	1 417
Leschyshyn B	6 629	Wesley D	3 388
Mantie K	2 665	Whitlock M	1 842
Outingdyke A	3 384	Règlements pour blessures/décès à la suite d'un	
Pillipow K	1 563	accident d'automobile—	
Stroobandt R	1 967	2 noms retenus ⁽¹⁾	8 500
Thomas R et Vigfusson L	6 720	Adam Abougoushe en fiducie pour	
Webster D	2 852	Deifeddine H	22 767
McPherson D	5 412	Aikenhead Moscovich & Jones en fiducie pour	
Mel's U-Drive-Tilden Rentals	1 049	Hancock D	230 500
Morgan A	1 700	Barry A	25 000
Morton R	2 991	Barry J	10 000
Nanaimo Port Authority	10 160	Becker, Lavin & Wessler en fiducie pour	
Norgate Auto Body Ltd pour		Chang C K	12 500
Moore J	1 344	Bernard J	1 729
Parmar I	1 500	Boyne Clarke en fiducie pour	
Pender Auto Body Ltd pour		Richardson K	47 500
Qian W	1 801	Braithwaite Boyle, Barristers and Solicitors en fiducie	
Portland Street Honda pour		pour Bremner T	105 000
Poirier J	1 326	Brawn Karrash & Sanderson en fiducie pour	
Riddell W	2 428	Sehmbey C and Sehmbey S	23 484
Roussel C	4 301	Burns, Fitzpatrick, Rogers & Schwartz en fiducie pour	
Saskatchewan Government Insurance pour		Whybark W	161 000
Black N	6 835	Cabel Peters en fiducie pour	
Escanlar P	2 143	Gillam M	112 000
Federated Cooperatives Ltd	10 182	Campbell Redmond en fiducie pour	
Hauk L	5 086	Osea M	12 500

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Campbell Renaud en fiducie pour		Karl F Warner QC & Accoc en fiducie pour	
Lefoley J	35 000	MacInnis S.	17 000
Cates Carroll Watt en fiducie pour		Kinman Amlani Mulholland en fiducie pour	
McDonald G and H.	17 582	Hung J S.	1 267
Chadi & Co Barristers & Solicitors en fiducie pour		Kinman Amlani Mulholland en fiducie pour	
Al Sagir A	42 000	Hung J S.	1 308
Chaube R	5 000	Kris S Pechet en fiducie pour	
Correia & Collins en fiducie pour		Joyal D.	15 000
Bartlett N.	15 000	MacIsaac & Company en fiducie pour	
Bartlett N.	75 000	Mondeville D	19 500
Crocco Hunter en fiducie pour		MacMillan Tucker & MacKay en fiducie pour	
Brymer J.	13 000	Davis B	35 000
Crowe Dillon Robinson en fiducie pour		Manitoba Public Insurance Corp pour	
Alexander R J	5 000	Brandon C	17 950
Dal Monte P.	6 000	McLean A	7 500
De Domenico N.	1 136	Michael Golden Law Corporation en fiducie pour	
Derek K Miura en fiducie pour		Kim Y H and Chun P	400 000
Plawska K	180 000	Mohammad A	1 250
Doak Shirreff pour		Murphy Battista pour	
Harmston L L	41 250	Burbank C & E and Corrado A & J.	681 700
Doig & Garcha en fiducie pour		Nickerson Jacquard en fiducie pour	
Parvin G.	25 000	Comeau M.	55 000
Dr J Bauman pour		Lewis B	50 500
Stock J and Holoboff M.	2 400	O'Hara T	5 000
Drysdale, Bacon McStravick en fiducie pour		Palm S	10 000
Radke C & Satander M.	1 000 000	Patten Thornton LLP en fiducie pour	
Fasken Martineau Dumoulin en fiducie pour		Born J.	7 990
Park J	403 836	Public Guardian & Trustee en fiducie pour	
Fasken Martineau Dumoulin en fiducie pour		Sauve E	6 500
Park J and Labreque S	67 941	Ramsay Lampman Rhodes en fiducie pour	
First Memorial Funeral Services pour		Nicholls J.	120 000
Harris J E.	1 348	Richard E Rhodes en fiducie pour	
Gangoso G.	7 500	Cameron D.	18 000
Gary J Bigg Professional Corporation en fiducie pour		Robertson Downe & Mullally en fiducie pour	
Labrecque S.	838 484	Sauer N	250 000
Guy J Collette Law Corporation pour		Robertson, Downe & Mullally en fiducie pour	
Wendt D.	33 146	Lemirante D.	13 406
Hammerberg Altman Beaton & Maglio pour		Rutherford D.	1 070
Fulton P	80 000	Scarborough, Herman & Harvey pour	
Hanson Wirsig Matheos en fiducie pour		Barry M	20 000
Cory C	275 000	Scarborough, Herman & Harvey pour	
Haynes S	17 500	Robinson D	108 841
Holmes and Company en fiducie pour		Simpson Thomas & Assoc en fiducie pour	
Atkins D.	2 500	Davis S.	24 000
Horne Marr Zak en fiducie pour		Simpson Thomas & Assoc en fiducie pour	
Shelton A L	40 000	Parhar J S.	26 000
Howard Smith en fiducie pour		Simpson Thomas & Assoc en fiducie pour	
Farkas E	3 500	Jhudge B K	2 500
Insurance Corporation of British Columbia pour		Stanley T Cope en fiducie pour	
Davis B	21 000	Corke G	145 000
J Brent Melanson en fiducie pour		Stephens & Holman en fiducie pour	
Dicaire K	6 422	Taylor V	4 023
Lewis K	11 590	Steve D Grover, Grover & Company pour	
Poley A	4 766	Jaquemart N.	11 500
Jack A Adelaar en fiducie pour		Stewart C Paul en fiducie pour	
Basra H	23 920	Perley M.	4 261
Jarvis Burns McGee en fiducie pour		Swift Dato en fiducie pour	
Suzuki K	80 000	Girard C.	49 000
Jasper Bomhol en fiducie pour		Tarlit E	1 900
Sonmor J J	25 000	Tilbury S	4 000
Jung Y	2 000	Tufts B	50 000
		Westower Communication Ltd.	48 850

8. 12 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Whitelaw Twining Law Corporation en fiducie pour Todosijevic V	8 400	Règlements pour couvrir les frais légaux— 3 noms retenus ⁽¹⁾	49 163
Whitelaw Twining Law Corporation en fiducie pour Todosijevic V	5 000	Barry Spalding en fiducie pour Bartlett N	1 762
Will Barristers en fiducie pour Martini S	600 000	Bauer & Company en fiducie pour Kinsey D	3 554
Zareh A	2 500	Benson Edwards en fiducie pour Seward D	9 512
Règlements pour dommages causés par blessures personnelles, assaut, fausse arrestation, force excessive, perte de revenu et négligence—		Bélisle V	3 635
Adams I	4 000	Correia & Collins en fiducie pour Bartlett N	1 763
Alton & Associates en fiducie pour Webber J	160 000	Glenn H. Veale, Gledhill Larocque Barristers and Solicitors en fiducie pour Hayward C E	13 500
Credgeur A	3 500	Heller, Rubel Barristers	15 605
Don Morrison en fiducie pour Kotchea E	6 750	Lerners LLP Barristers and Solicitors	7 924
Engel Brubaker en fiducie pour Kelham B	4 427	Mair, Jensen, Blair en fiducie pour Sulz N	114 000
Gibson Kelly & Ives pour Clayton M	22 500	McLean & Kerr LLP pour Walsh E	1 688
Gregory P Delbigio en fiducie pour Basuta J	6 500	S R Chamberlain Qc pour Gill H S	8 367
Isaiah T	20 000	Schneider C M	11 215
JA Richardson Law Office en fiducie pour Flossie C	3 500	Vertlieb Dosanjh en fiducie pour Dhaliwal S	4 142
MacIsaac & Company en fiducie pour Stoehrer R	21 200	Règlements pour couvrir les frais de dépannage— Ponoka First Call Towing pour Cameron N	2 067
MacMillan Tucker & Mackay en fiducie pour Blanchard C	24 000	Règlements pour dépenses encourues— McPhail C A	1 190
McDougall Gauley LLP en fiducie pour Funk M	16 175	Domage pour biens personnels, propriété privée, immeubles, terrain et animaux— Nom retenu ⁽¹⁾	5 000
McDougall Gauley LLP en fiducie pour Morris J	6 500	Aviva Canada pour Bromley and Sons Ltd	14 584
Mockler Peters Oley Rouse en fiducie pour Hamilton-Brown L	5 000	BMW Developments & Renovations pour Chui S	2 140
Stevens & Company en fiducie pour Williams C	12 500	Bribeau D	4 150
Ted Boe Law Corporation pour Sinclair A M	10 000	Ville de Burnaby	5 914
Weinrich A	3 500	Cross B	1 000
William Stephenson & Assoc en fiducie pour Scott D	10 000	CTV Television Inc	8 228
Règlements pour blessures physiques, tension nerveuse et/ou douleur et souffrance—		Daponte A	1 044
MacGillivray Law Office en fiducie pour Fraser E	25 000	Fell R	1 213
Règlements pour dommage d'ordre général, douleur et souffrance—		Garry Hutton Carpentry	1 834
5 noms retenus ⁽¹⁾	207 862	Hrudko P	1 200
Règlements pour perte de salaire— Nom retenu ⁽¹⁾	22 248	ICBC pour Lake Logging Inc	1 787
Goldbert Thompson en fiducie pour Monko E	10 000	Iaconetti F	1 500
Marks & Parsons en fiducie pour Légion royale canadienne, Port Club et Lukey's Boat	12 012	Innovative Vinyl Ltd pour Tingey A G	2 302
Règlements pour accusation malveillante— 2 noms retenus ⁽¹⁾	187 973	Jober E	18 000
Gerrand Rath Johnson en fiducie pour Bodnaruk J	10 000	Julius Reimer Fencing pour Fell R	1 100
Justice Canada pour Ndihokubwayo V	166 000	Kennedy C	7 999
		Kiwanis Care Centre	1 032
		Konther Aldama Finishing Inc pour Song J	3 873
		MacIntosh B pour Pendrel C	2 861
		McBeth J	5 500
		McCambley D	11 800
		McCarthy M S	1 264
		North Slave Housing Corporation	1 474
		Racanelli O	2 692

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Ramsay, Lampman, Rhodes en fiducie pour		Règlement d'une réclamation se rapportant	
Kyer C A	10 968	à l'emploi—	
Rankin I F	1 000	Nom retenu ⁽¹⁾	11 193
Rushton D	1 188	Indemnité suite à une erreur administrative—	
SC Restorations Ltd pour		Pension de retraite de la fonction publique—	
Kelowna L E	1 227	Nom retenu ⁽¹⁾	48 894
Serge Gauvin Construction pour		Règlement suite à une plainte déposée à la	
Gauvin S	1 017	Commission canadienne des droits de la personne—	
Shade C	3 496	Nom retenu ⁽¹⁾	2 394
Stanley Jarvis Woodcock en fiducie pour		Indemnité payée concernant une perte financière suite à	
Woodcock S	5 872	des erreurs et délais administratifs—	
Steeves R	12 943	Nom retenu ⁽¹⁾	20 420
Thompson-Nicola Regional District	1 686	Remboursement des frais engagés pour la préparation	
Tirecraft Dumont Tire Ltd pour Unger D		et le traitement de la plainte—	
Unger D	1 291	Boyne Clarke en fiducie pour	
Tl'Etinixox-T'in Government Office pour Dick S		Nom retenu ⁽¹⁾	25 000
Dick S	1 705	Règlement hors cour suite à une plainte déposée à la	
Wawanesa Mutual Insurance Company pour		Commission canadienne des droits de la personne—	
Chmilar W	6 589	Nom retenu ⁽¹⁾	44 000
Webb B E	3 000	Remboursement des frais juridiques suite à une plainte	
Weber Construction Ltd pour		déposée à la Commission canadienne des droits	
Grotkowski D	2 089	de la personne—	
Young B	3 070	Nelligan O'Brien Payne LLP	21 000
Règlements pour perte, destruction et dommage		Règlement résultant d'un accident automobile—	
des pièces à conviction—		National Car Rental System Inc.	8 235
Bains A S	4 115	Indemnité suite à un appel d'offres—	
Bains D	1 175	PowerWright Atlantic Inc.	6 000
Brown C D	1 615	Règlement résultant d'un accident automobile—	
Cruikshank M	1 071	Superior Collison Repairs Ltd	\$ 1 935
GRS Salvage Disposal	27 104	National Car Rental System Inc.	219
J Gilles Lemieux Professional Corp pour			2 154
Cormier B	1 822	Indemnité suite à des dommages causés par une	
Jeffery J	1 800	inondation—	
Maple Ridge Towing (1981) Ltd	12 393	Clarke Drummie en fiducie pour	
Poirier C	1 978	Stelor Holdings	82 500
Scherbey E	2 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3)	772
Schultz B E	1 019		284 062
Sentés Chevrolet Ltd pour			
Foggo A	1 048		
Règlements pour plainte contre les droits de la		TRANSPORTS	
personne—		Ministère	
3 noms retenus ⁽¹⁾	195 000	Remboursement suite à un accident	
Règlements hors cours pour compensation, dépense et		d'automobile—	
intérêt—		Enterprise Rent-A-Car	1 742
Lahaise M	44 000	Loran Ellis Auto Body	3 182
Règlements pour pertes d'articles personnels—		Société d'assurance de	
Sewell L	3 500	Colombie-Britannique	1 751
Sipko D M	1 183	Remboursement des honoraires légaux—	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (284)	129 504	Stewart, Esten Barristers and Solicitors en fiducie pour	
	11 818 301	Sierra Fox	8 375
	12 785 799	Nelligan O'Brien Payne LLP pour	
		Gail Myles	6 000
		Règlement pour une plainte d'harcèlement—	
		Nom retenu ⁽¹⁾	60 522
		Règlement d'un grief par rapport aux réglementations du	
		Tribunal de la dotation de la fonction publique—	
		Nassif S	63 392
		Règlement en vertu de la	
		Loi canadienne sur les droits de la personne—	
		Brooks R	24 000

8.14 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Indemnisation pour dommage d'un bateau de pêche qui a sombré— Donnelly et Murphy en fiducie pour True North II	20 578	ANCIENS COMBATTANTS Règlement d'un conflit portant sur les demandes— Infirmière de l'Ordre de Victoria du Canada	389 188
Règlement d'un grief relatif à la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> — Arthurson C.	60 000	Règlement d'un conflit portant sur l'admissibilité aux prestations— Nom retenu ⁽¹⁾	300 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3)	1 694	Remboursement des frais juridiques— Miller Thompson en fiducie pour Krasnick H.	5 000
	<u>251 236</u>	Règlement d'une plainte des relations de travail— Nom retenu ⁽¹⁾	10 000
CONSEIL DU TRÉSOR		Règlement d'une réclamation de dommage causé à une voiture— Insurance Corporation of British Columbia pour Lindemann R.	5 442
Secrétariat		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	<u>756</u>
Règlement lié à l'emploi— Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Dufour M-F	(2)		<u>710 386</u>
Règlement d'une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne— 2 noms retenus ⁽¹⁾	125 445	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN Règlement de réclamation relative à l'emploi— Dufour Scott Phelps & Mason en fiducie pour Scott T	<u>275 000</u>
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		Total	<u><u>204 097 549</u></u>
Indemnité suite à des tâches entreprises en 2004-2005— Forum des politiques publiques	25 000		
Entente de remboursement pour frais légaux encourus afférant à une plainte faite au Tribunal de la dotation de la fonction publique— Nom retenu ⁽¹⁾	6 776		
	<u>31 776</u>		
	<u>157 221</u>		

(1) Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

(2) Montant retenu à cause d'un autre litige en suspens.

(3) Noms retenus en vertu des conditions de l'exemption accordé par le Comité permanent des Comptes publics.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces

paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère			
Indemnisation pour les coûts engagés relatifs à un changement au processus d'élection—		Nykiforuk W	425
Commission canadienne du blé	72 982	Indemnisation à titre d'intérêts sur paiement tardif pour service d'années antérieures—	
Indemnisation pour lunettes endommagées—		Vinet L	497
George A	299	Indemnisation pour effets personnels volés ou endommagés lors d'un voyage d'affaires—	
Indemnisation pour effets personnels volés—		Polley D	677
Tomlinson S	980	Indemnisation de coûts encourus dû à un changement d'une entente de formation—	
Paiements inférieurs à 100 \$ (3)	187	Aubert S	1 195
	74 448	Lortie A	956
		Indemnisation de frais de cour encourus suite à un mauvais conseil de l'ARC—	
Agence canadienne d'inspection des aliments		Sideris N	100
Indemnisation pour semelles orthopédiques—		Paiements inférieurs à 100 \$ (98)	3 263
Mattes F	121		1 074 021
Indemnisation pour bovin des É-U surpropriété—			
Wallace B	1 051	PATRIMOINE CANADIEN	
Indemnisation pour items volés—		Ministère	
Travers P	425	Taxed d'entrée d'immigration chinoise—	
Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	99	Ann S G	20 000
	1 696	Au H H	20 000
	76 144	Au J	20 000
		Au J T S	20 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		Au W S	20 000
Ministère		Au Y Y	20 000
Indemnisation pour des dépenses administratives bancaires facturées par l'institution financière—		Au Y H	20 000
Solution Inc Limited	105	Aue C J	20 000
		Banham F	20 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA		Chan A	10 000
Allocations pour frais de chauffage ⁽¹⁾ —		Chan C H	20 000
6 282 indemnités @ 125 \$	785 250	Chan C M	20 000
1 114 indemnités @ 250 \$	278 500	Chan C K	20 000
Remboursement de coûts encourus dû à une erreur administrative de l'ARC—		Chan F Y	20 000
Amey D	120	Chan H N	20 000
Dressler R	176	Chan H C	20 000
Hennessey D	867	Chan K Y	20 000
Murphy T	125	Chan K S	20 000
Indemnisation pour effets personnels volés ou endommagés sur les lieux de l'ARC—		Chan L M H	20 000
Birch K	587	Chan M T	20 000
Couturier Y	350	Chan N	20 000
Durling J	528	Chan T Y	20 000
Grondines L	175	Chan W F	20 000
Murray L	230	Chan Y Q	20 000
		Chan Y W	20 000
		Chan Y H	20 000
		Chang F G	20 000
		Chang O T	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Chen D	20 000	Fong B	20 000
Chen R	20 000	Fong B J	20 000
Chen S G	20 000	Fong C-H	20 000
Cheng L S S	20 000	Fong E	20 000
Cheung C Y	20 000	Fong G L S	20 000
Chew M G	20 000	Fong G P	20 000
Chin G G	20 000	Fong L Y	20 000
Chin L C	20 000	Fong L H	20 000
Chin L Y	20 000	Fong M Y	20 000
Chin M Y	20 000	Fong N	20 000
Chin P F	20 000	Fong P L	20 000
Chin Q S	20 000	Fong S V	20 000
Chin R	10 000	Fong S Y	20 000
Chin S N	20 000	Fong T K	20 000
Chong M K	20 000	Fong T H	20 000
Chong M Y	20 000	Fong T S	20 000
Chong S L	20 000	Fong W	20 000
Chong T H	20 000	Fong Y H	20 000
Chong Y D W	20 000	Fong Y W S	6 667
Choo P C	20 000	Gee M Y C	20 000
Chou S	20 000	Gee N M	20 000
Chow D	20 000	Gee S S	20 000
Chow E E	20 000	Gin E F	20 000
Chow F S	20 000	Gin K H	20 000
Chow F W	20 000	Gin Y K	20 000
Chow I J H	20 000	Ging T Y	20 000
Chow J	20 000	Gow L W	20 000
Chow J M	20 000	Hall E	20 000
Chow K C	20 000	Hall J J	20 000
Chow K F	20 000	Hing M	20 000
Chow K J	20 000	Ho F S	20 000
Chow M	20 000	Hong C L	20 000
Chow M C C	20 000	Hong K Y	20 000
Chow M S	20 000	Hong M Y	20 000
Chow P L	20 000	Hong M S	20 000
Chow Q Y L	20 000	Hong N G	20 000
Chow S Y	20 000	Hong P E	20 000
Chow S Y	20 000	Hong S M	20 000
Chow S K	20 000	Hong Y T	20 000
Chow W Y	20 000	Hoo L	20 000
Choy H Y	20 000	Howe L Y	20 000
Chu M Y	20 000	Hoy M Y	20 000
Chu S F	20 000	Hoy T	20 000
Choi L	20 000	Hoy T K	20 000
Dang B	20 000	Hum K G	20 000
Dang Y	20 000	Hum K S	20 000
Dare R	20 000	Hum L K	20 000
Der J K	20 000	Hum L S	20 000
Der S K	20 000	Hum S S	20 000
Dere M Y	20 000	Hum Y W	20 000
Dere M S	20 000	Hum Y B H	20 000
Dong E S	20 000	Hum Y S	20 000
Dong J	20 000	Hum Y Y	20 000
Dong W G	20 000	Hung S Y	20 000
Eng C P	20 000	Ing J	20 000
Eng F H	20 000	Ing L F Y	20 000
Eng K Y	20 000	Ing T H	20 000
Eng M G C	20 000	Jang E	20 000
Eng S P	20 000	Jang J	20 000
Eng S	20 000	Jang K	20 000
Eng S H	20 000	Jay L O O	20 000
Fang T C	20 000	Jay Q F	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Jay S K	20 000	Lee L	20 000
Jay Y N	20 000	Lee M	20 000
Jean D R	20 000	Lee M Y L	20 000
Jean G N	20 000	Lee M K-H	20 000
Jean J Y	20 000	Lee M	20 000
Jean S	20 000	Lee M	20 000
Jew C O	20 000	Lee M Y	20 000
Jim L	20 000	Lee M K	20 000
Jim Y H	20 000	Lee M K	20 000
Joe H	20 000	Lee N-H	20 000
John T G	20 000	Lee P S	20 000
Jone A	20 000	Lee P S	20 000
Jong L N C	20 000	Lee R	20 000
Jun C K	20 000	Lee S H	20 000
Jun M Y	20 000	Lee S M	20 000
Jun Y S	20 000	Lee S M	20 000
Jung C S	20 000	Lee S K	20 000
Jung D F	20 000	Lee S N	20 000
Jung T S	20 000	Lee S Y	20 000
Jung Y H	20 000	Lee S Y	20 000
Jung Y T	20 000	Lee T Y	20 000
Koo M J	20 000	Lee T Y	20 000
Kuan K F	20 000	Lee T H	20 000
Kung G M	20 000	Lee T H	20 000
Kwan F Y	20 000	Lee T L	20 000
Kwan P M	20 000	Lee T Y	20 000
Kwan Y G	20 000	Lee W C	20 000
Kwan Y S	20 000	Lee Y S	20 000
Kwok W K	20 000	Lee Y W	20 000
Kwok W L	20 000	Lee Y Q	20 000
Lam F S	20 000	Lee Y M	20 000
Lam S M	20 000	Lee Y Y	20 000
Law M L	20 000	Lem J	20 000
Lee C S Y	20 000	Lem M Y T	20 000
Lee C F	20 000	Lem T C W	20 000
Lee C Y L	20 000	Leong C M	20 000
Lee C-H	20 000	Leong G Y	20 000
Lee C-Y	20 000	Leong H Y G	20 000
Lee D	20 000	Leong K L	20 000
Lee E	20 000	Leong S K	20 000
Lee E A	20 000	Leung C H	20 000
Lee G C	20 000	Leung R	20 000
Lee G H	20 000	Leung Y W	20 000
Lee G	20 000	Lew B H	20 000
Lee G	20 000	Lew C Y	20 000
Lee G J	20 000	Lew K W C	20 000
Lee H C	20 000	Lew K N	20 000
Lee J	20 000	Lew K S	20 000
Lee J Y	20 000	Lew M	20 000
Lee J	20 000	Lew S W	20 000
Lee K C	20 000	Lew S P	20 000
Lee K C	20 000	Lew Y H	20 000
Lee K Y	20 000	Lim C T	20 000
Lee L	20 000	Lim F L	20 000
Lee L B	20 000	Lim J	20 000
Lee L	20 000	Lim K H	20 000
Lee L F	20 000	Lim T K	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Lim Y L	20 000	Ng S F	20 000
Ling H S	20 000	Ng S G	20 000
Loo A N S	20 000	Ng Y S	20 000
Loo D Y	20 000	Ng Y H	20 000
Louie A S K	20 000	Ngan L S	20 000
Louie B Y	20 000	Ngo L Y C	20 000
Louie J	20 000	Oue S Y	20 000
Louie S L	20 000	Oue S W	20 000
Louis W H	20 000	Ow C H	20 000
Low C Y	20 000	Pan Y C	20 000
Low G	20 000	Pang K Y	20 000
Low G W F	20 000	Pang S M	20 000
Low P S L	20 000	Park H C	20 000
Low S H K	20 000	Pohjola J	6 667
Low S C	20 000	Pon S M	20 000
Low Y W	20 000	Pon T N	20 000
Low Y K	20 000	Pond E	20 000
Lowe A	20 000	Pong S S	20 000
Loy M	20 000	Poon J	20 000
Luey P C	20 000	Quan C O	20 000
Lum C L	20 000	Quan C W	20 000
Lum C G K	20 000	Quan K C M	20 000
Lum F H	20 000	Quan P	20 000
Lum H M	20 000	Quan Y S	20 000
Lum S C	20 000	Que C K	20 000
Lum T S	20 000	Quon D	20 000
Lum V K	20 000	Quon M K	20 000
Lum Y K	20 000	Quon M	20 000
Ma L C	20 000	Quon M Y	20 000
Ma S Y	20 000	Quon Y T	20 000
Ma Y H	20 000	Quong M M	20 000
Mah B C	20 000	Serhan D	20 000
Mah F Y	20 000	Seto D	20 000
Mah G M C	20 000	Seto F N	20 000
Mah G W	20 000	Seto F W	20 000
Mah K S	20 000	Seto G S S	20 000
Mah K W	20 000	Seto M F	20 000
Mah L	20 000	Seto S M	20 000
Mah M	20 000	Shaw L	20 000
Mah M P	20 000	Sim R	20 000
Mah M F	20 000	Sing J	20 000
Mah Q S	20 000	Sit K C	20 000
Mah S L	20 000	Song C Q	20 000
Mah S K	20 000	Soo Y S	20 000
Mah S M	20 000	Stanley S P	20 000
Mah S G	20 000	Sue C B	20 000
Mah Y L	20 000	Szeto S H J	20 000
Mah Y L	20 000	Tam A	20 000
Mar S	20 000	Tam H H	20 000
Mark A K Y	20 000	Tam K T	20 000
Mark D H Y	20 000	Thick D	20 000
Mark J F	20 000	Tim M T S	20 000
Mark K T	20 000	Toews A K	20 000
Mark L S	20 000	Tom H S	20 000
Mark L T W	20 000	Tom M N	20 000
Marr W S	20 000	Tom S K	20 000
Mock H Y	20 000	Tom S S F	6 667
Mock W	20 000	Toy R M	20 000
Moon W C	20 000	Tsang C C K	20 000
Mui L H	20 000	Tsang K M	20 000
Ng C S	20 000	Tse K	20 000
Ng P	20 000	Tse Y S	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Tuey F W C	20 000	Wong N S M	20 000
Tung H T	20 000	Wong N Y	20 000
Tung Y K	20 000	Wong P Y	20 000
Vachon Y	20 000	Wong Q Y	20 000
Wing D	20 000	Wong Q C S	20 000
Wing E B	20 000	Wong R	20 000
Wing M P P	20 000	Wong R S M	20 000
Won H M	20 000	Wong S K	20 000
Won Y T	20 000	Wong S N	20 000
Wong A	10 000	Wong S H	20 000
Wong A H F	20 000	Wong S T	20 000
Wong A X Z	20 000	Wong S H	20 000
Wong B	20 000	Wong S G	20 000
Wong B C	20 000	Wong T S	20 000
Wong C C	20 000	Wong T M	20 000
Wong C Q F	20 000	Wong T S	20 000
Wong C	20 000	Wong V	20 000
Wong D	20 000	Wong W H	20 000
Wong D	20 000	Wong W H	20 000
Wong E M	20 000	Wong Y S	20 000
Wong E	20 000	Wong Y T	20 000
Wong F Y	20 000	Wong Y F	20 000
Wong F Y	20 000	Wong Y P	20 000
Wong F J	20 000	Wong Y S	20 000
Wong F S	20 000	Wong Y K	20 000
Wong F S	20 000	Wong Y L	20 000
Wong G	20 000	Woo C S	20 000
Wong G H	20 000	Woo C Y	20 000
Wong G Y	20 000	Woo C N G	20 000
Wong G C	20 000	Woo F	20 000
Wong H	20 000	Woo F G	20 000
Wong H K	20 000	Woo G H	20 000
Wong J L	20 000	Woo K O	20 000
Wong J	20 000	Woo L K	20 000
Wong J	20 000	Woo M	20 000
Wong J K L	20 000	Woo M	20 000
Wong J	10 000	Yee A P	20 000
Wong J	20 000	Yee C-H	20 000
Wong K O	20 000	Yee C T	20 000
Wong K W	20 000	Yee K L	20 000
Wong K S	20 000	Yee L	20 000
Wong K G	20 000	Yee L O	20 000
Wong K M S	20 000	Yee M S L	20 000
Wong K H	20 000	Yee M O	20 000
Wong L W	20 000	Yee P	20 000
Wong L	20 000	Yee S M	20 000
Wong L Y	20 000	Yee T	20 000
Wong L	20 000	Yee V G	20 000
Wong M L Y	20 000	Yee Y F	20 000
Wong M S	20 000	Yip E P	20 000
Wong M G	20 000	Yip M C	20 000
Wong M	20 000	Yip Y H	20 000
Wong M K	20 000	Young E N	20 000
Wong M S	20 000	Young K C Y	20 000
Wong M C	20 000	Young L S Y	20 000
Wong M K	20 000	Young R	20 000
Wong M S	20 000	Young S K	20 000
Wong M Y	20 000	Yu A	20 000
Wong M	20 000	Yuen G G G	20 000
Wong M J	20 000	Yuen S J	20 000
Wong N Y O	20 000	Yuen T O	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère			
Dommages aux effets personnels causés par une inondation à la Tour C—		Jones J	206
Cameron S	393	King G	200
Nogrady K	555	Marcil J-Y	223
Indemnisation pour frais de voyage encourus lors d'un tremblement de terre au Pérou—		Pagotto S	120
Danch D	479	Peacock K	1 063
Remboursement de billets d'avion non-remboursable dû à une rencontre urgente—		Vennard L	340
Hornby R	411	Ward C	230
Perte de biens personnels due à une panne d'électricité—		Yeo P	965
Johnston J D	191	Zacharias A	210
Paieement inférieur à 100 \$ (1)	87	Zahara Tabaka D	150
	2 116	Remboursement des coûts—	
		Hooley B	945
		Paieements inférieurs à 100 \$ (43)	1 786
			12 072
Agence canadienne de développement international		AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Indemnisation pour vol d'argent comptant personnel lors d'un voyage officiel à l'étranger—		Ministère	
Hallée R	476	Coût relié au dessaisissement d'actifs—	
Indemnisation pour effets personnels volés lors d'un voyage officiel à l'étranger—		Yeates N	1 692
Caldicott J	2 484	Coût relié à l'administration de l'accord de fonds fiduciaire sans droit de regard—	
Indemnisation de dépenses de réinstallation encourues par un employé suite à une erreur administrative—		Cousineau P	3 766
Baudot C R	1 871	Indemnisation pour dommages causés par un accident de travail—	
	4 831	Martin R	160
	6 947	Paieements inférieurs à 100 \$ (2)	39
			5 657
SANTÉ		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	
Ministère		Paieements effectués par l'entremise de firmes d'avocats pour des règlements hors cours de réclamations d'abus—	
Régime d'aide extraordinaire—		2 610 paieements @ 8 \$ à 371 807 \$ ⁽¹⁾	45 895 948
3 paieements @ 120 000 \$ chaque ⁽¹⁾	360 000		45 901 605
		INDUSTRIE	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		Ministère	
Ministère		Remboursement pour dommages causés à un véhicule—	
Remboursement des coûts pour le remplacement de documents perdus par le ministère—		Dery C	1 217
White C	105	Zandbelt T	144
Règlement d'une réclamation en compensation d'une perte de prestations—		Remboursement pour vêtements d'une employée—	
Collins C	826	Gagné J	110
Remboursement de biens personnels endommagés pendant l'exécution des fonctions—		Remboursement pour effets personnels perdus ou volés au cours d'un voyage d'affaires—	
Casanne A	108	Leblanc M	905
Chicoine C	358	Indemnisation pour des frais encourus suite à une information étant prétendue erronée sur les marques de commerce—	
Deck M-L	2 514	Levantis Holdings Corp	906
Dietrich S	140	Paieements inférieurs à 100 \$ (2)	109
Donkersloot K	200		3 391
Duguay C	208	Agence spatiale canadienne	
Fotheringham	110	Paieements inférieurs à 100 \$ (2)	65
Healy M	225		
Jang C	430		
Johnson L	410		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Lollar B	1 498	PARLEMENT	
Mailloux S	664	Chambre des communes	
Malik F	410	Indemnisation pour le remplacement de vêtements	
McInnon S	149	endommagés—	
Mctavish B	150	Fromm R W	395
Meloche S	220	Indemnisation pour le remplacement d'une paire de	
Miller G	218	lunette brisée—	
Moses K	441	Morin M	675
Nixon D	325		1 070
Ogley J	249	Bibliothèque du Parlement	
O'Neill J	230	Paiements inférieurs à 100 \$ (3)	110
Parent Y	376		1 180
Peckford R	210	CONSEIL PRIVÉ	
Pigeon C	1 867	Ministère	
Pigeon C	1 867	Remboursement d'articles personnels suite à un	
Postings C	214	incident lié au travail—	
Preaux D	263	Sled J	146
Price M	1 070	Paiement inférieur à 100 \$ (1)	38
Pronovost K	1 700		184
Radley C	358	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET	
Ringuette G	1 995	PROTECTION CIVILE	
Sangster R	1 007	Ministère	
Sanson I	820	Remboursement concernant une réclamation de frais	
Smith D	399	dentaires refusée par la compagnie d'assurance	
Thorn J	107	Great West Life, dû à une erreur administrative—	
Tremblay N	350	Frenette MJ	107
Whelan M	1 328	Agence des services frontaliers du Canada	
Whitman N	232	Indemnisation pour une blessure suite à une chute—	
Wick R	460	Carey R	2 466
Willemsen J	371	Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Williams J	260	Fast K	466
Williams B	755	Roy B	178
Indemnité financière—		Voyer G	534
Clairmont D	383	Règlement compensatoire pour grief DRH—	
Fagnoul M	300	Babakiff C	979
Langlois Knorstrom Desjardins en fiducie		Indemnisation pour lunettes endommagées—	
Barristers & Solicitors for Military Judges		Meloche C	566
Compensation Committee	60 000	Indemnisation pour passeport endommagé—	
Leblanc M	250	Bruce G	229
Leduc J	650	Paiements inférieurs à 100 \$ (4)	123
Malgarai A	107		5 541
Paquette et associés s e n c	129	Service correctionnel	
Phaneuf C	90 000	Indemnisation pour effets personnels perdus ou	
Riel M A	294	endommagés pendant les heures de travail—	
Thomson R	32 589	Adam M	250
Wenzel C	549 456	Brown D	100
Paiements à titre gracieux effectués à des bénéficiaires		Coughlan N	114
en Afghanistan—		Fairclough L	192
57 paiements @ 101 \$ à 20 000 \$ ⁽¹⁾	152 683	Friesen M	200
Paiements inférieurs à 100 \$ (32)	1 796		
	964 353		
RESSOURCES NATURELLES			
Office national de l'énergie			
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	30		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Graus T	410	Greenwood G R.....	265
Greenhow D.....	234	Gulay B D.....	318
Hache A.....	225	Hamelin C.....	176
Heistad J.....	160	Holland T W.....	201
Jobes W.....	190	Iris - Optometrists and Opticians pour Whitford K.....	536
Last-Murphy G.....	338	Kelders J.....	284
Linglet M.....	529	Kolke K W.....	380
Nadeau F.....	135	Lambert F L.....	157
Perreault L.....	293	Leveille C.....	191
Price R.....	120	Mancell T.....	287
Ramirez-Breuer.....	200	Marion W L R.....	110
Rose G.....	325	Martin P.....	191
Scherr K.....	200	Myers K R.....	332
Timmers C.....	180	Natyshak S E.....	327
Vandenbrink D.....	252	Nieman M.....	576
Weck A.....	400	Patenaude L.....	308
Weinberger T.....	106	Paulhus F.....	483
White S.....	191	Phillip M L.....	539
Indemnisation pour les frais médicaux non-couvert par l'assurance—		Pratte J L C.....	227
McGrath D.....	2 000	Prettie J S.....	217
Indemnisation pour lunettes endommagées lors d'activités reliés au travail—		Proulx P.....	530
Allaire E.....	108	Rayworth E J.....	100
Arts A.....	528	Rempel E L.....	280
Boutilier G.....	490	Robichaud L.....	101
Fortin M.....	218	Sikorski K E.....	489
Hallihan G.....	477	Smith G D.....	783
Hicks A.....	482	Steeves N W B.....	320
Leduc B.....	147	Steneker M L.....	629
Indemnisation pour frais reliés au travail—		Stewart A J.....	490
Mcdougall J.....	437	Warwick C B.....	129
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule—		Wilkins B T.....	392
Contini L.....	427	Dommages aux vêtements et aux effets personnels—	
Gladstone K.....	200	Bastarache R.....	170
Tichon D.....	203	Bigland R J.....	124
Paiements inférieurs à 100 \$ (18).....	1 079	Bird C.....	133
	12 140	Blackburn M.....	119
		Blondin G.....	110
		Boulianne A.....	223
		Burns T J.....	118
		Cholette F J R ;.....	486
		Hill T J.....	156
		Kadun D S.....	2 000
		Kelly M C.....	410
		Kuharski K H.....	150
		Kuntz D J.....	279
		Lapointe A.....	206
		Lee C W.....	102
		Lee S W F.....	129
		L'Hoir R.....	336
		Lynch D A.....	133
		Morgan D K.....	379
		Nelson S D.....	177
		Piel D.....	215
		Reid T.....	400
		Row J D.....	107
		Rusk G A.....	150
		Stuart G J.....	240
		Wessel J R.....	161
		Dommage à la propriété privée—	
		506048 BC Ltd.....	165
		Amouzou C.....	406

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Bradford C	150	MacIntosh C	5 089
Bradford C	100	Maglione S	977
Country Corner Store et U-Haul	283	Morrison J	156
Desroches Y	250	Morrissey A K	101
Ed's Handyman Service pour Bergeron M	638	Morrissey J	100
Fifield T R	270	Mueller E	170
Forestry S	690	Muench J M	398
Grizzly Glass pour Streeper J et Burrows K	935	Needham D P	334
Haftner L	134	Neudorf C	410
Houghton R	468	Ott J	282
Hughes W A	471	Pich J M	161
Hughes W A	314	Ramada Hotel Convention	1 425
Karwa R	127	Rempel S W	2 000
Kolle R	270	Resto J	200
Korbely J J	414	Salmon E	150
Leclaire G R ;	317	Salmon E	100
L'Hirondelle R R	974	Sangha P S	222
Long A	536	Tremblay S	162
Lopes R	264	Vaccaro L	222
Lukwinski J	1 770	Valoroso G	190
MacDonald J G	102	Wilder C A	542
Messer K	655	Remboursement de frais dentaires—	
Mitch G C A	348	Williams PA	118
O'Brien S	1 200	Remboursement pour services consultatifs—	
Redel A	185	Christine Moores Counselling and Consulting Services	
Sequeira L	500	pour Bigsby H	181
Shelter Canadian Properties	240	Perte de revenu/argent—	
Speedy auto glass pour Pierce M	514	Griffin G A	25 000
Vantage Builders Ltd pour Shapka G	865	Perte d'effets personnels—	
Way-J Carpentry & Painting pour Valiquette M	605	Barker K R J	238
Domage causé à une voiture de location—		Goeb C D	111
Lowe Grant	6 204	Hodge J	563
Domage causé au véhicule personnel—		Kreutzer H	740
Abernethy J E	188	McFadyen J	289
Bray M	493	Ritchie J	283
City Collision pour Smith G	603	Shopa E	520
Escott H	595	Stark G	106
Fitzpatrick D W B	100	Williams P M	749
Huxley L	490	Récompense pour inventeurs—	
JG's Collision Centre pour Severo J	493	Arneson A G	770
Jones I	425	Burczyk A	3 027
Payne J	762	Bureaux J, CT solutions	12 106
Persaud H	600	Chenier C	3 027
Rhead P J	693	Gabriel R E	770
Sandback C & Parslow L	254	Purdon J G	12 106
Sauve R	150	Scott G	7 953
Toupin G E	300	Récompense pour inventeurs de la GRC (Employés)—	
Wheaton Chevrolet Oldsmobile pour Clench Z	831	Boos S	2 800
Remboursement de coûts/dépenses—		Bradette JM	640
Beckford M	298	Sheppard S	2 364
Cardinal D	416	Paiements inférieurs à 100 \$ (134)	7 161
CIBC	2 113		151 799
George K	100		169 587
I.C.B.C. pour Reynolds D S	285		
Klassen R J	154	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES	
Knighton J N	166	GOVERNEMENTAUX	
Lawrence Meats Packing Co. Ltd.	1 000	Indemnisation pour dommages causés à des vêtements	
Leddy J	142	lors d'un incident relié au travail—	
M.Lumsden & Daughters Ltd	161	Humphrey D	800

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Price NE.....	466	Bureau de l'infrastructure du Canada	
Paiement inférieur à 100 \$ (1).....	50	Paiement inférieur à 100 \$ (1).....	58
	<u>1 316</u>		<u>14 457</u>
TRANSPORTS		CONSEIL DU TRÉSOR	
Ministère		Secrétariat	
Remboursement en vertu du programme de récompense pour inventions des fonctionnaires— Smith R G.....	6 000	Paiement lié à des pertes spéculatives— Cutler A.....	184 000
Règlement pour perte d'intérêt relative à l'annulation d'investissements dans des REER— Hutton D.....	1 976	Paiement inférieur à 100 \$ (1).....	34
Règlement pour perte d'intérêt dans la vente d'actions dues à un conflit d'intérêt— Grabowski J.....	2 557		<u>184 034</u>
Topham R.....	468	ANCIENS COMBATTANTS	
Remboursement d'un appareil photo numérique endommagé lors d'une inspection— Hanic J.....	395	Paiements d'avantages spéciaux relatifs aux essais d'herbicides militaires américains non homologués, y compris l'agent Orange— 886 paiements @ 20 000 \$ ⁽¹⁾	17 720 000
Remboursement d'honoraires médicaux dus à une erreur administrative— Atwal G.....	179	Paiement d'avantages spéciaux aux anciens combattants de la marine marchande— 7 paiements @ 5000 \$ à 10 000 \$ ⁽¹⁾	45 000
Remboursement de prime d'assurance pour un véhicule de location— Ethier F E.....	1 000	Indemnisation des prisonniers de guerre— Presley M.....	20 000
Remboursement pour frais médicaux et de voyage— Cartwright N S.....	1 638	Remboursement de frais dentaires— Hazlitt S.....	134
Paiements inférieurs à 100 \$ (3).....	186	Paiements inférieurs à 100 \$ (3).....	213
	<u>14 399</u>		<u>17 785 347</u>
		Total.....	<u>76 927 039</u>

⁽¹⁾ Nom retenu en vertu des conditions de l'exemption accordé par le Comité permanent des Comptes publics.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		<i>A-225-06</i>	
Agence canadienne d'inspection des aliments		Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine CI-99-01-13935</i>		Lake City Casinos Ltd	
Règlement pour dommages et intérêts—		1 795	
Pitblado LLP en fiducie pour		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1435-07</i>	
Northern Goose Processors Ltd.		Jean Gould	
1 057 064		Gould T and J	
		50	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-1145-05</i>		<i>T-1920-04</i>	
Paieement pour sortie de fonds suite à une demande		Felesky Flynn LLP en fiducie pour	
de révision judiciaire—		Imperial Oil Ltd (McColl-Fontenac Petroleum Inc).	
Stevens J		6 815	
118		<i>T-1456-06 et T-1457-05</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-1146-05</i>		Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Paieement pour sortie de fonds suite à une demande		Kirby W and J	
de révision judiciaire—		1 637	
McCallum J		<i>T-264-06</i>	
409		Liddar A S	
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine 0506-00551</i>		<i>T-737-01</i>	
Règlement pour semences de patates infectées—		Rittenberg S	
The law offices of Terry Lewis pour		85	
Ochoa Ag Unlimited.		<i>T-1824-06</i>	
2 125 000		Sapieha S E	
		50	
<i>Autorisation—Cour supérieure de l'Ontario</i>		<i>T-1554-02</i>	
<i>05-CV-291887PDB2</i>		McCarthy Tétrault en fiducie pour	
Règlement pour conflit de contrat pour l'extraction		Stanfield H.	
d'arbre—		61 905	
1251400 Ontario Limited.		<i>T-1814-06</i>	
25 000		Telford D	
		494	
	3 207 591	<i>T-1797-06</i>	
		Stevenson Hood Pedersen LLP en fiducie pour	
		Wong C	
		11 270	
AGENCE DU REVENU DU CANADA		<i>T-721-03</i>	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>		Saulner-Milette E	
<i>A-22-03</i>		24 000	
Barry Ace		<i>T-721-03</i>	
Stacey-Diabo Carol et al.		Milette D	
88		24 000	
<i>A-410-06</i>		<i>07-T-32</i>	
Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour		Cox & Palmer en fiducie pour	
Ford Credit Canada Limited.		French L.	
5 145		927	
<i>A-196-07</i>		<i>T-1188-06</i>	
Forest M.		David J Martin Law Corporation en fiducie pour	
670		Brian Airth & al	
<i>A-474-05</i>		160 000	
Mellor Law Firm en fiducie pour		<i>Autorisation—Cours provinciales</i>	
Horsnall R		<i>LO51824,5,6 Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>	
2 116		Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
<i>A-474-06</i>		Mandrusiak J	
McCrank, Stewart, Johnson en fiducie pour		18 457	
Jes Investments Ltd.		<i>266013 Cour suprême de la Nouvelle-Écosse</i>	
1 600		MacIntosh, MacDonnell & MacDonald en fiducie pour	
<i>A-535-06</i>		McNiven K	
Ajit S Liddar (The Travel People Inc).		5 002	
500		<i>S98635 Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>	
<i>A-588-06</i>		Waring D	
M. Louis Sinclair en fiducie pour		7 599	
Marceau S		<i>QB924 Banc de la Reine de Regina</i>	
1 500		Morwood Properties Ltd.	
<i>A-339-01</i>		700	
Pomerleau A			
220			

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>2007NLTD149 Cour suprême de Terre-Neuve et Labrador</i>		<i>2001-970(IT)G</i>	
Martin Whalen Hennebury Stamp		Fitzsimmons & Company en fiducie pour	
Brace et al	1 750	Crystal Beach Park Limited	10 540
<i>B061305 Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>		<i>2006-2939(IT)I</i>	
Basham Thompson & Liu		Snyder & Associates en fiducie pour	
Tam N.	2 062	Cyr D	964
<i>04-CV-027815 Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>		<i>97-373(IT)G</i>	
Lang Michener LLP en fiducie pour		Goodmans LLP en fiducie pour	
Loba Limited & al.	5 056	Daniels J H	10 486
<i>CAC280365 Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse</i>		<i>2005-3340(IT)G, 2005-3632(GST)G</i>	
Taylor T	17 000	Wilson, Vukelich LLP en fiducie pour	
<i>1999 01H 34 Cour suprême de Terre-Neuve et Labrador</i>		Dean D	3 139
Benson Myles PLC Inc en fiducie pour White O.	7 182	<i>2006-907(IT)G, 2006-908(IT)G</i>	
<i>07-CV-37449 Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>		Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Martin Diegel en fiducie pour		Denis P & P	3 857
Bidner K & R	17 360	<i>2006-1400(IT)I</i>	
<i>Autorisation—Cour canadienne de l'impôt 2002-4946(GST)G</i>		Burnet, Duckworth & Palmer LLP en fiducie pour	
Brian Field		DiMaria J	11 525
1524994 Ontario Limited	480	<i>2005-1966(IT)G</i>	
<i>2005-1803(IT)G</i>		Me Marcotte R LLL, M Fisc	
McInnes Cooper en fiducie pour		Distribution Stéréo Flux Inc.	3 425
2187878 Nova Scotia Limited	7 314	<i>2007-1145(IT)I</i>	
<i>2003-3986(GST)I</i>		Fagan L	200
Rosset Landscaping		<i>2006-3484(IT)I</i>	
510628 Ontario Ltd/o/a Rosset Landscaping	6	Lotoski & Company en fiducie pour	
<i>2003-3986(GST)I</i>		Falkener J.	1 815
764845 Alberta Ltd.	350	<i>2006-867(IT)G</i>	
<i>2005-17789(EA)G</i>		Faulkner A.	500
Conrad Shatner en fiducie pour		<i>2005-4286(IT)G</i>	
9129-9321 Québec Inc	3 050	Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
<i>2003-3543(IT)G</i>		Ford Credit Canada Limited.	52 287
Kutkevicus Kirsh LLP en fiducie pour		<i>2004-572(IT)G</i>	
943372 Ontario Inc et Chandelle V.	26 199	Miller Thompson LLP en fiducie pour	
<i>2006-3671(IT)G</i>		Galaxy Management	11 319
Deveau, Gagné, Hébert & Associés en fiducie pour		<i>2000-2005(IT)I</i>	
Ardouin Y	2 100	Gillespie B.	200
<i>1999-3793/4(IT)G</i>		<i>2003-4377(IT)I</i>	
Attas D & V.	100	Gillis L A	250
<i>1999-3974(IT)G</i>		<i>98-1553(IT)I</i>	
Attas V.	100	Gordon J.	100
<i>2005-4032(IT)I</i>		<i>2005-2542(IT)G</i>	
Ayomoh G	220	Graham J	1 044
<i>2006(IT)G, 2006-1819(GST)G</i>		<i>2003-529(IT)G</i>	
Me Daniel Longpré		Fred A A Baker en fiducie pour	
Beaudry D	3 004	Greenberg J	7 293
<i>2005-1431(IT)G</i>		<i>2005-1885(IT)I</i>	
Blakey H C.	250	Gross L.	300
<i>2001-3682(IT)I</i>		<i>2006-271(IT)I</i>	
Cackirovski F	100	Leblanc, Doucet, McBride en fiducie pour	
<i>2003-3554(GST)G</i>		Guimon N	838
Osle, Hoskin & Harcourt LLP en fiducie pour		<i>2006-1890(IT)G</i>	
Canada Trustco Mortgage Co	66 225	Susan Tataryn en fiducie pour	
<i>2005-1235(IT)G</i>		Haines C P	635
Ogilvie Renault en fiducie pour		<i>1999-1957(IT)I</i>	
Chartier A & Nadeau C	3 750	Harrison M.	100
<i>1999-1423(IT)I</i>		<i>2000-4569(IT)I</i>	
Cheng A.	100	Heard G	100
<i>2006-2136(IT)G</i>		<i>2004-3174(IT)G</i>	
Rhodes Tax Law Office en fiducie pour		Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Creighton D.	428	Howson J M.	4 442
		<i>2001-3957(IT)I</i>	
		Jaschinski N R.	100

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
2004-3016(IT)G McCrank, Stewart, Johnson en fiducie pour Jes Investments Ltd.	14 875	2006-3923(IT)I Anderson Sinclair Skyway Developments Ltd.	500
2002-1508(IT)I Kirouac A.	100	2004-3569(IT)G Richard G Payne en fiducie pour Spillman H.	4 879
2005-4497(GST)I Klisowsky R J.	100	2004-674(IT)G Bujold Lawyers Stackhouse D L.	4 828
2002-1284(IT)G Ducharme Fox LLP en fiducie pour Kyriazakos E.	3 425	2005-3125(IT)I Sukhdeo L C.	100
2004-3699(GST)G Lawson Lundell LLP Lau J N.	13 566	2006-26(GST)I MacPherson, Leslie & Tyerman LLP en fiducie pour The Alberta Bookkeepers Association.	1 185
2006-3465(IT)I Leduc M J.	343	2007-1266(IT)G Thibault R.	30
2006-2693(IT)I Guy Desmarais en fiducie pour Marc Perrin Insurance Inc.	718	2006-2143(IT)I Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour Thorpe C.	915
2002-3520(IT)G Vincent Dagenais Gibson srl en fiducie pour Martel R R.	8 299	2006-2377(GST)I Van Kooten I C M.	385
2007-2372(IT)I McGoldrick D J.	70	2006-3809(IT)I Verna P.	100
2004-4455(IT)G Shiple, Righton LLP en fiducie pour McKellar J D.	10 281	2006-3919(IT)I Blackburn English en fiducie pour Victor W M.	625
2003-1663(IT)G Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour McMullen R.	4 356	2004-4044(IT)G Giasson et associés en fiducie pour Ville de Québec.	6 050
2006-2581(IT)G Thorsteinssons LLP en fiducie pour Mui H C.	2 500	2003-3472(IT)I Winkler M.	934
2006-73(IT)I Walter Drescher en fiducie pour Murray B.	840	2006-1238(IT)I Wong B.	750
2005-1583(IT)G, 2005-1582(GST)G Nowoczin B.	400	2000-1272(IT)I Wood A.	100
2006-2654(IT)I Ohio J S.	100	2005-1649(GST)G Fasken Martineau Dumoulin LLP YSI's Yacht Sales In'l.	8 580
2004-4482(IT)G Speigel Sohmer en fiducie pour Parker Brothers Textile Mills Ltd.	10 586	2005-2887(IT)G Thorsteinssons LLP en fiducie pour Zaenker K.	12 196
2006-993(IT)I Irving A Burton Limited Penney D C.	1 100	2003-4474(IT)I Zaina D.	100
1999-2043(IT)I Rosen H.	100	2007-1482(EI), 2007-1483(CPP) Zinck J K.	750
2002-3914(IT)G Ogilvy Renault en fiducie pour Ross D.	5 080		752 826
2005-1275(IT)I Ryan J.	100		
2005-1916(GST)G Sarri Investments Ltd.	2 163		
2006-586(IT)I Cox Taylor en fiducie pour Shirafkan R.	3 347		
2006-1298(IT)I Shockey L S.	500		
2006-3923(IT)I Sirivar A K.	100		

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-127-06

Règlement des frais judiciaires— Green and Spiegel en fiducie pour Al-Shawa M.	2 000
-------------------------------------------------------------------------------------------	-------

*Autorisation—Arrêt de la cour fédérale
IMM-6604-06*

Règlement des frais judiciaires— Raoul Boulakia en fiducie pour Alvarado Chavez AE.	1 000
------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-2232-05</i>		ENVIRONNEMENT	
Règlement des frais judiciaires—		Ministère	
Bredin C.	2 487	<i>Autorisation—Cour supérieure de l'Ontario</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5621-06</i>		<i>05-CV-293557PD1</i>	
Règlement des frais judiciaires—		Paiements pour dommages due à une action fautive	
John Weisdorf en fiducie pour		dans la charge publique—	
Cetin I.	1 000	Fielding Chemical Technologies Inc.	15 000
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5987-05</i>		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
Règlement des frais judiciaires—		<i>PR-2007-004</i>	
Rocco Galati en fiducie pour		Indemnisation suite à une plainte—	
De Araujo Garcia D.	4 500	Ecosfera Inc.	2 400
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>			17 400
<i>05-CV-294199PD1</i>			
Règlement des frais judiciaires—		Agence canadienne d'évaluation environnementale	
Andrew C Dekany en fiducie pour		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-535-07</i>	
Gunther J R & Gunther J M.	2 231	Paiement pour couvrir la contribution du Canada aux	
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour suprême du Canada 31178</i>		frais juridiques engagés par un groupe environnemental	
Règlement des frais judiciaires—		pour contester avec succès la validité juridique du	
Copeland, Duncan en fiducie pour		rapport d'une commission d'examen—	
Harkat M.	7 601	The Pembina Institute.	3 560
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour suprême du Canada 30125</i>			
Règlement des frais judiciaires—		Agence Parcs Canada	
Cecil L Rotenberg en fiducie pour		<i>Autorisation—Registre de la Cour suprême du Canada 30246</i>	
Hiliwitz D.	21 397	Paiement des frais juridiques du défendeur selon	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-488-99 et</i>		les instructions données par le tribunal—	
<i>IMM-491-99</i>		Mikisew Cree First Nation.	37 924
Règlement des frais judiciaires—			58 884
Rocco Galati en fiducie pour			
Kozak G et al & Smajda S et al.	70 814		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale A-419-04 et</i>		PÊCHES ET OCÉANS	
<i>A-420-04</i>		<i>Autorisation—Cour du banc de la reine du</i>	
Règlement des frais judiciaires—		<i>Nouveau-Brunswick N/C/103/04</i>	
Rocco Galati en fiducie pour		Paiement des frais judiciaires—	
Kozak G et al & Smajda S et al.	9 201	Stewart McKelvey en fiducie pour	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-4228-07</i>		Doucet K, Gregan JL, McIntyre A,	
Règlement des frais judiciaires—		Savoie A, Savoie OJ, Scott PJ,	
Pundit & Chotalia LLP en fiducie pour		Williston K et Williston TB.	1 000
McCoy P.	1 000		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-6199-06</i>		AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE	
Règlement des frais judiciaires—		INTERNATIONAL	
Ndererehe F.	5 000	Ministère	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5924-06</i>		<i>Autorisation—La huitième Cour de première</i>	
Règlement des frais judiciaires—		<i>instance du travail</i>	
Canadasia Immigration and Legal Services en fiducie pour		Clauses de procédures temporaires de la région	
Ngo N U N.	1 000	métropolitaine de Caracas. Compensation pour salaires	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-1646-07</i>		non payés, frais de cour et frais d'expertise—	
Règlement des frais judiciaires—		Aquero Lopez H.	139 660
Matthew Jeffery en fiducie pour		<i>Autorisation—28^{ième} Cour du travail de Sao Paulo</i>	
Phillip M T.	6 000	Indemnisation pour renvoi injustifié—	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-4227-05</i>		Menezes J.	22 696
Règlement des frais judiciaires—			162 356
Patricia Wells en fiducie pour			
Ramirez Perez S J.	750		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour supérieure de justice</i>			
<i>de l'Ontario 05-CV-301832PD3</i>			
Règlement des frais judiciaires—			
Mr Charles C Roach en fiducie pour			
Roach C C & Roach K.	3 000		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-1777-07</i>			
Règlement des frais judiciaires—			
Darryl W Larson en fiducie pour			
Seydoun H S.	3 278		
	142 259		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Commission canadienne des droits de la personne		Service correctionnel	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-202-06</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-272-06</i>	
Paie ment des dépenses conformément à une ordonnance judiciaire à cet effet—		La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue par le président indépendant. Le plaignant avait été trouvé coupable de possession de cocaïne—	
Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour La Banque canadienne impériale de Commerce	43 877	Philip Kenneth Casey en fiducie	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-860-07</i>		Nom retenu ⁽²⁾	1 200
Paie ment des dépenses conformément à une ordonnance judiciaire à cet effet—		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-398-06</i>	
Lemire M.	1 500	La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue par le président indépendant le 23 août 2006. Le plaignant avait été trouvé coupable de voie de fait. L'appel a fait l'objet d'un non-lieu le 27 mars 2007—	
	45 377	Me Daniel Royer en fiducie	
Commissaire à la magistrature fédérale		Nom retenu ⁽²⁾	1 300
<i>Autorisation—Arrangement de la cour fédérale T-429-00</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1333-06 et T-1335-06</i>	
Prestation de pension—		La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue par le président indépendant le 4 mai 2007. Le plaignant avait été trouvé coupable à deux reprises de désobéissance d'un ordre d'un membre du personnel de fournir un échantillon d'urine—	
Corbett M.C.	62 370	Philip Kenneth Casey en fiducie	
Bureau du directeur des poursuites pénales		Nom retenu ⁽²⁾	2 540
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada 32199</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-2175-06</i>	
Paie ment des frais de cour—		La Cour a accordé les frais judiciaires à un délinquant à la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue par l'assistant du commissaire adjoint intérimaire de Service correctionnel Canada le 4 juillet 2007. Le plaignant s'était vu refuser son autorisation de visiter des pénitenciers en Ontario—	
Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour Maple Trust Company	1 482	Roach, Schwarts & Associates en fiducie	
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta 031274475X1-01-001</i>		Nom retenu ⁽²⁾	4 552
Paie ment des frais de cour—		<i>Autorisation—Cour fédérale T-609-07</i>	
Lynn Marie Rideout Tarrabain & Company Barristers and Solicitors pour Ritter P.	750	La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue par le président indépendant le 3 octobre 2007. Le plaignant avait été condamné à une infraction disciplinaire—	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario région du Centre-Est</i>		Thirkell & Company, avocats en fiducie	
Paie ment des frais de cour—		Nom retenu ⁽²⁾	650
W Glen Orr Q.C. en fiducie pour Paul S.V.	10 000	<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario CP 15454-04</i>	
	12 232	Paie ment pour des avis publiés dans les journaux de l'Ontario comme il est requis sous la Loi de 1992 sur les recours collectifs concernant un recours collectif présenté par un agent correctionnel et le conjoint d'un agent correctionnel contre l'État à la suite de la diffusion à des détenus de noms et adresses d'employés—	
	172 179	Templeman, Menninga LLP	13 693
CONSEIL PRIVÉ		<i>Autorisation—Cour d'appel de la Colombie-Britannique CA029690</i>	
Ministère		La cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à la suite de l'application d' <i>Habeas Corpus</i> pour l'isolement du détenu par rapport aux inquiétudes de l'institution reliées au risque de fuite—	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-417-04</i>		Stikeman Elliott en fiducie	
Paie ment des frais juridiques—		Nom retenu ⁽²⁾	55 800
Stikeman Elliott pour Pelletier J.	1 851		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Agence des services frontaliers du Canada			
<i>Autorisation—Cour fédérale IMM-78-07</i>			
Remboursement de frais judiciaires—			
Ndihokubwayo V.	63 050		
<i>Autorisation—Cour fédérale T-361-05 et T-362-05</i>			
Remboursement de frais judiciaires—			
Tenaska Marketing Canada	12 565		
<i>Autorisation—Cour fédérale IMM-5732-06</i>			
Remboursement de frais judiciaires—			
Schaiegy N.	2 500		
	78 115		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—CFN-500-17-037717-04</i>		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
Une entente hors cours a été obtenue par les parties		<i>PR-2006-022</i>	
à la suite d'un accident impliquant un véhicule de		Remboursement des frais engagés pour la préparation	
Service correctionnel Canada—		et le traitement d'une plainte—	
Compagnie d'Assurance Traders Générale.....	1 125	Lengkeek Vessel Engineering Inc.....	2 400
<i>Autorisation—Cour fédérale T-1524-06</i>		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
La cour a accordé les frais judiciaires à un détenu à		<i>PR-2006-024</i>	
la suite d'une révision judiciaire de la décision rendue		Remboursement des frais engagés pour la	
par le président indépendant le 31 juillet 2007. Le		préparation et le traitement d'une plainte	
plaignant avait eu une condamnation disciplinaire		et remboursement de dépenses reliées à un	
mineure—		règlement des différends relatif aux marchés—	
John L Hill en fiducie		Antian Professional Services Inc.....	69 404
Nom retenu ⁽²⁾	2 500	<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
	83 360	<i>PR-2006-049</i>	
Commission nationale des libérations conditionnelles		Remboursement des frais engagés pour la préparation	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-2148-06</i>		et le traitement d'une plainte—	
Paiement pour dommages—		BDMK Consultants Inc.....	1 000
Nom retenu ⁽¹⁾	2 000	<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
Gendarmerie royale du Canada		<i>PR-2007-09</i>	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice</i>		Remboursement des frais engagés pour la préparation	
<i>SC-06-00001018-0000</i>		et le traitement d'une plainte—	
Frais dentaires—		Information Builders (Canada) Inc.....	2 400
Bell G J.....	3 210	<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-398-07</i>	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice 04-CV-028731</i>		Remboursement des frais engagés pour la préparation	
Frais judiciaires—		et le traitement d'une plainte—	
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour		McCarthy Tetrault LLP en fiducie pour	
Brake E.....	218 471	Northrop Grumman Overseas Services Corporation....	2 321
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>		<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>05-CV-32288</i>		<i>07-CV-38086</i>	
Frais judiciaires—		La Cour a accordé des frais suite à un conflit	
Sicotte Professional Corporation pour		contractuel—	
Moore C S.....	7 338	Nicholas P Katsepontes en fiducie pour	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>		Nom retenu ⁽¹⁾	22 500
<i>10711/84</i>		<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
Frais judiciaires—		<i>07-SC-101933</i>	
Gardiner Roberts LLP en fiducie pour		La Cour a accordé des frais suite à un conflit	
Temelini P.....	47 079	contractuel—	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>		W John Rick en fiducie pour	
<i>04-CV-027815</i>		Nom retenu ⁽¹⁾	4 500
Frais judiciaires—			312 294
Lang Michener LLP en fiducie pour		TRANSPORTS	
Loba Limited et al.....	5 056	Ministère	
	281 154	<i>Autorisation—Récompense du tribunal</i>	
	444 629	<i>d'arrondissement de l'Ontario 197/06 et de</i>	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES		<i>la Cour d'appel de l'Ontario M34793</i>	
GOVERNEMENTAUX		Paiement pour la réduction du loyer—	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>		Mogk D S.....	1 563
<i>PR-2004-054R</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-122-06</i>	
Remboursement de dépenses reliées à un règlement		Paiement concernant une révision judiciaire de	
des différends relatif aux marchés—		la considération—	
Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour		Chomicki Baril Mah LLP en fiducie pour	
Envoy Relocation Services.....	207 769	Nom retenu ⁽¹⁾	5 898
			7 461

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
<i>Autorisation—Cour fédérale, Certification du jugement T-2160-99</i>	
Paievements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	197 196
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 04-CV-026378A</i>	
Paievement des coûts— Brazeau Seller LLP en fiducie pour Ault M.	5 000
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 04-CV-027815</i>	
Paievement des coûts— Lang Michener LLP en fiducie pour Loba Limited.	5 056
	<u>207 252</u>
ANCIENS COMBATTANTS	
<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-134-07</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Cardinal Law en fiducie pour Schober G.	1 500
<i>T-456-05</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Clara Gary, South Bar Farm en fiducie pour Mackenzie A.	15 534
<i>T-1358-06</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Dunn G.	100
<i>Ordre d'appel T-158-06</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Fillmore Riley LLP en fiducie pour Nelson L.	5 230
<i>T-137-07</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Levinson & Associates en fiducie pour Murphy M.	2 313
<i>T-2080-05</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— MacDonald G A.	1 000
<i>T-916-06</i>	
Paievement des coûts pour la révision judiciaire— Miller Thompson en fiducie pour Krasnick R M.	99 741
	<u>125 418</u>
Total	<u>2 847 288 038</u>

(1) Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

(2) Nom retenu en vertu d'un mandat de réintégration.

(3) Exclut les paievements anticipés effectués l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2007-2008

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire	9.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9.6
Agence du revenu du Canada.....	9.8
Patrimoine canadien.....	9.8
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	9.8
Environnement	9.8
Pêches et Océans.....	9.12
Affaire étrangères et Commerce international	9.20
Ressources humaines et Développement des compétences	9.20
Affaires indiennes et du Nord canadien	9.22
Industrie	9.24
Justice	9.26
Défense nationale	9.26
Ressources naturelles.....	9.26
Sécurité publique et Protection civile	9.28
Travaux publics et Services gouvernementaux	9.28
Transports.....	9.28
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	9.30

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au

cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite aux *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Assurance-récolte et sauvagine	143	4 125	1 031	2 926
	188	4 603	1 263	2 299
	<i>2 720</i>	<i>45 920</i>	<i>13 531</i>	<i>41 336</i>
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —				
Programmes complémentaires de sécurité du revenu .....	...	...	...	...

	<i>10 885</i>	<i>15 034</i>	<i>13 257</i>	<i>5 755</i>
Entente Canada/Ontario sur les mesures prises en raison de la présence du virus de la Sharka en Ontario .....	...	...	...	...

Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) .....	...	...	...	...

	<i>189</i>	<i>3 118</i>	<i>1 641</i>	<i>1 906</i>
Initiative de perfectionnement des compétences	5	372	113	63
	...	250	64	28
	<i>249</i>	<i>1 068</i>	<i>147</i>	<i>473</i>
Info-Centre (Guelph) .....	...	...	...	...

Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA)	155	(3 061)	682	9 204
	121	11 375	9 535	15 650
	<i>1 135</i>	<i>45 903</i>	<i>25 191</i>	<i>60 833</i>
Communication et sensibilisation .....	...	...	...	...

Salubrité des aliments à la ferme	6	24	34	29
	4	17	24	20
	<i>19</i>	<i>77</i>	<i>109</i>	<i>92</i>
Salubrité des aliments hors de la ferme	5	18	25	21
	2	6	8	7
	<i>10</i>	<i>39</i>	<i>53</i>	<i>45</i>
Programme d'assurance de la qualité des aliments .....	...	1	1	1

	...	2	1	1
Initiatives de la traçabilité .....	...	1	2	1
	1	4	5	5
	7	26	37	31
Planification environnementale à la ferme (PEF)	125	209	600	220
	126	257	489	279
	<i>397</i>	<i>904</i>	<i>1 089</i>	<i>833</i>
Gestion de l'environnement (pratiques de gestion bénéfiques) .....	...	1 140	1 529	967
	...	362	745	345
	...	<i>1 502</i>	<i>3 031</i>	<i>1 514</i>

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
43 454	58 256	63 151	128 461	104 287	10 557	416 391	...	...	...	416 391
30 580	43 519	49 436	105 978	95 416	9 785	343 067	...	...	...	343 067
509 111	808 915	855 467	2 424 731	1 772 786	168 258	6 642 775	...	...	...	6 642 775
...	...	(32)	...	...	...	(32)	...	...	...	(32)
...
518 004	249 774	38 657	45 996	193 799	66 102	1 157 263	340	...	416	1 158 019
...	6 890	...	...	...	...	6 890	...	...	...	6 890
...	5 502	...	...	...	...	5 502	...	...	...	5 502
...	37 616	...	...	...	...	37 616	...	...	...	37 616
(171)	(841)	(54)	(871)	(7 768)	(243)	(9 948)	...	...	...	(9 948)
...
71 469	89 649	37 469	65 854	270 776	17 213	559 284	...	...	...	559 284
325	4 453	2 089	13 711	6 792	419	28 342	...	...	...	28 342
1 502	2 192	2 308	9 683	1 280	123	17 430	3	...	...	17 433
2 193	8 307	7 199	27 832	10 285	1 120	58 873	3	...	...	58 876
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	1 000	...	...	...	...	1 000	...	...	...	1 000
130 709	115 551	89 077	25 706	(20 068)	29 317	377 272	...	...	(20)	377 252
162 091	165 002	140 748	207 529	152 702	68 326	933 079	...	...	184	933 263
649 314	702 583	580 227	1 045 137	776 738	189 563	4 076 624	...	...	164	4 076 788
...	207	...	...	...	...	207	...	...	...	207
...	104	...	...	...	...	104	...	...	...	104
...	423	...	...	...	...	423	...	...	...	423
400	636	255	560	605	158	2 707	...	...	...	2 707
275	439	176	386	417	109	1 867	...	...	...	1 867
1 273	2 027	812	1 785	1 927	503	8 624	...	...	...	8 624
293	466	187	411	444	116	1 986	...	...	...	1 986
95	151	61	133	144	37	644	...	...	...	644
623	992	398	874	944	246	4 224	...	...	...	4 224
12	19	7	16	18	5	80	...	...	...	80
...
18	29	11	25	27	7	121	...	...	...	121
21	33	13	29	32	8	140	...	...	...	140
65	103	41	91	98	25	438	...	...	...	438
433	689	275	607	656	170	2 931	...	...	...	2 931
8 697	2 351	995	3 214	2 912	2 077	21 400	...	...	...	21 400
4 732	1 837	1 005	3 732	3 950	1 082	17 489	...	...	...	17 489
29 109	7 785	2 998	9 410	10 750	6 614	69 889	...	...	...	69 889
2 406	30 855	24 804	21 487	18 222	8 417	109 827	...	...	...	109 827
2 749	16 597	9 325	8 740	6 145	1 512	46 520	...	...	...	46 520
13 595	54 825	35 121	30 948	25 241	10 533	176 310	...	...	...	176 310

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Couverture végétale	5	352	397	374
	...	156	224	...
	5	508	702	374
Analyse comparative.....
Institut de gestion agricole.....
Perfectionnement des conseillers
Accroissement des compétences en leadership et perfectionnement en gestion

Programme d'incitation à la salubrité et à la qualité des aliments	120	511	...
	115	...
	...	120	626	...
Faits nouveaux en matière de gestion de l'agrinégoce

Risques et possibilités au plan de la recherche.....

Gestion de la formation sur le risque

Création d'un climat d'innovation agroalimentaire.....	932	225
	932	225
Fonds de recherche et développement pour les carburants de remplacement renouvelables

Initiative scientifique relative à l'agriculture et à la médecine

Fonds d'innovation pour les sciences de la vie et l'agroalimentaire.....

Stratégie de recherche et de développement agroalimentaire de l'Ontario	456	...	...
	...	456	...	...
Initiative d'appui aux conseillers agricoles.....

Programme d'appui aux initiatives des tables filières québécoises.....

Services-conseils aux exploitations agricoles canadiennes	48	245	262	59
	32	115	91	57
	133	413	398	146
Volet de mise en oeuvre à la ferme.....	14	55	76	64
	3	11	16	13
	17	66	92	77
Science et innovation (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint).....	1 901
	1 250
	3 151

9.4 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
1 328	6 716	2 976	8 425	4 605	2 408	27 586	...	...	...	27 586
...	1 301	1 419	2 485	3 019	266	8 870	...	...	...	8 870
1 328	8 543	5 115	13 395	9 472	2 762	42 204	...	...	...	42 204
...	...	...	...	249	...	249	...	...	...	249
...	...	...	...	175	...	175	...	...	...	175
...	...	...	...	742	...	742	...	...	...	742
...	2 221	...	...	...	...	2 221	...	...	...	2 221
...	761	...	...	...	...	761	...	...	...	761
...	2 982	...	...	...	...	2 982	...	...	...	2 982
...	...	...	...	51	...	51	...	...	...	51
...	...	...	...	73	...	73	...	...	...	73
...	...	...	...	349	...	349	...	...	...	349
...	...	...	...	538	...	538	...	...	...	538
...	...	...	...	285	...	285	...	...	...	285
...	...	...	...	1 097	...	1 097	...	...	...	1 097
4 500	14 958	1 368	215	9 426	2 001	33 099	...	...	...	33 099
...	2 215	535	90	1 403	568	4 926	...	...	...	4 926
4 500	17 173	2 066	305	10 899	2 606	38 295	...	...	...	38 295
...	...	...	...	52	...	52	...	...	...	52
...	...	...	...	324	...	324	...	...	...	324
...	...	...	...	902	...	902	...	...	...	902
...	...	...	...	144	...	144	...	...	...	144
...	...	...	...	136	...	136	...	...	...	136
...	...	...	...	569	...	569	...	...	...	569
...	...	235	...	...	...	235	...	...	...	235
...	...	75	...	...	...	75	...	...	...	75
...	...	310	...	...	...	310	...	...	...	310
771	1 679	3 685	1 318	926	...	9 536	...	...	...	9 536
870	229	3 623	44	...	...	4 766	...	...	...	4 766
3 154	2 173	7 308	1 362	926	...	16 080	...	...	...	16 080
...	285	...	...	...	...	285	...	...	...	285
...	292	...	...	...	...	292	...	...	...	292
...	577	...	...	...	...	577	...	...	...	577
...	1 531	...	...	...	...	1 531	...	...	...	1 531
...	140	...	...	...	...	140	...	...	...	140
...	1 671	...	...	...	...	1 671	...	...	...	1 671
...	701	...	...	...	...	701	...	...	...	701
...	101	...	...	...	...	101	...	...	...	101
...	802	...	...	...	...	802	...	...	...	802
...	1 610	...	...	17 602	...	19 668	...	...	...	19 668
...	91	...	...	...	...	91	...	...	...	91
...	1 701	...	...	17 602	...	19 759	...	...	...	19 759
3 204	...	...	...	...	...	3 204	...	...	...	3 204
769	...	...	...	...	...	769	...	...	...	769
4 384	...	...	...	...	...	4 384	...	...	...	4 384
1 058	...	...	...	...	...	1 058	...	...	...	1 058
480	...	...	...	...	...	480	...	...	...	480
1 863	...	...	...	...	...	1 863	...	...	...	1 863
7 930	1 066	466	1 491	325	223	12 115	...	...	...	12 115
3 632	520	106	754	145	193	5 645	...	...	...	5 645
13 618	1 779	647	2 513	747	495	20 889	...	...	...	20 889
889	1 429	567	1 247	1 346	350	6 037	...	...	...	6 037
185	1 229	118	259	280	73	2 187	...	...	...	2 187
1 074	4 941	685	1 506	1 626	423	10 507	...	...	...	10 507
...	16 650	13 767	6 960	...	...	39 278	...	...	...	39 278
...	8 484	1 632	34 551	...	...	45 917	...	...	...	45 917
...	25 134	15 399	41 511	...	...	85 195	...	...	...	85 195

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Environnement (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint) .....	...	...	...	...

Renouvellement (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint) .....	...	...	...	...

Salubrité et qualité des aliments (Cadre stratégique pour l'agriculture-financement d'appoint) .....	...	...	...	...

Initiative de transition du PCSRA—Subventions .....	...	...	...	...

Initiative de transition du PCSRA—Contributions .....	...	...	...	...

Élimination des matières à risques spécifiées—Contributions .....	...	1 264	465	367
	...	1 264	465	367
Programme Agri-investissement—Contributions .....	...	...	...	...

Programme Agri-investissement—Subventions	72	1 920	1 050	1 266
	72	1 920	1 050	1 266
Programme de transition relatif aux vergers et vignobles .....	...	...	221	58
	...	...	221	58
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole .....	...	...	...	150
	...	...	...	150
Initiatives liées au cadre stratégique pour l'agriculture	3 853	...	...	...
	1 174	...	...	...
	15 597	...	...	...
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage .....	...	...	...	...
	...	...	...	5
Total du portefeuille ministériel	4 431	7 241	7 931	17 896
	1 651	17 156	12 579	19 953
	31 435	118 340	62 573	118 638
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Ententes de coopération .....	...	...	...	...
	224 161	109 275	212 505	211 956
Ententes de coopération—SPFA/DCE .....	...	...	...	...
	32 934	...	6 614	983
Ententes de coopération—SPFA/RE .....	...	...	...	...
	69 101	...	10 449	2 307
Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme infrastructure Canada	2 869	44	5 902	736
	8 624	376	9 223	1 637
	50 020	12 337	67 021	54 585

9.6 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	1 213	...	4 446	6 480	12 139	...	...	...	12 139
...	...	117	...	...	...	117	...	...	...	117
...	...	1 330	...	4 446	6 480	12 256	...	...	...	12 256
...	...	1 352	...	2 588	...	3 940	...	...	...	3 940
...	...	283	...	2 314	...	2 597	...	...	...	2 597
...	...	1 635	...	4 902	...	6 537	...	...	...	6 537
...	...	572	...	...	1 255	1 827	...	...	...	1 827
...	...	...	...	...	466	466	...	...	...	466
...	...	572	...	...	1 721	2 293	...	...	...	2 293
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	... (a)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	... (a) (f)
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	... (a)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	... (a) (f)
6 224	4 092	281	3 023	6 419	659	22 794	...	...	...	22 794
...
6 224	4 092	281	3 023	6 419	659	22 794	...	...	...	22 794
1 670	...	...	...	...	...	1 670	...	...	...	1 670
...
1 670	...	...	...	...	...	1 670	...	...	...	1 670
16 812	33 096	21 162	43 542	41 208	5 460	165 588	...	...	...	165 588
...
16 812	33 096	21 162	43 542	41 208	5 460	165 588	...	...	...	165 588
...	...	...	...	...	402	681	...	...	...	681
...
...	...	...	...	...	402	681	...	...	...	681
...	...	...	...	...	...	150	...	...	...	150
...
...	...	...	...	...	...	150	...	...	...	150
...	...	625	...	...	...	4 478	...	...	270	4 748
...	...	...	...	...	...	1 174	...	...	555	1 729 (a)
...	...	625	...	...	...	16 222	...	...	1 695	17 917 (a)
...	4	4	...	...	...	8	...	...	...	8
...	3	3	...	...	...	6	...	...	...	6
232	2 395	88	18	1	...	2 739	...	...	...	2 739
230 532	305 114	228 765	258 945	195 401	70 069	1 326 325	...	...	250	1 326 575
208 025	251 012	211 011	374 455	268 306	82 565	1 446 713	3	...	739	1 447 455
1 850 001	2 071 673	1 615 857	3 760 374	3 165 836	481 337	13 276 064	343	...	2 275	13 278 682

...
...
16	139	...	...	...	...	758 052	...	...	...	758 052 (f)
...
...
...	...	...	...	...	...	40 531	...	...	...	40 531 (f)
...
...
...	...	...	...	...	...	81 857	...	...	...	81 857 (f)
...
...	...	...	...	...	...	9 551	...	...	...	9 551
...	...	...	...	...	...	19 860	...	...	...	19 860
...	...	...	...	...	...	183 963	...	...	...	183 963

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales	352	211	773	773
	190	114	417	417
	593	356	1 302	1 302
Total du portefeuille ministériel	3 221	255	6 675	1 509
	8 814	490	9 640	2 054
	376 809	121 968	297 891	271 133
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Groupe de travail sur l'économie clandestine .....	...	...	...	...
	...	...	1	1
	...	...	1	1
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	1	1
	...	...	1	1
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Programme des langues officielles dans l'enseignement	4 479	4 962	10 845	26 031
	3 925	3 292	9 789	28 364
	99 276	60 447	196 717	709 731
Programme d'appui aux organismes nationaux de sport	323	208	315	300
	288	29	315	240
	1 204	837	1 439	1 140
Programme Présentation des arts Canada	90	...	...	...
	120	...	...	...
	792	...	...	...
Appui d'Espaces culturels Canada .....	...	...	...	...

	3 100	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	4 892	5 170	11 160	26 331
	4 333	3 321	10 104	28 604
	104 372	61 284	198 156	710 871
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Contributions à la province de Québec aux termes du Programme infrastructure Canada .....	...	...	...	...

Subvention à l'Administration portuaire de Québec afin de commémorer le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec en 2008 .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques	27	...	...	...
	27	...	...	...
	1 322	...	...	...
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	2 109	...	...	...	2 109
...	...	...	...	...	...	1 138	...	...	...	1 138
...	...	...	...	...	...	3 553	...	...	...	3 553
...	...	...	...	...	...	11 660	...	...	...	11 660
...	...	...	...	...	...	20 998	...	...	...	20 998
16	139	...	...	...	...	1 067 956	...	...	...	1 067 956
22	19	2	2	10	8	63	...	...	...	63
57	48	4	5	20	20	156	...	...	...	156 (a)
79	67	6	7	30	28	219	...	...	...	219
22	19	2	2	10	8	63	...	...	...	63
57	48	4	5	20	20	156	...	...	...	156
79	67	6	7	30	28	219	...	...	...	219
66 494	93 278	14 356	11 048	15 849	17 465	264 807	3 416	2 340	1 340	271 903
66 419	81 303	15 313	8 983	14 843	16 816	249 047	2 831	1 307	2 134	255 319
2 613 587	2 383 315	288 691	211 659	299 163	329 102	7 191 688	34 480	15 378	25 909	7 267 455
734	725	342	374	478	434	4 233	302	239	252	5 026
734	849	249	359	478	534	4 075	267	252	252	4 846 (a)
2 736	2 863	1 070	1 390	1 859	1 937	16 475	1 289	1 186	1 028	19 978 (a)
...	...	...	...	...	...	90	...	...	...	90
...	...	...	...	...	...	120	...	...	...	120
...	...	...	...	...	...	792	...	...	...	792
...
...
...
...	...	...	900	...	...	4 000	...	88	...	4 088
67 228	94 003	14 698	11 422	16 327	17 899	269 130	3 718	2 579	1 592	277 019
67 153	82 152	15 562	9 342	15 321	17 350	253 242	3 098	1 559	2 386	260 285
2 616 323	2 386 178	289 761	213 949	301 022	331 039	7 212 955	35 769	16 652	26 937	7 292 313
46 032	...	...	...	...	...	46 032	...	...	...	46 032
91 117	...	...	...	...	...	91 117	...	...	...	91 117
433 637	...	...	...	...	...	433 637	...	...	...	433 637
25 000	...	...	...	...	...	25 000	...	...	...	25 000
10 350	...	...	...	...	...	10 350	...	...	...	10 350 (a)
35 350	...	...	...	...	...	35 350	...	...	...	35 350 (a)
71 032	...	...	...	...	...	71 032	...	...	...	71 032
101 467	...	...	...	...	...	101 467	...	...	...	101 467
468 987	...	...	...	...	...	468 987	...	...	...	468 987
...	...	...	...	...	...	27	...	...	...	27
...	...	...	...	...	...	27	...	...	...	27
...	...	...	...	...	...	1 322	...	...	...	1 322
239	...	...	...	...	...	239	...	...	...	239
210	...	...	...	...	...	210	...	...	...	210
7 003	...	...	...	...	...	7 003	...	...	...	7 003

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Contribution en vertu du plan nord-américain de gestion de la sauvagine

Régularisation de la rivière des Outaouais

Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent

Pâtes et papier

Accord concernant les relevés hydrométriques	445	42	148	252
	477	6	84	168
	2 664	117	652	1 259
Réseau radiométéo

	1 150	21	791	2 376
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes

Plan d'action du bassin de Georgie (anciennement Initiative de l'écosystème du bassin de Georgie)

Loi sur la gestion des déchets de la Colombie-Britannique

Loi sur les espèces en péril

Stratégie d'initiative de la qualité de l'air

Programme de gérance de l'habitat

Loi canadienne sur la protection de l'environnement LCPE

Pétrole et gaz du Nord

Lutte intégrée contre les parasites

Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto ⁽¹⁾

Société Harbourfront Corporation

Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Convention de la Baie James et du Nord québécois

Total du portefeuille ministériel	472	42	148	252
	504	6	84	168
	5 136	138	1 443	3 635

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	303	572	750	700	3	2 328	...	...	...	2 328
...	...	223	403	458	...	1 084	...	...	...	1 084
...	520	4 473	7 543	6 377	29	18 942	...	...	...	18 942
(45 088)	84 673	...	...	...	...	39 585	...	...	...	39 585
...	61 875	...	...	...	...	61 875	...	...	...	61 875
(66 547)	353 501	...	...	...	...	286 954	...	...	...	286 954
418	...	...	...	...	...	418	...	...	...	418
442	...	...	...	...	...	442	...	...	...	442
28 806	...	...	...	...	...	28 806	...	...	...	28 806
450	...	...	...	...	...	450	...	...	...	450
...
2 200	...	...	...	...	273	2 473	...	...	...	2 473
498	3 414	...	...	...	...	4 799	...	...	...	4 799
200	3 261	...	...	...	...	4 196	...	...	...	4 196
20 581	29 087	6 117	5 823	14 211	...	80 511	...	...	...	80 511
...
...
...	...	...	...	...	...	4 338	...	...	...	4 338
92	...	...	...	...	...	92	...	...	...	92
92	...	...	...	...	...	92	...	...	...	92
668	...	...	...	...	...	668	...	...	...	668
...	...	...	...	...	23	23	...	...	...	23
...	...	...	...	...	121	121	...	...	...	121
...	...	...	...	...	350	350	...	...	...	350
...
...	...	...	...	...	20	20	...	...	...	20
218	...	...	...	...	84	302	...	...	...	302
218	...	...	...	...	120	338	...	...	...	338
436	...	...	...	...	392	828	...	...	...	828
...
...	...	...	...	...	85	85	...	...	...	85
...	...	...	...	...	218	218	...	6	...	224
...	...	...	...	...	77	77	...	...	...	77
...	...	...	...	...	49	49	...	...	...	49
...	...	...	...	...	268	268	...	9	...	277
...
...	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15
...
...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5
...
...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5
...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5
...	40 237	...	...	...	...	40 237	...	...	...	40 237
...	34 450	...	...	...	...	34 450	...	...	...	34 450
...	74 687	...	...	...	...	74 687	...	...	...	74 687
...	5 000	...	...	...	...	5 000	...	...	...	5 000
...
...	5 000	...	...	...	...	5 000	...	...	...	5 000
196	...	...	...	...	...	196	...	...	...	196
196	...	...	...	...	...	196	...	...	...	196
2 083	...	...	...	...	...	2 083	...	...	...	2 083
(42 977)	133 627	572	750	700	187	93 773	...	...	...	93 773
1 358	99 586	223	403	458	380	103 170	...	...	...	103 170
(4 770)	462 795	10 590	13 366	20 588	1 575	514 496	...	...	15	514 511

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
PÊCHES ET OCÉANS				
Ministère				
Planification de l'utilisation de l'eau avec Hydro C-B .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Plan d'action environnemental du bras de mer Burrard .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Accord Canada/Colombie-Britannique—Projet conjoint de restauration de l'habitat, protection et transfert de l'information .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Programme de rétablissement des bassins versants de la Colombie-Britannique—Renouvellement forestier .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Programme d'aménagement du bassin du Fraser .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Aménagement de l'estuaire du fleuve Fraser .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Programme de retraite anticipée des pêcheurs de morue du Nord .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette	68 471	...	...	...
	***	***	***	***
Saumon arc-en-ciel de la rivière Puntledge .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Saumon de l'Atlantique .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Manuel des méthodes et des normes d'échappement .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Projet Quinte .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Santé Alberta—Analyse du poisson du lac Cristina, analyse Swan Hills .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Division de la base de données des échappés .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Participation des Premières nations dans le programme de surveillance du saumon de l'Atlantique .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Maintenance des bases de données Harvest .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Division de l'information technologique et des sciences .....	...	...	...	...
	***	***	***	***
Étude de la toxicité de l'oxygène sur le saumon de l'Atlantique—Programme de surveillance .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	932	932	...	...	...	932
...
...	23	23	...	...	...	23
...	761	761	...	...	...	761
...
...
...	4 397	4 397	...	...	...	4 397
...
...
...	1 774	1 774	...	...	...	1 774
...
...
...	1 552	1 552	...	...	...	1 552
...
...	23	23	...	...	...	23
...	919	919	...	...	...	919
...
...
...	68 471	...	...	...	68 471 (f)
...
...	638	638	...	...	...	638
...
...	35	35	...	...	...	35
...
...
...	333	333	...	...	...	333
...
...	55	55	...	...	...	55
...	427	...	...	...	...	427	...	...	...	427
...	412	...	...	...	...	412	...	...	...	412 (a)
...	2 195	...	...	...	...	2 195	...	...	...	2 195 (a)
...
...
...	213	213	...	...	...	213
...
...
...	1 111	1 111	...	...	...	1 111
...
...	2	2	...	...	...	2
...
...	413	413	...	...	...	413
...
...
...	196	196	...	...	...	196
...
...
...	8	8	...	...	...	8
...
...
...	4	4	...	...	...	4

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Conseil des sciences de la Colombie-Britannique
	***	***	***	***
Enquête 2001 sur les poux de mer du détroit de la Reine-Charlotte
	***	***	***	***
Possibilités d'aquaculture au North Island Strats et au détroit de Quatsino
	***	***	***	***
Plan d'utilisation des eaux de la rivière Campbell et réhabilitation de l'estuaire
	***	***	***	***
Durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec le lac Owikeno/Long
	***	***	***	***
Plan de durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec la rivière Nimpkish
	***	***	***	***
Amélioration de la conservation de truites arc-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Quinsam
	***	***	***	***
Amélioration de la conservation de truites arc-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Snootli
	***	***	***	***
Révision du plan de gestion des ressources terrestres et côtières du centre de la côte
	***	***	***	***
Collaboration de Hydro C-B—Birtwell
	***	***	***	***
GVRD—Contrôle du suintement de la culée de réservoir du barrage Cleveland
	***	***	***	***
Étude du réseau alimentaire au réservoir Carpenter
	***	***	***	***
Sylviculture—RFCB
	***	***	***	***
Rétention variable de sylviculture—RFCB
	***	***	***	***
Collaboration de Hydro C-B—Shortreed
	***	***	***	***
Financement pour le comité des placers du Yukon
	***	***	***	***
Conseil du bassin du Fraser—Grille à débris
	***	***	***	***
Étude sur la circulation de substance nutritive du lac Quesnel
	***	***	***	***

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	157	157	...	...	...	157
...
...	65	65	...	...	...	65
...
...	50	50	...	...	...	50
...
...	49	49	...	...	...	49
...
...	413	413	...	...	...	413
...
...	35	35	...	...	...	35
...
...	56	56	...	...	...	56
...
...	10	10	...	...	...	10
...
...	20	20	...	...	...	20
...
...	6	6	...	...	...	6
...
...	212	212	...	...	...	212
...
...	42	42	...	...	...	42
...
...	106	106	...	...	...	106
...
...	67	67	...	...	...	67
...
...	214	214	...	...	...	214
...
...	59	59	...	...	...	59
...
...	230	230	...	...	...	230
...	2	2	...	...	...	2
...	47	47	...	...	...	47 (a)
...	54	54	...	...	...	54 (a) (f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Programme de développement de la pêche au crabe des neiges du Pacifique

Zone tampon riveraine—RFCB

Identification des réserves de truites arc-en-ciel anadromes de la rivière Skeena

Plan pour la durabilité du poisson des bassins versants de la rivière Bella Coola

Processus de consultation sur l'aquaculture de l'archipel Broughton

Coalition du centre de ressources de la faune du Nunavut

Gestion des statistiques de la Pêche commerciale au Québec (1990 à 2005)

Retardateurs de flamme bromée et EDP Ikonou

Modèle de prévision d'onde de tempête Thomson, Rick

Analyse microsatellite du rivage du Lac Okanagan et du cours d'eau qui engendre Kokanee

Révision des politiques de planification côtières

Restauration du pont hydraulique côtier C-B

Fonds environnementaux pour le Ministère des Transports

Plan de Gestion estuaire de la rivière Campbell

Embauche et formation d'agents multidisciplinaires et d'assistants aux ressources renouvelables (2005-2007)

Conseil de gestion de l'environnement de la Baie Voisey	78	...	...	...
	52	...	...	...
	262	...	...	...
Évaluation de mysidacé et de Diporeia dans le Lac Ontario

Secrétariat du régime d'exploitation des placers du Yukon

Limnologie du lac Quesnel (Ministère de l'Environnement)

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	28	28	...	...	...	28
...
...
...	146	146	...	...	...	146
...
...
...	5	5	...	...	...	5
...
...
...	50	50	...	...	...	50
...
...	5	5	...	...	...	5
...
...	45	45	...	...	...	45
...
...
...	53	...	53
60	60	...	...	...	60
58	58	...	...	...	58
481	481	...	...	...	481
...
...
...	6	6	...	...	...	6
...	95	95	...	...	...	95
...	41	41	...	...	...	41
...	184	184	...	...	...	184
...
...
...	40	40	...	...	...	40
...
...	15	15	...	...	...	15
...
...	24	24	...	...	...	24
...
...	281	281	...	...	...	281
...	291	291	...	...	...	291
...
...	2	2	...	...	...	2
...
...
128	128	...	...	...	128 (f)
...	78	...	...	...	78
...	52	...	...	...	52
...	262	...	...	...	262
...	28	...	...	...	...	28	...	...	...	28
...	27	...	...	...	...	27	...	...	...	27 (a)
...	67	...	...	...	...	67	...	...	...	67 (a)
...	220	220
...	322	322 (a)
...	668	668 (a)
...
...	47	47	...	...	...	47
...	48	48	...	...	...	48

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Analyse microsatellite des stocks de base et mélangés près du rivage et des ruisseaux qui sont frayères pour du Kokanee au Lac Okanagan (MWLAP)

Analyse microsatellite du lac Koochanusa (Société des pêches en eau douce)

Les effets du bûcheronnage rivulaire sur l'habitat du poisson et d'écologie des petits ruisseaux dans la circonscription forestière de Prince George (Ministère des Forêts)

Limnologie du lac Quesnel (MWLAP)

L'évaluation des incidences potentielles de l'aquaculture de la panope du Pacifique intertidale (<i>Panope abrupta</i>) sur l'environnement benthique (MAFF)

Projet expérimental du crabe des neiges du Pacifique (MAFF)

Fraye de l'esturgeon blanc

Conseil consultatif sur l'habitat et la mise en valeur du saumon

Ruisseau Moonbeam

Rétablissement de l'esturgeon blanc

Équipe intégrée d'application de la loi sur le homard	53	...
	160	...
	213	...
Détection écologique des effets - Ministère de la Santé de l'Alberta

Projet de gestion sur les quotas du poisson de fond (Ministère de l'Environnement)

Recouvrement LEP (Ministère de l'Environnement, des terres et des parcs)

Gestion des données SISP (Ministère de l'Environnement)

Conseil des ministres des pêches et de l'aquaculture de l'Atlantique - Groupe de travail sur le crabe des neiges
	22	...
	22	...
Profil de l'industrie de pêche de la crevette de l'Atlantique
	48	...
	48	...
Enquête sur la pêche récréative au Canada

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	30	30	...	...	...	30
...
...
...	21	21	...	...	...	21
...
...
...	123	123	...	...	...	123
...	273	273	...	...	...	273
...	6	6	...	...	...	6
...	57	57	...	...	...	57
...	70	70	...	...	...	70
...	10	10	...	...	...	10
...
...	11	11	...	...	...	11
...
...
...	21	21	...	...	...	21
...
...
...	45	45	...	...	...	45
...
...	63	63	...	...	...	63
...	9	9	...	...	...	9
...	30	30	...	...	...	30
...	86	86	...	...	...	86
...	40	40	...	...	...	40
...
...	87	87	...	...	...	87 (f)
...	53	...	...	...	53
...	160	...	...	...	160
...	213	...	...	...	213
...
...	18	18	...	...	...	18
...	18	18	...	...	...	18
...
...	108	108	...	...	...	108
...	108	108	...	...	...	108
...
...	9	9	...	...	...	9
...	9	9	...	...	...	9
...
...	280	280	...	...	...	280
...	280	280	...	...	...	280
...
...	22	...	...	...	22
...	22	...	...	...	22 (f)
...
...	48	...	...	...	48
...	48	...	...	...	48 (f)
...
37	37	...	...	...	37
37	37	...	...	...	37

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Collaboration et planification de gestion des océans				
Activités et projets (OCC Secrétariat) .....	...	...	...	...

Normes et pratiques exemplaires pour la restitution de travaux et un Guide de l'utilisateur pour travailler dans et autour de l'eau. «Comprendre la réglementation aux termes de la <i>Loi sur l'eau</i> de la Colombie-Britannique» .....	...	...	...	...

Commissionnaires de la Colombie-Britannique .....	...	...	...	...

Nanaimo River Hatchery rose projet de mise en valeur .....	...	...	...	...

San Juan Engorgement de billes .....	...	...	...	...

Canada/Terre-Neuve-et-Labrador industrie de la pêche				
Initiative sur le renouvellement	21	...	...	...
	70	...	...	...
	91	...	...	...
Projet de recherche sur la morue et l'intendance des pêches	644	...	...	...
	427	...	...	...
	1 071	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	743	...	53	...
	549	...	230	...
	69 895	...	283	...
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
XII Sommet de la francophonie .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Projet pilote à l'intention des travailleurs âgés .....	...	...	...	...
	36	66	...	...
	1 329	540	2 381	1 684
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI)	59	59	59	59
	61	61	61	61
	822	822	822	822
Ententes sur le marché du travail relatives aux personnes handicapées	4 578	1 376	8 290	5 951
	4 578	1 376	8 290	5 951
	18 312	5 504	33 160	23 804
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) .....	...	198	1 254	65

	...	198	1 254	65

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	122	122	...	...	...	122
...
...	...	...	...	...	122	122	...	...	...	122 (f)
...	...	...	...	...	10	10	...	...	...	10
...
...	...	...	...	...	10	10	...	...	...	10 (f)
...	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15
...	...	...	...	...	16	16	...	...	...	16 (a)
...	...	...	...	...	31	31	...	...	...	31 (a)
...	...	...	...	...	12	12	...	...	...	12
...
...	...	...	...	...	12	12	...	...	...	12 (f)
...	...	...	...	...	14	14	...	...	...	14
...
...	...	...	...	...	14	14	...	...	...	14 (f)
...	...	...	...	...	...	21	...	...	...	21
...	...	...	...	...	...	70	...	...	...	70 (a)
...	...	...	...	...	...	91	...	...	...	91 (a)
...	...	...	...	...	...	644	...	...	...	644
...	...	...	...	...	...	427	...	...	...	427 (a)
...	...	...	...	...	...	1 071	...	...	...	1 071 (a)
60	455	...	...	...	342	1 653	...	...	220	1 873
95	439	...	...	...	1 103	2 416	...	...	322	2 738
646	2 262	...	...	...	17 381	90 467	...	53	668	91 188
3 085	...	...	...	...	...	3 085	...	...	...	3 085
...
3 085	...	...	...	...	...	3 085	...	...	...	3 085
3 085	...	...	...	...	...	3 085	...	...	...	3 085
...
3 085	...	...	...	...	...	3 085	...	...	...	3 085
...
3 085	...	...	...	...	...	3 085	...	...	...	3 085
...
...	...	55	19	...	...	176	...	...	...	176
22 480	...	624	1 709	...	6 259	37 006	551	230	693	38 480 (f)
59	59	59	59	59	59	590	59	59	59	767
61	61	61	61	61	61	610	61	61	61	793
822	822	822	822	822	822	8 220	822	822	822	10 686
45 893	76 412	8 965	10 853	25 190	30 744	218 252	...	...	...	218 252
45 893	76 354	8 965	10 853	25 190	30 744	218 194	...	...	...	218 194
183 572	300 671	35 860	43 412	100 760	122 976	868 031	...	...	...	868 031
2 337	...	...	728	...	250	4 832	...	...	150	4 982
...
2 337	...	...	728	...	250	4 832	...	...	150	4 982

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Programme de logement à frais partagés	68 674	11 525	65 523	41 818
	60 341	11 620	62 853	50 386
	<i>1 260 346</i>	<i>187 770</i>	<i>1 373 004</i>	<i>892 645</i>
Total du portefeuille ministériel	73 311	13 158	75 126	47 893
	65 016	13 123	71 204	56 398
	<i>1 280 809</i>	<i>194 834</i>	<i>1 410 621</i>	<i>919 020</i>
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak .....	...	...	...	...
Indiens Cris—Conseil scolaire du Kativik (Baie James) .....	...	...	...	...
Association des trappeurs Indiens Cris .....	...	...	...	...
Protection des forêts .....	...	...	...	...
Programme des infrastructures .....	...	...	...	...
Entente conjointe pour les immobilisations liées à l'éducation—AINC, Manow—Bandes NAN .....	...	...	...	...
Développement des ressources naturelles .....	...	...	...	...
Entente de Terre-Neuve .....	...	...	...	...
Entente du nord-est du Québec	<i>158 874</i>	...	...	...
Entente sur les inondations du Nord .....	...	...	...	...
Routes des réserves .....	...	...	...	...
Services sociaux .....	...	...	...	...
Négociations de traité trilatéral .....	...	...	...	...
Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources .....	...	...	...	...
Entente Labrador/Inuit .....	...	...	...	...
Entente concernant la mise en oeuvre de la convention de la Baie James et du nord québécois en matière de logement du Nunavik	23	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
256 411	650 993	75 797	113 625	93 004	158 219	1 535 589	31 412	57 294	5 648	1 629 943
249 362	638 941	88 072	129 351	122 147	186 948	1 600 021	32 826	58 179	6 336	1 697 362 (a)
<i>4 437 504</i>	<i>11 030 688</i>	<i>1 555 241</i>	<i>2 573 438</i>	<i>2 021 536</i>	<i>2 383 264</i>	<i>27 715 436</i>	<i>1 485 517</i>	<i>528 070</i>	<i>100 776</i>	<i>29 829 799 (a)</i>
304 700	727 464	84 821	125 265	118 253	189 272	1 759 263	31 471	57 353	5 857	1 853 944
295 316	715 356	97 153	140 284	147 398	217 753	1 819 001	32 887	58 240	6 397	1 916 525
<i>4 646 715</i>	<i>11 332 181</i>	<i>1 592 547</i>	<i>2 620 109</i>	<i>2 123 118</i>	<i>2 513 571</i>	<i>28 633 525</i>	<i>1 486 890</i>	<i>529 122</i>	<i>102 441</i>	<i>30 751 978</i>
...	...	...	...	...	...	...	...	45	...	45
...	...	...	...	...	...	...	...	15	...	15 (a)
...	...	...	...	...	...	...	191	105	...	296 (a)
...
98 323	...	...	...	...	...	98 323	...	...	...	98 323
<i>1 535 593</i>	...	...	...	...	...	<i>1 535 593</i>	...	...	...	<i>1 535 593</i>
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
2 362	...	...	...	...	...	2 362	...	...	...	2 362
201	1 688	3 867	1 351	...	...	7 107	...	...	...	7 107
328	1 481	4 978	1 550	...	...	8 337	...	...	...	8 337
2 206	26 814	21 570	20 844	...	...	71 434	...	...	...	71 434
...	...	...	...	...	...	...	32	...	...	32
...	...	...	...	...	...	...	19	...	...	19
...	...	...	...	...	...	...	10 941	...	...	10 941
...
...
...	33 060	...	...	...	...	33 060	...	...	...	33 060
...
...	13 685	...	...	...	...	13 685	...	...	...	13 685
...
...
...	...	...	...	...	...	158 874	...	...	...	158 874 (f)
...
3 431	...	...	...	...	...	3 431	...	...	...	3 431
<i>65 722</i>	...	...	...	...	...	<i>65 722</i>	...	...	...	<i>65 722</i>
...	...	482	...	...	...	482	...	...	...	482
...	...	390	...	...	...	390	...	...	...	390
...	...	120 929	...	...	...	120 929	...	...	...	120 929
...	...	7 518	...	...	...	7 518	...	...	...	7 518
...	...	4 000	...	...	...	4 000	...	...	...	4 000
...	...	59 896	...	...	...	59 896	...	...	...	59 896
...	217 903	...	...	...	...	217 903	...	...	...	217 903
...	190 097	...	...	...	...	190 097	...	...	...	190 097
...	2 688 680	...	...	...	...	2 688 680	...	...	...	2 688 680
...	...	...	...	...	6 071	6 071	...	...	...	6 071
...	...	...	...	...	6 191	6 191	...	...	...	6 191
...	...	...	...	...	72 783	72 783	...	...	...	72 783
...	...	...	...	...	...	...	1 626	...	...	1 626
...	...	...	...	...	...	...	1 625	...	...	1 625
...	...	...	...	...	...	...	15 725	...	...	15 725
...
...
...	...	...	...	...	...	23	...	...	...	23 (f)
13 381	...	...	...	...	...	13 381	...	...	...	13 381
12 778	...	...	...	...	...	12 778	...	...	...	12 778
<i>61 659</i>	...	...	...	...	...	<i>61 659</i>	...	...	...	<i>61 659</i>

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Bureau de géoscience du Canada .....	...	...	...	...
Programme d'infrastructure Canada/Yukon .....	...	...	...	...
Bureau de géoscience du Yukon .....	...	...	...	...
Ministère des Premières Nations et Relations des Métis .....	...	...	...	...
Aide à la gestion des urgences .....	...	...	...	...
Services directs de l'éducation .....	...	...	...	...
Programme pour former les apprentis .....	...	...	...	...
Élections Nation Métis - Relations Métis et des Premières Nations de la Saskatchewan .....	...	...	...	...
Protection contre les inondations .....	...	...	...	...
Programme social de la gestion des infrastructures .....	...	...	...	...
Province/Six Nations/Canada Protocole d'entente Caledonia .....	...	...	...	...
Entente avec les Mohawk Wahta pour les revendications de terrains/Droit de passage .....	...	...	...	...
Projet d'évaluation spécial pour le groupe de travail pilote d'Ontario .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	158 897	...	...	...
INDUSTRIE				
Ministère				
Infrastructure Canada/Ontario .....	...	...	...	...
Développement industriel et régional .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	630 651	310 879	690 209	561 133

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	430	...	430
...	...	...	...	...	...	...	...	430	...	430 (a)
...	...	...	...	...	...	...	...	3 395	...	3 395 (a)
...
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 538	2 538 (f)
...
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	680	680 (f)
...
...	...	...	69	...	...	69	...	...	...	69
...	558	...	...	...	...	558	...	...	...	558
...	1 138	...	...	...	...	1 138	...	...	...	1 138
...	4 141	...	...	...	...	4 141	...	...	...	4 141
...	1 997	...	...	...	...	1 997	...	...	...	1 997
...	355	...	...	...	...	355	...	...	...	355
...	2 692	...	...	...	...	2 692	...	...	...	2 692
...
...	346	...	...	...	...	346	...	...	...	346 (f)
...	...	...	364	...	...	364	...	...	...	364
...	...	...	356	...	...	356	...	...	...	356 (a)
...	...	...	720	...	...	720	...	...	...	720 (a)
...	...	...	427	...	...	427	...	...	...	427
...	...	...	1 728	...	...	1 728	...	...	...	1 728
...	...	...	2 155	...	...	2 155	...	...	...	2 155
...	45	...	...	...	...	45	...	...	...	45
...
...	45	...	...	...	...	45	...	...	...	45
...	1 221	...	...	...	...	1 221	...	...	...	1 221
...
...	1 221	...	...	...	...	1 221	...	...	...	1 221
...	634	...	...	...	...	634	...	...	...	634
...
...	634	...	...	...	...	634	...	...	...	634
...	45	...	...	...	...	45	...	...	...	45
...
...	45	...	...	...	...	45	...	...	...	45
13 664	224 091	11 867	2 142	...	6 071	257 835	1 658	475	...	259 968
114 942	193 071	9 368	3 634	...	6 191	327 206	1 644	445	...	329 295
1 667 542	2 771 363	202 395	23 788	...	72 783	4 896 768	26 857	3 500	3 218	4 930 343
...	33 004	...	...	...	...	33 004	...	...	...	33 004
...	94 250	...	...	...	...	94 250	...	...	...	94 250
...	656 531	...	...	...	...	656 531	...	...	...	656 531
...
...
492 295	279 136	312 968	193 718	142 342	162 075	3 775 406	30 708	...	13 439	3 819 553 (f)
...	33 004	...	...	...	...	33 004	...	...	...	33 004
...	94 250	...	...	...	...	94 250	...	...	...	94 250
492 295	935 667	312 968	193 718	142 342	162 075	4 431 937	30 708	...	13 439	4 476 084

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
JUSTICE				
Ministère				
Services d'aide juridique	2 046	445	3 612	2 453
	2 047	445	3 612	2 453
Assistance parajudiciaire auprès des Autochtones	43 336	7 269	80 013	41 928
	98	...	111	...
	98	...	111	...
	2 463	52	1 180	...
Aide juridique aux jeunes contrevenants	5 119	2 021	6 170	4 822
	5 119	2 021	6 170	4 822
	106 769	42 105	127 898	100 448
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques) .....	...	...	...	...

Services de la justice destinés aux jeunes—Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	147	100	164	100
	100	100	268	100
	647	600	1 127	666
Total du portefeuille ministériel	7 410	2 566	10 057	7 375
	7 364	2 566	10 161	7 375
	153 215	50 026	210 218	143 042
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Fonds des nouvelles initiatives (NSS)	880	...	44	...
	46	...	19	...
	1 183	...	77	47
Total du portefeuille ministériel	880	...	44	...
	46	...	19	...
	1 183	...	77	47
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	...	...	...

	224 980	...	...	...
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2 179	...	...	...
	1 955	...	...	...
	45 442	...	...	...
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	...	...	2 555	...
	...	...	2 350	...
	...	...	21 745	...
Entente de gestion environnementale projet Voisey's Bay	16	...	...	...
	21	...	...	...
	89	...	...	...
Service DGPS pancanadien (CGPS)	5	...	5	5
	4	...	4	4
	9	...	9	9
Total du portefeuille ministériel	2 200	...	2 560	5
	1 980	...	2 354	4
	270 520	...	21 754	9

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
26 606	50 370	4 796	4 203	10 738	14 558	119 827	...	...	...	119 827
26 321	50 682	4 824	4 203	10 751	14 489	119 827	...	...	...	119 827
497 958	1 012 426	94 503	76 178	193 770	258 705	2 306 086	24 435	...	7 605	2 338 126
530	1 039	435	620	1 009	994	4 836	...	...	...	4 836
530	1 039	435	620	1 009	994	4 836	...	...	...	4 836
11 806	21 588	9 064	11 356	26 789	25 505	109 803	6 569	15	2 197	118 584
36 683	63 809	6 432	7 416	16 956	22 134	171 562	3 060	1 577	1 103	177 302
36 683	63 809	6 432	7 416	16 956	22 134	171 562	3 060	1 577	1 103	177 302
743 171	1 351 697	128 560	154 611	325 260	408 071	3 488 590	85 434	14 925	26 905	3 615 854
...	...	...	...	...	...	...	2 072	1 892	1 192	5 156
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 792	1 092	4 856
...	...	...	...	...	...	...	16 013	14 201	8 410	38 624
100	1 378	282	301	547	445	3 564	150	175	150	4 039
100	1 108	200	199	401	373	2 949	150	175	150	3 424
648	3 818	908	900	1 655	1 469	12 438	900	1 050	900	15 288
63 919	116 596	11 945	12 540	29 250	38 131	299 789	5 282	3 644	2 445	311 160
63 634	116 638	11 891	12 438	29 117	37 990	299 174	5 182	3 544	2 345	310 245
1 253 583	2 389 529	233 035	243 045	547 474	693 750	5 916 917	133 351	30 191	46 017	6 126 476
...	972	...	99	...	1 128	3 123	166	...	...	3 289
...	...	30	...	204	727	1 026	...	...	...	1 026
190	3 815	640	302	1 197	4 428	11 879	1 017	418	19	13 333
...	972	...	99	...	1 128	3 123	166	...	...	3 289
...	...	30	...	204	727	1 026	...	...	...	1 026
190	3 815	640	302	1 197	4 428	11 879	1 017	418	19	13 333
...
...
...	...	...	...	...	...	224 980	...	...	...	224 980 (f)
...	...	...	...	...	...	2 179	...	...	...	2 179
...	...	...	...	...	...	1 955	...	...	...	1 955
...	...	...	...	...	...	45 442	...	...	...	45 442
...	...	...	...	...	...	2 555	...	...	...	2 555
...	...	...	...	...	...	2 350	...	...	...	2 350
...	...	...	...	...	...	21 745	...	...	...	21 745
...	...	...	...	...	...	16	...	...	...	16
...	...	...	...	...	...	21	...	...	...	21 (a)
...	...	...	...	...	...	89	...	...	...	89 (a)
...	26	...	13	26	26	106	2	...	...	108
...	18	...	9	18	18	75	1	...	...	76 (a)
...	44	...	22	44	44	181	3	...	...	184 (a)
...	26	...	13	26	26	4 856	2	...	...	4 858
...	18	...	9	18	18	4 401	1	...	...	4 402
...	44	...	22	44	44	292 437	3	...	...	292 440

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Police autochtone.....	...	51	243	659
	45	...	71	156
	1 345	994	18 684	4 322
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC).....	879	1 719	3 500	1 433

	22 037	5 649	22 065	55 927
Programme conjoint de protection civile (PCPC).....	142	104	621	237
	184	45	572	259
	5 822	5 978	7 584	8 536
Subventions au Système national de repérage.....	29	26	31	30

	29	26	31	30
Aide financière aux provinces de Québec et de l'Ontario pour le rapatriement des Canadiens du Liban.....	...	...	...	...

Gendarmerie royale du Canada				
Programme canadien du contrôle des armes à feu.....	...	220	910	890
	35	190	860	870
	2 255	2 591	11 067	12 325
Total du portefeuille ministériel.....	1 050	2 120	5 305	3 249
	264	235	1 503	1 285
	31 488	15 238	59 431	81 140
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Coût d'entretien du pont MacDonald-Cartier.....	...	...	...	...

Assainissement des étangs de goudron et du site des fours à coke de Sydney.....	...	...	10 200	...
	...	...	11 273	...
	...	...	36 685	...
Total du portefeuille ministériel.....	...	...	10 200	...
	...	...	11 273	...
	...	...	36 685	...
TRANSPORTS				
Ministère				
Code canadien de sécurité.....	177	148	303	217
	177	148	303	217
	2 293	1 934	3 873	2 791
Rénovations des routes en Outaouais.....	...	...	...	...

Entretien du pont de Québec.....	...	...	...	...

Programme stratégique d'infrastructure routière— Composante routière—Programmes et cessions.....	...	...	6	1 446
	...	119	28	1 760
	11 548	5 804	17 351	15 239
Programme stratégique d'infrastructure routière—Initiatives de transports aux points de passage frontaliers— Programmes et cessions.....	...	...	...	...

	...	...	...	440

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
19 873	33 110	6 402	1 302	3 403	950	65 993	38	300	5	66 336
20 808	31 401	3 378	1 446	5 863	2 053	65 221	300	300	884	66 705 (a)
218 313	350 936	65 355	74 463	79 371	63 196	876 979	6 910	3 784	16 774	904 447 (a)
...	12 421	23 552	381	25 000	7 500	76 385	...	...	...	76 385
...	...	7 045	...	24 634	...	31 679	...	...	...	31 679
905 445	141 496	296 431	13 648	165 187	217 383	1 845 268	1 690	...	2 665	1 849 623
815	2 465	848	243	1 289	837	7 601	47	103	112	7 863
1 017	4 014	325	213	510	623	7 762	138	100	148	8 148 (a)
26 314	50 333	11 118	6 653	14 437	13 663	150 438	4 345	1 222	3 759	159 764 (a)
79	112	33	32	48	54	474	...	26	...	500
...
79	112	33	32	48	54	474	...	26	...	500
...
1 002	390	...	...	...	...	1 392	...	...	...	1 392
1 002	390	...	...	...	...	1 392	...	...	...	1 392 (f)
5 100	5 350	...	...	...	...	12 470	...	...	...	12 470
4 300	4 800	...	...	20	...	11 075	...	...	...	11 075
94 564	72 758	2 464	2 190	4 587	27 893	232 694	1 137	...	1 297	235 128
25 867	53 458	30 835	1 958	29 740	9 341	162 923	85	429	117	163 554
27 127	40 605	10 748	1 659	31 027	2 676	117 129	438	400	1 032	118 999
1 245 717	616 025	375 401	96 986	263 630	322 189	3 107 245	14 082	5 032	24 495	3 150 854
35	35	...	...	...	...	70	...	...	...	70
171	171	...	...	...	...	342	...	...	...	342 (a)
3 065	8 203	...	...	...	...	11 268	...	...	...	11 268 (a)
...	...	...	...	...	...	10 200	...	...	...	10 200
...	...	...	...	...	...	11 273	...	...	...	11 273
...	...	...	...	...	...	36 685	...	...	...	36 685 (a)
35	35	...	...	...	...	10 270	...	...	...	10 270
171	171	...	...	...	...	11 615	...	...	...	11 615
3 065	8 203	...	...	...	...	47 953	...	...	...	47 953
723	1 130	269	283	498	378	4 126	128	50	128	4 432
723	1 184	269	283	498	378	4 180	128	50	128	4 486
9 083	13 798	3 444	3 615	6 289	4 795	51 915	1 475	278	1 681	55 349
18 998	...	...	...	...	...	18 998	...	...	...	18 998
14 596	...	...	...	...	...	14 596	...	...	...	14 596
80 626	...	...	...	...	...	80 626	...	...	...	80 626
...
...
5 700	...	...	...	...	...	5 700	...	...	...	5 700 (f)
...	11 605	952	...	...	1 423	15 432	...	6	...	15 438
93	48 400	5 108	25	865	7 280	63 678	...	599	644	64 921
108 501	168 835	20 176	18 500	45 793	61 239	472 986	4 925	4 194	4 399	486 504
...	938	...	...	...	...	938	...	...	...	938
4 007	1 600	...	...	...	2 013	7 620	...	...	...	7 620
30 101	6 628	...	...	...	13 142	50 311	...	...	...	50 311

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Programme stratégique d'infrastructure routière —				
Systèmes de transport intelligents	335	33	559	44
	600	87	36	369
	935	220	1 253	1 118
Programme stratégique d'infrastructure routière—				
Planification et intégration aux points de passage frontaliers .....	...	...	222	...
	...	...	85	...
	...	...	372	...
Programme de contribution pour les simulateurs maritimes .....	...	...	...	...

Bureau de l'infrastructure du Canada				
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	27 539	17 870	32 536	141 112
	21 208	8 261	8 109	38 607
	57 780	27 195	57 693	239 179
Fonds sur l'infrastructure frontalière .....	...	...	...	11 593
	...	...	...	5 354
	...	...	...	23 269
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	5 744	5 316	13 518	10 581
	105	3 737	...	10 582
	5 849	9 053	13 518	21 589
Total du portefeuille ministériel	33 795	23 367	47 144	164 993
	22 090	12 352	8 561	56 889
	78 405	44 206	94 060	303 625
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Programme d'infrastructure Canada .....	...	...	...	...

Entente Canada/Saskatchewan pour le développement du Nord .....	...	...	...	...

Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest .....	...	...	...	...

L'Accord de Vancouver .....	...	...	...	...

Ententes sur le développement urbain de la ville de Winnipeg .....	...	...	...	...

Ententes sur le développement urbain de la ville de Saskatoon .....	...	...	...	...

Ententes sur le développement urbain de la ville de Regina .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
78	272	26		361	781	2 489	93	...	...	2 582
45	1 595	421	148	1 389	1 438	6 128	121	...	127	6 376
<i>1 119</i>	<i>3 634</i>	<i>956</i>	<i>807</i>	<i>3 352</i>	<i>3 508</i>	<i>16 902</i>	<i>214</i>	...	<i>127</i>	<i>17 243</i>
210	173	51	62	...	51	769	25	...	2	796
330	860	...	23	49	120	1 467	...	...	23	1 490
<i>890</i>	<i>1 505</i>	<i>51</i>	<i>85</i>	<i>49</i>	<i>231</i>	<i>3 183</i>	<i>25</i>	...	<i>25</i>	<i>3 233</i>
...	1 060	...	...	...	...	1 060	...	...	...	1 060
...
...	<i>1 060</i>	...	...	...	...	<i>1 060</i>	...	...	...	<i>1 060</i>
177 187	196 276	84 564	15 259	32 536	154 742	879 621	9 328	13 616	5 638	908 203
9 705	118 445	73 972	27 312	68 194	284 483	658 296	12 291	3 201	2 377	676 165
<i>198 181</i>	<i>359 471</i>	<i>199 018</i>	<i>85 639</i>	<i>145 000</i>	<i>674 474</i>	<i>2 043 630</i>	<i>50 695</i>	<i>24 544</i>	<i>17 210</i>	<i>2 136 079</i>
1 341	32 603	...	1 565	...	22 801	69 903	...	...	...	69 903
...	18 260	...	71	...	19 172	42 857	...	...	...	42 857
<i>1 341</i>	<i>95 591</i>	...	<i>3 568</i>	...	<i>85 135</i>	<i>208 904</i>	...	...	...	<i>208 904</i>
6 408	70 718	5 893	12 876	7 132	500	138 686	...	776	3 858	143 320
6 755	46 109	6 791	6 683	...	...	80 762	...	...	804	81 566
<i>13 163</i>	<i>120 811</i>	<i>17 559</i>	<i>21 759</i>	<i>7 132</i>	<i>500</i>	<i>230 933</i>	...	<i>776</i>	<i>4 662</i>	<i>236 371</i>
204 945	314 775	91 755	30 045	40 527	180 676	1 132 022	9 574	14 448	9 626	1 165 670
36 254	236 453	86 561	34 545	70 995	314 884	879 584	12 540	3 850	4 103	900 077
<i>448 705</i>	<i>771 333</i>	<i>241 204</i>	<i>133 973</i>	<i>207 615</i>	<i>843 024</i>	<i>3 166 150</i>	<i>57 334</i>	<i>29 792</i>	<i>28 104</i>	<i>3 281 380</i>
...	...	2 307	2 317	7 885	18 150	30 659	...	...	...	30 659
...	...	3 480	2 360	17 099	57 490	80 429	...	...	...	80 429
...	...	<i>60 246</i>	<i>56 494</i>	<i>167 110</i>	<i>253 822</i>	<i>537 672</i>	...	...	...	<i>537 672</i>
...	...	...	1 636	...	...	1 636	...	...	...	1 636
...	...	...	1 438	...	...	1 438	...	...	...	1 438
...	...	...	<i>6 668</i>	...	...	<i>6 668</i>	...	...	...	<i>6 668</i>
...	...	7 447	4 501	4 662	2 335	18 945	...	...	...	18 945
...	...	4 110	6 876	4 635	10 084	25 705	...	...	...	25 705
...	...	<i>17 280</i>	<i>18 587</i>	<i>22 197</i>	<i>24 757</i>	<i>82 821</i>	...	...	...	<i>82 821</i>
...	...	...	...	...	722	722	...	...	...	722
...	...	...	...	...	1 076	1 076	...	...	...	1 076
...	...	...	...	...	8 262	8 262	...	...	...	8 262
...	...	7 490	...	...	...	7 490	...	...	...	7 490
...	...	1 151	...	...	...	1 151	...	...	...	1 151
...	...	<i>11 477</i>	...	...	...	<i>11 477</i>	...	...	...	<i>11 477</i>
...	...	...	1 579	...	...	1 579	...	...	...	1 579
...	...	...	166	...	...	166	...	...	...	166
...	...	...	<i>1 825</i>	...	...	<i>1 825</i>	...	...	...	<i>1 825</i>
...	...	...	549	...	...	549	...	...	...	549
...	...	...	56	...	...	56	...	...	...	56
...	...	...	<i>605</i>	...	...	<i>605</i>	...	...	...	<i>605</i>

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—Fin
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Mesures structurelles d'atténuation des risques d'inondation en Colombie-Britannique .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

Total global	132 405	53 919	176 403	269 503
	112 611	49 249	137 713	172 731
	<i>3 192 815</i>	<i>916 913</i>	<i>3 083 402</i>	<i>3 112 294</i>

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 2007-2008.

Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 2006-2007.

Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 2007-2008).

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

⁽¹⁾ Ce programme était antérieurement présenté sous le Conseil du Trésor.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	16 500	16 500	...	...	...	16 500
...
...	...	...	...	...	16 500	16 500	...	...	...	16 500 (f)
...	...	17 244	10 582	12 547	37 707	78 080	...	...	...	78 080
...	...	8 741	10 896	21 734	68 650	110 021	...	...	...	110 021
...	...	89 003	84 179	189 307	303 341	665 830	...	...	...	665 830
942 112	2 003 639	492 504	453 763	442 781	550 857	5 517 886	51 956	78 928	20 107	5 668 877
915 599	1 829 799	451 292	587 670	584 598	750 307	5 591 569	55 793	68 038	17 324	5 732 724
14 692 179	23 751 274	4 963 407	7 383 818	6 962 203	5 746 565	73 804 870	1 786 354	614 760	247 628	76 453 612

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2007-2008

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Détail budgétaire par affectation	10.2
Commissions	10.17
Frais d'étude	10.20
Revenus de placements	10.22
Dépenses des cabinets des ministres	10.24
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	10.30

Détail budgétaire par affectation

Cet état présente les crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31

de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice.

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION

	Affectations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	761 426 547	715 588 804		
Bloquées.....	9 379 712			
Moins: revenus affectés aux dépenses.....	45 500 000	31 781 715		
	725 306 259	683 807 089		
Crédit 5—Dépenses en capital—				
Dépenses en capital.....	24 143 647	24 143 646		
Projet pilote de crédits permanents au titre de la gestion des immobilisations.....	28 631 000	8 359 126		
	52 774 647	32 502 772		
Crédit 10—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions.....	614 023 986	614 038 717		
Bloquées.....	35 946 254			
	649 970 240	614 038 717		
Crédit 12b—Pour radier jusqu'à concurrence de 500 000\$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2008.....			1	
Crédit 15—Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000\$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières et la somme de 1 500 000 000\$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié.....				1
Crédit 20—Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux				
conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000\$ payable à l'égard des accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse.....				1
Montants législatifs.....	2 113 064 736	2 108 479 488		
Total du ministère.....	3 541 115 885	3 438 828 066		
Commission canadienne du lait				
Crédit 25—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	3 851 415	3 848 290		
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement et contributions—				
Budget de fonctionnement.....	650 012 856	626 235 603		
Subventions et contributions.....	2 682 167	2 682 167		
Initiatives publicitaires—				
Autres coûts de fonctionnement.....	3 075 000	2 917 443		
Bloquées.....	4 553 640			
Moins: revenus affectés aux dépenses.....	58 382 253	58 382 253		
	601 941 410	573 452 960		
Crédit 35—Dépenses en capital.....	26 493 260	22 322 308		
Montants législatifs.....	85 871 516	85 485 859		
	714 306 186	681 261 127		
Commission canadienne des grains				
Crédit 40—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	39 178 678	39 024 368		
Montants législatifs.....	29 679 694	(7 064 618)		
	68 858 372	31 959 750		
Total du portefeuille ministériel.....	4 328 131 858	4 155 897 233		
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	86 673 707	83 059 850		
Bloquées.....	1 667 314			
	88 341 021	83 059 850		
Crédit 5—Subventions et contributions.....	279 141 001	279 141 000		
Montants législatifs.....	9 396 550	9 396 550		
Total du ministère.....	376 878 572	371 597 400		

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Société d'expansion du Cap-Breton			Musée canadien des civilisations		
Crédit 10—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 650 000	8 650 000	Crédit 30—Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	62 409 297	62 409 297
Total du portefeuille ministériel.....	385 528 572	380 247 400	Musée canadien de la nature		
AGENCE DU REVENU DU CANADA			Crédit 35—Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	85 091 570	85 091 570
Crédit 1—Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> —			Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Budget de fonctionnement	3 136 411 107	3 004 917 143	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Subventions et contributions	3 000 000	929 335	Budget de fonctionnement	50 805 898	49 942 940
Initiatives publicitaires	550 000	550 000	Moins: revenus affectés aux dépenses	40 202 100	40 202 100
Locaux et services de biens immobiliers	276 270 488	276 234 488	10 603 798	9 740 840	
Mesures anti-terrorisme liées aux organismes de bienfaisance—			Montants législatifs	5 700 587	5 700 587
Personnel	2 549 000	1 987 000		16 304 385	15 441 427
Autres frais de fonctionnement	2 217 000	1 386 000	Bibliothèque et Archives du Canada		
Bloquées	4 521 000		Crédit 45—Dépenses du programme—		
Moins: revenus affectés aux dépenses	264 882 000	262 571 000	Budget de fonctionnement	111 487 048	108 533 734
	3 160 636 595	3 023 432 966	Subventions et contributions	3 047 503	2 943 117
Montants législatifs	1 399 526 480	1 399 526 480	Bloquées	34 478 235	
Total du portefeuille ministériel.....	4 560 163 075	4 422 959 446	Moins: revenus affectés aux dépenses	550 000	441 718
PATRIMOINE CANADIEN			148 462 786	111 035 133	
Ministère			Montants législatifs	11 489 587	11 420 823
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				159 952 373	122 455 956
Budget de fonctionnement	263 159 259	250 053 317	Société du Centre national des Arts		
Initiatives publicitaires	1 700 000	1 279 806	Crédit 50—Paiements à la Société du Centre national des Arts—		
Bloquées	12 929 476		Budget de fonctionnement	48 931 215	48 931 215
Moins: revenus affectés aux dépenses	5 319 826	5 319 826	Réparations à l'édifice et paiements à la ville d'Ottawa	7 000 000	7 000 000
	272 468 909	246 013 297		55 931 215	55 931 215
Crédit 5—Subventions et contributions—			Commission des champs de bataille nationaux		
Subventions et contributions	1 142 875 184	1 117 027 140	Crédit 55—Dépenses du programme—		
Bloquées	13 708 000		Budget de fonctionnement	11 130 360	10 778 820
	1 156 583 184	1 117 027 140	Bloquées	750 000	
Montants législatifs	28 524 409	28 524 409	11 880 360	10 778 820	
Total du ministère	1 457 576 502	1 391 564 846	Montants législatifs	2 147 667	2 147 664
Conseil des Arts du Canada				14 028 027	12 926 484
Crédit 10—Paiements au Conseil des Arts du Canada	181 782 578	181 782 577	Office national du film		
Société Radio-Canada			Crédit 60—Fonds renouvelable de l'Office national du film—		
Crédit 15—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	989 564 000	989 564 000	Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 20—Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	4 000 000	Budget de fonctionnement	80 007 910	77 869 911
Crédit 25—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	110 398 001	110 398 000	Subventions et contributions	250 000	201 363
	1 103 962 001	1 103 962 000	Moins: revenus affectés aux dépenses	8 293 000	6 903 942
				71 964 910	71 167 332

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Montants législatifs.....	5 976 885		Montants législatifs.....	37 161	37 161
	77 941 795	71 167 332		1 680 761	1 001 833
Musée des beaux-arts du Canada			Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 65—Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	43 911 924	43 911 924	Crédit 95—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement.....	10 246 250	8 419 738
Crédit 70—Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection.....	8 000 000	8 000 000	Crédit 100—Subventions et contributions.....	18 150 000	15 217 326
	51 911 924	51 911 924	Crédit 101a—Conformément à l'ALINÉA 24.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par l'association des femmes autochtones du Canada à Sa Majesté du chef du Canada— Subventions et contributions.....	708 332	708 332
Musée national des sciences et de la technologie			Montants législatifs.....	945 620	945 326
Crédit 75—Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	32 126 287	32 126 287		30 050 202	25 290 722
Commission de la fonction publique			Téléfilm Canada		
Crédit 80—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	107 265 058	99 991 286	Crédit 105—Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 203 301	105 203 301
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	625 000	67 168	Total du portefeuille ministériel.....	3 567 258 450	3 437 178 498
Bloquées.....	426 533		CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Moins: revenus affectés aux dépenses.....	9 500 000	9 367 010	Ministère		
	98 816 591	90 691 444	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement.....	386 930 331	381 898 817
Montants législatifs.....	12 189 632	12 189 632	Programme de santé fédérale par intérim.....	51 142 675	51 142 675
	111 006 223	102 881 076	Initiatives publicitaires.....	2 365 000	2 234 045
Commission des relations de travail dans la fonction publique			Bloquées.....	4 900 164	435 275 537
Crédit 85—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	13 040 439	10 643 619		445 338 170	435 275 537
Bloquées.....	1 057 711		Crédit 2a—Radiation de dettes conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 620 031	1 596 540
	14 098 150	10 643 619	Crédit 5—Subventions et contributions— Subventions et contributions.....	722 224 000	625 996 223
Montants législatifs.....	1 083 091	1 083 091	Bloquées.....	10 000 000	625 996 223
	15 181 241	11 726 710	Montants législatifs.....	56 644 105	56 638 416
Tribunal de la dotation de la fonction publique			Total du ministère.....	1 235 826 306	1 119 506 716
Crédit 90—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	4 716 500	3 901 673	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Montants législatifs.....	402 268	402 268	Crédit 10—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	95 521 156	87 917 017
	5 118 768	4 303 941	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	11 458 132	4 124 623
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles			Bloquées.....	141 868	
Vote 93a—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	1 643 600	964 672		107 121 156	92 041 640

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Montants législatifs.....	11 208 776	11 208 776			
	118 329 932	103 250 416			
Total du portefeuille ministériel.....	1 354 156 238	1 222 757 132			
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement.....	48 674 561	45 663 617			
Crédit 5—Subventions et contributions— Subventions et contributions..... Bloquées.....	344 772 001 5 050 000	285 783 632			
	349 822 001	285 783 632			
Montants législatifs.....	4 942 957	4 937 965			
Total du portefeuille ministériel.....	403 439 519	336 385 214			
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement..... Initiatives publicitaires..... Bloquées..... Moins : revenus affectés aux dépenses.....	815 107 318 8 835 000 3 906 620	761 394 218 5 580 383			
	68 200 000	66 472 757			
	759 648 938	700 501 844			
Crédit 5—Dépenses en capital— Capital..... Bloquées.....	39 146 641 1 465 360	35 685 143			
	40 612 001	35 685 143			
Crédit 10—Subventions et contributions— Subventions et contributions..... Bloquées.....	153 389 892 139 788 443	106 888 660			
	293 178 335	106 888 660			
Montants législatifs.....	154 070 294	153 955 789			
Total du ministère.....	1 247 509 568	997 031 436			
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Crédit 15—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement..... Subventions et contributions..... Bloquées..... Moins : revenus affectés aux dépenses.....	28 249 902 2 846 884 307 540	21 639 149 1 194 472			
	8 001 000	6 285 591			
	23 403 326	16 548 030			
Montants législatifs.....	1 729 133	1 728 818			
	25 132 459	18 276 848			
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie					
Crédit 20—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	4 980 916	4 517 729			
Montants législatifs.....	339 978	339 978			
	5 320 894	4 857 707			
			Agence Parcs Canada		
			Crédit 25—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement..... Subventions et contributions..... Initiatives publicitaires..... Bloquées.....	511 319 633 15 568 535 2 000 000 3 917 387	465 079 934 12 588 495
				532 805 555	477 668 429
			Crédit 30—Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques— Budget de fonctionnement.....	500 000	500 000
			Montants législatifs.....	155 874 903	155 874 903
				689 180 458	634 043 332
			Total du portefeuille ministériel.....	1 967 143 379	1 654 209 323
FINANCES					
Ministère					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement..... Moins : revenus affectés aux dépenses.....				99 538 645	91 613 830
				400 000	57 780
				99 138 645	91 556 050
Crédit 5—Subventions et contributions— Subventions et contributions..... Bloquées.....				98 200 000 123 000 000	93 377 142 93 377 142
				221 200 000	
Montants législatifs.....				81 096 691 558	81 028 091 256
Total du ministère.....				81 417 030 203	81 213 024 448
Vérificateur général					
Crédit 15—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement..... Bloquées.....				77 024 249 457 321	73 175 666 73 175 666
Montants législatifs.....				9 146 232	9 146 232
				86 627 802	82 321 898
Tribunal canadien du commerce extérieur					
Crédit 20—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....				9 857 450	8 938 872
Montants législatifs.....				1 122 547	1 122 541
				10 979 997	10 061 413
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Montants législatifs.....				7 939 077	7 938 670
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Crédit 25—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement..... Subventions et contributions..... Bloquées.....				47 417 704 1 300 000 729 000	45 772 219 1 300 000
				49 446 704	47 072 219

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL			Instituts de recherche en santé du Canada		
Crédit 1—Dépenses du programme—			Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	17 526 549	16 989 202	Budget de fonctionnement.....	44 603 566	42 727 159
Subventions et contributions.....	11 000		Bloquées.....	456 617	
	<i>17 537 549</i>	<i>16 989 202</i>		<i>45 060 183</i>	<i>42 727 159</i>
Montants législatifs.....	<i>2 501 139</i>	<i>2 500 997</i>	Crédit 20—Subventions et contributions ..	<i>943 966 901</i>	<i>926 716 411</i>
Total du portefeuille ministériel.....	20 038 688	19 490 199	Montants législatifs.....	<i>4 635 718</i>	<i>4 627 213</i>
				993 662 802	974 070 783
SANTÉ			Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Ministère			Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	1 143 570 998	1 105 121 838	Budget de fonctionnement.....	3 438 155	3 230 763
Santé des Premières nations et des Inuits—			Montants législatifs.....	<i>390 032</i>	<i>390 032</i>
Budget de fonctionnement.....	217 170 273	215 864 800		3 828 187	3 620 795
Revenus affectés aux dépenses.....	(5 450 000)	(4 144 527)			
Prestation de services de santé non assurés.....	538 604 555	538 604 555	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Soutien du règlement des questions rattachées aux pensionnats indiens—			Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	10 397 000	3 878 200	Budget de fonctionnement.....	7 491 825	5 808 184
Initiatives publicitaires.....	5 100 000	5 100 000	Audiences publiques.....	3 541 928	914 221
Programme de santé des fonctionnaires fédéraux—			Montants législatifs.....	<i>11 033 753</i>	<i>6 722 405</i>
Personnel.....	4 437 796	4 437 796		710 011	710 011
Autres frais de fonctionnement.....	5 669 590	5 669 590		11 743 764	7 432 416
Produits de santé naturels—Personnel ..	12 406 015	12 406 015	Agence de la santé publique du Canada		
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens—			Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	4 632 972		Budget de fonctionnement.....	416 245 111	388 553 746
Bloquées.....	7 798 413		Projet de laboratoire Logan.....	3 362 172	3 362 172
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	63 885 000	63 591 699	Initiatives publicitaires.....	2 200 000	1 444 164
	<i>1 880 452 612</i>	<i>1 823 346 568</i>	Bloquées.....	35 652 056	
Crédit 5—Subventions et contributions—			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	50 000	45 057
Subventions et contributions.....	585 908 612	569 493 144		<i>457 409 339</i>	<i>393 315 025</i>
Santé des Premières nations et des Inuits.....	644 966 600	644 966 600	Crédit 40—Subventions et contributions—		
Conseil de la santé du Canada.....	10 000 000	6 417 000	Subventions et contributions.....	197 234 702	188 644 544
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer.....	29 300 000	28 825 561	Bloquées.....	4 544 000	
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens.....	8 234 900	8 234 900	Montants législatifs.....	<i>201 778 702</i>	<i>188 644 544</i>
Bloquées.....	36 895 000			24 907 867	24 907 171
	<i>1 315 305 112</i>	<i>1 257 937 205</i>		684 095 908	606 866 740
Montants législatifs.....	<i>1 205 146 846</i>	<i>1 204 730 166</i>	Total du portefeuille ministériel.....	6 107 815 294	5 882 902 379
Total du ministère.....	4 400 904 570	4 286 013 939	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			Ministère		
Crédit 10—Dépenses du programme—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	13 298 100	4 615 743	Budget de fonctionnement.....	4 020 158 791	3 961 160 737
Montants législatifs.....	<i>281 963</i>	<i>281 963</i>	Assurance-emploi—Systèmes de GI/TI—		
	13 580 063	4 897 706	Budget de fonctionnement.....	113 667 000	113 666 924

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—			Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Budget de fonctionnement.....	10 526 000	7 603 793	Crédit 25—Dépenses du programme—		
Initiatives publicitaires.....	14 135 000	10 864 944	Budget de fonctionnement.....	8 304 182	7 599 919
Bloquées.....	10 208 991		Moins : revenus affectés aux dépenses.....	4 300 000	3 927 331
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	1 637 262 318	1 592 533 739		4 004 182	3 672 588
	2 531 433 464	2 500 762 659	Montants législatifs.....	979 039	979 039
Crédit 5—Subventions et contributions—				4 983 221	4 651 627
Subventions et contributions.....	1 173 797 140	1 003 521 695	Total du portefeuille ministériel.....	41 878 786 315	41 493 748 987
Fonds d'intégration.....	23 751 000	23 751 000			
Bloquées.....	42 725 650		AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	1 240 273 790	1 027 272 695	Ministère		
Crédit 7b—Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada de prêts aux étudiants—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Autorisation de radiation de dettes.....	407 351	395 565	Budget de fonctionnement.....	721 905 540	668 780 894
Montants législatifs.....	35 792 616 625	35 792 546 841	Programme d'éducation spéciale—		
Total du ministère.....	39 564 731 230	39 320 977 760	Personnel.....	1 870 194	1 839 387
Conseil canadien des relations industrielles			Autres frais de fonctionnement.....	620 000	550 524
Crédit 10—Dépenses du programme—			Initiatives publicitaires.....	600 000	264 602
Budget de fonctionnement.....	11 768 920	10 984 983	Bloquées.....	946 000	
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—				725 941 734	671 435 407
Autres frais de fonctionnement.....	154 000	153 028	Crédit 5—Dépenses en capital—		
	11 922 920	11 138 011	Capital.....	1 210 000	832 815
Montants législatifs.....	1 378 399	1 378 138	Crédit 10—Subventions et contributions—		
	13 301 319	12 516 149	Subventions et contributions.....	6 212 635 625	6 204 670 308
Société canadienne d'hypothèques et de logement			Programme d'éducation spéciale.....	126 148 318	126 108 090
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	2 554 000	
Budget de fonctionnement.....	2 293 512 000	2 154 285 857		6 341 337 943	6 330 778 398
Crédit 16b—Porter de 350 000 000 000 \$ à 450 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> —			Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes.....	47 600 000	43 987 203
Autorisation du parlement.....	1		Crédit 20—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	262 965	262 965	Budget de fonctionnement.....	9 310 881	7 531 366
	2 293 774 966	2 154 548 822	Bloquées.....	381 420	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				9 692 301	7 531 366
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 25—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions.....	27 248 751	27 106 989
Budget de fonctionnement.....	1 893 850	952 900	Montants législatifs.....	219 003 609	187 055 485
Montants législatifs.....	101 729	101 729	Total du ministère.....	7 372 034 338	7 268 727 663
	1 995 579	1 054 629	Commission canadienne des affaires polaires		
			Crédit 40—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	938 643	904 195
			Subventions et contributions.....	10 000	10 000
			Bloquées.....	1 140	
				949 783	914 195
			Montants législatifs.....	66 150	66 150
				1 015 933	980 345

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Institut de la statistique des Premières nations			Agence spatiale canadienne		
Crédit 45—Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement—			Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	4 888 000		Budget de fonctionnement.....	197 301 744	178 896 343
			Bloquées.....	3 955 450	
				201 257 194	178 896 343
Commission des revendications particulières des Indiens			Crédit 30—Dépenses en capital—		
Crédit 50—Dépenses du programme—			Capital.....	64 873 000	56 817 476
Budget de fonctionnement.....	6 476 313	5 560 836	Bloquées.....	47 204 550	
Montants législatifs.....	545 504	545 504		112 077 550	56 817 476
	7 021 817	6 106 340	Crédit 35—Subventions et contributions—		
			Subventions et contributions.....	46 744 001	46 714 470
			Bloquées.....	6 842 000	
				53 586 001	46 714 470
			Montants législatifs.....	9 260 388	9 232 626
				376 181 133	291 660 915
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			Commission canadienne du tourisme		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	215 957 290	198 701 402	Budget de fonctionnement.....	79 282 000	79 282 000
Affectation des règlements—					
Autres frais de fonctionnement.....	186 432 886	186 432 886	Tribunal de la concurrence		
Bloquées.....	58 000 000		Crédit 45—Dépenses du programme—		
	460 390 176	385 134 288	Budget de fonctionnement.....	1 733 747	1 536 518
Crédit 60—Subventions et contributions—			Bloquées.....	16 536	
Subventions et contributions.....	134 000 000	130 997 368		1 750 283	1 536 518
Bloquées.....	25 000 000		Montants législatifs.....	160 826	160 826
	159 000 000	130 997 368		1 911 109	1 697 344
Montants législatifs.....	3 732 160	3 732 160	Commission du droit d'auteur		
	623 122 336	519 863 816	Crédit 50—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	2 430 700	2 285 609
Total du portefeuille ministériel.....	8 008 082 424	7 795 678 164	Montants législatifs.....	235 047	235 047
				2 665 747	2 520 656
INDUSTRIE			Conseil national de recherches du Canada		
Ministère			Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	439 384 163	422 891 590
Budget de fonctionnement.....	488 473 462	465 683 809	Bloquées.....	6 038 045	
Bloquées.....	551 131			445 422 208	422 891 590
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	61 770 327	61 770 327	Crédit 60—Dépenses en capital—		
	427 254 266	403 913 482	Capital.....	45 119 816	45 119 813
Crédit 5—Dépenses en capital—			Bloquées.....	2 065 000	
Capital.....	14 827 431	14 294 328		47 184 816	45 119 813
Capital—Personnel.....	2 955 713	2 356 271	Crédit 65—Subventions et contributions ..	152 123 700	148 121 574
Bloquées.....	449 050		Montants législatifs.....	221 134 739	155 017 063
	18 232 194	16 650 599		865 865 463	771 150 040
Crédit 10—Subventions et contributions—			Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Subventions et contributions.....	754 082 791	664 728 280	Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	6 757 000		Budget de fonctionnement.....	41 799 097	39 011 904
	760 839 791	664 728 280	Crédit 75—Subventions.....	969 768 074	969 578 204
Montants législatifs.....	418 200 938	278 622 025	Montants législatifs.....	3 869 826	3 869 826
Total du ministère.....	1 624 527 189	1 363 914 386		1 015 436 997	1 012 459 934

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Conseil de recherches en sciences humaines			Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 80—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	22 607 406	21 484 993	Budget de fonctionnement.....	20 222 764	19 701 614
Crédit 85—Subventions.....	658 687 578	657 316 572	Bloquées.....	73 301	
Montants législatifs.....	2 245 006	2 245 006		20 296 065	19 701 614
	683 539 990	681 046 571	Montants législatifs.....	2 291 091	2 291 091
				22 587 156	21 992 705
Conseil canadien des normes			Tribunal canadien des droits de la personne		
Crédit 90—Paiements au Conseil canadien des normes—			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	7 129 000	7 129 000	Budget de fonctionnement.....	3 980 418	3 727 747
Statistique Canada			Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
Crédit 95—Dépenses du programme—			Autres frais de fonctionnement.....	122 130	98 126
Budget de fonctionnement.....	561 494 874	507 530 135		4 102 548	3 825 873
Subventions et contributions.....	561 000	560 800	Montants législatifs.....	351 898	351 898
Bloquées.....	7 788 660			4 454 446	4 177 771
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	130 000 000	103 155 273	Commissaire à la magistrature fédérale		
	439 844 534	404 935 662	Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	69 095 223	69 095 223	Budget de fonctionnement.....	8 498 985	7 634 757
	508 939 757	474 030 885	Bloquées.....	209 010	
Total du portefeuille ministériel.....	5 165 478 385	4 684 891 731	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	275 000	173 750
				8 432 995	7 461 007
JUSTICE			Crédit 25—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Ministère			Budget de fonctionnement.....	1 666 619	1 564 231
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	6 831	
Budget de fonctionnement.....	475 888 701	447 623 644		1 673 450	1 564 231
Initiative du renouvellement de la justice pour les jeunes—			Montants législatifs.....	390 906 393	390 906 393
Budget de fonctionnement.....	3 368 000	2 173 084		401 012 838	399 931 631
Services juridiques ministériels chargés de l'accès légal—			Service administratif des tribunaux judiciaires		
Personnel.....	480 000	480 000	Crédit 30—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement.....	124 000	61 228	Budget de fonctionnement.....	57 144 822	54 252 072
Bloquées.....	327 000		Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	181 955 953	181 955 953	Autres frais de fonctionnement.....	350 019	350 019
	298 231 748	268 382 003	Bloquées.....	228 356	
Crédit 5—Subventions et contributions—				57 723 197	54 602 091
Subventions et contributions.....	150 658 801	136 474 182	Montants législatifs.....	6 051 911	6 036 488
Fonds pour le renouvellement de la justice pour les jeunes.....	1 202 107	1 202 107		63 775 108	60 638 579
Services d'aide juridique.....	79 827 507	79 827 507	Bureau du directeur des poursuites pénales		
Ententes sur le partage des coûts pour la justice pour les jeunes.....	144 750 000	144 750 000	Crédit 35—Dépenses du programme—		
Bloquées.....	3 750 000		Budget de fonctionnement.....	88 404 558	76 744 695
	380 188 415	362 253 796	Fonds des poursuites en matière de drogues—		
Montants législatifs.....	55 527 457	55 526 966	Budget de fonctionnement.....	30 999 316	30 999 316
Total du ministère.....	733 947 620	686 162 765			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Conseillers juridiques des ETALMF et avocats du Groupe d'entraide internationale—			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Budget de fonctionnement.....	1 016 393	1 013 859	Subventions et contributions.....	190 286 403	168 792 807
Bloquées.....	9 607		Bloquées.....	24 800 000	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	11 342 000	8 969 385		215 086 403	168 792 807
	109 087 874	99 788 485	Montants législatifs.....	1 364 830 493	1 343 183 200
Montants législatifs.....	10 150 318	10 150 318	Total du ministère.....	18 778 155 514	17 524 049 185
	119 238 192	109 938 803	Comité des griefs des Forces canadiennes		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Crédit 40—Commissariat à l'information du Canada—			Budget de fonctionnement.....	6 075 257	5 604 889
Dépenses du programme—			Bloquées.....	83 202	
Budget de fonctionnement.....	6 607 659	6 372 809		6 158 459	5 604 889
Retards accumulés—			Montants législatifs.....	617 129	617 129
Enquêtes sur les plaintes.....	638 792	638 792		6 775 588	6 222 018
	7 246 451	7 011 601	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Crédit 45—Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—			Crédit 20—Dépenses du programme—		
Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	3 305 950	2 725 450
Budget de fonctionnement.....	17 002 609	15 207 563	Montants législatifs.....	183 527	183 327
Subventions et contributions.....	500 000	474 458		3 489 477	2 908 777
	17 502 609	15 682 021	Total du portefeuille ministériel.....	18 788 420 579	17 533 179 980
Montants législatifs.....	2 313 894	2 299 759	RESSOURCES NATURELLES		
	27 062 954	24 993 381	Ministère		
Cour suprême du Canada			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 50—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	629 764 955	597 065 462
Budget de fonctionnement.....	21 854 909	20 375 835	Mise en oeuvre du programme par EACL dans le cadre du programme des responsabilités nucléaires héritées—		
Projet de modernisation de la salle d'audience.....	2 943 000	2 917 409	Autres frais de fonctionnement.....	97 800 000	97 800 000
Bloquées.....	861 200		Commission de la frontière internationale—		
	25 659 109	23 293 244	Budget de fonctionnement.....	2 446 109	2 201 664
Montants législatifs.....	7 461 270	7 451 523	Bloquées.....	49 291 317	
	33 120 379	30 744 767	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	25 479 000	22 708 995
Total du portefeuille ministériel.....	1 405 198 693	1 338 580 402		753 823 381	674 358 131
DÉFENSE NATIONALE			Crédit 5—Dépenses en capital.....	4 358 502	4 220 251
Ministère			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Subventions et contributions.....	233 489 001	211 426 997
Budget de fonctionnement.....	13 619 477 851	13 246 555 235	Bloquées.....	86 793 228	
Initiatives publicitaires.....	10 000 000	10 000 000		320 282 229	211 426 997
Bloquées.....	48 992 810		Montants législatifs.....	2 461 958 373	2 451 050 614
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	444 241 610	444 241 610	Total du ministère.....	3 540 422 485	3 341 055 993
	13 234 229 051	12 812 313 625	Énergie atomique du Canada limitée		
Crédit 5—Dépenses en capital—			Crédit 15—Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—		
Capital.....	3 208 241 083	3 125 135 074	Budget de fonctionnement.....	197 887 000	197 856 000
Capital—Personnel.....	74 624 479	74 624 479	Bloquées.....	14 569 000	
Bloquées.....	681 144 005			212 456 000	197 856 000
	3 964 009 567	3 199 759 553			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Commission canadienne de sûreté nucléaire			Montants législatifs	136 554 388	136 554 388
Crédit 20—Dépenses du programme—				412 007 434	400 856 119
Budget de fonctionnement.....	92 084 984	88 835 109	Bibliothèque du Parlement		
Subventions et contributions	994 520	994 520	Crédit 10—Dépenses du programme—		
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	15 000	15 000	Budget de fonctionnement.....	33 058 000	31 691 870
Bloquées.....	393 659		Moins : revenus affectés aux dépenses	1 000 000	900 627
	93 488 163	89 844 629		32 058 000	30 791 243
Montants législatifs.....	10 007 297	9 999 987	Montants législatifs.....	4 123 400	4 123 400
	103 495 460	99 844 616		36 181 400	34 914 643
Société de développement du Cap-Breton			Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Crédit 25—Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	69 511 000	60 000 000	Budget de fonctionnement.....	5 249 000	4 334 485
Office national de l'énergie			Montants législatifs.....	518 166	518 166
Crédit 30—Dépenses du programme—				5 767 166	4 852 651
Budget de fonctionnement.....	42 108 996	40 379 321	Conseiller sénatorial en éthique		
Article 37.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances</i> —			Crédit 20—Dépenses du programme—		
Excédent de dépenses en 2006-2007...	823 906		Budget de fonctionnement.....	827 600	802 692
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	343 455	285 942	Montants législatifs.....	113 699	113 699
Bloquées.....	1 237 873			941 299	916 391
	44 514 230 ⁽¹⁾	40 665 263	Total du portefeuille ministériel.....	540 784 322	520 442 236
Montants législatifs.....	4 692 503	4 691 691	CONSEIL PRIVÉ		
	49 206 733	45 356 954	Ministère		
Administration du pipe-line du Nord			Crédit 1—Dépenses du programme—		
Crédit 35—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	116 950 376	108 549 587
Budget de fonctionnement.....	287 500	134 609	Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India—		
Montants législatifs.....	1 857	1 857	Budget de fonctionnement.....	10 899 485	10 899 485
	289 357	136 466	Contributions	931 223	917 508
Total du portefeuille ministériel.....	3 975 381 035	3 744 250 029	Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar—		
PARLEMENT			Autres frais de fonctionnement.....	348 500	153 797
Sénat			Contributions	25 000	20 815
Crédit 1—Dépenses du programme—			Enquête interne relative sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almakki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin—		
Budget de fonctionnement.....	55 871 195	48 886 604	Frais de fonctionnement	6 642 352	4 534 554
Subventions et contributions	387 295	387 295	Contributions	700 000	455 192
	56 258 490	49 273 899	Bloquées.....	773 655	
Montants législatifs.....	29 628 533	29 628 533		137 270 591	125 530 938
	85 887 023	78 902 432	Montants législatifs.....	12 192 855	12 161 068
Chambre des communes			Total du ministère.....	149 463 446	137 692 006
Crédit 5—Dépenses du programme—					
Budget de fonctionnement.....	274 736 859	264 450 370			
Subventions et contributions	1 789 555	924 729			
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 073 368	1 073 368			
	275 453 046	264 301 731			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes			Crédit 5—Subventions et contributions—	265 714 745	177 333 433
Crédit 5—Dépenses du programme—			Montants législatifs.....	11 595 187	11 595 187
Budget de fonctionnement.....	6 389 080	4 648 283	Total du ministère.....	444 166 433	339 905 885
Montants législatifs.....	376 846	376 846			
	6 765 926	5 025 129	Agence des services frontaliers du Canada		
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 10—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	1 428 363 635	1 272 989 415
Budget de fonctionnement.....	28 210 113	27 104 216	Paie ment de frais de manutention de la Société canadienne des postes.....	10 772 216	7 514 527
Montants législatifs.....	3 336 286	3 336 286	Initiatives publicitaires		
	31 546 399	30 440 502	Autres frais de fonctionnement.....	5 094 000	3 574 423
Directeur général des élections			Bloquées.....	5 664 567	
Crédit 15—Dépenses du programme—			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	20 733 636	20 733 636
Budget de fonctionnement.....	22 071 721	20 626 953		1 429 160 782	1 263 344 729
Montants législatifs.....	100 113 288	100 113 288	Crédit 15—Dépenses en capital—		
	122 185 009	120 740 241	Capital.....	75 364 175	34 902 950
Commissariat aux langues officielles			Bloquées.....	24 000 000	
Crédit 20—Dépenses du programme—			Montants législatifs.....	150 579 767	150 459 437
Budget de fonctionnement.....	19 191 090	18 383 289		1 679 104 724	1 448 707 116
Montants législatifs.....	1 966 199	1 962 335	Service canadien du renseignement de sécurité		
	21 157 289	20 345 624	Crédit 20—Dépenses du programme—		
Secrétariat de la Commission des nominations publiques			Budget de fonctionnement.....	374 663 789	355 662 405
Crédit 25—Dépenses du programme—			Montants législatifs.....	34 402 206	34 377 301
Budget de fonctionnement.....	944 973	102 700		409 065 995	390 039 706
Montants législatifs.....	10 301	10 301	Service correctionnel		
	955 274	113 001	Crédit 25—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—		
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 30—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	1 722 582 997	1 644 461 813
Budget de fonctionnement.....	2 766 000	2 372 873	Subventions et contributions.....	1 833 000	1 338 950
Montants législatifs.....	253 339	253 339	Bloquées.....	2 745 789	
	3 019 339	2 626 212		1 727 161 786	1 645 800 763
Total du portefeuille ministériel.....	335 092 682	316 982 715	Crédit 30—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			Dépenses en capital—		
Ministère			Capital.....	165 286 800	140 641 063
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	24 411 000	
Budget de fonctionnement.....	148 856 501	133 628 576	Montants législatifs.....	189 697 800	140 641 063
Initiatives publicitaires.....	3 000 000	2 846 694		196 675 793	177 493 523
Remboursement des coûts de sécurité supplémentaires du Sommet des dirigeants de l'Amérique du Nord.....	15 000 000	14 501 995		2 113 535 379	1 963 935 349
	166 856 501	150 977 265	Commission nationale des libérations conditionnelles		
			Crédit 35—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	40 077 592	38 181 058
			Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	146 207	124 991
			Bloquées.....	928 000	
				41 151 799	38 306 049

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Montants législatifs.....	5 126 438	5 123 611	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	46 278 237	43 429 660	Crédit 60—Dépenses du programme—		
Bureau de l'enquêteur correctionnel			Budget de fonctionnement.....	1 453 940	1 062 058
Crédit 40—Dépenses du programme—			Montants législatifs.....	151 860	151 860
Budget de fonctionnement.....	3 052 104	2 753 836		1 605 800	1 213 918
Bloquées.....	15 287		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	3 067 391	2 753 836	Crédit 65—Dépenses du programme—		
Montants législatifs.....	368 364	368 364	Budget de fonctionnement.....	6 884 162	6 229 835
	3 435 755	3 122 200	Bloquées.....	52 260	
Gendarmerie royale du Canada				6 936 422	6 229 835
Crédit 45—Application de la loi—			Montants législatifs.....	585 894	585 894
Dépenses de fonctionnement—				7 522 316	6 815 729
Budget de fonctionnement.....	1 605 190 185	1 423 769 495	Total du portefeuille ministériel.....	7 484 116 436	6 652 982 456
Services de police contractuelle—			TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Budget de fonctionnement.....	1 694 681 408	1 554 101 112	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 401 735 599)	(1 293 118 524)	Budget de fonctionnement.....	1 154 491 921	1 124 738 862
Sommets dirigés par le PM—			Services immobiliers—		
Autres frais de fonctionnement.....	10 000 000	10 000 000	Budget de fonctionnement.....	2 065 035 351	1 991 562 529
Rémunération et indemnités—			Fonction de trésorerie du receveur général—		
Personnel.....	28 646 000	28 646 000	Autres frais de fonctionnement.....	93 496 521	89 658 623
Projet pilote—			Projets étangs de goudron à Sydney—		
Gestion des immobilisations.....	600 000		Autres frais de fonctionnement.....	10 621 000	10 200 362
École de la GRC—			Initiatives publicitaires		
Budget de fonctionnement.....	22 396 000	20 280 000	Autres frais de fonctionnement.....	75 000	69 844
Rétablir l'efficacité de la police fédérale.....	88 581 000	84 111 914	Bloquées.....	39 123 067	
Initiatives publicitaires.....	850 000	832 569	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	1 278 138 229	1 278 138 229
Bloquées.....	13 538 904			2 084 704 631	1 938 091 991
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	72 544 133	58 673 272	Crédit 5—Dépenses en capital—		
	1 990 203 765	1 769 949 294	Capital.....	335 584 585	304 834 669
Crédit 50—Application de la loi—			Bloquées.....	8 251 579	
Dépenses en capital—			Montants législatifs.....	498 071 830	105 243 148
Capital.....	128 287 240	121 462 432	Total du portefeuille ministériel.....	2 926 612 625	2 348 169 808
Services de police contractuelle.....	100 031 163	100 031 163	TRANSPORTS		
Projet pilote—			Ministère		
Gestion des immobilisations.....	73 370 718		Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
École de la GRC.....	11 868 000	10 318 000	Budget de fonctionnement.....	729 929 633	682 020 428
Rétablir l'efficacité de la police fédérale.....	1 870 000	1 870 000	Initiatives publicitaires.....	1 250 000	1 196 964
Bloquées.....	13 032 665		Bloquées.....	7 248 351	
	328 459 786	233 681 595	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	378 905 077	378 905 077
Crédit 55—Application de la loi—				359 522 907	304 312 315
Subventions et contributions—			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Subventions et contributions.....	79 818 868	77 459 366	Capital.....	78 845 390	72 694 763
Bloquées.....	2 137 000		Capital—Personnel.....	292 000	
	81 955 868	77 459 366	Bloquées.....	3 696 000	
Montants législatifs.....	378 782 378	374 722 638		82 833 390	72 694 763
	2 779 401 797	2 455 812 893			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 10—Subventions et contributions—			Bureau de l'infrastructure du Canada		
Subventions et contributions	432 763 218	316 324 028	Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées	81 900 000		Budget de fonctionnement	38 009 043	35 176 334
	514 663 218	316 324 028	Crédit 55—Contributions—		
Montants législatifs	146 781 938	142 372 993	Subventions et contributions	2 839 088 930	1 917 009 248
Total du ministère	1 103 801 453	835 704 099	Bloquées	3 084 340 919	1 917 009 248
Société canadienne des postes			Montants législatifs	2 605 754	2 581 973
Crédit 15—Paiements à la Société				3 124 955 716	1 954 767 555
canadienne des postes à des fins			Société du Vieux-Port		
spéciales—			de Montréal Inc		
Budget de fonctionnement	122 210 000	122 210 000	Crédit 60—Paiements à la Société		
Administration canadienne de la			du Vieux-Port de Montréal Inc pour		
sûreté du transport aérien			les dépenses de fonctionnement—		
Crédit 20—Paiements à l'administration			Budget de fonctionnement	18 874 301	18 874 301
canadienne de la sûreté du transport			Bloquées	25 699	
aérien—				18 900 000	18 874 301
Budget de fonctionnement	452 954 000	440 717 000	Les ponts Jacques-Cartier et		
Bloquées	2 350 000		Champlain Incorporée		
	455 304 000	440 717 000	Crédit 65—Paiements à la Société		
Office des transports du Canada			les ponts Jacques-Cartier et		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Champlain Inc—		
Budget de fonctionnement	24 806 657	22 422 508	Budget de fonctionnement	41 389 000	30 169 000
Montants législatifs	3 085 532	3 068 681	Bloquées	24 500 000	
	27 892 189	25 491 189		65 889 000	30 169 000
Société des ponts fédéraux limitée			Tribunal d'appel des transports		
Crédit 30—Paiements à la Société			du Canada		
des ponts fédéraux limitée—			Crédit 70—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	600 000	97 707	Budget de fonctionnement	1 471 251	1 411 232
Bloquées	9 850 000		Montants législatifs	111 986	111 986
	10 450 000	97 707		1 583 237	1 523 218
Marine Atlantique SCC			VIA Rail Canada Inc		
Crédit 35—Paiements à Marine			Crédit 75—Paiements à VIA		
Atlantique S.C.C.—			Rail Canada Inc—		
Budget de fonctionnement	79 345 000	74 445 000	Budget de fonctionnement	240 461 000	230 497 000
Bloquées	1 635 000		Total du portefeuille ministériel	5 348 953 395	3 830 590 869
	80 980 000	74 445 000	CONSEIL DU TRÉSOR		
Commission de la capitale nationale			Secrétariat		
Crédit 40—Paiements à la Commission			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
de la capitale nationale pour les			Budget de fonctionnement	190 980 548	179 162 748
dépenses de fonctionnement—			Bloquées	3 974 000	
Budget de fonctionnement	78 591 800	78 159 800	Moins : revenus affectés aux		
Crédit 45—Paiements à la Commission			dépenses	3 942 037	2 680 964
de la capitale nationale pour les				191 012 511	176 481 784
dépenses en capital—			Crédit 2—Contributions	421 501	321 500
Budget de fonctionnement	17 935 000	17 935 000	Crédit 5—Éventualités du		
	96 526 800	96 094 800	gouvernement—		
			Bloquées	750 000 001	

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—Fin

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 10—Initiatives pangouvernementales—			Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
Budget de fonctionnement.....	1 108 178		Crédit 35—Dépenses du programme—		
Bloquées.....	936 142		Budget de fonctionnement.....	92 390 009	88 837 570
	2 044 320		Programme de réforme de la classification—		
Crédit 20—Assurances de la fonction publique—			Personnel.....	2 689 650	2 689 650
Personnel.....	2 103 432 512	1 928 857 124	Autres frais de fonctionnement.....	1 851 800	1 851 800
Autres frais de fonctionnement.....	4 682 725	4 385 497		96 931 459	93 379 020
Subventions et contributions.....	500 000	358 139	Montants législatifs.....	9 680 370	9 672 760
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	280 817 237	280 817 237		106 611 829	103 051 780
	1 827 798 000	1 652 783 523	Total du portefeuille ministériel.....	3 304 405 046	2 089 531 544
Crédit 22a—Report du budget de fonctionnement—			ANCIENS COMBATTANTS		
Budget de fonctionnement.....	218 263 866		Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 23a—Besoins en matière de rémunération—			Budget de fonctionnement.....	297 292 899	287 354 496
Autres frais de fonctionnement.....	25 357 733		Achat de services de santé.....	629 908 000	552 665 353
Montants législatifs.....	27 030 685	27 010 854	Achat de services de santé—		
Total du secrétariat.....	3 041 928 617	1 856 597 661	Personnel.....	7 410 000	6 151 464
École de la fonction publique du Canada			Nouvelle charte des Anciens		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Combattants—Services de soutien....	11 300 000	3 131 602
Budget de fonctionnement.....	62 365 848	59 643 121	Paiements à titre gracieux liés aux essais de l'agent orange à la BFC		
Subventions et contributions.....	375 000	375 000	Gagetown.....	18 000 000	17 720 000
Bloquées.....	3 856 035		Initiatives publicitaires.....	700 000	670 484
	66 596 883	60 018 121	Bloquées.....	1 400 729	
Montants législatifs.....	76 571 445	62 158 584		966 011 628	867 693 399
	143 168 328	122 176 705	Crédit 5—Dépenses en capital—		
Commissariat à l'intégrité du secteur public			Capital.....	26 552 000	26 310 638
Crédit 27a—Dépenses du programme—			Crédit 10—Subventions et contributions ..	2 397 619 001	2 250 198 272
Budget de fonctionnement.....	5 232 420	3 352 214	Crédit 15—Tribunal des Anciens		
Bloquées.....	2 700 000		Combattants (révision et appel)—		
	7 932 420	3 352 214	Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	166 256	166 256	Budget de fonctionnement.....	10 336 052	10 162 055
	8 098 676	3 518 470	Montants législatifs.....	42 089 891	42 089 841
Bureau du directeur des lobbyistes			Total du portefeuille ministériel.....	3 442 608 572	3 196 454 205
Crédit 30—Dépenses du programme—			DIVERSIFICATION DE L'ÉCO- NOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Budget de fonctionnement.....	4 296 292	3 885 624	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	301 304	301 304	Budget de fonctionnement.....	50 706 592	45 017 696
	4 597 596	4 186 928	Crédit 5—Subventions et contributions—		
			Subventions et contributions.....	233 681 876	197 120 459
			Bloquées.....	37 301 000	
				270 982 876	197 120 459
			Montants législatifs.....	5 033 336	5 022 055
			Total du portefeuille ministériel.....	326 722 804	247 160 210
			TOTAL GLOBAL.....	215 338 113 555	206 345 462 770

(1) Les montants rapportés dans les sections ministérielles du Volume II, sont présentés moins les rajustements nets en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques dans le but de présenter les autorisations disponibles pour emploi au portefeuille ministériel.

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Commission des revendications particulières des Indiens.	385 064	165 815	3 070 782	1 939 175	5 560 836

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1991-1329 en date du 15 juillet, 1991) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée d'enquêter de façon impartiale dans le cas où une Première nation conteste un refus du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de satisfaire à une de ses revendications particulières, et dans les cas où la Première nation est en désaccord avec les critères d'indemnisation retenus par le gouvernement pour le règlement de sa revendication.

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar				174 612	174 612
-------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	---------	---------

Cette Commission a été instituée par décret (CP2004-48 en date du 5 février 2004) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar. La Commission est aussi chargée de formuler des recommandations sur la création d'un mécanisme d'examen indépendant des activités de la Gendarmerie royale du Canada concernant la sécurité nationale.

Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati and Muayyed Nureddin	249 990	5 515	586 832	4 266 287	5 108 624
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------	-------	---------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-1526 en date du 11 décembre 2006) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes* sur recommandation du Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION—Fin

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India.....	932 758	64 516	1 188 003	9 932 990	12 118 267

Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-293 en date du 1^{er} mai 2006) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les aspects de l'explosion d'un appareil d'Air India en 1985 y compris les questions capitales qu'a soulevées Bob Rae dans le rapport qu'il a déposé en novembre 2005.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Commission des plaintes du public contre la GRC.....	340 545	41 835			382 380
------------------------------------------------------	---------	--------	--	--	---------

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral indépendant qui a été créé en 1986 en vertu de modifications apportées à la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. La partie VI de la Loi établit la structure de la Commission ainsi que les fonctions et les responsabilités de ses membres, qui sont nommés par décret du gouverneur en conseil. La partie VII décrit le processus de réception et de révision des plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la GRC. Ce processus inclut le pouvoir de la Commission de recevoir les plaintes et de les envoyer à la GRC en vue d'une enquête et d'un règlement. La partie VII donne également aux plaignants le droit de faire réviser par la Commission la manière dont leur plainte a été réglée par la GRC. Le processus de révision établi dans la partie VII donne au Président le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et de tenir des audiences publiques à cette fin. Le Président a également le pouvoir de porter plainte lorsqu'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de le faire.

Conformément au décret CP 1986-2904, la Commission est réputée être un ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

* Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figure au tableau suivant intitulé « Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission ».

**Détail sur les frais de déplacement et de séjour
par commission**

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

DÉTAIL SUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR PAR COMMISSION

Nom des membres	Dépenses en 2007-2008
	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Commission des revendications particulières des Indiens	
Daniel J Bellegarde (Commissaire)	48 326
Jane Dickson-Gilmore (Commissaire)	19 130
Renée Dupuis (Commissaire/Commissaire en chef)	34 279
Alan C Holman (Commissaire)	48 011
Sheila Purdy (Commissaire)	16 069
	<u>165 815</u>
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin	
Justice Frank Iacobucci (Commissaire)	5 515
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India	
Juge John C Major (Commissaire)	64 516
	<u>70 031</u>
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère	
Commission des plaintes du public contre la GRC	
Paul E Kennedy	18 479
Brooke McNabb	23 356
	<u>41 835</u>

Frais d'étude

Cet état fournit le détail des frais d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le traitement).

FRAIS D'ÉTUDE

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Frais de déplacement et de séjour				Autres dépenses	Total
		Traitements ⁽¹⁾		Frais de scolarité ⁽²⁾			
		\$	\$	\$	\$	\$	
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE							
Ministère.....	9	253 238	3 432	57 461	5 388	319 519	
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	11	566 480	4 519	106 048	11 037	688 084	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU							
CANADA ATLANTIQUE.....	2	56 849		3 798		60 647	
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	29	35 614		53 212		88 826	
PATRIMOINE CANADIEN							
Ministère.....	2	50 307	1 444	4 750		56 501	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice.....	1			4 746	112	4 858	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION							
Ministère.....	6	60 817		95 879	344	157 040	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU							
CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	1	38 148				38 148	
ENVIRONNEMENT							
Ministère.....	9	180 885		1 343		182 228	
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	1			12 386		12 386	
Agence Parcs Canada.....	12	155 420	2 276	31 085	17 275	206 056	
FINANCE							
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	1			33 000		33 000	
PÊCHES ET OCÉANS.....	7	175 267	6 149	9 502		190 918	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL							
Ministère.....	1	57 991				57 991	
SANTÉ							
Ministère.....	15	203 847	69 943	76 257		350 047	
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1	43 540				43 540	
Agence de la santé publique du Canada.....	1	10 508		2 175		12 683	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES							
Ministère.....	42	156 589		96 638		253 227	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN							
Ministère.....	3	90 393		11 162		101 555	
INDUSTRIE							
Ministère.....	7	182 675	12 522	121 403		316 600	
Agence spatiale canadienne.....	1	31 946	23 000	34 650	30 000	119 596	

FRAIS D'ÉTUDE—Fin

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements ⁽¹⁾	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ⁽²⁾	Autres dépenses	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
JUSTICE						
Ministère	12	251 569		38 622		290 191
Bureau du directeur des poursuites pénales	1	57 161				57 161
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	57	2 439 433		70 976	3 425	2 513 834
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	10	233 656	5 525	31 506	5 965	276 652
Office national de l'énergie	1			13 740		13 740
PARLEMENT						
Sénat	1	7 588	3 179	14 200		24 967
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Service correctionnel	4	49 520		55 425		104 945
Gendarmerie royale du Canada	11	461 505	7 962	180 331		649 798
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	11	169 945		114 464	378	284 787
TRANSPORTS						
Ministère	1	5 200		2 465	1 450	9 115
CONSEIL DU TRÉSOR						
École de la fonction publique du Canada	1	11 150		1 000		12 150
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	1	68 997		3 208		72 205
ANCIENS COMBATTANTS	6	28 153		2 926		31 079
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	1	49 928		9 229		59 157
Total	280	6 184 319	139 951	1 293 587	75 374	7 693 231

(1) Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.

(2) Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour

les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

REVENUS DE PLACEMENTS

	Montant réalisé en 2007-2008 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2007-2008 ⁽¹⁾
	\$		\$
COMPTES CONSOLIDÉS—			
Énergie atomique du Canada limitée.....	36 415		
ENCAISSE ET DÉBITEURS—			
Finances—			
Intérêt des dépôts bancaires	360 660 611		
Ressources humaines et Développement des compétences—			
Intérêt des dépôts bancaires	290 496		
Sécurité publique et Protection civile—			
Service canadien du renseignement de sécurité—			
Intérêt des dépôts bancaires	66 623		
Total d'encaisse et débiteurs	361 017 730		
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—			
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—			
Virement des bénéfices	1 828 151 343		
Fonds monétaire international—Souscriptions—			
Virement des bénéfices	9 292 106		
Total des comptes d'opérations de change.....	1 837 443 449		
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES—			
Sociétés d'État entreprises—			
Banque du Canada—			
Virement des bénéfices.....	1 921 014 228		
Banque de développement du Canada—			
Dividendes	\$ 21 482 202		
Intérêts	1 870 490		
	23 352 692		
Corporation de développement des investissements du Canada—			
Dividendes	234 200 000		
Société immobilière du Canada limitée—			
Dividendes	7 500 000		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—			
Intérêts	412 270 896		
Société canadienne des postes—			
Dividendes	47 670 000		
Commission canadienne du lait	2 130 434		
Exportation et développement Canada—			
Dividendes	250 000 000		
Financement agricole Canada—			
Dividendes	\$ 5 477 000		
Intérêts	19 944 678		
	25 421 678		
Monnaie royale canadienne—			
Dividendes	1 000 000		
	2 924 559 928		
		Autres—	
		Andrew Ferri—Voie maritime du Saint-Laurent—	
		Autres	34 064
		Administration portuaire de Belledune—	
		Autres	146 803
		Administration portuaire de Halifax—	
		Autres	1 116 679
		Administration portuaire de Hamilton—	
		Autres	513 501
		Administration portuaire de Montréal—	
		Autres	3 718 709
		Administration portuaire de Nanaimo—	
		Autres	131 630
		Administration portuaire de Port Alberni—	
		Autres	64 655
		Administration portuaire de Prince Rupert—	
		Autres	155 280
		Administration portuaire de Québec—	
		Autres	696 753
		Administration portuaire de Saguenay—	
		Autres	36 958
		Administration portuaire de Saint John—	
		Autres	314 569
		Administration portuaire de Sept-Îles—	
		Autres	249 624
		Administration portuaire de St. John's—	
		Autres	96 409
		Administration portuaire de Thunder Bay—	
		Autres	61 259
		Administration portuaire de Toronto—	
		Autres	403 771
		Administration portuaire de Trois-Rivières—	
		Autres	105 614
		Administration portuaire de Vancouver-Fraser ⁽²⁾ —	
		Autres	4 987 052
		Administration portuaire de Windsor—	
		Autres	26 249
			12 859 579
		Total des sociétés d'État entreprises	2 937 419 507
		Placements de portefeuille—	
		Agence canadienne de développement international—	
		Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique—	
		Intérêt	83 767
		Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement—	
		Agence canadienne de développement international—	
		Aide au développement international—	
		Prêts aux pays en développement	2 259 390

REVENUS DE PLACEMENTS—Fin

	Montant réalisé en 2007-2008 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2007-2008 ⁽¹⁾
	\$		\$
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	22 675	Ressources humaines et Développement des compétences—	
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	2 282 065	Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	575 884 246
Organisations internationales—		Affaires indiennes et du Nord canadien—	
Fonds monétaire international—		Caisse de prêts aux Inuits	4 419
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance ..	14 111 141	Fonds du développement économique des Indiens	2 357
Administrations provinciales et territoriales—		Conseil des Premières nations du Yukon—Ainés	577 383
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR—		Revendicateurs autochtones	5 847 065
Finances—		Premières nations de la Colombie-Britannique	3 319 697
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	311	Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—		Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—	
Finances—		Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 987 592
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3 693	Anciens Combattants—	
NOUVEAU-BRUNSWICK—		Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	1 104
Industrie—		Total des autres prêts, placements et avances	665 141 412
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	179 477	Total des prêts, placements et avances	3 619 222 661
QUÉBEC—		AUTRES COMPTES—	
Finances—		Affaires étrangères et Commerce international—	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1 065	Ministère—	
SASKATCHEWAN—		Intérêt sur les comptes de banque des délégations	156 235
Finances—		Gouvernements étrangers sauf les pays en développement	1 109
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1	Affaires indiennes et du Nord canadien—	
Total des administrations provinciales et territoriales	184 547	Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	115 779 997
Autres prêts, placements et avances—		Défense nationale—	
Prêts, placements et avances—		Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	579 252
Affaires étrangères et Commerce international—		Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	4 198 977
Employés affectés à l'étranger	222	Dépôt de garantie (affectation à l'extérieur du Canada) ..	7 920
Autre—		Sécurité publique et Protection civile—	
Agriculture et Agroalimentaire—		Gendarmerie royale du Canada—	
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1 876	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger	6 152
Citoyenneté et Immigration—		Travaux publics et Services gouvernementaux—	
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	663 017	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada ..	157 563
Finances—		Total des autres comptes	120 887 205
Agence de la consommation en matière financière du Canada	125 193	TOTAL DES REVENUS DE PLACEMENTS	5 938 607 460
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	Sommaire—	
Pêches et Océans—		Intérêt	1 484 158 330
Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	107 467	Virement des bénéfices	3 874 237 674
Affaires étrangères et Commerce international—		Dividendes	567 329 202
Expansion du commerce d'exportation—		Autres	12 882 254
Prêts	76 549 364	Total	5 938 607 460

(1) Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

(2) Les administrations portuaires de Fraser River, de North Fraser et de Vancouver se sont fusionnées le 1^{er} janvier 2008 et poursuivrons leurs activités sous Administration portuaire Vancouver-Fraser.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006 la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* pour exiger le chef du ministère ou un ministère d'État du gouvernement du Canada de publier un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du

ministre et n'incluent pas les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les prestations de préretraite des civils ou les contributions des employés au Régime de pensions et des avantages sociaux des employés.

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transport et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
		\$	\$	\$	\$
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—					
L'hon C Strahl	1 avr 2007 au 13 août 2007	680 987	149 993	943	14 577
L'hon G Ritz.....	14 août 2007 au 31 mars 2008	982 377	169 998	1 909	11 555
		1 663 364	319 991	2 852	26 132
Ministres du Patrimoine canadien et de la Condition féminine—					
L'hon B Oda.....	1 avr 2007 au 13 août 2007	692 008	172 165	322	12 950
Ministres du Patrimoine canadien et de la Condition féminine et des Langues officielles—					
L'hon J Verner	14 août 2007 au 31 mars 2008	943 014	152 971	769	53 646
Ministre de Citoyenneté et Immigration					
L'hon D Finley.....	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 580 016	225 162	5 614	46 948
Ministre de l'Environnement					
L'hon J Baird.....	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 621 840	309 648	721	71 337
Ministre des Finances					
L'hon J M Flaherty	1 avr 2007 au 31 mars 2008	2 053 178	495 983	13 341	67 048
Ministre des Pêches et Océans					
L'hon L Hearn	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 595 183	352 458	1 904	163 171
Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—					
L'hon P G MacKay	1 avr 2007 au 31 mars 2008	805 515	198 510	511	23 495
Ministre des Affaires étrangères—					
L'hon M Bernier	14 août 2007 au 31 mars 2008	724 411	216 545	2 834	60 120
Ministre du Commerce international et Ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler					
L'hon D Emerson.....	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 549 615	311 510	425	121 598
Ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario—					
L'hon T Clement	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 531 619	354 745	1 757	50 728

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 851		14 319		2 267	592	865 529
3 884		8 961		5 692	25	1 184 401
5 735		23 280		7 959	617	2 049 930
16 046		216		484	20	894 211
13 375		4 488			7	1 168 270
1 475	1 625	24 697		16 534	1	1 902 072
5 642	5 383	24 628		6 442	88	2 045 729
4 295	170	29 592		3 129	26 928	2 693 664
24 942		873		431		2 138 962
186		25 134			9	1 053 360
		31 735		21 260	87	1 056 992
4 560		5 959		560	166	1 994 393
14 500		24 612		6 656	128	1 984 745

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES—*Suite*

Ministères et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
Ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—					
L'hon M Solberg	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 724 164	286 137	2 223	38 401
Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—					
L'hon J-P Blackburn	1 avr 2007 au 31 mars 2008	998 973	254 892	657	16 233
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits—					
L'hon J Prentice	1 avr 2007 au 13 août 2007	677 861	231 044	120	8 235
L'hon C Strahl	14 août 2007 au 31 mars 2008	959 889	197 659	2 839	40 266
		1 637 750	428 703	2 959	48 501
Ministre de l'Industrie—					
L'hon M Bernier	1 avr 2007 au 13 août 2007	728 636	123 873	1 924	77 421
L'hon J Prentice	14 août 2007 au 31 mars 2008	1 241 476	295 967	8 549	98 470
		1 970 112	419 840	10 473	175 891
Ministre de la Justice et Procureur général—					
L'hon R Nicholson	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 624 357	124 751	13 299	20 054
Ministre de la Défense nationale—					
L'hon G O'Connor	1 avr 2007 au 13 août 2007	736 629	80 710		68 610
Ministre de la Défense nationale et Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—					
L'hon P MacKay	14 août 2007 au 31 mars 2008	1 350 938	317 905		41 079
Ministre des Ressources naturelles—					
L'hon G Lunn	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 426 001	486 014	(7 409)	33 134
Ministre de la Sécurité publique et Protection civile—					
L'hon S Day	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 179 123	344 782		112 518
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—					
L'hon M Fortier	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 268 225	224 372	3 101	65 031
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—					
L'hon L Cannon	1 avr 2007 au 31 mars 2008	770 317	193 168		37 247
Ministre des Anciens Combattants—					
L'hon G Thompson	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 378 592	289 403	1 322	40 133
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—					
L'hon R Ambrose	1 avr 2007 au 31 mars 2008	987 120	235 407	4 910	10 143

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2 400	651	23 453		9 381	243	2 087 053
500	840	13 902		2 070	206	1 288 273
122	4 465	7 469		8 844	7 358	945 518
529	1 037	11 631		11 644	30 964	1 256 458
651	5 502	19 100		20 488	38 322	2 201 976
71	966	6 001		3 610	3 069	945 571
776	193	14 149		15 389	21 257	1 696 226
847	1 159	20 150		18 999	24 326	2 641 797
15 236	1 886	26 307		26 941	(4 338)	1 848 493
	2 104	30 593				918 646
41 288	2 944	36 239				1 790 393
9 676		2 625			1 665	1 951 706
13 657		12 758		25 348	99	1 688 285
15 446	23 864	26 466		21 907	10 789	1 659 201
6 716	5 814	32 669		47 988	39 732	1 133 651
19 106	3 085	19 791		7 515	178	1 759 125
4 287		4 622		2 342	99	1 248 930

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES—Fin

Ministères et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
Premier ministre—					
Très hon S Harper	1 avr 2007 au 31 mars 2008	6 879 445	541 930	17 253	53 322
Ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie et des Langues officielles—					
L'hon J Verner	1 avr 2007 au 13 août 2007	471 900	48 950	562	2 404
Ministre de la Coopération internationale—					
L'hon B J Oda	14 août 2007 au 31 mars 2008	942 394	154 841	1 790	13 304
Ministre du Revenu national—					
L'hon C Skelton	1 avr 2007 au 13 août 2007	440 959	29 633		5 430
L'hon G O'Connor	14 août 2007 au 31 mars 2008	631 167	88 051	585	5 252
		1 072 126	117 684	585	10 682
Président du Conseil du Trésor—					
L'hon V Toews	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 615 126	109 351	2 268	42 767
Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique—					
L'hon P Van Loan	1 avr 2007 au 31 mars 2008	1 447 986	30 039	19 046	83 968
Leader du gouvernement au Sénat—					
L'hon M LeBreton	1 avr 2007 au 31 mars 2008	375 464	42 931	2 049	1 067
Secrétaire d'État (Aînés)—					
L'hon M LeBreton	1 avr 2007 au 31 mars 2008	73 082	54 526	29	87
Secrétaire d'État et whip en chef du gouvernement—					
L'hon J Hill	1 avr 2007 au 31 mars 2008	56 939			
Secrétaire d'État (Multiculturalisme et Identité canadienne)—					
L'hon J Kenney	1 avr 2007 au 31 mars 2008	485 077	175 332	57	10 782
Secrétaires d'État (Petite entreprise et Tourisme)—					
L'hon G Ritz	1 avr 2007 au 13 août 2007	177 844	48 314	628	2 295
L'hon D Ablonczy	14 août 2007 au 31 mars 2008	302 904	45 010	1 539	13 441
		480 748	93 324	2 167	15 736
Secrétaire d'État (Affaires étrangères et Commerce international) (Sport)—					
L'hon H Guergis	1 avr 2007 au 31 mars 2008	445 799	152 652	55	13 767
Secrétaire d'État (Agriculture)—					
C Paradis	1 avr 2007 au 31 mars 2008	390 921	125 527	206	5 597
Total		46 549 071	8 442 859	108 652	1 657 631

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
13 354	325	68 354		7 811	896	7 582 690
		3 149		501	6	527 472
		8 138		1 757	1	1 122 225
992	339	3 206		27	66	480 652
3 829	826	11 798		6 067	234	747 809
4 821	1 165	15 004		6 094	300	1 228 461
237	12	14 093		7 214	1 610	1 792 678
23 803		7 080		3 280	56	1 615 258
4 472		1 011		498	7	427 499
		121		1 993		129 838
						56 939
5 179		301				676 728
64	891	913		122	134	231 205
109	450	3 082		2 147	2 982	371 664
173	1 341	3 995		2 269	3 116	602 869
		513		6 238	464	619 488
		4 026		2 724		529 001
272 605	57 870	589 674		286 813	145 828	58 111 003

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice lorsqu'en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;

- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Chambre des communes—État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2007-2008»;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Affaires étrangères et Commerce international—Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales».

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministre(s) de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre(s) de la Commission canadienne du blé—					
L'hon G Ritz	1	49 146			
L'hon C Strahl	1	24 731			
Secrétaire d'État (Agriculture)—					
L'hon C Paradis	1	36 400			
Secrétaire parlementaire—					
G Lauzon	1	3 677			
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Ministre du Revenu national—					
L'hon G O'Connor	1	21 541			
Ministre du Revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—					
L'hon C Skelton	1	6 824			
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine—					
L'hon B J Oda	1	42 305			
Ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles—					
L'hon J Verner	1	25 990			
Secrétaire d'État (Multiculturalisme et Identité canadienne)—					
L'hon J Kenney	1	77 147			
Secrétaires parlementaires—					
J Abbott	1	7 810			
S Boucher	1	6 001			
P Lemieux	1	5 099			
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministre—					
L'hon D Finley	1	37 211			
Secrétaire parlementaire—					
E Kormarnicki	1	3 321			
ENVIRONNEMENT					
Ministre—					
L'hon J Baird	1	80 135			
Secrétaire parlementaire—					
M Warawa	1	271			
FINANCES					
Ministre—					
L'hon J M Flaherty	1	106 389			
Secrétaire parlementaire—					
D Ablonczy	1	15 377			
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministre—					
L'hon L Hearn	1	98 838			
Secrétaire parlementaire—					
R Kamp	1	9 831			
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministre des Affaires étrangères—					
L'hon M Bernier	1	111 403			
Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—					
L'hon P G MacKay	1	52 097			
Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler—					
L'hon D L Emerson	1	120 735			
Secrétaire d'État (Affaires étrangères et commerce international) (Sport)—					
H Guergis	1	98 440			
Secrétaires parlementaires—					
T Menzies	1	43 401			
D Obhrai	1	88 611			
P VanLoan	1	1 203			
Ministre de la Coopération internationale—					
L'hon B J Oda	20	54 103			

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES—Fin

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
Ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie et des Langues officielles—			Ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada—		
L'hon J Verner.....	20	7 007	L'hon P G Mackay	1	75 340
Secrétaire parlementaire—			Secrétaires parlementaires—		
T Menzies	20	523	L'Hawn	1	12 716
SANTÉ			G Keddy	1	9 316
Ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario—			RESSOURCES NATURELLES		
L'hon T Clement.....	1	119 614	Ministre—		
Secrétaires parlementaires—			L'hon G Lunn	1	186 700
S J Fletcher	1	1 175	Secrétaire parlementaire—		
G Lauzon	1	1 445	J Gourde.....	1	5 506
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			CONSEIL PRIVÉ		
Ministre—			Premier ministre—		
L'hon M Solberg.....	1	111 787	Très hon S J Harper	1	16 018
Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—			Leader du gouvernement au Sénat et Secrétaire d'État (Aînés)—		
L'hon J-P Blackburn.....	1	61 073	L'hon M LeBreton	1	17 223
Leader du gouvernement au Sénat et Secrétaire d'État (Aînés)—			Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
L'hon M LeBreton	1	14 837	L'hon R Ambrose	1	61 786
Secrétaires parlementaires—			Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique—		
J Gourde.....	1	6 967	L'hon P Van Loan	1	1 843
L Yelich	1	3 321	Secrétaire parlementaire—		
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			J Kenney.....	1	5 941
Ministre(s) des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits—			SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
L'hon J Prentice	1	53 491	Ministre de la Sécurité publique—		
L'hon C Strahl.....	1	53 720	L'hon S B Day.....	1	98 815
Secrétaire parlementaire—			Secrétaire parlementaire—		
R Bruinooge	1	11 590	D Mackenzie	1	3 932
INDUSTRIE			TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Ministres—			Ministre—		
L'hon M Bernier	1	31 894	L'hon M Fortier.....	1	55 453
L'hon J Prentice	1	41 872	TRANSPORTS		
Secrétaires d'État (Petite entreprise et tourisme)—			Ministre—		
L'hon D Ablonczy	1	20 370	L'hon L Cannon	1	20 394
L'hon G Ritz	1	21 657	Secrétaire parlementaire—		
Secrétaire parlementaire—			B Jean.....	1	15 097
C Carrie	1	4 016	CONSEIL DU TRÉSOR		
JUSTICE			Président du Conseil du Trésor—		
Ministre de la Justice et Procureur général du Canada—			L'hon V Toews	1	55 501
L'hon R Nicholson	1	48 218	ANCIENS COMBATTANTS		
Secrétaire d'État (Agriculture)—			Ministre—		
L'hon C Paradis.....	1	7 561	L'hon G F Thompson	1	68 819
DÉFENSE NATIONALE			Secrétaire parlementaire—		
Ministre—			B Hinton.....	1	2 606
L'hon G O'Connor	1	17 996			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2007-2008

Autres informations diverses

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Affaires étrangères et Commerce international—	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales	11.2
Dépenses de voyage pour la participation canadienne aux conférences et réunions internationales	11.4
Ressources humaines et Développement des compétences—	
Paiements d'indemnités et frais d'administration	11.9
Parlement—	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2007-2008	11.10
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2007-2008	11.12
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2007-2008	11.18
Conseil privé—	
Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État	11.19
État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme	11.20
Détails des dépenses—39 ^e élection générale (janvier 2006)	11.20
Détails des dépenses législatives—	
Élections partielles — septembre 2007 (3 partielles)	11.21
Détails des dépenses législatives—	
Élections partielles — mars 2008 (4 partielles)	11.21
Sécurité publique et Protection civile—	
État des dépenses par établissement	11.22
Conseil du Trésor—	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits	11.25

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

Conférences et réunions	Montant
	\$
Visite du Premier ministre à Paris (France) et Heiligendamm (Allemagne) — Sommet du G8	1 114 527
Visite du Premier ministre à Lille (France) — 90 ^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy	203 236
Visite du Premier ministre à Canberra et Sydney (Australie) — Réunion des dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2007	1 359 851
Visite du Premier ministre à Kampala (Ouganda) et Dar es Salaam (Tanzanie) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC)	1 264 618
Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) — Réunion des Nations Unies sur les changements climatiques	124 554
Visite du Premier ministre à Bogotà (Colombie), Santiago (Chili), Bridgetown (Barbade) et Port-au-Prince (Haïti)	777 268
Visite du Premier ministre à Kaboul (Afghanistan)	37 224
Frais initiaux pour la visite du Premier ministre à Lima (Pérou) — Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2008	132 188
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Hokkaido et Tokyo (Japon) — Sommet du G8	41 136
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Bucarest (Roumanie) — Sommet de l'OTAN	246 412
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC) 2009	3 524
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à La Nouvelle-Orléans (É.-U.) — Sommet des Leaders nord-américains	3 916
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Gdansk et Cracovie (Pologne)	87 452
Visite de la Gouverneure générale à Salvador, Sao Paulo, Brasilia et Rio de Janeiro (Brésil)	988 038
Visite de la Gouverneure générale à Buenos Aires (Argentine) — Investiture de la Présidente élue Cristina Fernández de Kirchner	96 180
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite de la Gouverneure générale à Manille (Philippines), Jakarta (Indonésie) et Kuala Lumpur (Malaisie) (visite reportée)	177 347
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite de la Gouverneure générale à Paris, La Rochelle, Ouistreham et Bordeaux (France)	158 800
Frais initiaux pour la visite de la Gouverneure générale à Prague (République tchèque)	8 649
Investiture du Président Abdoulaye Wade à Dakar (Sénégal)	36 596
Funérailles d'État de l'ex-Président Boris Yeltsine à Moscou (Russie)	1 884
Funérailles d'État de l'ancien Premier ministre Sir John Compton à Castries (Sainte-Lucie)	20 387
Réunion du Groupe d'action ministériel du Commonwealth (GAMC) sur le Pakistan à Londres (Royaume-Uni)	2 600
Investiture du Président Ernest Bai Koroma à Freetown (Sierra Leone)	15 119
Investiture du Président Alvaro Colom à Guatemala (Guatemala)	14 990
Funérailles d'État de Sir Edmund Hillary à Auckland (Nouvelle-Zélande)	26 856
Investiture du Président élu Dong Kurn à Séoul (République de Corée)	21 698
Réunion ministérielle du groupe Cairns à Lahore (Pakistan)	136 075
Réunion des ministres des Affaires étrangères à Oslo (Norvège) — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	25 765
Conférence ministérielle élargie des pays voisins de l'Iraq et lancement du Pacte pour l'Iraq à Charm-el-Cheikh (Égypte)	39 428
Forum économique mondial sur le Moyen-Orient à Amman (Jordanie)	10 754
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Panama (Panama) — 37 ^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	125 462
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É.-U.) — 63 ^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	528 044
40 ^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/14 ^e Forum régional de l'ANASE (FRA) à Manille (Philippines)	55 244
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Potsdam (Allemagne) — Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8	53 976
22 ^e session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Éducation à Istanbul (Turquie) — Conseil de l'Europe	18 146
Réunion ministérielle du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris (France)	21 035

11.2 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

Conférences et réunions	Montant
	\$
Ministre du Commerce international (MINT) à Cairns (Australie) — Ministres responsables du commerce (MRC) APEC	98 326
5 ^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	8 685
6 ^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	23 785
6.1 ^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	6 469
7 ^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	35 165
Secrétaire d'État (Affaires étrangères et Commerce international) (Sports) (SSFT) à Rome (Italie) — Conférence internationale sur la primauté du droit en Afghanistan	56 334
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Paris (France) — Réunion des Ministres des Affaires étrangères du Goupe de contact du Soudan	36 938
Groupe de travail international sur l'éducation, le souvenir et la recherche sur l'Holocauste à Prague (République tchèque)	3 074
23 ^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie à Vientiane (Laos)	173 044
5 ^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation des États américains (OEA) à Cartagena (Colombie)	19 134
6 ^e Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » à Belgrade (Serbie) — Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)	28 043
34 ^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France)	54 475
Deuxième rencontre élargie — Pays voisins de l'Iraq à Istanbul (Turquie)	19 680
Conseil ministériel de la 15 ^e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Madrid (Espagne)	21 070
G8/BMENA Réunion ministérielle sur l'éducation à Bonn (Allemagne)	16 480
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) — Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	64 301
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Edinburgh (Royaume-Uni) et Paris (France) — Réunions multilatérales	67 567
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Annapolis (É.-U.) — Conférence sur le Processus de paix au Moyen-Orient	3 312
Réunion informelle des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Tokyo (Japon)	15 814
« Moving Young Minds » Séminaire mondial des ministres de l'Éducation à Londres (Royaume-Uni)	11 532
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) — Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et Dialogue transatlantique Canada-Union européenne	70 393
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Washington (É.-U.) — Organisation des États américains (OEA)	10 702
Jumelage ministériel	96 594
Ministre des Affaires étrangères (MINA) — Visites bilatérales (Agents de visites)	103 874
Ministre du Commerce international (MINT) — Visites bilatérales (Agent de visites)	74 453
Ministre de la Coopération internationale (MINE) — Visites bilatérales (Agents de visites)	25 294
Secrétaire d'État (Affaires étrangères et Commerce international) (Sports) (SSFT) — Visites bilatérales (Agents de visites)	22 378
Total	9 145 895

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

	\$
<i>Visite du Premier ministre à Paris (France) et Heiligendamm (Allemagne) — Sommet du G8</i>	570 621
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Bazinet E., Beasley K., Beaton M., Buckler S., Campbell A., Currie J., Filliter E., Fountain K., Gairdner S., Gibbons J., Hunt J., Leroux K., Long Y., Novak R., Ransom D., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C.	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K., Cartwright S., Cloutier B., Gagnon M., Larocque D., Legros G., McRae F., Picard A., Pomerleau P., Prusakowski T., Tremblay É.	
Affaires étrangères et Commerce international	
Ahmed S., Alvarez Valadez E., Béchamp N., Bentley J., Boucher C., Costello D., D'Aoust M., Fyfe T., Gero J., Gompf J., Johnston D., Kern M., Malikail P., McNiven A., Mulrone D., Plouffe L., Racine A., Small M., Swords C., Thompson M., Trottier J., Valdes J.-P.	
Ministère de la Défense nationale	
Boucher Cpl. S., Daigle Sgt. G., Pichette MCpl. D., Weisgerber Dr. C.	
Finances	
Flack G.	
Environnement	
Mader D., Shugart I.	
Autres	
Assunta F., Harper L., Muntean M., Séguin W.	
<i>Visite du Premier ministre à Lille (France) — 90^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy</i>	136 658
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Fortier Hon. M., Kenny Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Brodie I., Brown A., Campbell A., Currie J., Filliter E., Gairdner S., Gibbons J., Hunt J., Leroux K., Long Y., Novak R., Stewart Olsen C., Ransom D., Ransom J., Soudas D., Whissell R., Wright S.	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K., Cartwright S., Cloutier B., Larocque D., Laurin A., Legros G., Parvanova I., Picard P., Prusakowski T.	
Affaires étrangères et Commerce international	
Bazinet F.-X., Kern M., Racine A.	
Ministère de la Défense nationale	
Beck Dr. I.	
Travaux publics et Services gouvernementaux	
Baril F.	
Autres	
Harper B., Harper L., Harper R., Muntean M.	
<i>Visite du Premier ministre à Canberra et Sydney (Australie) — Réunion des dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2007</i>	1 300 501
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Bernier Hon. M., Emerson Hon. D.	
Cabinet du Premier ministre	
Beaton M., Brodie I., Brown A., Buckler S., Bunner P., Cameron M., Campbell A., Campbell D., Currie J., Frappier L., Gairdner S., Hunt J., Leroux K., Long Y., Novak R., Ransom D., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C., Wright S.	

	\$
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Brooman K., Cartwright S., Cloutier B., Larocque D., Legros G., McRae F., Picard P., René F., Tremblay É., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international	
Bélangier M., Benoit P., Benson I., Christie B., Christie K., Duhaime S., Fontaine I., Fox J., Fraser E., Gompf J., Hall J., Houlihan D., Houlden G., Jubinville F., Kern M., King E., Lessard M.V., Loken M., MacKay K., Malikail P., Munro H., O'Connor R., Quyen D., Sloan J., Unlusoy A., Van Nit M.	
Ministère de la Défense nationale	
Cooper Dr. S.	
Travaux publics et Services gouvernementaux	
Migeotte C.	
Autres	
Harper L., Muntean M.	
<i>Visite du Premier ministre à Kampala (Ouganda) et Dar es Salaam (Tanzanie) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC)</i>	1 205 043
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Fry Hon. H., Guergis Hon. H., Jaffer Hon. M., Jaffer R., Oda Hon. B.J.	
Cabinet du Premier ministre	
Beasley K., Beaton M., Brown A., Buckler S., Bunner P., Campbell A., Fountain K., Frappier L., Hunt J., Leroux K., Lindia G., Long Y., Novak R., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C., Vaux J.	
Bureau du Conseil privé	
Bones A., Brooman K., Cartwright S., Larocque D., Laurin A., Legros G., Picard A., Pomerleau P., Prusakowski T., McRae F., Savard M.	
Affaires étrangères et Commerce international	
Angell D., Boucher C., Brown W., Chisholm D., Crowe J., Cullen L., Harris-Lalonde S., Kroeker J., Levesque Y., Munro H., Pellerin A., Preston T., Racine A., Small M., Smith C., Weetman J., Wittman P.	
Agence canadienne de développement international	
Bailey J., Corneau H., Griggs L., McNamara J.	
Ministère de la Défense nationale	
Beck Dr. I.	
Travaux publics et Services gouvernementaux	
Migeotte C.	
Autres	
Harper L., Muntean M.	
<i>Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) — Réunion des Nations Unies sur les changements climatiques</i>	121 242
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Brodie I., Brown A., Buckler S., Cameron M., Campbell A., Desjardins G., Gairdner S., Igniski J., Leroux K., Novak R., Ransom J., Stewart Olsen C., Vaux J.	
Bureau du Conseil privé	
Cartwright S., Jeffrey H., Larocque D., McRae F., Pomerleau P., Prusakowski T.	
Affaires étrangères et Commerce international	
Guérin M.	
Environnement	
Shugart I.	
Autre	
Harper L.	

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	\$		\$
<i>Visite du Premier ministre à Bogotá (Colombie), Santiago (Chili), Bridgetown (Barbade) et Port-au-Prince (Haïti)</i>	475 457	<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à La Nouvelle-Orléans (É.-U.) — Sommet des Leaders nord-américains</i>	3 916
Chambre des communes		Cabinet du Premier ministre	
Harper Le très hon. S.J.		Beaton M., Hunt J.	
Cabinet du Premier ministre		Affaires étrangères et Commerce international	
Beaton M., Brown A., Buckler S., Bunner P., Campbell A., Campbell D., Currie J., Filliter E., Fountain K., Frappier L., Gibbons J., Hunt J., Leroux K., Long Y., Novak R., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C., Vaux J., Whissell R.		Skabar L.	
Bureau du Conseil privé		<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Gdansk et Cracovie (Pologne)</i>	86 764
Bazinet E., Brooman K., Cartwright S., Clouthier B., Giles M., Kamarianakis E., Larocque D., Laurin A., Legros G., Lynch K., Picard A., Pomerleau P., Prusakowski T., René F., Tremblay É., Wilson T.		Cabinet du Premier ministre	
Affaires étrangères et Commerce international		Campbell A., Campbell D., Vaux J.	
Alvarez Valadez E., Béchamp R., Boucher C., Bugailiska A., Charron J., Christopher L., Clark-Grignon A., D'Aoust M., Deragon Decelles N., Ferraris N., Forcier L., Fox J., Girouard P., Guerin M., Hernandez L., Johnston D., Kaduck M., Kern M., Lachance A., Parsons A., Patenaude I., Racine A.		Bureau du Conseil privé	
Ministère de la Défense nationale		Prusakowski T., Tremblay É.	
Gibson Dr. N.		Affaires étrangères et Commerce international	
Autre		Kern M., Lachance A., Levesque Y.	
Muntean M.		<i>Visite de la Gouverneure générale à Salvador, Sao Paulo, Brasilia et Rio de Janeiro (Brésil)</i>	633 241
<i>Visite du Premier ministre à Kaboul (Afghanistan)</i>	36 051	Son Excellence la très hon M. Jean	
Chambre des communes		Son Excellence M. J.-D. Lafond	
Harper Le très hon. S.J., O'Connor Hon. G.		Résidence de la Gouverneure générale	
Cabinet du Premier ministre		Barangé S., Barratt A., Bégin N., Caron L., Cook S.-M., Corriero J., Flegel P., Gaspar C., MacIntyre C., Marchand A.-B., Rousselle N., Steals M., Tshimbalanga A., Vaillant J.	
Buckler S., Campbell A., Campbell D., Currie J., Gibbons J., Hunt J., Klager R., Long Y., Novak R., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C.		Chambre des communes	
Bureau du Conseil privé		Ambrose Hon. R.A.	
Cartwright S., Cloutier B., Picard A., Prusakowski T.		Affaires étrangères et Commerce international	
Affaires étrangères et Commerce international		Beaulieu R., Fountain-Smith S., Grenier D., Lebel J., Lemieux P., McKechnie M., Sabourin N., Small M., Valdes J.-P., Winterhalt S.	
Mulroney D., Portelance R.		Ministère de la Défense nationale	
Autre		Bard Lt. (N) F., Denis Capt. L., Deschênes MCpl. R., Dixon Priv. T., Garand Maj. Dr. L., Jolin Sgt. É., Leblanc WO G., McDougall CWO R., McIntyre Cpl. R., Vermette Maj. P.	
Hagymy R.		Travaux publics et Services gouvernementaux	
<i>Frais initiaux pour la visite du Premier ministre à Lima (Pérou) — Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2008</i>	128 882	Troula S., Youssef F.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Hokkaido et Tokyo (Japon) — Sommet du G8</i>	39 469	Industrie Canada	
Affaires étrangères et Commerce international		Carty Dr. A.	
Kern M., Skabar L.		Autres	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Bucarest (Roumanie) — Sommet de l'OTAN</i>	230 520	Lafond M.-E., Nathoo R.	
Cabinet du Premier ministre		<i>Visite de la Gouverneure générale à Buenos Aires (Argentine) — Investiture de la Présidente élue Cristina Fernández de Kirchner</i>	95 258
Beaton M., Frappier L., Long Y., Vaux J.		Son Excellence la très hon M. Jean	
Bureau du Conseil privé		Son Excellence M. J.-D. Lafond	
Pilon T., Pomerleau P.		Résidence de la Gouverneure générale	
Affaires étrangères et Commerce international		Barratt A., Blouin M., Cook S.-M., Vaillant J.	
Berg A., Boucher C., Kern M.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC) 2009</i>	3 524	Lambert J., Lemieux P., Peck R.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada		Ministère de la Défense nationale	
Kern M.		Richel D.	
		<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite de la Gouverneure générale à Manille (Philippines), Jakarta (Indonésie) et Kuala Lumpur (Malaisie) (visite reportée)</i>	165 899
		Résidence de la Gouverneure générale	
		Achim B., Barratt A., Caron L., Mounier M.-G.	
		Affaires étrangères et Commerce international	
		Cayer R., Lachance A., Lessard M.V., McKechnie M.	

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	\$		\$
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite de la Gouverneure générale à Paris, La Rochelle, Oustréham et Bordeaux (France)</i>	157 529	<i>Résidence de la Gouverneure générale Marchand A-B., Mousseau D. Affaires étrangères et Commerce international Costello D., Lemieux P., Peck R.</i>	
<i>Frais initiaux pour la visite de la Gouverneure générale à Prague (République tchèque)</i>	8 649	<i>Résidence de la Gouverneure générale Blouin M., Cook S-M., Denis L., Jolin E., Mousseau D.</i>	
<i>Investiture du Président Abdoulaye Wade à Dakar (Sénégal)</i>	36 596	<i>Chambre des communes Comeau Sen. G. Autres Comeau A., Ratte L.</i>	
<i>Funérailles d'État de l'ex-Président Boris Eltsine à Moscou (Russie)</i>	1 884	<i>Chambre des communes Comeau Sen. G. Autres Chretien J., Hartley B.</i>	
<i>Funérailles d'État de l'ancien Premier ministre Sir John Compton à Castries (Sainte-Lucie)</i>	19 827	<i>Chambre des communes Guergis Hon. H. Affaires étrangères et Commerce international Cayer R., Kutz H., Pellerin A.</i>	
<i>Réunion du Groupe d'action ministériel du Commonwealth (GAMC) sur le Pakistan à Londres (Royaume-Uni)</i>	2 600	<i>Affaires étrangères et Commerce international Crowe J.</i>	
<i>Investiture du Président Ernest Bai Koroma à Freetown (Sierra Leone)</i>	15 119	<i>Chambre des communes Andreychuk Sen. R. Affaires étrangères et Commerce international Boulet Gaudreault K.L., Hermann L.</i>	
<i>Investiture du Président Alvaro Colom à Guatemala (Guatemala)</i>	14 843	<i>Chambre des communes Andreychuk Sen. R. Affaires étrangères et Commerce international Fox J., Levesque A.</i>	
<i>Funérailles d'État de Sir Edmund Hillary à Auckland (Nouvelle-Zélande)</i>	26 856	<i>Chambre des communes Andreychuk Sen. R. Autre O'Connor W.</i>	
<i>Investiture du Président élu Dong Kurn à Séoul (République de Corée)</i>	21 698	<i>Chambre des communes Bernier Hon. M., Devolin B. Affaires étrangères et Commerce international Mailhot P., Munro H., O'Connor R.</i>	
<i>Réunion ministérielle du groupe Cairns à Lahore (Pakistan)</i>	134 785	<i>Chambre des communes Bains N., Emerson Hon. D. Affaires étrangères et Commerce international Benoit P., Benson I., Bingley B., Flannery L., Gero J., Lamont A.</i>	
		<i>Réunion des ministres des Affaires étrangères à Oslo (Norvège) — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)</i>	25 434
		<i>Affaires étrangères et Commerce international Berg A., McRae R., Poupart I.</i>	
		<i>Conférence ministérielle élargie des pays voisins de l'Iraq et lancement du Pacte pour l'Iraq à Charm-el-Cheikh (Égypte)</i>	38 857
		<i>Chambre des communes Boshcoff K., Guergis Hon. H., Obhrai D. Affaires étrangères et Commerce international Cayer R., Ferraris N., Venner G.</i>	
		<i>Forum économique mondial sur le Moyen-Orient à Amman (Jordanie)</i>	10 754
		<i>Chambre des communes Menziez E.</i>	
		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Panama (Panama) — 37^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)</i>	97 949
		<i>Chambre des communes MacKay Hon. P.G., Piovesan C. Affaires étrangères et Commerce international Beaulne L., Fountain-Smith S., Fox J., Lemay A., Loosli J., Piovesan C., Roy M., Shelldrake A.</i>	
		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É.-U.) — 63^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)</i>	487 589
		<i>Chambre des communes Andreychuk Sen. R., Bernier Hon. M., Obhrai D. Affaires étrangères et Commerce international Butchard S., Cowan K., Crowe J., Da Silva D., de Kerckhove F., Forest D., Foster J., Fox J., Gairdner A., Garson R., Gartshore G., Gauthier B., Geh S., Grant M., Green J., Guérin M., Guzina V., Harrington J., Heaton J., Horak D., Hrab N., Hudson A., Macleannan T., Mailling L., Melanson S., Millington S., Mintz K., Mireault C., Mishra R., Nelson C., O'Connor R., Pelton M., Perry M., Proudfoot D., Sonie S.-M., St-Louis M., Swords C., Tan M.H., Thorpe L., Tsoi A., Ulmer D., Ventura C., Walker C., Williams E., Wittman P.</i>	
		<i>Citoyenneté et Immigration Drescher E.</i>	
		<i>Autre Clark S.</i>	
		<i>40^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/14^e Forum régional de l'ANASE (FRA) à Manille (Philippines)</i>	54 108
		<i>Affaires étrangères et Commerce international Beck S., Cordier P., Edwards L., Mank R., Nasser H., Sahas-Martin I., Sharpadanov C.</i>	
		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Potsdam (Allemagne) — Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8</i>	52 289
		<i>Chambre des communes MacKay Hon. P.G. Affaires étrangères et Commerce international Dugas D., Gorman C., Lessard M.V., MacDonel J.</i>	
		<i>22^e session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Éducation à Istanbul (Turquie) — Conseil de l'Europe</i>	18 146
		<i>Ministère de l'Éducation Burke Hon. J. Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Hawco T., Théberge R.</i>	

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	\$		\$
<i>Réunion ministérielle du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris (France)</i>	21 035	<i>6^e Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » à Belgrade (Serbie) — Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)</i>	28 043
Chambre des communes		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
Ablonczy D.		Farthing G., Molloy S., Picco E., Rochon D., White A.	
Affaires étrangères et Commerce international		<i>34^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France)</i>	43 753
Clarke W., Sloan J.		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
<i>Ministre du Commerce international (MINT) à Cairns (Australie) — Ministres responsables du commerce (MRC)</i>		Gareau P., Nicoloff O., Théberge R.	
<i>APEC</i>	97 795	<i>Deuxième rencontre élargie - Pays voisins de l'Iraq à Istanbul (Turquie)</i>	19 680
Chambre des communes		Chambre des communes	
Emerson Hon. D.		Obhrai D.	
Affaires étrangères et Commerce international		Affaires étrangères et Commerce international	
Bélanger M., Benson I., Garner K., MacKay K., Unlusoy A.		Horak D.	
<i>5^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)</i>	8 685	<i>Conseil ministériel de la 15^e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Madrid (Espagne)</i>	21 070
Affaires étrangères et Commerce international		Affaires étrangères et Commerce international	
Sinclair R.		Swords C.	
<i>6^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)</i>	19 823	<i>G8/BMENA Réunion ministérielle sur l'éducation à Bonn (Allemagne)</i>	16 480
Affaires étrangères et Commerce international		Ministère de l'Éducation	
Sinclair R., Ulmer D.		Doherty Hon. E.	
<i>6.1^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)</i>	6 469	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
Affaires étrangères et Commerce international		Masters S., Pelley B., Stone J.	
Ulmer D.		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) — Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN</i>	62 340
<i>7^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)</i>	32 040	Chambre des communes	
Affaires étrangères et Commerce international		Bernier Hon. M.	
Green J., Taylor C., Ulmer D.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Secrétaire d'État (Affaires étrangères et Commerce international) (Sports) (SSFT) à Rome (Italie) — Conférence internationale sur la primauté du droit en Afghanistan</i>	55 168	Hrab N., Melanson S., O'Connor R., Pépin-Hallé V., Swords C., Walma M.	
Chambre des communes		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Edinbourg (Royaume-Uni) et Paris (France) — Réunions multilatérales ..</i>	63 337
Guergis Hon. H., Kroeker J., Pellerin A.		Chambre des communes	
Affaires étrangères et Commerce international		Bernier Hon. M., O'Connor R.	
Bloodworth C., Buck K., Cayer R., Dobner G., Fakirani S.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Paris (France) — Réunion des Ministres des Affaires étrangères du Groupe de contact du Soudan</i>	35 291	Fox J., Gairdner A., Hrab N., Levy D., Mailhot P., Melanson S.	
Chambre des communes		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Annapolis (É.-U.) — Conférence sur le Processus de paix au Moyen-Orient</i>	2 309
MacKay Hon. P.G.		Chambre des communes	
Affaires étrangères et Commerce international		Bernier Hon. M.	
Bones A., Burke S., Guay L., Lemay A., Lessard M.V.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Groupe de travail international sur l'éducation, le souvenir et la recherche sur l'Holocauste à Prague (République tchèque) ..</i>	3 074	Fox J., Gairdner A., Grant M., Levy D., Melanson S.	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)		<i>Réunion informelle des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Tokyo (Japon)</i>	15 814
Théberge R.		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
<i>23^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie à Vientiane (Laos)</i>	164 045	Avdyeyeva Y., McGifford D., Phillips E.	
Chambre des communes		<i>« Moving Young Minds » Séminaire mondial des ministres de l'Éducation à Londres (Royaume-Uni)</i>	11 532
Bernier Hon. M.		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
Affaires étrangères et Commerce international		Lamrock K., Pelley B.	
Beaulne P., de Kerckhove F., Drouin D., Fortin J., Girouard B., Hessouh E., Levy D., Melanson S., Mushitsi A., O'Connor R.		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) — Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et Dialogue transatlantique Canada-Union européenne</i>	69 951
<i>5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation des États américains (OEA) à Cartagena (Colombie)</i>	18 883	Chambre des communes	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)		Bernier Hon. M.	
Bjornson P., Dosall E., Marjanovic N., Théberge R.		Affaires étrangères et Commerce international	
Affaires étrangères et Commerce international		Brodeur Y., Gairdner A., Hrab N., Munro H., Swords C.	
Beaulne L.			

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

	\$		\$
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Washington (É.-U.) — Organisation des États américains (OEA).....</i>	10 702	<i>Ministre du Commerce international (MINT) — Visites bilatérales (Agent de visites)</i>	61 581
Chambre des communes		Affaires étrangères et Commerce international	
Bernier Hon. M.		Benson I.	
Affaires étrangères et Commerce international		<i>Ministre de la Coopération internationale (MINE) — Visites bilatérales (Agents de visites).....</i>	22 309
Gardner A., Lambert D., Mailhot P., Malling L.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Jumelage ministériel</i>	94 250	Cayer R., Racine A.	
Chambre des communes		<i>Secrétaire d'État (Affaires étrangères et Commerce international) (Sports) (SSFT) — Visites bilatérales (Agents de visites).....</i>	19 140
Alghabra O., Coderre D., Eyeking M., Folco R., Marston W., Martin K., McCallum J., McDonough A., Nadeau R.		Affaires étrangères et Commerce international	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) — Visites bilatérales (Agents de visites)</i>	97 327	Boucher C., Cayer R., Guerin M., Racine A.	
Affaires étrangères et Commerce international			
Lambert D., Melanson S., Munro H.			

Ressources humaines et Développement des compétences Ministère

PAIEMENTS D'INDEMNITÉS ET FRAIS D'ADMINISTRATION⁽¹⁾

Détails	Paiements d'indemnités ⁽²⁾	Frais d'administration ⁽³⁾	Total des paiements
	\$	\$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador	2 198 540	855 415	3 053 955
Île-du-Prince-Édouard	453 072	143 531	596 603
Nouvelle-Écosse—Fédéral	7 168 473	1 775 444	8 943 917
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	11 799 384	2 495 676	14 295 060
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	3 995 336	856 140	4 851 476
Nouvelle-Écosse—Vieille Silicose	311 672	65 116	376 788
Nouveau-Brunswick	2 202 961	517 668	2 720 629
Québec	15 684 462	3 238 582	18 923 044
Ontario	44 235 239	9 815 738	54 050 977
Manitoba	2 718 834	820 352	3 539 186
Saskatchewan	2 622 767	1 058 430	3 681 197
Alberta	6 284 431	1 783 731	8 068 162
Colombie-Britannique	9 326 837	3 979 595	13 306 432
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	3 180		3 180
Frais juridiques, médicaux et professionnels relativement à l'indemnité pour accident de travail à la suite de réclamations obtenues de tiers	31 276		31 276
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada (Section 7)	137 176		137 176
	109 173 640	27 405 418	136 579 058
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des organismes de l'État	46 272 883	12 775 634	59 048 517
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères de l'État	31 125 176	6 239 848	37 365 024
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts du compte d'assurance-emploi	526 667	105 333	632 000
	77 924 726	19 120 815	97 045 541
Dépenses nettes ⁽⁴⁾	31 248 914	8 284 603	39 533 517 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (voir le Sommaire du portefeuille ministériel de la section 22 du volume II).

⁽²⁾ Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

- c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

⁽³⁾ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral.
Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest au Yukon et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁽⁴⁾ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités relatifs à des employés de l'État et des marins marchands.

Parlement

Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2007-2008

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Adams W, Nunavut	125 800	81 018	99 661	Eyton J T, Ont	125 800	69 612	114 600
Andreychuk R, Sask	125 800	74 072	63 621	Président de comité	8 917		
Président de comité	8 798			Fairbairn J, Alb	125 800	102 360	136 188
Vice-président de comité	4 599			Président de comité	8 917		
Angus W D, Qc	125 800	32 459	115 295	Fitzpatrick D R, C-B ⁽¹⁾	105 918	110 311	121 484
Président de comité	4 072			Fortier M, Qc	125 800	51 610	68 765
Vice-président de comité	2 506			Fox F, Qc	125 800	18 967	118 394
Atkins N K, Ont	125 800	28 439	120 141	Fraser J, Qc	125 800	33 409	111 466
Vice-président de comité	2 506			Président de comité	4 072		
Austin J, C-B ⁽¹⁾		12 892		Vice-président de comité	2 506		
Bacon L, Qc	125 800	42 786	128 230	Furey G, T-N-L	125 800	143 164	112 839
Président de comité	8 976			Président de comité	10 700		
Baker G, T-N-L	125 800	166 116	85 913	Gill A, Qc	125 800	39 752	135 310
Banks T, Alb	125 800	117 447	137 663	Goldstein Y, Qc	125 800	49 999	139 084
Président de comité	8 976			Vice-président de comité	2 093		
Biron M, Qc	125 800	40 668	129 813	Grafstein J S, Ont	125 800	67 429	135 339
Brown B, Alb	91 306	35 499	94 220	Président de comité	4 874		
Bryden J G, N-B	125 800	66 179	117 493	Gustafson L J, Sask	125 800	132 355	77 734
Callbeck C S, Î-P-É	125 800	33 206	115 009	Vice-président de comité	4 583		
Campbell L W, C-B	125 800	99 320	135 458	Harb M, Ont	125 800	30 226	142 185
Carney P, C-B ⁽¹⁾	104 833	74 163	130 745	Hays D, Alb ⁽¹⁾	31 450	73 906	43 707
Carstairs S, Man	125 800	116 420	144 673	Hervieux-Payette C, Qc	125 800	70 037	148 051
Président de comité	2 675			Leader de l'opposition	34 500		
Vice-président de comité	6 123			Hubley E, Î-P-É	125 800	83 746	130 144
Champagne A, Qc	125 800	15 984	119 855	Whip adjoint de l'opposition	3 100		
Vice-président de comité	4 522			Jaffer M S B, C-B	125 800	112 245	137 992
Chaput M, Man	125 800	155 806	130 411	Vice-président de comité	2 017		
Président de comité	8 798			Johnson J G, Man	125 800	90 169	136 504
Cochrane E M, T-N-L	125 800	119 492	138 021	Vice-président de comité	2 506		
Vice-président de comité	4 583			Joyal S, Qc	125 800	15 089	137 760
Comeau G J, N-É	125 800	103 516	107 116	Président de comité	4 874		
Leader adjoint du gouvernement	34 500			Kenny C, Ont	125 800	19 464	98 504
Cook J, T-N-L	125 800	92 638	89 948	Président de comité	8 976		
Cools A C, Ont	125 800	31 115	121 729	Keon W J, Ont	125 800	45 588	126 954
Corbin E G, N-B	125 800	22 945	122 917	Président de comité	8 026		
Cordy J, N-É	125 800	95 900	101 053	Vice-président de comité	9 121		
Cowan J, N-É	125 800	141 302	125 250	Kinsella N A, N-B	125 800	95 071	80 711
Whip de l'opposition	6 400			Président du Sénat	52 800		
Vice-président de comité	4 946			Lapointe J, Qc	125 800	26 374	136 811
Dallaire R, Qc	125 800	89 722	138 387	Lavigne R, Qc	125 800	44 251	34 203
Dawson D, Qc	125 800	71 982	125 712	Lebreton M, Ont	125 800	34 017	116 934
Day J A, N-B	125 800	133 752	145 335	Losier-Cool R-M, N-B	125 800	137 576	134 467
Président de comité	8 976			Président Pro Tempore	21 900		
De Bané P, Qc	125 800	30 982	125 886	Lovelace-Nicholas S M, N-B	125 800	131 759	120 093
Di Nino C, Ont ⁽²⁾	125 800	48 947	111 814	Mahovlich F W, Ont	125 800	94 821	99 067
Whip adjoint du gouvernement	11 495			Massicotte P J, Qc	123 300	22 977	43 113
Président de comité	8 976			McCoy E, Alb	125 800	91 149	145 700
Downe P E, Î-P-É	125 800	75 385	115 024	Meighen M A, Ont	125 800	85 854	108 845
Dyck L E, Sask	125 800	51 509	38 395	Mercer TM, N-É	125 800	127 891	140 423
Eggleton A, Ont	125 800	72 304	141 294	Merchant P, Sask	125 800	140 337	128 164
Président de comité	8 946						

Parlement Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2007-2008—Fin

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables Sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Milne L, Ont	125 800	64 372	114 908	Segal H, Ont	125 800	51 090	135 762
<i>Vice-président de comité</i>	2 506			<i>Président de comité</i>	4 717		
Mitchell G, Alb	125 800	117 365	145 700	Sibbeston N G, TN-O	125 800	244 583	145 060
Moore W P, N-É	125 800	83 311	144 223	<i>Vice-président de comité</i>	4 599		
Munson J, Ont	125 800	60 767	128 782	Smith D P, Ont	125 800	79 140	125 782
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	5 500			<i>Président de comité</i>	8 709		
Murray L, Ont	125 800	48 363	83 446	<i>Vice-président de comité</i>	4 599		
Nancy R, Ont	125 800	90 383	107 150	Spivak M, Man	125 800	106 406	145 712
<i>Vice-président de comité</i>	2 506			St. Germain G, C-B	125 800	132 686	127 930
Nolin P C, Qc	125 800	82 076	143 596	<i>Président de comité</i>	8 946		
<i>Vice-président de comité</i>	10 083			Stollery P A, Ont	125 800	69 786	138 815
Oliver D H, N-É	125 800	114 238	137 746	<i>Président de comité</i>	920		
<i>Président de comité</i>	4 874			<i>Vice-président de comité</i>	4 141		
<i>Vice-président de comité</i>	2 108			Stratton T, Man	125 800	135 055	115 118
Pépin L, Qc	125 800	45 134	129 669	<i>Whip du gouvernement</i>	10 700		
Peterson R W, Sask	124 550	109 354	126 502	<i>Président de comité</i>	4 874		
Phalen G A, N-É	125 800	127 690	82 505	<i>Vice-président de comité</i>	4 110		
Pitfield P M, Ont	125 800		77 866	Tardif C, Alb	125 800	109 781	138 568
Poulin M-P, Ont	125 800	33 094	138 501	<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	21 900		
Poy V, Ont	125 800	100 036	140 534	Tkachuk D, Sask	125 800	144 199	137 130
Prud'homme M, Qc	125 800	29 540	96 092	<i>Président du caucus du gouvernement</i>	6 400		
Ringuette P, N-B	125 800	66 389	97 234	<i>Vice-président de comité</i>	4 614		
Rivest J-C, Qc	125 800	14 509	70 950	Trenholme Counsell M, N-B	125 800	119 565	144 648
Robichaud F, N-B	125 800	68 057	109 431	Watt C, Qc	125 800	153 024	145 407
Rompkey W, T-N-L	125 800	102 613	122 013	Zimmer R A A, Man	125 800	142 787	144 413
<i>Président de comité</i>	8 917			Total	12 123 330	7 610 875	11 118 809

⁽¹⁾ Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2007-2008, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice précédent.

⁽²⁾ Le montant de 11 495 \$ comprend un paiement rétroactif de 5 995 \$.

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Abbott L'hon J.	150 800	170 749	Blackburn L'hon J-P.	150 800	81 861
Ablonczy L'hon D.	150 800	140 208	Blaikie L'hon WA.	150 800	120 990
Albrecht H.	150 800	72 554	<i>Indemnité à titre de</i>		
Alghabra O.	150 800	59 652	<i>vice-président de la Chambre et</i>		
Allen M.	150 800	94 728	<i>président des</i>		
Allison D.	150 800	79 657	<i>comités pléniers.</i>	37 500	
<i>Indemnité à titre de</i>			Blais R.	150 800	171 262
<i>président de comité.</i>	8 946		<i>Indemnité à titre de</i>		
Ambrose L'hon R.	150 800	112 706	<i>vice-président de comité.</i>	4 599	
Anders R.	150 800	108 290	Blaney S.	150 800	93 151
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de comité.</i>	8 917		<i>président de comité.</i>	7 192	
Anderson DL.	150 800	136 941	Bonin R.	150 800	58 719
André G.	150 800	61 821	<i>Indemnité à titre de</i>		
Angus C.	150 800	126 165	<i>président de caucus</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Opposition officielle.</i>	6 012	
<i>vice-président de comité.</i>	2 093		Bonsant F.	150 800	38 708
Arthur A.	150 800	47 483	Boshcoff K.	150 800	109 185
Asselin G.	150 800	121 075	Bouchard R.	150 800	87 897
Atamanenko A.	150 800	162 771	Boucher S.	150 800	43 832
Bachand C.	150 800	49 161	Bourgeois D.	150 800	33 174
<i>Indemnité à titre de</i>			Breitkreuz G.	150 800	147 077
<i>vice-président de comité.</i>	4 614		<i>Indemnité à titre de</i>		
Bagnell L'hon L.	150 800	137 977	<i>président de comité.</i>	8 976	
Bains L'hon N.	150 800	100 887	Brison L'hon S.	150 800	152 659
Baird L'hon J.	150 800	5 860	Brown G.	150 800	48 680
Barbot V.	150 800	30 249	Brown MAB.	150 800	63 841
<i>Indemnité à titre de</i>			Brown P.	150 800	103 476
<i>vice-présidente de comité.</i>	2 093		Bruinooge R.	150 800	66 901
Barnes L'hon S.	150 800	84 580	Brunelle P.	150 800	45 982
Batters D.	150 800	103 333	<i>Indemnité à titre de</i>		
Beaumier C.	150 800	67 062	<i>vice-présidente de comité.</i>	4 247	
Bélangier L'hon M.	150 800	25 447	Byrne L'hon G.	150 800	133 050
<i>Indemnité à titre de</i>			Calkins B.	150 800	117 004
<i>vice-président de comité.</i>	2 078		Cannan R.	150 800	117 907
Bell C.	150 800	194 393	Cannis J.	150 800	64 986
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-présidente de comité.</i>	4 583		<i>vice-président de comité.</i>	4 614	
Bell D.	150 800	109 642	Cannon L'hon L.	150 800	26 873
<i>Indemnité à titre de</i>			Cardin S.	150 800	54 852
<i>vice-président de comité.</i>	2 506		<i>Indemnité à titre de</i>		
Bellavance A.	150 800	70 441	<i>vice-président de comité.</i>	4 583	
<i>Indemnité à titre de</i>			Carrie C.	150 800	67 536
<i>vice-président de comité.</i>	4 583		Carrier R.	150 800	36 047
Bennett L'hon C.	150 800	113 328	Casey B.	150 800	70 753
Benoit L.	150 800	91 945	Casson R.	150 800	137 251
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de comité.</i>	8 917		<i>président de comité.</i>	8 976	
Bernier L'hon M.	150 800	103 055	Chamberlain L'hon B.	150 800	44 970
Bevilacqua L'hon M.	150 800	78 023	Chan L'hon RCY.	150 800	177 363
Bevington D.	150 800	202 054	Charlton C.	150 800	65 134
Bezan J.	150 800	147 774	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>whip suppléante</i>		
<i>président de comité.</i>	8 946		<i>autre parti d'opposition.</i>	2 513	
Bigras B.	150 800	46 372	Chong L'hon M.	150 800	76 416
<i>Indemnité à titre de</i>			Chow O.	150 800	74 633
<i>vice-président de comité.</i>	4 583		Christopherson D.	150 800	80 794
Black D.	150 800	122 199	<i>Indemnité à titre de</i>		
			<i>vice-président de comité.</i>	2 078	

Parlement

Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Clarke R	6 081	11 199	Duceppe G	150 800	105 328
Clement L'hon T	150 800	81 204	<i>Indemnité à titre de</i>		
Coderre L'hon D	150 800	53 906	<i>chef</i>		
Comartin J	150 800	98 274	<i>autre parti d'opposition</i>	51 400	
<i>Indemnité à titre de</i>			Dykstra R	150 800	85 279
<i>leader parlementaire adjoint</i>			Easter L'hon W	150 800	126 853
<i>autre parti d'opposition</i>	5 500		Emerson L'hon DL	150 800	107 710
<i>Indemnité à titre de</i>			Epp MK	150 800	67 280
<i>vice-président de comité</i>	2 506		<i>Indemnité à titre de</i>		
Comuzzi L'hon J	150 800	107 017	<i>vice-président de comité</i>	4 583	
Cotler L'hon I	150 800	59 419	Eyking L'hon M	150 800	153 646
Crête P	150 800	91 740	Faille M	150 800	54 501
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	4 614		<i>vice-présidente de comité</i>	3 652	
Crowder J	150 800	113 879	Fast E	150 800	134 100
<i>Indemnité à titre de</i>			Finley L'hon D	150 800	61 059
<i>whip suppléante</i>			Fitzpatrick B	150 800	159 318
<i>autre parti d'opposition</i>	2 987		<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité</i>	2 506	
<i>vice-présidente de comité</i>	4 614		Flaherty L'hon J	150 800	82 458
Cullen N	150 800	199 952	Fletcher S	150 800	99 153
Cullen L'hon R	150 800	94 919	Folco R	150 800	71 190
<i>Indemnité à titre de</i>			Freeman C	150 800	58 683
<i>vice-président de comité</i>	4 614		Fry L'hon H	150 800	162 579
Cummins JM	150 800	123 627	Gagnon C	150 800	64 979
Cuzner R	150 800	140 140	<i>Indemnité à titre de</i>		
D'Amours J-C	150 800	92 575	<i>vice-présidente de comité</i>	4 583	
Davidson P	150 800	85 295	Galipeau R	150 800	36 357
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-présidente de comité</i>	2 078		<i>vice-président des</i>		
Davies E	150 800	135 058	<i>comités pléniers</i>	15 200	
<i>Indemnité à titre de</i>			Gallant C	150 800	49 236
<i>leader parlementaire</i>			Gaudet R	150 800	77 260
<i>autre parti d'opposition</i>	15 200		Gauthier M	49 456	30 357
Day L'hon S	150 800	174 517	<i>Indemnité à titre de</i>		
DeBellefeuille C	150 800	47 824	<i>leader parlementaire</i>		
Del Mastro D	150 800	59 441	<i>autre parti d'opposition</i>	844	
Demers N	150 800	48 763	Godfrey L'hon JF	150 800	59 698
Deschamps J	150 800	60 074	Godin Y	150 800	114 265
Devolin B	150 800	75 373	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>whip en chef</i>		
<i>président de comité</i>	4 102		<i>autre parti d'opposition</i>	10 700	
Dewar P	150 800	15 092	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité</i>	4 599	
<i>vice-président de comité</i>	2 506		Goldring P	150 800	125 508
Dhaliwal S	150 800	144 967	Goodale L'hon RE	150 800	156 008
Dhalla R	150 800	133 148	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>leader parlementaire</i>		
<i>vice-présidente de comité</i>	2 506		<i>Opposition officielle</i>	37 500	
Dion L'hon S	150 800	149 757	Goodyear G	150 800	52 552
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>chef</i>			<i>président de comité</i>	8 786	
<i>Opposition officielle</i>	72 200		Gourde J	150 800	89 027
Dosanjh L'hon U	150 800	159 790	Graham L'hon B	38 511	21 824
Doyle N	150 800	161 709	Gravel R	150 800	55 407
<i>Indemnité à titre de</i>			Grewal N	150 800	137 202
<i>président de comité</i>	8 917		Guarnieri L'hon A	150 800	56 773
Dryden L'hon K	150 800	122 139			

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008—Suite

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Guay M.	150 800	59 119	Laforest J-Y.	150 800	70 768
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>			<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 614	
<i>autre parti d'opposition.</i>	5 500		Laframboise M.	150 800	78 594
Guergis L'hon H.	150 800	70 337	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 583	
Guimond M.	150 800	120 765	Lake M.	150 800	119 380
<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>			Lalonde F.	150 800	29 873
<i>autre parti d'opposition.</i>	10 700		<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.</i>	2 506	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 901		Lauzon G.	150 800	49 649
Hall Findlay M.	6 081	2 179	<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>		
Hanger A.	150 800	106 522	<i>gouvernement.</i>	6 012	
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	8 946		<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	1 323	
Harper Le très hon S.	150 800	45 398	Lavallée C.	150 800	56 870
Harris RM.	150 800	207 931	Layton L'hon J.	150 800	223 097
Harvey L.	150 800	67 690	<i>Indemnité à titre de chef</i>		
Hawn L.	150 800	121 094	<i>autre parti d'opposition.</i>	51 400	
Hearn L'hon L.	150 800	85 219	Lebel D.	81 264	50 950
Hiebert R.	150 800	171 436	LeBlanc L'hon D.	150 800	161 223
Hill L'hon J.	150 800	125 182	Lee D.	150 800	58 368
<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>			<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	4 042	
<i>gouvernement.</i>	27 200		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	2 506	
Hinton B.	150 800	79 969	Lemay M.	150 800	110 333
Holland M.	150 800	100 965	Lemieux P.	150 800	25 683
Hubbard L'hon C.	150 800	65 825	<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>		
Ignatieff M.	150 800	131 563	<i>gouvernement.</i>	4 688	
Jaffer R.	150 800	110 841	Lessard Y.	150 800	46 015
<i>Indemnité à titre de président de caucus</i>			<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 599	
<i>gouvernement.</i>	10 700		Lévesque Y.	150 800	161 697
Jean B.	150 800	120 768	Loubier Y.		9 498
Jennings L'hon M.	150 800	49 812	Lukiwski T.	150 800	118 365
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>			Lunn L'hon GV.	150 800	96 591
<i>Opposition officielle.</i>	2 778		Lunney J.	150 800	156 690
Julian P.	150 800	131 267	Lussier M.	150 800	49 087
Kadis S.	150 800	72 757	MacAulay L'hon L.	150 800	151 606
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.</i>	2 506		MacKay L'hon PG.	150 800	77 839
Kamp R.	150 800	140 884	MacKenzie D.	150 800	68 175
Karetak-Lindell N.	150 800	173 746	Malhi L'hon G.	150 800	64 711
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.</i>	4 614		Malo L.	150 800	32 426
Karygiannis L'hon J.	150 800	44 028	Maloney JD.	150 800	71 875
Keddy G.	150 800	154 702	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	2 078	
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	4 874		Manning F.	150 800	196 618
Keeper T.	150 800	142 035	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	4 072	
Kenny L'hon JT.	150 800	103 955	Mark IM.	150 800	120 537
Khan W.	150 800	75 575	Marleau L'hon D.	150 800	67 506
Komarnicki E.	150 800	91 415	<i>Indemnité à titre de présidente de comité.</i>	8 946	
Kotto M.	143 503	48 483	Marston W.	150 800	78 460
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	2 506		Martin A.	150 800	124 056
Kramp D.	150 800	70 245			
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 599				

Parlement

Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008—Suite

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Martin L'hon K	150 800	58 494	Neville L'hon A	150 800	137 356
Martin Le très hon P	150 800	59 857	Nicholson L'hon R	150 800	72 850
Martin PD	150 800	128 432	Norlock R	150 800	51 560
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583		O'Connor L'hon G	150 800	3 458
Masse B	150 800	92 497	Obhrai D	150 800	166 824
Mathysen I	150 800	83 119	Oda L'hon B	150 800	10 211
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 583		Ouellet C	150 800	64 684
Matthews WB	150 800	246 418	Owen L'hon S	48 645	64 554
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 599		Pacetti M	150 800	52 762
Mayes C	150 800	142 253	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 614	
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 874		Pallister B	150 800	123 121
McCallum L'hon J	150 800	128 950	<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 874	
McDonough A	150 800	82 160	Paquette P	150 800	70 099
McGuinty D	150 800	9 196	<i>Indemnité à titre de leader parlementaire autre parti d'opposition</i>	14 271	
McGuire L'hon J	150 800	116 219	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	244	
McKay L'hon J	150 800	76 904	Paradis L'hon C	150 800	65 777
McTeague L'hon D	150 800	70 481	Patry B	150 800	30 749
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 614		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 506	
Ménard R	150 800	19 410	Pearson G	150 800	123 508
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 599		Perron G-A	150 800	64 039
Ménard S	150 800	38 859	Peterson L'hon J	42 565	34 218
Menzies T	150 800	151 748	Petit D	150 800	53 381
Merasty G	62 833	77 950	Picard P	150 800	45 252
Merrifield R	150 800	130 647	<i>Indemnité à titre de whip suppléante autre parti d'opposition</i>	5 500	
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 976		Plamondon L	150 800	81 542
Miller L	150 800	112 351	<i>Indemnité à titre de président de caucus autre parti d'opposition</i>	5 500	
Milliken L'hon P	150 800	16 829	Poillievre P	150 800	13 828
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	72 200		Prentice L'hon J	150 800	151 047
Mills B	150 800	148 548	Preston J	150 800	69 604
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 917		<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	748	
Minna L'hon M	150 800	96 922	Priddy LAP	150 800	123 240
Moore J	150 800	158 786	<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 108	
Moore R	150 800	96 344	Proulx M	150 800	19 129
Mourani M	150 800	32 681	<i>Indemnité à titre de whip suppléant Opposition officielle</i>	10 700	
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 078		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 901	
Mulcair T	81 264	38 523	Rae L'hon B	6 081	
Murphy B	150 800	112 341	Rajotte J	150 800	125 989
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 093		<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 976	
Murphy L'hon S	150 800	103 844	Ratansi Y	150 800	54 995
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 976		<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	8 917	
Murray J	6 081	2 093			
Nadeau R	150 800	17 937			
Nash P	150 800	55 340			
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 506				

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Redman L'hon K	150 800	78 578	St. Amand L.	150 800	76 735
<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>			<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 078	
<i>Opposition officielle</i>	27 200		St-Cyr T	150 800	36 745
Regan L'hon GP	150 800	105 859	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	946	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583		St. Denis B.	150 800	160 010
Reid S.	150 800	9 391	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjoint</i>			St-Hilaire C.	150 800	45 259
<i>gouvernement</i>	15 200		Stanton B.	150 800	55 460
Richardson L.	150 800	137 592	Steckle P.	150 800	100 939
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 917		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
Ritz L'hon G	150 800	144 823	Stoffer P.	150 800	134 634
Robillard L'hon L.	123 234	30 396	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>			Storseth B.	150 800	160 036
<i>Opposition officielle</i>	12 422		Strahl L'hon C.	150 800	137 987
Rodriguez P.	150 800	39 155	Stronach L'hon B.	150 800	5 275
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 599		Sweet D.	150 800	85 552
Rota A.	150 800	76 218	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 108	
<i>Indemnité à titre de président de caucus</i>			Szabo P.	150 800	77 345
<i>Opposition officielle</i>	4 688		<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 917	
Roy J-Y.	150 800	97 559	Telegdi L'hon A.	150 800	73 644
Russell T.	150 800	223 739	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
Savage M.	150 800	136 807	Temelkovski L.	150 800	93 999
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 093		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
Savoie D.	150 800	115 548	Thi Lac E-MT	81 264	30 280
Scarpaleggia F.	150 800	64 231	Thibault L.	150 800	57 038
Scheer A.	150 800	141 230	Thibault L'hon R.	150 800	139 257
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint des comités plénières</i>	15 200		Thompson L'hon G.	150 800	92 915
Schellenberger GR	150 800	66 445	Thompson M.	150 800	123 777
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 917		Tilson D.	150 800	75 437
Scott L'hon A.	150 800	98 261	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 583	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 506		Toews L'hon V.	150 800	87 491
Sgro L'hon J.	150 800	75 847	Tonks A.	150 800	66 779
Shipley B.	150 800	96 313	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 506	
Siksay WL	150 800	142 187	Trost B.	150 800	137 197
Silva M.	150 800	86 836	Turner L'hon G.	150 800	37 146
Simard L'hon R.	150 800	134 159	Tweed M.	150 800	147 660
Simms S.	150 800	178 183	<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 917	
Skelton L'hon C.	150 800	125 402	Valley R.	150 800	218 833
Smith J.	150 800	136 933	Van Kesteren D.	150 800	76 058
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 042		Van Loan L'hon P.	150 800	58 650
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 506		Vellacott M.	150 800	186 941
Solberg L'hon M.	150 800	110 797	Verner L'hon J.	150 800	67 388
Sorenson K.	150 800	148 142	Vincent R.	150 800	46 018
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 946		Volpe L'hon J.	150 800	69 018
			<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 078	
			Wallace M.	150 800	72 009

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2007-2008—Fin

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Wappel TW	150 800	74 770	Wilfert L'hon B	150 800	91 379
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de comité</i>	4 874		<i>vice-président de comité</i>	2 093	
Warawa M	150 800	103 383	Williams J.	150 800	134 556
Warkentin C.	150 800	124 374	Wilson B.	150 800	175 539
Wasylycia-Leis J	150 800	112 631	Wrzesnewskyj B	150 800	51 609
<i>Indemnité à titre de</i>			Yelich L	150 800	148 433
<i>présidente de caucus</i>			Zed P.	150 800	132 610
<i>autre parti d'opposition</i>	5 500		Anciens députés ⁽²⁾		4 591
Watson J	150 800	121 233			
			Total	46 884 893	29 195 342

⁽¹⁾ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lorsqu'en service ministériel commandé. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 10 de ce volume intitulé "Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires";
- les frais de déplacement des membres au service de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- tous les frais de déplacement des membres pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de cette section intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Dépenses de voyage pour la participation canadienne aux conférences et réunions internationales".

⁽²⁾ Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement
Chambre des communes

TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES DES MINISTRES PAYÉS EN 2007-2008

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant	Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$			\$
Abbott L'hon J	ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine (Patrimoine canadien)*	5 598		ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Agence de promotion économique du Canada atlantique)*; ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)*	490
	ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles (Patrimoine canadien)*	9 602		ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	15 200
Ablonczy L'hon D	ministre des Finances	5 598	Komarnicki E	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé (Agriculture et Agroalimentaire)*; ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)*	7 273
Anderson DL	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé (Commission canadienne du blé)*	7 927	Lauzon G	ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles (La Francophonie et des Langues officielles)*	7 273
	ministre des Ressources naturelles; ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé (Commission canadienne du blé)*	7 273		leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique	15 200
Boucher S	Premier ministre; ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles (La Francophonie et les Langues officielles)*	5 598	Lemieux P	ministre de la Sécurité publique	15 200
	Premier ministre; ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles (La Francophonie et les Langues officielles)*	2 329	Lukiwski T	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)*; ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles (Coopération internationale)*	5 598
	Premier ministre; ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles (Condition féminine)*	7 273		ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)*; ministre de la Coopération internationale	2 329
Bruinooge R	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	15 200		ministre des Finances	7 273
Carrie C	ministre de l'Industrie	15 200		ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)*; ministre de la Coopération internationale	2 329
Fletcher S	ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario (Santé)*	15 200		ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Défense nationale)*	7 273
Gourde J	ministre des Ressources naturelles	7 927		ministre de la Défense nationale	5 598
	ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	7 273	Moore J	ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Défense nationale)*	7 273
Hawn L	ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Défense nationale)*	7 273		ministre de la Défense nationale	5 598
Hiebert R	ministre de la Défense nationale	5 598		ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Défense nationale)*	2 329
	ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Défense nationale)*	2 329	Moore R	présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (Affaires intergouvernementales et Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)*	7 273
	ministre des Anciens Combattants	15 200	Obhrai D	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Affaires étrangères)*	5 598
Hinton B	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	15 200		ministre des Affaires étrangères; ministre de la Coopération internationale	490
Jean B	ministre des Pêches et des Océans	15 200	Pallister B	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)*; ministre de la Coopération internationale	6 783
Kamp R	ministre de la Défense nationale et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Agence de promotion économique du Canada atlantique)*	6 783	Poilievre P	président du Conseil du Trésor	15 200
Keddy G			Warawa M	ministre de l'Environnement	15 200
			Yelich L	ministre des Ressources humaines et du Développement social	15 200
				Total	360 673

* Portefeuille

Conseil privé
Ministère

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS AUX MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

	Traitements	Indemnités	Total
	\$	\$	\$
NOMS DES MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT (pour la période du 1 ^{er} avril 2007 au 31 mars 2008)			
Hill L'hon J	26 900	2 122	29 022
Van Loan L'hon P	72 200	2 122	74 322
Total	99 100	4 244	103 344

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

ÉTAT DES DÉPENSES—

AUTORISATION LÉGISLATIVE ET DÉPENSES DU PROGRAMME

Autorisation de financement	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
Crédit 15 - Dépenses de programme	2 687 754	14 813 902	3 125 296	20 626 952
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
39 ^e élection générale (janvier 2006)	2 526 119			2 526 119
38 ^e élection générale (juin 2004)	307 512			307 512
37 ^e élection générale (novembre 2000)	859			859
Élections partielles - mars 2008 (4 partielles)	3 272 968			3 272 968
Élections partielles - septembre 2007 (3 partielles)	2 933 604			2 933 604
Élections partielles - Repentigny et London-Centre-Nord (novembre 2006) ...	33 658			33 658
Autres dépenses législatives conformément à la				
<i>Loi électorale du Canada</i>	29 531 918	53 328 965	3 139 224	86 000 107
	38 606 638	53 328 965	3 139 224	95 074 827
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées au crédit 15	611 498	3 370 354	711 045	4 692 897
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées aux travailleurs d'élection	343 540			343 540
Total	42 249 431	71 513 221	6 975 565	120 738 217

DÉTAILS DES DÉPENSES— 39^e ÉLECTION GÉNÉRALE (JANVIER 2006)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
Terre-Neuve-et-Labrador	149 504			149 504
Île-du-Prince-Édouard	71 375			71 375
Nouvelle-Écosse	109 000			109 000
Nouveau-Brunswick	136 254			136 254
Québec	133 783			133 783
Ontario	1 011 612			1 011 612
Manitoba	176 440			176 440
Saskatchewan	214 288			214 288
Alberta	232 225			232 225
Colombie-Britannique	552 663			552 663
Territoire du Yukon	31 446			31 446
Territoires du Nord-Ouest	47 107			47 107
Numavut	(5 936)			(5 936)
	2 859 761			2 859 761
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques	4 484			4 484
Bureau chef d'Ottawa*	(338 126)			(338 126)
Total	2 526 119			2 526 119

* En conformité avec la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor, le montant publié en 2005-2006 incluait une provision pour le remboursement des dépenses d'élection aux candidates (item législatif). Les déboursés en 2007-2008 ont été comptabilisés au niveau des circonscriptions électorales, regroupés ci-haut par province.

Conseil privé
Bureau du directeur général des élections

DÉTAILS DES DÉPENSES LÉGISLATIVES—ÉLECTIONS PARTIELLES —
 SEPTEMBRE 2007 (3 PARTIELLES)

Autorisation législative	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions fédérales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>					
Bureau chef d'Ottawa	1 428 083				1 428 083
Outremont	571 698				571 698
Saint-Hyacinthe-Bagot	394 688				394 688
Roberval-Lac-Saint-Jean	539 135				539 135
Total	2 933 604				2 933 604

DÉTAILS DES DÉPENSES LÉGISLATIVES—ÉLECTIONS PARTIELLES — MARS 2008 (4 PARTIELLES)

Autorisation législative	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions fédérales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>					
Bureau chef d'Ottawa	350 708			350 708	
Toronto-Centre	946 199			946 199	
Willowdale	663 317			663 317	
Desnethé-Missinippi-Churchil River	604 206			604 206	
Vancouver Quadra	708 538			708 538	
Total	3 272 968			3 272 968	

**Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel**

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Bureau sectoriel de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, Edmonton, Alb	22 112 771		22 112 771
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	27 325 503	2 366 674	29 692 177
Établissement Atlantique, Renous, N-B	30 183 155	1 667 420	31 850 575
Bureau de district de l'Atlantique, Moncton, N-B	9 670 931		9 670 931
Bureau sectoriel de Barrie, Barrie, Ont	1 024 636		1 024 636
Établissement Bath, Bath, Ont	23 982 674	1 505 540	25 488 214
Bureau de libération conditionnelle de Bathurst, Bathurst, N-B	674 858		674 858
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	10 486 558	434 172	10 920 730
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	41 680 597	1 107 342	42 787 939
Bureau sectoriel de Brandon, Brandon, Man	603 165		603 165
Bureau sectoriel de Brantford, Brantford, Ont	882 747		882 747
Bureau sectoriel de Calgary, Calgary, Alb	509 957		509 957
Annexe du centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	931 783		931 783
Centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	751 947	57 949	809 896
Bureau de district central de l'Ontario, Toronto, Ont	2 950 846		2 950 846
Bureau de libération conditionnelle de Charlottetown, Charlottetown, Î-P-É	321 275		321 275
Centre correctionnel communautaire de Chilliwack, Chilliwack, C-B	1 233 336	185 166	1 418 502
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	26 259 400	5 050 338	31 309 738
Bureau administratif des services correctionnels communautaires, Abbotsford, C-B	1 461 582		1 461 582
Bureau de libération conditionnelle de Corner Brook, Corner Brook, T-N-L	1 055 689	35 957	1 091 646
Établissement Cowansville, Cowansville, Qc	32 652 849	3 068 530	35 721 379
Bureau de libération conditionnelle de Dartmouth, Dartmouth, N-É	573 896	24 901	598 797
Bureau sectoriel des Laurentides et Centre correctionnel communautaire Laferrière, St-Jérôme, Qc	3 232 373	88 261	3 320 634
Établissement Donnacona, Donnacona, Qc	35 869 299	3 082 753	38 952 052
Établissement pénitentiaire Dorchester, Dorchester, N-B	38 506 895	2 349 155	40 856 050
Bureau sectoriel du centre-ville de Toronto, Toronto, Ont	3 504 698		3 504 698
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	38 023 991	3 027 283	41 051 274
Établissement Drummond, Drummondville, Qc	28 483 865	378 211	28 862 076
Bureau de district Est/Ouest du Québec, St-Jérôme, Qc	2 031 184		2 031 184
Bureau de district de l'Est et du Nord de l'Ontario, Kingston, Ont	2 474 563		2 474 563
Établissement pour femmes d'Edmonton, Edmonton, Alb	15 319 317	186 248	15 505 565
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	33 921 968	2 192 899	36 114 867
Bureau sectoriel de l'Estrie, Sherbrooke, Qc	3 901		3 901
Centre fédéral de formation, Laval, Qc	18 933 097	1 215 171	20 148 268
Établissement Fenbrook, Gravenhurst, Ont	28 282 071	555 556	28 837 627
Établissement Ferndale, Mission, C-B	8 991 220	218 440	9 209 660
Bureau des services correctionnels communautaires de Fraser Valley, Abbotsford, C-B	3 587 341		3 587 341
Établissement Fraser Valley pour femmes, Abbotsford, C-B	13 245 287	972 957	14 218 244
Bureau de libération conditionnelle de Fredericton, Fredericton, N-B	565 770		565 770
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	11 989 110	762 305	12 751 415
Bureau sectoriel de Granby, Granby, Qc	24		24
Bureau satellite de Grand Falls, Grand Falls, T-N-L	102 142		102 142
Établissement Grand Valley pour femmes, Kitchener, Ont	17 770 284	347 118	18 117 402
Établissement Grande Cache, Grande Cache, Alb	19 007 085	2 284 145	21 291 230
Établissement Grierson, Edmonton, Alb	3 451 770	35 239	3 487 009
Bureau sectoriel de Guelph, Guelph, Ont	2 319 382		2 319 382
Bureau de libération conditionnelle de Halifax, Halifax, N-É	735 788		735 788
Centre correctionnel communautaire de Hamilton, Hamilton, Ont	1 534 089	1 000	1 535 089
Bureau sectoriel de Hamilton, Hamilton, Ont	4 368 554		4 368 554
Centre correctionnel communautaire Hochelaga, Montréal, Qc	10 241		10 241
Bureau des services correctionnels communautaires de l'intérieur, Kelowna, C-B	3 997 339		3 997 339
Maison Isabel McNeil, Kingston, Ont	1 183 590		1 183 590
Établissement Joliette, Joliette, Qc	13 924 728	453 963	14 378 691
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	30 997 920	1 263 311	32 261 231
Centre correctionnel communautaire Keele, Toronto, Ont	1 682 416		1 682 416
Établissement Kent, Agassiz, C-B	28 467 646	11 154 723	39 622 369

Sécurité publique et Protection civile

Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—*Suite*

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Kentville, Kentville, N-É	589 507		589 507
Bureau sectoriel de Kingston, Kingston, Ont	1 604 953		1 604 953
Pénitencier Kingston, Kingston, Ont	40 934 469	1 944 100	42 878 569
Village de ressourcement Kwikwèlwhp, Harrison Mills, C-B	5 746 649	537 618	6 284 267
Établissement La Macaza, La Macaza, Qc	24 319 126	1 169 267	25 488 393
Bureau sectoriel de Laval, Laval, Qc	3 595 087		3 595 087
Centre d'apprentissage de l'Atlantique, Memramcook, N-B	1 766 841		1 766 841
Établissement Leclerc, Laval, Qc	37 701 773	1 749 372	39 451 145
Bureau sectoriel de London, London, Ont	2 636 961		2 636 961
Bureau sectoriel Longueuil, Longueuil, Qc	4 328 619		4 328 619
Bureau sectoriel Maisonneuve, Montréal, Qc	6 391 782		6 391 782
Bureau de district du Manitoba, de la Saskatchewan et du Nord-Ouest de l'Ontario, Winnipeg, Man	3 475 067		3 475 067
Centre correctionnel communautaire Martineau, Montréal, Qc	1 864 191	16 507	1 880 698
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	26 519 257	1 138 942	27 658 199
Établissement Millhaven, Bath, Ont	39 476 401	4 389 565	43 865 966
Établissement Mission, Mission, C-B	21 109 256	2 155 153	23 264 409
Établissement Montée Saint-François, Laval, Qc	14 835 013	1 810 768	16 645 781
Bureau de district de Montréal - Métropolitain, Montréal, Qc	4 929 236	128	4 929 364
Établissement Mountain, Agassiz, C-B	27 622 809	338 606	27 961 415
Administration centrale — Coûts fonctionnels, Ottawa, Ont	35 147 813	18 532 964	53 680 777
Administration centrale — Coûts ministériels, Ottawa, Ont	145 178 022	15 901 126	161 079 148
Bureau des services correctionnels communautaires de New Westminster, New Westminster, C-B	6 266 882		6 266 882
Bureau des services correctionnels communautaires de la région du Nord, Prince George, C-B	618 247		618 247
Établissement Nova pour femmes, Truro, N-É	13 580 236	1 118 046	14 698 282
Bureau sectoriel du Nunavut, Iqaluit, Nunavut	403 562		403 562
Centre correctionnel communautaire Ogilvy, Montréal, Qc	2 164 270	217 752	2 382 022
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Sask	6 479 453	64 921	6 544 374
Centre correctionnel communautaire Osborne, Winnipeg, Man	966 423	49 268	1 015 691
Centre correctionnel communautaire Oskana, Regina, Sask	701 520	6 254	707 774
Bureau sectoriel d'Ottawa, Ottawa, Ont	5 101 114		5 101 114
Établissement Pacifique — Centre régional de traitement, Abbotsford, C-B	39 617 251	502 853	40 120 104
Bureau des services correctionnels communautaires du Pacifique, Abbotsford, C-B	6 282 054		6 282 054
Centre correctionnel communautaire Parrtown, Saint John, N-B	1 098 813	126 022	1 224 835
Établissement Pê Sâkâstêw, Hobbema, Alb	5 193 232	72 222	5 265 454
Bureau sectoriel de Peterborough, Peterborough, Ont	1 557 989		1 557 989
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	11 825 301	91 304	11 916 605
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qc	26 052 850	3 569 379	29 622 229
Centre correctionnel communautaire Portsmouth, Kingston, Ont	1 394 246	36 312	1 430 558
Bureau sectoriel Prince Albert, Prince Albert, Sask	1 809 416		1 809 416
Bureau sectoriel de Québec et Centre correctionnel communautaire Marcel Caron, Québec, Qc	4 958 184	166 982	5 125 166
Centre régional de santé mentale — Région de Québec, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	7 659 632		7 659 632
Bureau sectoriel Red Deer, Red Deer, Alb	1 119 997		1 119 997
Bureau sectoriel Regina, Regina, Sask	1 800 219		1 800 219
Centre régional de formation correctionnelle — Pacifique, Abbotsford, C-B	2 170 388		2 170 388
Collège région de formation du personnel — Ontario, Kingston, Ont	4 083 442	466 689	4 550 131
Collège régional de formation du personnel des Prairies, Saskatoon, Sask	3 140 467		3 140 467
Administration régionale de l'Atlantique, Moncton, N-B	29 215 492	873 763	30 089 255
Administration régionale de l'Ontario, Kingston, Ont	46 893 415	1 861 986	48 755 401
Administration régionale du Pacifique, Abbotsford, C-B	45 236 571	2 032 095	47 268 666
Administration régionale des Prairies, Saskatoon, Sask	29 505 734	2 976 131	32 481 865
Administration régionale du Québec, Laval, Qc	40 145 405	893 909	41 039 314
Centre psychiatrique régional des Prairies, Saskatoon, Sask	34 132 368	288 883	34 421 251
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	33 624 208	790 754	34 414 962
Centre régional de traitement, Kingston, Ont	16 209 944	27 887	16 237 831
Établissement Riverbend, Prince Albert, Sask	7 797 398	336 010	8 133 408
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	9 172 012	892 994	10 065 006

**Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel**

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—Fin

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc.....	15 916 308	1 652 112	17 568 420
Bureau de libération conditionnelle de Saint-John, Saint-John, N-B.....	1 680 820		1 680 820
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Sask.....	51 685 530	11 523 559	63 209 089
Bureau sectoriel de Saskatoon, Saskatoon, Sask.....	2 455 610		2 455 610
Centre de rétablissement Shepody, Dorchester, N-B.....	8 505 449	84 000	8 589 449
Centre communautaire correctionnel Sherbrooke, Montréal, Qc.....	29 159		29 159
Établissement Springhill, Springhill, N-É.....	39 854 254	5 521 063	45 375 317
Bureau sectoriel de St. Catharines, St. Catharines, Ont.....	930 700		930 700
Collège du personnel du Québec, Laval, Qc.....	3 723 084	514 549	4 237 633
Centre correctionnel communautaire St-John's, St-John's T-N-L.....	1 130 065	60 181	1 190 246
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man.....	42 389 847	2 510 804	44 900 651
Bureau sectoriel de Sudbury, Sudbury, Ont.....	1 446 517		1 446 517
Bureau de libération conditionnelle de Sydney, Sydney, N-É.....	1 073 069		1 073 069
Bureau sectoriel The Pas, The Pas, Man.....	168 776		168 776
Bureau satellite de Thompson, Thompson, Man.....	59 615		59 615
Bureau sectoriel de Thunder Bay, Thunder Bay, Ont.....	554 435		554 435
Bureau sectoriel de l'Est de Toronto, Toronto, Ont.....	1 743 016		1 743 016
Bureau de surveillance d'équipe de Toronto, Toronto, Ont.....	649 307		649 307
Bureau sectoriel de l'Ouest de Toronto, Toronto, Ont.....	2 804 125		2 804 125
Bureau sectoriel de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qc.....	4 346 388		4 346 388
Bureau de libération conditionnelle de Truro, Truro, N-É.....	992 066		992 066
Bureau des services correctionnels communautaires de la région de Vancouver, Vancouver, C-B.....	5 539 445		5 539 445
Bureau des services correctionnels communautaires de l'île de Vancouver, Victoria, C-B.....	4 718 018		4 718 018
Bureau sectoriel Ville-Marie, Montréal Qc.....	7 491 495		7 491 495
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont.....	36 500 242	4 386 481	40 886 723
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B.....	14 419 994	867 056	15 287 050
Établissement William Head, Victoria, C-B.....	10 886 013	258 598	11 144 611
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Sask.....	4 703 208	43 400	4 746 608
Bureau sectoriel de Windsor, Windsor, Ont.....	1 253 362		1 253 362
Bureau sectoriel de Winnipeg, Winnipeg, Man.....	5 978 165		5 978 165
Unité de supervision pour femmes, Toronto, Ont.....	1 390 583		1 390 583
Bureau sectoriel Yellowknife, Yellowknife, TN-O.....	1 220 831		1 220 831
Total.....	1 827 839 166	140 641 062	1 968 480 228

Conseil du Trésor Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements de la rémunération	Vote 22 Report du budget de fonctionnement	Vote 23 Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Agriculture et Agroalimentaire—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	439 408	4 092 000	31 518 300	12 082 243
Commission canadienne du lait—					
Dépenses du programme	25		77 000		179 415
Agence canadienne d'inspection des aliments—					
Dépenses de fonctionnement et contributions	30	359 795	7 549 000	45 374 915	13 161 245
Dépenses en capital	35			6 758 260	
Commission canadienne des grains—					
Dépenses du programme	40	154 309	238 000	59 728	486 641
Agence de promotion économique du Canada atlantique—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	270 746	449 000	4 139 250	1 534 140
Agence du revenu du Canada—					
Dépenses du programme	1		12 559 000		61 322 857
Patrimoine canadien—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	548 659	1 252 000	12 797 947	4 187 908
Conseil des Arts du Canada—					
Paiements au Conseil des Arts du Canada	10		5 000		
Société Radio-Canada—					
Paiements à la Société Radio-Canada	15		9 000		
Musée canadien des civilisations—					
Paiements au Musée canadien des civilisations	30		5 000		542 897
Musée canadien de la nature—					
Paiements au Musée canadien de la nature	35		5 000		145 570
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—					
Dépenses du programme	40		270 000	1 063 743	1 291 788
Bibliothèque et Archives du Canada—					
Dépenses du programme	45	168 650	978 000	2 043 445	2 458 922
Société du Centre national des Arts—					
Paiements à la Société du Centre national des Arts	50		5 000		
Commission des champs de bataille nationaux—					
Dépenses du programme	55		4 000	343 359	
Office national du film—					
Fonds renouvelable de l'Office national du film—					
Dépenses de fonctionnement	60	158 000	188 000	3 656 200	844 710
Musée des beaux-arts du Canada—					
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada	65		22 000		487 924

Conseil du Trésor
Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements de la rémunération	Vote 22 Report du budget de fonctionnement	Vote 23 Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Musée national des sciences et de la technologie—					
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie	75		4 000		76 287
Commission de la fonction publique—					
Dépenses du programme	80	214 000	734 000	4 916 200	2 920 391
Commission des relations de travail dans la fonction publique—					
Dépenses du programme	85		79 000	853 650	
Tribunal de la dotation de la fonction publique—					
Dépenses du programme	90		30 000	235 500	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—					
Dépenses de fonctionnement	95		62 000	574 450	343 904
Téléfilm Canada—					
Paiements à Téléfilm Canada	105		4 000		300
Citoyenneté et Immigration—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	450 576	1 536 000	21 062 850	7 193 961
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada—					
Dépenses du programme	10	110 194	694 000	4 582 950	1 413 512
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—					
Dépenses de fonctionnement	1	177 392	195 000	2 234 650	1 633 442
Environnement—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	377 451	9 878 000	13 329 361	15 431 102
Agence canadienne d'évaluation environnementale—					
Dépenses du programme	15		177 000		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie—					
Dépenses du programme	20		20 000	236 100	20 816
Agence Parcs Canada—					
Dépenses du programme	25	267 874	597 000		8 549 165
Finances—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	482 970	1 582 000	4 676 750	2 718 614
Vérificateur général—					
Dépenses du programme	15		2 160 000	1 882 620	1 997 950
Tribunal canadien du commerce extérieur—					
Dépenses du programme	20		121 000	430 450	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada—					
Dépenses du programme	25		311 000	1 405 500	759 454
Bureau du surintendant des institutions financières—					
Dépenses du programme	30		74 000		15 000

Conseil du Trésor Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements de la rémunération	Vote 22 Report du budget de fonctionnement	Vote 23 Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Pêches et Océans—					
Dépenses de fonctionnement	1	902 360	6 363 000	47 095 756	20 685 159
Affaires étrangères et Commerce international—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	686 295	3 322 000	46 093 973	17 516 339
Corporation commerciale canadienne—					
Dépenses du programme	15		3 000		
Agence canadienne de développement international—					
Dépenses de fonctionnement	20	847 724	1 411 000	10 533 300	
Centre de recherches pour le développement international—					
Paiements au Centre de recherches pour le développement international	45		6 000		
Commission mixte internationale—					
Dépenses du programme	50		85 000	264 100	181 641
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—					
Dépenses du programme	55		12 000		
Gouverneur général—					
Dépenses du programme	1		46 000	551 154	437 395
Santé—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	1 056 758	13 868 000	54 328 748	19 779 568
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée—					
Dépenses du programme	10		13 000	451 100	
Instituts de recherche en santé du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	15	191 953	480 000	2 062 600	986 305
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—					
Dépenses du programme	25		73 000	150 950	190 205
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—					
Dépenses du programme	30		42 000	275 000	132 753
Agence de la santé publique du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	35	384 758	1 452 000	14 816 400	4 011 400
Ressources humaines et Développement des compétences—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	1 743 884	1 535 000	27 814 711	12 502 251
Conseil canadien des relations industrielles—					
Dépenses du programme	10		131 000	533 400	371 520
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs—					
Dépenses du programme	20		36 000	87 850	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—					
Dépenses du programme	25		122 000	186 969	135 213

Conseil du Trésor
Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10	Crédit 15	Vote 22	Vote 23
		Initiatives pangouvernementales	Rajustements de la rémunération	Report du budget de fonctionnement	Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Affaires indiennes et du Nord canadien—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	470 650	4 585 000	30 420 047	7 665 646
Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—					
Dépenses de fonctionnement	20			114 195	
Commission canadienne des affaires polaires—					
Dépenses du programme et contributions	40		8 000	28 783	
Commission des revendications particulières des Indiens—					
Dépenses du programme	50		67 000	252 150	21 163
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones—					
Dépenses de fonctionnement	55		202 000	6 474 774	201 402
Industrie—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	964 348	4 207 000	17 542 858	13 178 377
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(S)				736 366
Agence spatiale canadienne—					
Dépenses de fonctionnement	25	176 200	1 582 000	9 719 550	7 291
Commission canadienne du tourisme—					
Dépenses du programme	40		5 000		
Tribunal de la concurrence—					
Dépenses du programme	45		10 000	54 282	
Commission du droit d'auteur—					
Dépenses du programme	50		22 000	113 700	
Conseil national de recherches du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	55	201 559	12 169 000	19 673 200	17 479 231
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—					
Dépenses de fonctionnement	70	200 400	109 000	1 800 100	669 169
Conseil de recherches en sciences humaines—					
Dépenses de fonctionnement	80	66 050	79 000	980 800	477 026
Statistique Canada—					
Dépenses du programme	95	218 815	4 524 000	32 768 992	13 064 037
Justice—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	130 250	1 208 000	12 953 141	10 459 383
Commission canadienne des droits de la personne—					
Dépenses du programme	10		118 000	932 150	460 915
Tribunal canadien des droits de la personne—					
Dépenses du programme	15		54 000	74 628	35 920
Commissaire à la magistrature fédérale—					
Dépenses de fonctionnement	20		23 000	381 450	14 944
Conseil canadien de la magistrature—					
Dépenses de fonctionnement	25			79 450	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements de la rémunération	Vote 22 Report du budget de fonctionnement	Vote 23 Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Service administratif des tribunaux judiciaires—					
Dépenses du programme	30	81 349	234 000	1 684 018	1 250 000
Bureau du directeur des poursuites pénales—					
Dépenses du programme	35				2 021 032
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—					
Bureau du Commissaire à l'information du Canada—					
Dépenses du programme	40		49 000	327 460	185 991
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—					
Dépenses du programme	45		64 000	723 000	453 609
Cour suprême du Canada—					
Dépenses du programme	50		113 000	1 039 550	1 559
Défense nationale—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	888 818	23 506 000	54 379 652	21 379 124
Dépenses en capital	5			100 169 685	
Subventions et contributions	10			4 634 953	
Comité des griefs des Forces canadiennes—					
Dépenses du programme	15		37 000	289 900	1 559
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire—					
Dépenses du programme	20		11 000	155 950	
Ressources naturelles—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	498 750	6 160 000	22 513 282	9 879 173
Commission canadienne de sûreté nucléaire—					
Dépenses du programme	20	70 001	4 643 000	1 990 071	1 292 519
Office national de l'énergie—					
Dépenses du programme	30		973 000		3 375 100
Administration du pipe-line du Nord—					
Dépenses du programme	35			43 500	
Conseil privé—					
Ministère—					
Dépenses du programme	1	134 600	1 256 000	5 840 486	4 163
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—					
Dépenses du programme	5		21 000	298 900	13 180
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—					
Dépenses du programme	10		954 000	1 274 300	566 813
Directeur général des élections—					
Dépenses du programme	15		300 000		5 721
Commissariat aux langues officielles—					
Dépenses du programme	20		85 000	760 297	379 064
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—					
Dépenses du programme	30		16 000	130 000	

**Conseil du Trésor
Secrétariat**

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales \$	Crédit 15 Rajustements de la rémunération \$	Vote 22 Report du budget de fonctionnement \$	Vote 23 Besoins en matière de rémunération \$
Sécurité publique et Protection civile—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	63 000	543 000	7 419 078	6 253
Agence des services frontaliers du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	10	700 153	1 020 000		21 795 251
Service canadien du renseignement de sécurité—					
Dépenses du programme	20	300 000	17 756 000	9 706 508	
Service correctionnel—					
Service pénitentiaire et Service national de libération conditionnelle—					
Dépenses de fonctionnement	25	518 220	39 770 000	59 042 218	30 300 184
Fonds renouvelable CORCAN	(S)				737 691
Commission nationale des libérations conditionnelles—					
Dépenses du programme	35		505 000	1 875 690	586 609
Bureau de l'enquêteur correctionnel—					
Dépenses du programme	40		19 000	34 426	
Gendarmerie royale du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	45	807 113	3 081 000	118 966 265	51 228 490
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—					
Dépenses du programme	60		10 000	39 500	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—					
Dépenses du programme	65		51 000	184 155	
Travaux publics et Services gouvernementaux—					
Dépenses de fonctionnement	1	3 096 592	5 992 000	25 902 956	17 384 933
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	(S)				1 319 353
Transports—					
Ministère—					
Dépenses de fonctionnement	1	341 792	11 360 000	30 224 542	10 745 194
Office des transports du Canada—					
Dépenses du programme	25		240 000	1 158 650	797 007
Commission de la capitale nationale—					
Paiement à la Commission de la capitale nationale	40		374 000		1 191 000
Bureau de l'infrastructure du Canada—					
Dépenses de fonctionnement	50	110 357	213 000	1 793 908	389 787
Tribunal d'appel des transports du Canada—					
Dépenses du programme	70		5 000	60 000	
Conseil du Trésor—					
Secrétariat—					
Dépenses de fonctionnement	1	236 000	1 491 000	7 997 572	3 173 155
École de la fonction publique du Canada—					
Dépenses du programme	25	277 903	396 000	3 840 451	1 808 471
Bureau du directeur des lobbyistes—					
Dépenses du programme	30				28 743

**Conseil du Trésor
Secrétariat**

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À
D'AUTRES CRÉDITS—*Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements de la rémunération	Vote 22 Report du budget de fonctionnement	Vote 23 Besoins en matière de rémunération
		\$	\$	\$	\$
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada—					
Dépenses du programme	35	155 050	713 000	4 519 609	2 419 431
Anciens Combattants—					
Dépenses de fonctionnement	1	405 954	1 463 000	6 098 669	6 534 517
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—					
Dépenses de fonctionnement	15		114 000	469 644	173 408
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—					
Dépenses de fonctionnement	1	65 000	313 000	2 360 850	13 406
Total		21 172 680	227 788 000	981 736 134	474 642 267

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2007-2008

Index

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, 5
 ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, 4
 ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume 1, section 10*
 Activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2
 Aliénation des biens immobiliers, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.8
 ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*
 Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II, section 1*
 Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II, section 1*
 Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II, section 1*
 Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II, section 1*
 Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *voir volume II, section 1*
 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, 11
 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, 10
 Avances à justifier, 2.13

B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.18
 Commissions, 10.17
 COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*
 COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*
 Conseils et Vérification Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.27
 CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.33
 Créances—radiations ou renonciations, 2.8
 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

Dépenses de voyage pour la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.4
 Dépenses des cabinets des ministres, 10.24
 Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II, section 1*
 Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II, section 1*
 Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.2
 Détail budgétaire par affectation, 10.2
 Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II, section 1*
 Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.25
 Détails des dépenses—39^e élection générale (janvier 2006), (Conseil privé), 11.20
 Détails des dépenses législatives—Élections partielles—(mars 2008) 4 partielles (Conseil privé), 11.21
 Détails des dépenses législatives—Élections partielles—(septembre 2007) 3 partielles (Conseil privé), 11.21
 DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*

E

ENCAISSE ET CRÉANCES, *voir volume I, section 7*
 État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme, (Conseil privé), 11.20
 État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.22
 État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2007-2008, (Parlement), 11.10
 État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2007-2008, (Parlement), 11.12
 État des revenus et charges, *voir volume II, section 1*
 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES, 1
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU CANADA, *voir volume I, section 2*

F

Frais d'étude, 10.20
 Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.30
 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, 7

G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.41

I

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, 2

M

Montants adjugés par une cour, 8.28

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
 Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.47
 Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.54

P

Paievements à titre gracieux, 8.16
 Paievements d'indemnités et frais d'administration, (Ressources humaines et Développement des compétences), 11.9
 Paievements de réclamations contre l'État, 8.2
 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, 8
 PAIEMENTS DE TRANSFERT, 6
 Paievements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.63
 Pertes de fonds et de biens publics, 2.16
 PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
 Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.69
 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, 9
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *voir volume II, section 1*

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des charges externes par catégorie, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des revenus externes par provenance, *voir volume II, section 1*
 Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
 Résultat stratégique et description des activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Revenus, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*
 Revenus de placements, 10.22
 Revenus ministériels, *voir volume II, section 1*

S

Services communs de télécommunications et d'informatique, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.70
 Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.75
 Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.80
 SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, 3
 Sommaire du portefeuille ministériel, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2007-2008, (Parlement), 11.18
 Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État, (Conseil privé), 11.19

V

Ventes de biens et de services, *voir volume II, section 1*